LA BANQUISE

REVUE DE CRITIQUE SOCIALE

gh

le roman de nos origines

naissance du communisme moderne
compréhension de la contre-révolution et reprise révolutionnaire
histoire et petite histoire des quinze dernières années

y a-t-il une question juive ?

pravda / public opinion

2

M 1110 - 2 - 20 F

au sommaire du numéro 1

avant la débâcle
guerre et peur
l'horreur est humaine
pour un monde sans morale
Pologne : voir ailleurs

LA BANQUISE

Revue de critique sociale

le roman de nos origines 3

naissance du communisme moderne 6

compréhension de la contre-révolution et réponse révolutionnaire 14

histoire et petite histoire des quinze dernières années 24

y a-t-il une question juive ? 61

camarade Bulldozer, faut pas pousser ! 65

ami(e)s pédophiles, bonjour ! 66

pravda / public opinion 67

Resp. publ. : G. Dauvé ● Paraît quatre fois l'an ● Abonnement 1 an : 65 F

Pour toute correspondance : LA BANQUISE · B.P. n° 214 · 75623 Paris Cedex 13

Ils reconnaissent dans ces rochers une voie praticable.

le roman de nos origines

« On ne transforme pas le terrain capitaliste en terrain prolétarien. »

Octobre, n° 4, avril 1938.

L'essentiel de ce numéro est consacré à une synthèse du mouvement révolutionnaire moderne. Faire le point sur le passé, y compris le passé récent, jeter quelques sondes dans l'époque contemporaine pour en reconnaître des tendances de fond, est indispensable pour savoir qui et où nous sommes. On ne lira ici qu'*un* bilan, non *le* bilan synthétique complet qui ne serait possible qu'après la révolution mondiale. Chaque regroupement révolutionnaire ne peut faire le point qu'à partir de sa propre position, de sa formation et de son expérience particulières. Ni introspection de groupe, ni affirmation de principes et de mouvements généraux que nous prétendrions décrire dans leur totalité, ce texte se veut à la fois universel par son fond, par les aspirations et luttes dont il est le produit, et particulier, parce que ses auteurs ont participé en des lieux et circonstances précis au mouvement communiste mondial. Il serait faux, sinon mensonger, de croire et de faire croire en une totalisation absolue : nous-mêmes, ainsi que chaque groupe révolutionnaire, avons une position et une action relatives dans l'ensemble d'un mouvement social exprimé et influencé, mais non créé, par des efforts collectifs comme le nôtre.

Il est évident par exemple qu'un révolutionnaire venu de l'anarchisme aurait conçu autrement ce bilan. Son point d'arrivée serait proche, sa trajectoire différente. Mais, pas plus que nous, il n'aurait pu faire l'impasse sur Marx ou la gauche communiste.

D'autre part, nous n'avons pas parlé de tout ce que nous estimons important. Le critère essentiel a été de traiter de ce qui nous a formés, ce qui ne veut pas dire que la critique d'autres apports seulement mentionnés ou même passés sous silence soit négligeable. Pour la même raison, traiter de nos relations avec *la Guerre sociale* et de l'affaire Faurisson de façon allusive, aurait été inadmissible et absurde.

Au fond, le fil conducteur de ce texte est la relation entre le capitalisme et l'activité humaine, dans laquelle il puise son dynamisme sans jamais l'épuiser entièrement. Le mouvement prolétarien ne se fonde ni sur des états d'âme ni sur l'espoir que le capitalisme sera un jour *vraiment* insupportable. La révolte « à titre humain », universelle et non catégorielle, naît bien d'une limite du capital, manifestée entre autres dans les crises économiques, mais qui ne se réduit pas à elles. Ce n'est ni dans la misère absolue, ni dans la perte de sens de la vie que le capital trouve sa limite mais dans les difficultés qu'il éprouve à absorber l'énergie du travail vivant, du prolétaire. Si ces difficultés apparaissent avant tout dans l'organisation du travail, elles se font aussi sentir dans toute la vie du prolétaire et ce, d'autant plus que le capital a colonisé les conditions de reproduction de la vie.

C'est au moment de la mise en place de nouvelles formes d'absorption du travail par le capital — au milieu du XIXe siècle, autour de 1914-1918, et à l'heure actuelle — que devient possible la critique du *fondement* du capitalisme, et non de ses *corollaires* inévitables mais secondaires. Plus précisément, en de telles périodes, la critique peut remonter des effets (pauvreté, chômage, répression, etc.) à leur cause : la dépossession mercantile et salariale.

Où va une société qui repose sur le travail et le rend impossible ? Pour se mettre à l'abri des conséquences sociales de la crise (chômeurs instables), elle crée une anomalie, sinon une absurdité dans sa propre logique : elle donne un salaire (« social » et non « productif ») sans contrepartie de travail, sorte d'assurance, un peu comme elle paie (mal) les invalides et les vieux. Le capital sape sa propre cohérence quand le non-travail rapporte — moins que le travail — mais de la même façon que lui. De même, le caractère collectif du travail ôte son sens à la rémunération de l'effort personnel. Le salaire individuel n'est plus qu'un instrument de division, alors qu'autrefois l'individualisation de la paie répondait à une réelle différence du travail fourni. Dans tout cela, comme dans l'automatisation, le travail salarié subsiste alors que le travail tout court devient non pas superflu mais inessentiel dans une bonne partie de la société et de la production. On est au stade décrit déjà par Marx où tout travailleur individuel participe à la production de valeur.

Les luttes d'OS, les contestations de l'espace extra-travail, les refus du travail, où la gauche et le gauchisme ne voient que des réactions, des effets de l'exploitation, contiennent quelque chose qui s'en prend à ce que dissoudront les révolutionnaires futurs, parce que ces mouvements butent (sans pouvoir le renverser) sur ce qui capitalise l'activité humaine.

La réduction de tout au minimum de temps nécessaire pour l'accomplir, l'accumulation de petits blocs de temps cristallisé, voilà la domination de la valeur. On consacre le temps le plus court à la production des choses, et par là à chaque acte de la vie. On produit donc des objets incorporant le moins de temps possible. La vie du prolétaire est soumise à cette recherche de productivité, au point qu'il l'intériorise partiellement. Le secret et la folie valorisatrices consistent en ce qu'on essaye toujours d'avoir le plus par le moins, un maximum à partir d'un minimum. Ce qui est impossible, mais semble accessible par le détour de la technique, incorporant un travail passé, accumulé, mis en valeur par un travail vivant aussi réduit que possible.

Que devient au passage celui qui assure ce travail vivant ? Il connaît

« Accueilli dans le processus de la production capitaliste, le moyen de travail subit toute une série de métamorphoses, dont la dernière est représentée par la *machine*, ou plutôt par un *système automatique de machines* (les machines automatiques ne sont que la forme la plus achevée et la plus adéquate, qui transforme finalement le machinisme en système) mis en mouvement par un automate, force motrice qui se meut elle-même. Cet automate se compose de nombreux organes mécaniques et intellectuels, en sorte que les travailleurs eux-mêmes n'en sont finalement que les articulations conscientes.

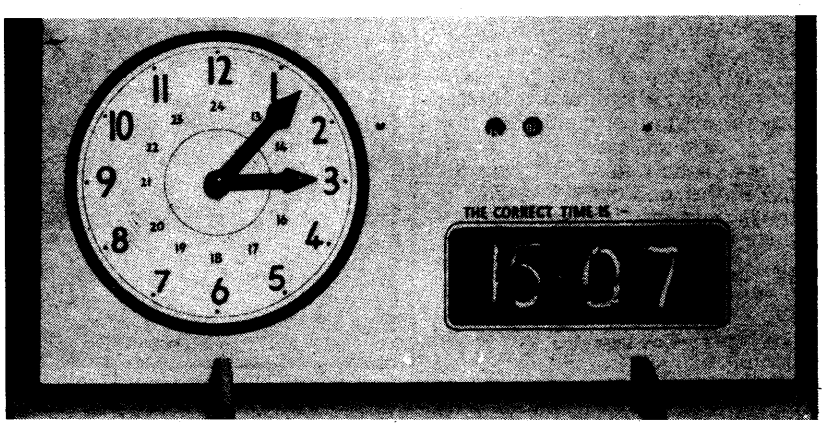
(...) La tendance naturelle du capital est d'augmenter la productivité du travail et de nier au minimum le travail nécessaire.

(...) Dans la mesure même où le temps — quantum de travail — est posé par le capital comme le seul élément déterminant de la production, le travail direct pris comme principe de création des valeurs d'usage disparaît ou du moins se trouve réduit quantitativement et qualitativement à un rôle certes indispensable, mais subalterne, en regard du travail scientifique en général, de l'application technologique des sciences naturelles, et de la force productive générale issue de l'organisation sociale de l'ensemble de la production... Le capital œuvre ainsi à sa propre dissolution comme forme qui domine la production.

(...) A mesure que la grande industrie se développe, la création de la richesse vraie dépend moins du temps et de la quantité de travail employés que de l'action des facteurs mis en mouvement au cours du travail, dont la puissante efficacité est sans commune mesure avec le temps de travail immédiat que coûte la production (...).

Ce qui apparaît là, dans cette transformation, comme le maître pilier de la production et de la richesse, ce n'est ni le travail immédiat ni le temps de travail, c'est l'appropriation par l'homme de sa propre force productive universelle, c'est l'intelligence et la maîtrise de la nature par l'ensemble de la société — bref, l'épanouissement de l'individu social. *Le vol du temps de travail d'autrui, base actuelle de la richesse*, paraît une assise misérable comparée à celle que crée et développe la grande industrie elle-même. Lorsque, dans sa forme immédiate, le travail aura cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cessera et devra cesser d'être la mesure du travail, tout comme la valeur d'échange cessera d'être la mesure de la valeur d'usage. Le surtravail des masses humaines cessera d'être la condition du développement de la richesse générale ; de même — apanage de quelques-uns — l'oisiveté ne sera plus une condition du développement des facultés générales du cerveau humain. Dès lors, la production fondée sur la valeur d'échange s'effondre, et le processus immédiat de la production matérielle se dépouille de sa forme et de ses contradictions misérables.

(...) Le capital est contradiction en procès : il tend à réduire au minimum le temps de travail, tout en se faisant l'unique source et la mesure de la richesse. Aussi le diminue-t-il dans sa forme nécessaire pour l'augmenter dans sa forme inutile, faisant du temps de travail superflu la condition — question de vie ou de mort — du temps de travail nécessaire. D'un côté, le capital met en branle toutes les forces de la science et de la nature, il stimule la coopération et le commerce sociaux pour libérer (relativement) la création de la richesse du temps de travail, d'un autre côté, il entend mesurer en temps de travail les immenses forces sociales ainsi créées, de sorte qu'il en contient, immobilise et limite les acquis. Forces productives et relations sociales — double principe du développement de l'individu — ne sont et ne signifient pour le capital que de simples moyens pour se maintenir sur sa propre base étroite. En réalité, ce sont là des conditions matérielles qui feront éclater les fondements du capital.



(...) Adopter le temps de travail comme étalon de la richesse, c'est fonder celle-ci sur la pauvreté ; c'est vouloir que le loisir n'existe que dans et par l'opposition au temps de surtravail ; c'est réduire le temps tout entier au seul temps de travail et dégrader l'individu au rôle exclusif d'ouvrier, d'instrument de travail. *C'est pourquoi, le machinisme le plus perfectionné force l'ouvrier à consacrer plus de temps au travail que ne l'a jamais fait le sauvage de la brousse ou l'artisan avec ses outils simples et grossiers.*

De même qu'avec le développement de la grande industrie, l'appropriation du temps de travail d'autrui cesse d'être la raison et la source de la richesse, de même le travail immédiat cesse d'être comme tel la base de la production ; car d'une part il se change en une activité de surveillance et de direction et d'autre part le produit a cessé d'être l'œuvre du travail isolé et direct : c'est la *combinaison* de l'activité sociale qui apparaît en fait comme le producteur. »

Marx, Manuscrits de 1857-58 (*Grundrisse*), in *Oeuvres*, Gallimard, II, 1968, pp. 297-311.

•

« En même temps que se développe la subordination réelle du travail au capital, c'est-à-dire au mode de production spécifiquement capitaliste, c'est non pas le travailleur individuel, mais une force de travail socialement coordonnée qui devient l'*agent réel* du processus de travail dans son ensemble. Les diverses forces de travail qui coopèrent et constituent la machine productive totale participent diversement au processus immédiat de la production des marchandises (ou mieux : des produits), la tâche des uns étant surtout physique, des autres intellectuelle, celui-ci comme gérant, ingénieur, technicien, etc., celui-là comme surveillant, le troisième comme simple ouvrier manuel, voire comme manœuvre. »

Marx, Manuscrits de 1861-65, *Oeuvres*, Gallimard, II, 1968, p. 388.

•

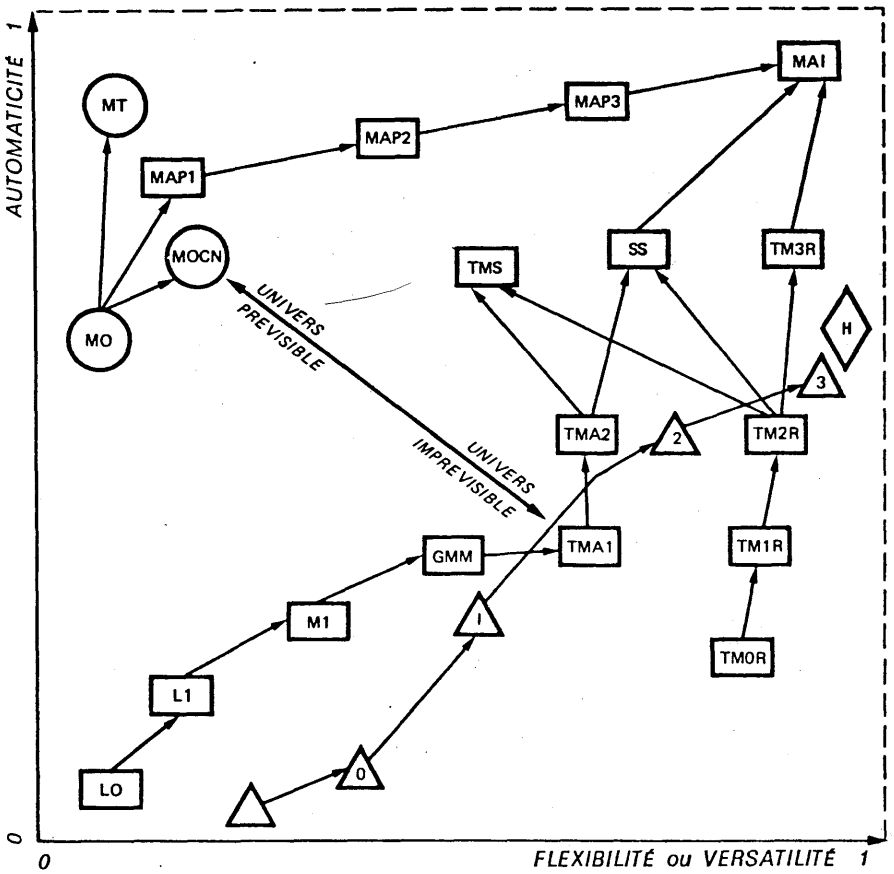
« A partir du moment (...) où le produit individuel est transformé en produit social, en produit d'un travailleur collectif dont les différents membres participent au maniement de la matière à des degrés très divers, de près ou de loin, ou même pas du tout, les déterminations de *travail productif*, de *travailleur productif*, s'élargissent nécessairement. Pour être productif, il n'est plus nécessaire de mettre soi-même la main à l'œuvre ; il suffit d'être un organe du travailleur collectif ou d'en remplir une fonction quelconque. »

Marx, *Capital*, Livre I, *Oeuvres*, Gallimard, I, 1963, pp. 1001-1002.

dans sa vie l'expérience-limite de l'épuisement que le capital fait subir, dans d'autres conditions, à la terre. A l'usine comme au champ, l'obsession de la productivité se heurte à la même limitation : les conditions qu'elle doit réunir pour toujours abaisser le temps de travail socialement nécessaire à la production des biens se retournent contre elle. Quand on dit qu'en vingt ans, le rendement à l'hectare a doublé ou triplé, on oublie que cet accroissement suppose des matières premières et de l'énergie. Aux Etats-Unis, on a chiffré la relation entre l'énergie récoltée sous forme de grains, et celle apportée pour la produire. Le prix mis à part, « la valorisation de l'énergie investie n'était plus, en 1970, que les 3/4 de ce qu'elle était en 1945 ». (*L'Année économique et sociale 1978, Le Monde*, 1979, p. 158.)

Comme la chute de rentabilité industrielle, les rendements décroissants dans l'agriculture ne sont pas insurmontables. Mais la solution dépend du rapport de force social. Si la terre oppose sa seule inertie à la valorisation, les prolétaires en sont le moyen *actif* et le seuil critique. La crise de la valorisation, à la fois effet et cause de l'action-réaction prolétarienne, ouvre la possibilité de rupture avec une société reposant sur la recherche systématique de productivité.

Le capitalisme aussi se trouve dans une situation ouverte, qu'il rêve de combler par le biais de la technique. La machine automatique combine outils et programme. Mais le *software* reste séparé du *hardware*, le « logiciel » est distinct de la partie proprement mécanique et (re)programmable. Le robot est typique d'un monde où faire et apprendre, faire et diriger, sont maintenus comme réalités différentes. Le robot est un travailleur incorporant son chef. On n'a pas pu faire, malgré Taylor, de l'homme une machine, on ambitionne de faire de la machine un être vivant. Les spécialistes de la robotique versent sans cesse dans l'anthropomorphisme : tout à la fois « bras », « œil », etc., le robot réunit corps et tête, muscles et intelligence. C'est l'esclave idéal dont on mesure les « degrés d'asservissement ». On a baptisé *Spartacus* un projet de recherche, dont l'une des créatures est une machine pour tétraplégique. Le robot serait la prothèse d'un capital désincarné et débarrassé du surplus néfaste



L0	Appareil de levage non motorisé	MT	Machine transfert
L1	Appareil de levage motorisé	MOCN	Machine-outil à commande numérique
M1	Engin de manutention	MAP1	Manipulateur automatique programmable (robot industriel) de 1ère génération
GMM	Gros manipulateur motorisé commandé par touches	MAP2	Manipulateur automatique programmable (robot industriel) de 2e génération
TMA1	Télémanipulateur asservi sans retour d'effort	MAP3	Manipulateur automatique programmable (robot industriel) de 3e génération
TMA2	Télémanipulateur asservi sans retour d'effort et muni d'organes sensoriels	MAI	Manipulateur automatique idéal
TM0R	Télémanipulateur maître esclave mécanique à retour d'effort	0	Tétraplégique
TM1R	Télémanipulateur motorisé à retour d'effort	1	Tétraplégique équipé d'aides mécaniques
TM2R	Télémanipulateur à retour d'effort muni d'organes sensoriels (2e génération)	2	Tétraplégique équipé d'aides motorisées
TMS	Télémanipulateurs spécialisés	3	Tétraplégique équipé d'aides de manipulateurs de 2e génération (Spartacus)
SS	Sondes spatiales	H	Tétraplégique équipé quasi-idéalement
TM3R	Télémanipulateur de 3e génération à retour d'effort		Homme normal
MO	Machine-outil		

— Evolution des machines automatiques (type robot)

d'action humaine, réduisant l'être vivant à une pollution inévitable mais maîtrisée.

Notre tentative de synthèse s'achève sur la perspective (seulement possible) d'un bouleversement de portée aussi considérable que l'industrialisation de la première moitié du siècle dernier, ou que l'apparition du nouveau système de production au début du XXe. Il serait toutefois trompeur d'attendre que les prolétaires se révoltent simplement contre la marche en avant d'un système qui les écrase. Les grands mouvements sociaux n'ont pas de moteur, assimilable par exemple à la crise économique ou aux effets désastreux du progrès technique. Ils sont mis en branle par les contradictions d'un univers révélant ses failles, ses aberrations.

Rien ne garantit que le prolétariat mettra ces contradictions à profit pour jouer son propre jeu dans une crise qui s'avèrera peut-être la transition vers une autre forme de production et de société capitalistes. Ce qui fonde notre action, c'est la double conviction de la profondeur des contradictions actuelles, et du manque d'adhésion manifestée, idéologique, des ouvriers au capital, telle que la gauche communiste la notait avant-guerre ou en 1944-1945. L'*action de classe*, c'est-à-dire les pratiques qui unissent les prolétaires, font avancer les choses dans les têtes, par des clivages durables entre les prolétaires et tout ce qui soutient le capitalisme. Mais cette expérience prolétarienne, n'est révolutionnaire que si elle s'engage sur des voies rompant avec les issues capitalistes.

Il ne suffit pas de constater que l'instauration de structures ouvrières permanentes de masse, sous la domination d'un capital apte à tout pénétrer et à faire d'un organe ouvrier durable un de ses relais, devient un obstacle à la révolution. Encore faut-il se demander pourquoi. La seule *défense de la condition prolétarienne* est aujourd'hui une impasse, une voie irréalisable, ou un parasyndicalisme. Il n'y a ni à dissoudre la défense des conditions de vie ouvrières dans une marée de « nouveaux mouvements sociaux », ni à en faire le pilier ou la tête de ces néo-réformismes. La difficulté présente, en théorie et surtout en pratique, vient de ce qu'on ne peut plus se revendiquer de rien, c'est-à-dire de rien d'existant positivement en ce monde, pour le défendre, l'étendre, encore moins le transformer dans un sens progressiste, prolétarophile. C'est pour cela qu'un mouvement révolutionnaire, et donc ses regroupements communistes annonciateurs, ont tant de mal à émerger.

La révolution ne sera pas l'addition de mouvements luttant chacun au nom de sa spécificité, même en plaçant au premier plan un mouvement qui se voudrait ouvrier. Elle ne juxtaposera pas des comités de quartiers, des groupes de femmes, des cercles écologistes... même chapeautés par des conseils d'usine. Chaque composante ne s'occupera pas d'abord de *sa* condition, elle se fondra dans un ensemble, qui ne changera pas l'école, l'usine, la relation homme-femme, mais changera ce qui est à la racine de tout, les rapports d'argent et de salaire, et bouleversera ainsi les secteurs dont le capital a entretenu ou créé la spécialisation.

On n'a pas tort d'affirmer l'expansion mondiale de la classe salariale (S. Rubak, *Classes laborieuses et révolution*, Spartacus, 1979). Mais cet élargissement s'accompagne d'une polarisation autour de deux situations extrêmes qui se révèlent l'une et l'autre un piège. Les ouvriers des pays développés (et récemment en Pologne : *cf.* notre article du n° 1 de *La Banquise*) se reconnaissent encore trop dans une identité ouvrière à la fois archaïque et capitaliste. Et la grève la plus dure et la plus longue depuis 1945 en France fut celle du *Parisien Libéré* (1975-1977), à la fois capitaliste par son objectif de maintien d'un tel journal, syndicale par son contrôle presque total par la CGT qui en fit une vitrine de sa capacité d'action, et pourtant radicale par ses méthodes (prise de pouvoir dans le journal, éditions pirates, « rodéos » contre les jaunes, etc.).

A l'autre bout, dans le tiers monde, la prolétarisation est souvent un moment, elle n'unifie pas autour d'une condition commune. L'absence fréquente d'identité ouvrière va alors de pair avec un manque de conscience et de pratique prolétariennes. Alors que les ouvriers des pays développés s'efforcent d'échapper à la prolétarisation en s'enfermant dans leur emploi, sinon dans leur métier s'ils ont une qualification, ceux du tiers monde tentent d'échapper au statut prolétaire en en faisant une phase provisoire de leur existence.

Ce ne sont jamais la répression ou la « pulvérisation du prolétariat » qui ont raison des révolutionnaires, mais leur faiblesse à *comprendre* ce qui se passe et à *s'y situer*. L'une des principales causes de faiblesse des noyaux radicaux actuels, qui les pousse dans le meilleur des cas à la fuite en avant activiste, théoricienne ou autre, est notre difficulté générale à appréhender les formes de l'expérience prolétarienne aujourd'hui, que nous saisissons moins bien que le contexte capitaliste qui s'efforce de les englober.

Cette auto-compréhension d'un mouvement social reste nécessairement partielle. Nous ne verrons qu'un fragment de ce mouvement, pris sous un angle particulier. Nous parlerons surtout de la France. Non pas parce qu'elle aurait été le centre d'une dynamique mais parce que nous sommes contraints de parler de ce que nous connaissons le mieux, le communisme n'ayant pas été assez fort pour atteindre des dimensions internationales, sauf en de brefs moments vite suivis d'un rétrécissement des perspectives aux cadres nationaux.

naissance du communisme moderne

Quelle continuité ?

Entre les groupes et les individus qui nous ont fait ce que nous sommes, qu'ils soient ou non nos contemporains, on pourrait relever de nombreuses interrelations parfois croisées. Il serait absurde de revendiquer une continuité organisationnelle. Mais ne peut-on parler d'une invariance ou tout au moins d'un fil doctrinal ?

Il n'y a pas de révolutionnaire éclectique, qui puisse se contenter de prendre son bien là où il le trouve. Lire aujourd'hui une pensée profonde, qui nous transforme, chez Flora Tristan, demain une seconde chez Bakounine, plus tard une troisième chez Marx, ne nous enrichit que si leur apport s'inscrit dans une cohérence construite, modifiée, mais qui tend à une critique unitaire du monde. Inutile de refuser l'éclectisme au nom d'une pureté doctrinale. On le rejette quasi naturellement parce qu'un *mouvement communiste* existe. C'est d'ailleurs la conviction de son existence qui fait la différence entre notre « courant », dont *La Banquise* est un aspect, et d'autres révolutionnaires. Au-delà d'une mise au point historique, ce texte aura atteint son but s'il éclaire ce qu'est le mouvement communiste, sa nature comme ses manifestations actuelles.

L'être humain sera peut-être un jour un mutant capitalisé. En attendant, il est réconfortant de constater qu'on ne réussit toujours pas à fabriquer de tels êtres, et nous doutons même qu'on y parvienne jamais. Tel que l'histoire passée et présente nous le montre, l'être humain se caractérise entre autre par le fait qu'il se livre à une activité avec d'autres êtres. A travers cette relation, il se transforme en transformant ce qui l'entoure. C'est ce qui distingue l'humanité des « sociétés » d'insectes, de singes, etc. (Voir *La Banquise*, n° 1, « Pour un monde sans morale ».) Le mouvement communiste est la tendance humaine à faire de cette

activité et de cette relation l'essentiel de la vie humaine, tendance théorique et pratique qui se manifeste embryonnairement, sans remettre la société en cause, dans des gestes élémentaires, de solidarité, d'entraide, et socialement par un mouvement révolutionnaire.

« La question de souveraineté mène donc droit à l'organisation communiste, et soulève du même coup toutes celles qui tiennent aux causes rationnelles de l'existence d'un état de société... Qu'est-ce que la société ?... La société n'existe que par le fait du rapprochement des hommes, mettant en commun leurs facultés diverses... dès lors, son objet est d'utiliser ces forces, cette puissance collective pour le plus grand bien de tous... » (*La Fraternité de 1845*, 1847.)

99% des sociétés connues reposent sur l'exploitation de l'homme par l'homme, l'oppression de groupes par une classe dominante, interposant entre l'être et son activité des médiations : Etat, religion, politique, etc. Pourtant, ce monde anticommuniste ne fonctionnerait pas sans la tendance humaine au communisme, détournée, dégradée. Le besoin d'activité est une des conditions du travail le plus aliénant, de même que la nécessité d'agir, de se dépasser permet la dépossession de soi dans la religion, la politique, l'art.

Le communisme c'est ce qu'on fait et ce qu'on a en commun avec les autres. C'est une fonction nécessaire à toute existence et à toute action. Alors, dira-t-on, il y a « du communisme » partout ? Oui. Le mouvement communiste est l'action et l'expression *cohérente* de cette irrépressible tendance, qui concourent à assurer le triomphe de ce qui est commun aux hommes, leur être-ensemble. Les sociétés d'exploitation jouent sur cette communauté latente et sur le besoin que chacun a d'elle, le besoin d'agir ensemble, et constituent là-dessus une kyrielle de petits groupes ou d'individus surtout reliés par l'intermédiaire étatique ou marchand. Grégarisme et individualisme vont de pair. Le communisme, au contraire, est le besoin d'être et d'agir ensemble, mais sans abdiquer son existence et son action propres, autonomes.

Le mouvement communiste est donc, par nature, multiforme et convergent. Il ne craint pas l'impureté doctrinale. L'homme politique, lui, doit être héritier ou fondateur. La filiation pose un éternel problème à la politique. Pour regrouper le séparé, il lui faut des repères, des ancêtres, des fondateurs. Inversement, chez les spécialistes de la recherche questionnante, qui ont besoin de chercher sans trouver, c'est la phobie de la tradition qui s'impose.

Malgré l'importance des mouvements de longue durée, en économie comme dans la vie des sociétés, les moments cruciaux sont pour nous ceux où le communisme sort de sa réalité phénoménologique quotidienne pour émerger comme force sociale offensive. C'est le cas des années précédant et suivant 1848 et de l'après-1917, qui constituent des périodes-clé de son histoire. Dans les deux cas, pourtant, le prolétariat n'est pas allé assez de l'avant pour s'unifier et agir vraiment *pour lui-même*. Ces temps forts n'en demeurent pas moins décisifs, dans la pratique comme « doctrinalement ». Par contre, les longues phases qui suivirent ces ruptures accentuèrent la dispersion — l'éclatement théorique correspondant à l'émiettement du mouvement. En 1933, la revue *Bilan* constatait dans son n° 1 que « la vision du développement révolutionnaire dans le monde entier [...] n'est plus unitaire » depuis 1923.

Les retours en arrière sur ces deux charnières — 1848 et 1917 — sont plus qu'un rappel historique. Résumant des débats qui ont animé le mouvement révolutionnaire depuis les années soixante, ils doivent permettre de voir si la phase historique ouverte il y a une quinzaine d'années peut déboucher sur un autre de ces temps forts. Ce qu'on lira sur 1848 et 1917 exprime aussi l'itinéraire d'une génération. Nous ne mettons évidemment pas Marx ou la révolution russe sur le même plan que la Vieille Taupe ! Mais il faut savoir ce que la Vieille Taupe pensait de la révolution russe pour comprendre la Vieille Taupe et ce que nous pensons de Marx pour nous comprendre nous-mêmes. Il ne s'agira pas d'évaluer ce que nous avons emprunté aux uns et aux autres ni de peser le pour et le contre. La mise à jour des limites d'un courant compte moins que celle de son mouvement d'ensemble, de la profondeur de son apport. Il s'agira plutôt de montrer le pourquoi et le comment de la transformation en idéologie d'idées alors subversives.

« [...] l'idéologie ne se construit pas sur les *erreurs* de la critique radicale qui lui a donné naissance mais sur la vérité historique que cette dernière aura dégagée, ou du moins contribué à dégager. » (*En finir avec le travail et son monde*, C.R.C.R.E., n° 1, juin 1982.)

Mil huit cent quarante-huit

Pourquoi revenir sans cesse à 1848 ? Il ne s'agit ni d'européocentrisme ni d'un quelconque mépris pour les millénaires qui ont précédé l'ère industrielle. Avant le XIXe siècle, le mouvement communiste se trouvait déjà présent dans les communautés naturelles, c'est-à-dire sociales, et dans les communautés artificielles cimentées par la religion ou l'utopie semi-religieuse. En outre, il existe déjà une « classe ouvrière » bien avant le XIXe siècle. Au début du XVIe siècle, les troupes de Thomas Münzer rassemblaient surtout, pense-t-on, des ouvriers tisserands et des mineurs, habitant des villes. Dans les cités de la Hanse au début du XVIIe siècle, à Leyde vers 1670, à Paris en 1789, la moitié au moins de la population était composée de salariés. On estime qu'il existait 1,5 million d'ouvriers du textile dans le Sud de la Belgique, et le Nord de la France vers 1795. Nombreux dans les centres urbains, les salariés le sont aussi dans les campagnes. En somme, c'est partout que les sociétés ont engendré cette vaste couche de déracinés, de dépossédés, ceux que Sully appelait les « hommes du néant ».

Par ailleurs, le faible « développement des forces productives » n'a jamais empêché de communiser la société. Dans les rares sociétés proches du communisme que l'on peut encore observer aujourd'hui, et où l'on ne connaît ni exploitation, ni propriété privée, ni appareil coercitif et où l'environnement ne pose pas de problème, la production matérielle est peu développée.

Alors que le communisme place la vraie richesse dans l'acte de production lui-même, le capitalisme est animé par la nécessité de produire. Il considère le produit avant le processus, et cette impossibilité chronologique l'oblige à s'organiser pour ruser avec le temps. Pour lui, la richesse est ce qu'on produit. Dans le communisme, la richesse est ce qu'on fait et donc ce

qu'on est. *Faire* dépasse l'alternative millénaire entre « être » *ou* « avoir », remise récemment au goût du jour par les théorisations sur l'*homo ludens* opposé à l'*homo faber*. Ce *faire* n'est pas l'action du producteur ; il ne réduit pas l'intelligence à l'outil ; il est constitué de la multiplicité des activités possibles, y compris celle de ne rien faire. L'homme communiste n'a pas peur de perdre son temps. Le communisme, dépassement des séparations, existe comme continuellement auto-créé : l'être ne s'y confond pas avec ce qu'il fait, n'est pas ce qu'il fait, mais la direction, le devenir de ce qu'il fait.

En réinterprétant l'histoire, le capitalisme a fini par nous faire croire que les hommes ont toujours voulu augmenter les surplus, élever la productivité alors que c'est le capital qui a créé le besoin de gagner du temps et, en particulier, de réduire systématiquement le temps de travail. La communauté primitive ne s'est pas dissoute le jour où elle a produit un surplus échangeable.

Il n'y a pas eu de seuil de la croissance au-delà duquel les forces productives auraient engendré la marchandise, les classes, l'Etat. Le facteur décisif fut social et non économique. De même, il n'existe pas de seuil de l'« abondance » créée par le capital qu'il faudrait franchir pour parvenir au communisme. La raison pour laquelle le capitalisme peut permettre de passer au communisme est, elle aussi, sociale. Le capitalisme ne se borne pas à développer les forces de production, il crée une masse de gens ayant à la fois le besoin et la capacité, le moment venu, de communiser le monde, de rendre commun tout ce qui existe.

Les communautés primitives que nous pouvons qualifier de communistes sont l'exception. Le communisme théorique n'est pas une téléologie ; il ne prétend pas que l'industrie était inéluctablement inscrite dans le destin de l'humanité. Il constate seulement que les êtres humains n'ont pas trouvé en eux-mêmes le moyen de s'unifier en une espèce humaine. S'ils avaient été télépathes, l'universalité de l'espèce se serait peut-être affirmée autrement, en évitant de faire le détour historique par les sociétés de classe. Telle qu'elle existe aujourd'hui, l'humanité bénéficiera, pour se communiser, des moyens de production et de communication créés par le capitalisme.

En l'absence de l'industrie moderne, les babouvistes pouvaient difficilement faire une révolution. La lacune décisive de leur époque ce n'était pas le défaut d'abondance de biens de consommation car la richesse matérielle ne s'apprécie pas purement et simplement du point de vue de la quantité (la révolution réorientera la production et fermera toutes les usines inadaptables au communisme). Ce qui manquait aux babouvistes c'était cette masse de gens qui, disposant de forces productives mondialement unifiées, ont la capacité de faire aboutir leur révolte. La technique ne sert pas tant à produire des biens en abondance qu'à créer la base matérielle d'un *lien social*. Et c'est seulement à ce titre que la capacité de produire beaucoup, de se transporter vite, etc., sont des conditions du communisme. L'apport historique du capital est le produit d'une des pires horreurs commises par lui. Il n'a en effet permis à l'homme de devenir social, humain, en tant qu'espèce humaine, qu'en l'*arrachant au sol*. L'écologie voudrait l'y renvoyer mais l'homme ne s'enracinera de nouveau que s'il s'approprie toutes ses conditions d'existence. Ayant renoncé à l'obsession de ses racines perdues, il en plantera de nouvelles qui s'enchevêtreront à l'infini.

Le prolétaire moderne, apparu au XIXe siècle avec la renaissance de ce terme, n'est pas plus exploité que ne l'était le serf ou l'esclave. La différence est d'ordre qualitatif : il est le premier dont l'exploitation s'assortit d'une dépossession radicale de lui-même *au moment même* où les conditions d'une révolution communiste semblent réunies. La lutte élémentaire n'est pas une forme d'existence du prolétariat car le prolétariat n'existe que comme ensemble de prolétaires agissant collectivement dans un sens révolutionnaire. Le prolétariat n'existe que comme révolutionnaire, même embryonnairement. Dans la société, il existe en permanence un mouvement communiste diffus et des prolétaires isolés. Parfois seulement, quand le mouvement communiste passe à l'offensive, il y a un prolétariat. Le prolétariat est l'agent du mouvement communiste. Il est tendanciellement le communisme ou il n'est rien.

Si le prolétariat n'a de réalité que dans une dynamique, la lutte de classe, et ne se réduit à aucune quantité mesurable statistiquement, il n'a pas pour autant une existence purement négative — il existe aussi dans un rapport *interne* au capital. Un lien nécessaire unit ceux qui tenteront une révolution communiste et leur réalité dans les rapports capitalistes. Ils ne détruiront la relation capitaliste que dans la mesure où ils en sont constitutifs. Seul le travail associé que le capitalisme a généralisé donne une consistance au lien entre les activités productives des prolétaires du monde entier. A défaut, ce lien ne peut être assuré que par l'échange marchand, la coexistence des Etats ou une force morale, comme dans l'utopie.

Jusqu'à présent, les mouvements sociaux, y compris la gauche communiste au XXe siècle, ont voulu organiser les hommes, créer le lieu où les réunir, parce qu'ils n'avaient pas entre eux de liens assez cohérents pour se soulever. A partir du XIXe siècle, le développement capitaliste a créé une condition du communisme en donnant naissance à un véritable « homme du néant ». Quelle que soit l'abondance ou la rareté des biens, cet être est totalement dépouillé, puisque l'activité est chez lui devenue secondaire par rapport à la consommation marchande d'objets ou de services, rendus indispensables. Le prolétaire est celui qu'on a séparé de tout et qui entre en relation avec ce tout par le moyen de *besoins*. Saint-Simon définit d'ailleurs l'industriel comme l'« homme qui travaille à produire ou à mettre à la portée des différents membres de la société un ou plusieurs moyens matériels de satisfaire leurs besoins et leurs goûts physiques ». L'action humaine passe après son résultat objectivé dans un produit qu'on doit se procurer.

« Voyez Raphaël [héros de *La Peau de chagrin*]. Comme le sentiment de sa conservation étouffe en lui toute autre idée ! [...] il vit et meurt dans une convulsion d'égoïsme. C'est cette personnalité qui ronge le cœur et dévore les entrailles de la société où nous sommes. A mesure qu'elle augmente, les individus s'isolent ; plus de liens, plus de vie commune. » (Balzac, préface aux *Romans et contes philosophiques*, 1831.)

C'est contre cette déchéance de l'activité humaine, où la pauvreté n'est plus que le corollaire du niveau de consommation, contre la nouvelle forme prise par la « richesse » que le mouve-

ment communiste grandit au milieu du siècle dernier, en se donnant pour but la recomposition d'un homme non séparé de ses actes, des autres, de lui-même. Les *Manuscrits de 1844* de Marx sont à notre avis la meilleure synthèse de cette immense aspiration vers un monde sans mercantilisme ni individualisme, un monde où l'homme est la principale richesse de l'homme. A lui seul, ce texte justifie la formule de Rosa Luxemburg : Marx, exprimant ainsi un mouvement qui le dépassait, excédait les besoins théorico-pratiques de son temps.

C'est le *communisme* qui définit le mouvement révolutionnaire, face à la gauche et au gauchisme de toutes les époques. Son affirmation *négative* totale (contre l'Etat, les syndicats, etc.), qui ne se dégagera d'ailleurs qu'après 1917, n'en est qu'une conséquence logique. Si l'on veut en effet détruire les racines du capitalisme et non l'organiser autrement pour mieux en répartir les richesses, on doit s'attaquer à tout ce qui l'aide à fonctionner et tend à l'« améliorer » — l'Etat, la politique, le syndicalisme, etc. Le communisme n'est pas un mode de production mais avant tout un mode d'existence. « A chacun selon ses besoins ? » Oui, mais seulement parce que le communisme est d'abord activité. Il ne se construit pas mais libère des moyens de vivre des entraves capitalistes, et les transforme.

L'*homme économique* est relié au monde par des besoins qu'il satisfait en produisant des objets et en les achetant. La révolution, qui remet en cause la marchandise, récuse aussi l'être défini par des besoins. Le besoin implique la séparation : l'homme a besoin d'objets produits en dehors de lui, et sa frénésie de consommation toujours insatisfaite provient de cette séparation, car c'est la recherche dans l'objet de ce qui n'y est plus : l'activité qui l'a produit. De même, un travail, aussi agréable soit-il, ne produit rien directement pour soi et oblige à acheter ailleurs ce dont on a besoin. Imposée par cent cinquante ans de capitalisme moderne, la notion de besoin est le résultat de l'absorption par le capital de l'activité humaine séparée en deux actes successifs : produire et consommer.

Mais le déracinement de la première moitié du XIXe siècle provoqua, par sa violence même, une poussée démocratique qui offrit aux prolétaires une communauté de substitution, l'activité politique venant compenser la pratique dont ils étaient désormais privés. Les aspects les plus marquants du mouvement antérieur à 1848, les textes les plus percutants, les gestes insurrectionnels comme l'émeute des tisserands silésiens en 1844 théorisée par tous les radicaux, montrent pourtant la classe ouvrière sous les traits d'un monstre qui, vidé de toute substance, *ne pouvait que* s'attaquer aux fondements du système. Ayant fait table rase de toute communauté ancienne, l'industrialisation ne laissait plus de place qu'à une communauté humaine. Engels dit des ouvriers irlandais qu'avec quelques centaines de gaillards de leur trempe on pourrait révolutionner l'Europe. Balzac lui fait écho à sa façon en parlant en 1844 de « ces modernes barbares qu'un nouveau Spartacus, moitié Marat, moitié Calvin, mènerait à l'assaut de l'ignoble Bourgeoisie à qui le pouvoir est échu ». Il n'empêche que le vide social créé par le capital se remplit de lui-même. C'est à peine si en 1848-1850, les communistes — Marx et Engels y compris — mettent en avant le communisme, même comme programme lointain.

Dans ses actions les plus violentes, le prolétariat n'a pas agi en communiste. L'insurrection lyonnaise de 1831, qui met à jour la question ouvrière, n'est que l'auto-organisation du salariat en tant que tel, la structure hiérarchique du travail se transposant en communauté militaire. En juin 1848, c'est le quartier ouvrier qui prend les armes sans sortir de l'espace salarial. Autant de mouvements défensifs où les prolétaires se font tuer sur place sans s'en prendre à leur *condition*. En Angleterre, les émeutes de 1842 et de 1848 sont les plus violentes jusqu'à celles de Brixton en 1982. Mais le chartisme détourne les énergies sur la revendication du suffrage universel. La foule immense réunie le 10 avril 1848 à Kennington Common, au Sud de Londres, ne franchit pas le pas vers...

En 1847, Marx écrit : « Les conditions économiques avaient transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une masse vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte... cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. » (*Misère de la philosophie*, dans Œuvres, Gallimard, I, 1963, pp. 134-135) Mais contrairement à la théorie, le prolétariat n'a pas agi pour lui-même. Les réalisations des révolutions — démocratiques — de 1848-50 restent en deçà des espoirs de la veille.

La vingtaine d'années qui a précédé fut toutefois essentielle dans la formation du mouvement communiste, et pas seulement théorique : la théorie n'aurait pas approché le communisme comme elle l'a fait sans un mouvement pratique. Pour ne citer qu'un exemple, il suffit de comparer les formes d'organisation d'avant et d'après 48. Les syndicats qui apparaissent après 48 sont une régression par rapport aux premières associations ouvrières, qui avaient tenté de réunir des professions et qualifications différentes — union de métiers et non unions de métier comme plus tard. Ces associations combinaient aspiration utopique, revendication sociale, réforme politique. Le mouvement communiste a grandi sur un terrain globalement réformiste mais où la question communiste était posée. Fondée en 1864, l'Association Internationale des Travailleurs sera au contraire et avant tout une organisation du travail.

De l'utopie à la critique du capitalisme

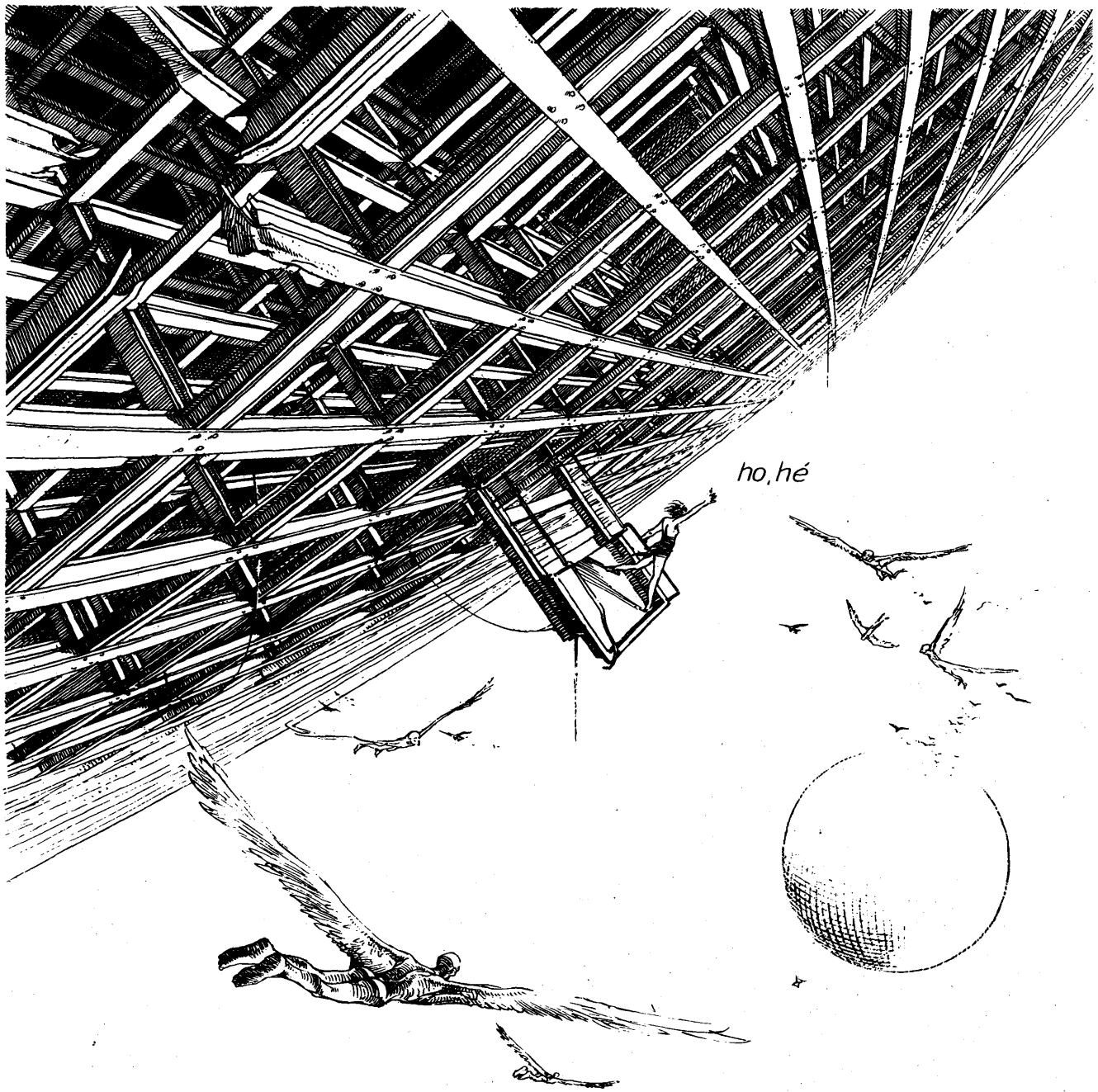
Les prolétaires de la première moitié du XIXe siècle sont restés déchirés dans la pratique par la coexistence au sein de la même société de deux univers opposés : celui du capital, qui socialisait le monde en les réunissant dans le travail, et leur propre vie d'exclus non entièrement atomisés, le capital n'ayant pas encore totalement détruit, en particulier dans les villages industriels nés au XVIIIe siècle, les anciens liens collectifs. Les révolutionnaires croient alors pouvoir résoudre les contradictions entre société et individu, richesse et pénurie, capital et travail, grâce à une communauté qui ne résulte pas de la cohérence « naturelle » des activités mais de la réalisation d'un *principe* communautaire, profane ou même sacré. Saint Simon, Owen, Cabet, Fourier veulent fonder la communauté comme une entreprise.

Feuerbach assimile l'humanité à un dieu : « L'unité du moi et du toi, c'est Dieu. » dit Feuerbach. Certains utopistes sont communistes en cela qu'ils veulent le communisme ; mais ils ne veulent pas de révolution.

Social, le mouvement est aussi international : des groupes d'exilés, d'artisans parcourent l'Europe. C'est parfois aussi un mouvement politique : des passerelles nombreuses le relient à la poussée démocratique, dont on a vu qu'elle finit par l'absorber. Cabet, par exemple, loin d'être un penseur en chambre, a derrière lui une carrière politique. Longtemps il caresse le projet de rallier l'opposition républicaine autour de l'idée qu'il a du communisme. « ... nous, communistes, nous avons toujours invoqué et invoquerons toujours l'union de tous les démocrates... » écrit-il en 1845. Son *Populaire* compte, dit-il à la même époque, « peut-être cent mille lecteurs ». Et c'est l'échec politique qui l'incite, tardivement, à fonder « ailleurs » sa société idéale, l'Icarie.

Le lien réel n'étant ni assez fort ni assez visible, on cherche à créer une unité sur un principe extérieur au monde mais qui répond à l'essence de l'homme. A l'horreur du capital, on oppose la nature de l'homme. L'utopisme coïncide avec l'anthropologie. Comme dit Feuerbach : « L'essence de l'homme n'est contenue que dans la communauté... L'homme doit mener une vie conforme à sa vraie nature : une vie "générique". »

La force de Fourier est de ne pas tenter, contrairement à Cabet, de forger un « homme nouveau ». Il part de ce qui existe, décrit longuement l'être humain, fait l'inventaire de ses passions, afin de montrer la pluralité de son être au-delà de sa fonction de producteur. A l'aide de ses classifications, il prend le contre-pied d'une société qui, en 1830 comme aujourd'hui, voit d'abord dans l'homme un travailleur. Sa critique dépasse l'ère capitaliste ; Fourier s'en prend à la « civilisation » dont le capitalisme n'est à ses yeux qu'un moment, et propose de restaurer



la nature, pillée par les hommes. Ce que l'humanité doit atteindre par le mouvement naturel de ses besoins et de ses actes, Fourier veut l'organiser au moyen d'un plan. Il lui faut sérier les passions pour les harmoniser. Critiquant la science — il se laisse guider par l'intuition — Fourier reste un homme de système. Il privilégie le savoir, il cherche LA solution, dont l'application ne dépendra plus que de la bonne volonté capitaliste. Ni la politique ni la révolution n'ont de place dans sa pensée, où le prolétariat reste un *objet*.

Après Fourier, l'utopie se radicalise. Posant toujours la question d'une autre vie, elle s'interroge sur la nature de la révolution qui l'instaurera et des forces qui feront cette révolution. Des problèmes de l'être humain, les révolutionnaires comme Dézamy passent dès avant 48 à ceux des groupes sociaux et des luttes qui les opposent. Ils ne partent plus de l'essence de l'homme mais du développement historique, et commencent par faire la critique du travail aliéné. Le principal reproche qu'ils adressent aux utopistes n'est pas d'être des visionnaires mais d'espérer réaliser leur vision au moyen de recettes, faute de ne pas concevoir d'issue à partir des conditions existantes. Le communisme théorique des années 1840-48 cherche au contraire à percer le secret de la force irrésistible de ce système si dégradant qu'est le capitalisme. S'enracinant dans le réel, il va en épouser les contradictions et finir par s'y laisser prendre.

Marx va montrer le premier, et c'est son mérite, que l'aspiration à une communauté humaine, dont d'autres comme Fourier ont pu mieux exprimer certains aspects, ne peut aboutir que le jour où la vie sociale a acquis un caractère collectif pour l'ensemble des hommes, et ainsi franchi un seuil au-delà duquel le travail associé et l'action commune permettent de faire la révolution. Dans *Le Capital*, Marx va décrire le mécanisme de ce processus dont les *Manuscrits de 1844* exposaient le contenu. Mais Marx va perdre le fil originel en se lançant dans une analyse du capitalisme de l'intérieur, et non plus dans la perspective communiste. Il verra trop le mouvement communiste comme celui de la bourgeoisie, mouvement porteur du développement des forces productives. Sa contradiction est d'avoir privilégié l'*économie politique* en en faisant la critique, de l'avoir critiquée sans qu'elle cesse d'être son horizon théorique. Marx critique le capital à la fois du point de vue capitaliste *et* du point de vue communiste mais il oublie que le développement de la production n'est utile au prolétariat que comme moyen de faire éclater son être. Souvent il étudie la condition prolétarienne à partir du développement capitaliste et non de l'activité sociale que le capital y a enfermée.

Toutefois, il reste le seul, en son temps, à offrir une vision d'ensemble du processus historique, depuis les communautés originelles jusqu'à la réconciliation entre l'homme et la nature. Son œuvre accomplissant la synthèse la plus vaste de l'époque, la contradiction n'en est que plus aiguë. Un même mouvement le conduit à la fois à développer et à abandonner la dynamique communiste. Par là, il exprime dans la théorie les contradictions pratiques auxquelles s'est heurté le prolétariat au milieu du XIXe siècle, et annonce sa conquête ultérieure par le capital puis sa réapparition comme prolétariat communiste au XXe siècle. Marx est le fruit de la force et de l'ambiguïté du communisme de son temps.

Le « marxisme » — utilisation postérieur de l'œuvre de Marx — va résoudre la contradiction qui traverse son œuvre en neutralisant son aspect subversif. De la *tendance* de révolutionnaires comme Marx à s'enfouir dans la critique du capitalisme en lui-même, le marxisme fait la *réalité* unique. Il est la pensée d'un monde incapable de penser autre chose que le capital. « Révolutionnaire » face aux sociétés et aux couches précapitalistes, il s'identifie au progrès et à l'économie. En cela le marxisme constitue une des idéologies dominantes.

Pour le communisme théorique, Marx n'est ni plus ni moins à l'abri de la critique que Fourier ou la gauche communiste d'après 1914. Qui ne comprend pas Fourier ou Gorter, ne comprend pas Marx, et vice versa. Le communisme théorique, tel que l'exprima Marx, ne peut être intégralement digéré par le capital car il contient plus que l'exposé des contradictions *internes* au capitalisme. Ce n'est pas le cas du saint-simonisme, par exemple, dont le programme a été entièrement réalisé par le capital : essor de la production, création d'une classe industrielle, réduction de la politique à la gestion, généralisation du travail. Le « système industriel », c'est le capital. Au contraire, dans les textes les plus critiquables de Marx, le communisme reste présent, ne serait-ce qu'en négatif. Croire à un Marx réalisé par le capital, c'est croire au Marx qu'a décrit le capital.

La faiblesse qualitative de l'assaut prolétarien de 48 a permis l'absorption par le capital d'aspects limités de sa critique révolutionnaire. Mais il faut reconnaître que le « marxisme » a *aussi* contaminé les révolutionnaires, à la fin du siècle dernier comme de nos jours. Les groupes radicaux venus après Marx ont cru que l'expansion capitaliste limiterait la segmentation et la division ouvrière, en retirant, par exemple, sa position dominante au capital anglais et en freinant la formation d'une couche ouvrière privilégiée. Ils n'ont pas vu la capacité du capitalisme de créer une communauté nouvelle, d'absorber des organes nés sur le sol de la lutte de classe. L'illusion d'une simplification de la question communiste par l'universalisme capitaliste reste une idée répandue. Quoi qu'on en dise, « le développement des forces productives » demeure souvent, dans les rangs révolutionnaires, un bien en soi.

Quel échec passé n'explique-t-on pas par l'insuffisance du degré d'industrialisation ! Et cette erreur de perspective déforme aussi la vision communiste. Elle fait dépendre la constitution de la communauté humaine de la croissance économique : « Quand les forces productives jailliront en abondance... » Elle conduit à écarter le risque de voir surgir des conflits dans le communisme en postulant l'existence d'une humanité devenue enfin « bonne » parce qu'elle aurait une vie facile. Gauche et gauchisme justifient les pouvoirs — « révolutionnaires » ou progressistes — qu'ils soutiennent au nom de la nécessité de gérer la pénurie. Les révolutionnaires expliquent les faillites prolétariennes par l'insuffisance des richesses.

Cette illusion revient à faire de nous, selon l'expression de Guesde, « les fils du cheval-vapeur ». Elle relève du double rêve — capitaliste et ouvrier — de pouvoir échapper à l'exploitation grâce à la technique et à l'automation. Le capital rêve de se passer de l'homme-salarié, source de conflit. Le salariat rêve de se passer de l'homme-capitaliste, du chef, du profiteur. Le

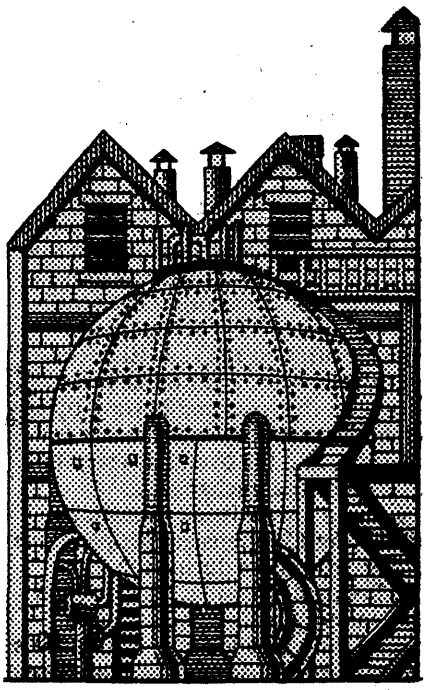
premier aspire à une machine qui le dispenserait de l'initiative — humaine ; le second à une machine qui le débarrasserait de la direction — humaine.

L'apparition du « marxisme » à la fin du XIXe siècle est le produit de l'éloignement de la perspective communiste, qui se fragmente et se scinde en deux monstres : marxisme et anarchisme. (Le choix des termes atteste de la confusion — chacun ayant été d'abord employé par l'autre camp avant que leur usage ne s'impose à tous.) Ces deux monstres, qui ont grandi à deux pôles de la théorie et de la pratique, ont chacun érigé en totalité un aspect partiel du communisme. Le marxisme hypertrophie les notions de croissance et de crise économiques, de prise du pouvoir, de centralisme. L'anarchisme hypertrophie les notions de libération des hommes, d'autogouvernement, d'autonomie. Isolé, chacun de ces aspects perd toute potentialité subversive ; unilatéral, il s'expose à devenir un agent de la modernisation capitaliste. L'anarchisme réécrit l'histoire en la réduisant à la lutte entre deux principes : autorité et liberté. Le marxisme l'interprète à partir du développement de la production. Quand la dimension visionnaire subsiste, chez Bebel dans son livre sur la femme, chez Kropotkine, c'est comme fragment mutilé. L'anarchisme continue de prôner certains modes de refus du capitalisme — amour libre, vie en communauté, etc. — mais détachés d'une vision globale. La synthèse tentée avant 48 a volé en éclats.

Mil neuf cent dix-sept et après

« Quant à moi, je vois une démonstration suffisante de la nécessité de la révolution communiste dans les secousses sociales de l'entre-deux-guerres. En fait, c'est la plus suffisante des démonstrations... L'immonde situation internationale, sans cesse aggravée, abonde dans le même sens. » (G. Munis, *Parti-Etat. Stalinisme. Révolution*, Spartacus, 1975, p. 84)

L'ampleur, la profondeur du second grand assaut prolétarien s'expliquent particulièrement par ce que les prolétaires avaient subi et *fait* avant — ils durent se dresser contre ce qu'ils avaient largement contribué à créer. La défense de la force de travail, assurée



par le mouvement ouvrier jusqu'à la guerre de 14, ne pouvait à elle seule ni préparer la révolution, ni même *unir* les ouvriers. Jamais les syndicats n'intégrèrent les chômeurs. Ces derniers menèrent des luttes spécifiques (grandes marches de la faim aux Etats-Unis après 1929) mais pour leurs objectifs propres : l'obtention de travail. Pendant ce temps, les prolétaires occupés demandaient, eux, le maintien et l'amélioration de leur travail. Sur cette base, *la simple défense du travail*, il n'y avait pas de solidarité possible. Le réveil de 1914 fut donc douloureux — le prolétariat découvrait non seulement que « ses » organisations étaient plutôt celles du capitalisme, mais que « la classe » ne *s'unirait* que pour l'action radicale et dans la violence.

Le cynisme d'un J. Gould, industriel et milliardaire américain, déclarant en 1886 : « J'ai les moyens d'engager la moitié de la classe ouvrière pour tuer l'autre moitié » (cité dans F. Browning et J. Gerassi, *Le Crime à l'américaine*, Fayard, 1981, p. 183), exprime bien le mépris du capital pour l'homme. Mais la plupart du temps, les capitalistes n'ont pas même besoin d'acheter des exploités pour les jeter contre d'autres. La violence des contradictions *économiques* et *politiques* suffit à organiser les uns contre les autres. Toute « défense de l'emploi », de celle que réclamait l'A.I.T., à la xénophobie déguisée qu'entretiennent les syndicats aujourd'hui, aboutit à protéger des salariés *contre* d'autres.

La phrase de Gould résume son époque — la stratégie patronale au XIXe siècle consiste en effet à baisser les salaires et à allonger la journée de travail, tout en s'opposant par la force aux tentatives d'organisation ouvrière. Elle ne s'appliquera pas à la période qui s'ouvre en 1914-18. Mais en 1909, Lozinsky publie encore un bilan assez pessimiste de la situation du capital et de la classe ouvrière, pays par pays. Pour lui, la croissance n'a pas amélioré mais parfois aggravé la condition ouvrière. La démocratie est une arme capitaliste. Leurs organisations renforcent la soumission des ouvriers au capital. L'usine, organisatrice des ouvriers, ne les unit que dans la servitude. Le développement capitaliste n'a pas renforcé le mouvement communiste.

« Alors se multiplièrent les ingénieurs, les comptables, les techniciens [...] Car on ne peut laisser l'ancien sauvage auprès des machines, il pourrait les briser. Non, il faut que les ouvriers soient instruits et bien dressés [...] C'est pourquoi se multiplient également les professeurs et les écrivains, ces dresseurs spécialisés [...] L'Etat démocratique signifie que le savant prend la place de la police. C'est pour cela que se multiplient les responsables sociaux : les députés, les politiciens, les agronomes, les statisticiens, les correspondants de journaux, les avocats, etc. » (J. Makhaïski, 1908, *Le socialisme des intellectuels*, Le Seuil, 1979, p. 198)

Dans la vie sociale et l'évolution des organisations, ce qui compte c'est leur *fonction*, non leur doctrine initiale. Or qu'il tire ses origines de l'anarchisme ou du socialisme, le syndicalisme se présente avant tout comme une réaction impuissante contre le réformisme, et finit par donner dans la collaboration de classe. Trop déçus, d'anciens révolutionnaires versent dans l'élitisme. Ainsi, Georges Darien, dont un des personnages n'aperçoit plus qu'une « tourbe sale » entre « une poignée de réfractaires désespérés » et « l'Aristocratie de l'argent » (*Les Pharisiens*, 1891, UGE, 1979, pp. 125-126). « ... il y a beau jour qu'ils se sont fondus l'un dans l'autre, le prolétariat et la bourgeoisie, et qu'ils marchent la main dans la main, malgré leurs dénégations. A force de se faire des mamours, ils devaient finir par lancer, par-dessus le fossé bourbeux qui les séparait, le socialisme d'Etat, ce pont d'Avignon sur lequel le prolétaire aux mains cal-

leuses danse une carmagnole réglée par Prud'homme avec la petite industrie et le petit commerce... » (*Id.*, pp. 124-125)

Après 1917, au contraire, c'est bel et bien le mouvement *communiste* en tant que tel qui reparaît en Russie, en Allemagne et ailleurs. Pourtant, jamais il ne sera l'âme — c'est-à-dire le but pratique — de l'agitation sociale qui, pour l'essentiel, demeure dans la foulée démocratique. Il surgit, mais seulement comme programme.

« Pourquoi aurions-nous besoin d'argent, tout Pétrograd est aux mains des ouvriers ; tous les appartements, tous les magasins, toutes les usines et les fabriques, les tissages, les magasins d'alimentation, tout est aux mains des organisations sociales. La classe ouvrière n'a pas besoin d'argent », proclame Bleikhman, ouvrier anarchiste russe, en 1917.

Mais les prolétaires ne prennent pas les mesures communisatrices qui rendraient inutile l'échange marchand. Le mouvement des conseils qui apparaît en 1917 vise à récupérer la maîtrise de l'activité productrice. En Russie, c'est une réaction devant l'impuissance de la bourgeoisie. Aux Etats-Unis et en Allemagne, c'est une réaction devant la montée de l'Organisation Scientifique du Travail. La défaite de 1919 est celle des ouvriers qualifiés de la métallurgie berlinoise, qui formaient le cœur de l'U.S.P.D. Lors des soulèvements d'Allemagne centrale, en 1921, les ouvriers qui occupent le devant de la scène sont des O.S., comme à Leuna, où B.A.S.F. avait créé en 1916 un entreprise chimique moderne avec une main-d'œuvre déqualifiée encadrée par des travailleurs qualifiés venus d'autres régions. Les ouvriers, de Leuna et d'ailleurs, résisteront longtemps aux divisions en leur sein et à la répression. Mais leur organisation armée, c'est le prolétariat en arme — un prolétariat qui n'entreprend pas de se détruire comme prolétariat.

Au XIXe siècle, loin de susciter « l'union de plus en plus étendue des travailleurs » (*Manifeste*, I), la lutte revendicative avait divisé les prolétaires selon les lignes de partage de la division du travail. A partir de 14-18, accentuant une tendance qui se dessinait déjà dans le syndicalisme industriel, la communauté de lutte passe du syndicat de métier au conseil d'usine, où le travail collectif, décomposé et recomposé par le capital, tente de retrouver son existence commune perdue.

Néanmoins, contrairement aux « communistes » non révolutionnaires comme Fourier, le prolétariat de 1917 ne cherche plus à agir en marge de l'Etat ni à l'aménager. Dès le début du siècle et surtout à partir de 1914-18, le mouvement se donne explicitement pour but non plus la conquête mais la destruction de l'Etat. Dans la pratique, il suffit de comparer le suicide collectif des ouvriers des vieux quartiers parisiens en 1848 à l'offensive de l'Armée rouge de la Ruhr en 1920 — même si cette dernière s'arrête ensuite, dévorée de l'intérieur par la démocratie. Dans la théorie, on opposera les déclarations ambiguës de Marx (et celles dépourvues d'ambiguïté d'Engels) sur la possibilité d'une transition pacifique vers le socialisme, aux thèses des organisations communistes d'après 1917.

Mais que signifie l'exigence de la démolition de l'appareil d'Etat si elle se borne à cela ? Si le mouvement prolétarien se contente d'occuper le centre des capitales (Berlin, en janvier 1919) ou d'affronter l'armée, il court à la défaite. Quant l'Etat est trop faible, comme en Russie, les prolétaires peuvent même le renverser. Mais c'est pour prendre sa place et laisser l'« Etat ouvrier » gérer le salariat, c'est-à-dire le capitalisme. Le prolétariat fait la critique en actes de l'Etat mais non du capital en tant que rapport social historique. En Russie, en Allemagne, il s'agira presque toujours d'une réorganisation du travail, d'une réformation du monde économique, non d'une communisation. Le mouvement communiste s'est enlisé sur le terrain du pouvoir.

Quand les ouvriers italiens occupent les usines en septembre 1920, à Turin notamment, le gouvernement laisse pourrir la grève. Les prolétaires ne prennent pas l'initiative. L'Etat a même l'habileté d'accepter le « contrôle ouvrier ». Le prolétariat, une fois constitué en force sociale, n'a rien d'autre à organiser que sa suppression. Sa constitution doit coïncider avec son auto-suppression par propagation d'ondes de communisation de plus en plus larges, contaminant toutes les activités et toutes les couches. Faute de ce processus, qu'il ne déclenche pas après 1917, le « prolétariat organisé », et même « en armes », est contraint de s'effacer devant la pesanteur des relations capitalistes qui ne tardent pas à revenir occuper tout le terrain.

En 1917-21, le langage du mouvement social reste la politique. De même que les millénaristes croyaient réaliser un principe divin, les ouvriers extrémistes agissent ici comme s'ils réalisaient un nouveau principe de pouvoir fondé sur l'auto-organisation ouvrière. Ils croient ainsi accomplir un progrès par rapport à la bureaucratie des partis et des syndicats mais ne définissent pas le communisme. Politique et non plus religieux, le mouvement se sécularise mais agit encore à partir d'autre chose que lui-même.

Soulevée par la révolution russe, la vague revendicative et révolutionnaire (les deux se conjuguant et semant la confusion dans *tous* les esprits) va se répercuter de continent en continent pendant vingt ans. Partout la bourgeoisie finira par reprendre ce qu'elle avait dû céder. C'est en vain que les mineurs anglais et gallois mènent des grèves de plusieurs semaines, voire de six mois, pour s'opposer aux baisses de salaires. Aux Etats-Unis, vers 1919, les I.W.W. passent de 40 000 à 100 000 membres, juste avant de disparaître. La France vote la loi sur la journée de huit heures mais révoque 18 000 cheminots en 1920 — c'est l'un des plus graves échecs des ouvriers français. Partie de Russie et d'Europe centrale l'onde se propage jusqu'en Chine (1926) et aux Etats-Unis. Se battant contre un capital en pleine modernisation, les ouvriers américains aboutissent à la constitution... d'une centrale syndicale. Mais la force et l'ambivalence de leur action se vérifie au fait que le C.I.O. a du mal à les discipliner. En 1937, juste après l'accord entre la United Automobile Workers et la General Motors, éclatent des grèves sur le tas qui sont à la fois anti et pro-syndicales. En échange de leur reconnaissance, les syndicats avaient en effet accepté de ne pas soutenir les grèves sauvages, dites non-officielles. Contre cette entente patron-syndicat, les ouvriers occupent les usines et, comme par exemple à Flint, dans le Michigan, utilisent des méthodes non-bureaucratiques qui témoignent d'un haut degré d'organisation mais n'en continuent pas moins de soutenir le syndicat.

Il faudra la guerre pour mettre de l'ordre dans la classe ouvrière américaine : après l'entrée en guerre de l'Allemagne contre l'URSS, le PC, qui contrôle plus ou moins directement un tiers des adhérents du C.I.O.,

approuve la clause anti-grève signée par les syndicats. L'affrontement de mai 1937 entre les ouvriers de Barcelone et l'Etat républicain espagnol marque le dernier rebondissement de la vague de 17. Là encore, on peut mesurer la contradiction de la pratique prolétarienne au fait que la majorité des insurgés appartiennent à la CNT et au POUM, qui font tout pour les arrêter et y parviennent. « Un cycle historique était bouclé avec la destruction de la révolution espagnole : celui de la première offensive internationale du prolétariat contre le capitalisme. » (Munis, *op. cit.*, p. 67) Une fois de plus, le prolétariat n'a pas agi comme « classe pour elle-même ».

Malgré une expansion capitaliste planétaire, le prolétariat n'a su empêcher ni le décalage — fatal — dans le temps entre les divers soulèvements nationaux, ni surtout le dévoiement démocratique. Il a reconnu ses ennemis — qui s'étaient démasqués pour ce qu'ils sont, dès 1914. Il n'a pas fait ce qu'il fallait pour les détruire, s'en prenant à l'ennemi visible et non à ce qui fonde son pouvoir : les rapports salariaux et marchands. Bien que, contrairement au XIXe siècle, il ait parfois pris l'offensive, il a continué de mener une action politique. En somme, il a seulement posé « les exigences tactiques de la première étape des nouveaux mouvements : antiparlementarisme, antisyndicalisme et antifrontisme ». (*Mouvement capitaliste et révolution russe*, Bruxelles, 1974) Dès lors, la gauche communiste, qui pendant des années va s'employer à comprendre ce qui s'est passé, s'illustrera surtout par ses *refus* : refus des syndicats, de l'Etat (même et surtout) démocratique, des fronts populaires, de l'U.R.S.S., des mouvements de libération nationale, de la Résistance, etc., et cela parce que le prolétariat n'intervient plus comme mouvement social. Cet effacement du communisme comme force historique n'est pas forcément plus grave que celui de la seconde moitié du XIXe siècle, il fut en tout cas plus frappant.

compréhension de la contre-révolution et reprise révolutionnaire

De la gauche allemande à Socialisme ou Barbarie

Un mouvement communiste, universel par nature, et qui était parti pour conquérir le monde sur les pas du capitalisme, avait été conduit à ne pas prendre l'offensive, sauf au centre du continent européen. Il fallait maintenant s'employer à dresser son bilan à partir de lui-même et des contradictions de la contre-révolution.

La génération révolutionnaire ultérieure a eu l'avantage de pouvoir jeter sur la période un regard plus clairement critique, mais s'est heurtée à la difficulté supplémentaire de remonter à la source de théories dont l'écho avait fini par devenir plus distinct que le son initial.

L'éclatement de la guerre en 1914 avait témoigné de la faillite monstrueuse du monde bourgeois et du mouvement ouvrier. Pourtant, après que l'humanisme bourgeois et le réformisme salarial se furent effondrés côte à côte dans la boue des tranchées, l'un et l'autre firent comme si cette catastrophe ne réfutait pas les bases sur lesquelles ils avaient prospéré et entraîné des millions d'êtres dans le gouffre. Tout le monde s'appliqua à refaire, mais en mieux, en plus moderne, en plus démocratique, la même chose qu'avant 14, alors que la civilisation capitaliste entière avait prouvé sa faillite, et confirmé les prévisions apocalyptiques des révolutionnaires et les mises en garde des bourgeois lucides.

« Nous sommes les derniers [de la mystique républicaine]. Presque les après-derniers. Aussitôt après nous commence un autre âge, un autre monde, le monde de ceux qui ne croient plus à rien, qui s'en font gloire et orgueil. » (Péguy, *Notre jeunesse*)

Et, pour accentuer encore la confusion, la Russie, l'Internationale communiste et les P.C. allaient eux aussi, sous le masque radical, appuyer la reconstitution d'un mouvement ouvrier et d'une démocratie rénovés, lesquels ne tardèrent pas à ressembler aux précédents.

Contrairement à ceux qui s'en remettaient vainement à l'activisme, la gauche communiste comprit la profondeur de la contre-révolution et en tira ses conséquences. Elle s'affirma comme résistance au capital et, pour cette raison, s'avéra ensuite incapable de sortir des ses retranchements pour imaginer, à partir des faits nouveaux mais surtout de l'invariance de la nature du mouvement communiste, les traits futurs d'une révolution différente de celles d'après 1917.

C'est contre la social-démocratie et le léninisme — devenu stalinisme — qu'est née et qu'a grandi l'ultra-gauche. Contre eux, elle a affirmé la *spontanéité* révolutionnaire du prolétariat. La gauche communiste dite allemande (en fait germano-hollandaise) et ses dérivés ont maintenu que la seule solution « humaine » résidait dans l'activité propre des prolétaires, sans qu'il soit besoin de les éduquer ni de les organiser ; qu'un embryon de rapports sociaux radicalement différents est présent dans l'action des ouvriers quand ils agissent par et pour eux-mêmes ; que l'expérience de la prise en main de leurs luttes par les prolétaires les prépare à la prise en main de la société tout entière quand la révolution devient possible ; que les prolétaires doivent refuser de se laisser déposséder aujourd'hui des actions les plus infimes par la bureaucratie des syndicats et des partis, afin d'empêcher demain un Etat dit ouvrier de gérer la production à leur place et d'instaurer un capitalisme d'Etat, comme l'a fait la révolution russe. Elle affirme enfin que syndicats et partis sont devenus des éléments du capitalisme.

Avant d'être réduite à l'état de groupes minuscules, la gauche allemande avait été la composante la plus avancée (et la plus nombreuse) du mouvement des années 1917-1921. Ensuite, quelle qu'ait été sa faiblesse, elle est restée le seul courant à défendre sans concessions les exploités, en toutes circons-

tances. De même, refusa-t-elle de soutenir toute guerre, fût-elle antifasciste (au contraire des trostkystes et d'un grand nombre d'anarchistes) ou nationale (au contraire des bordiguistes), à l'exception de la guerre d'Espagne, au cours de laquelle, emboîtant le pas de l'anarchisme, elle alla jusqu'à soutenir la CNT.

Affirmant dans la théorie l'autonomie du prolétariat contre le dirigisme, elle dénonça tout ce qui privait la classe ouvrière de sa capacité d'initiative : parlementarisme, syndicalisme, front de type antifasciste ou national comme la Résistance française à l'occupation allemande, et tout appareil tendant à se constituer en parti au-dessus de la classe ouvrière.

« L'émancipation des prolétaires sera l'œuvre des prolétaires eux-mêmes », dit le *Manifeste*. Mais quelle émancipation ? Pour la gauche allemande, le communisme se confond avec la gestion ouvrière. Elle ne voit pas que l'autonomie doit s'exercer dans tous les domaines et pas seulement dans la production, que c'est seulement en extirpant l'échange marchand de toutes les relations sociales, de tout ce dont la vie se nourrit, que les prolétaires garderont la maîtrise de leur révolution. Réorganiser une fois de plus la production, c'est engendrer un nouvel appareil gestionnaire. Qui met en avant la gestion se condamne à créer un appareil de gestion.

La gestion de nos vies par les bureaucrates n'est qu'une facette de la dépossession de nous-mêmes. Cette aliénation, le fait que d'autres que nous-mêmes décident de notre vie, n'est pas une réalité administrative qu'une autre gestion pourrait changer. L'accaparement des décisions par une couche privilégiée de décideurs est un effet du rapport social marchand et salarial. Dans les sociétés précapitalistes, l'artisan à son compte voyait lui aussi son activité lui échapper au fur et à mesure qu'elle entrait dans le mécanisme des prix. La logique du commerce lui arrachait peu à peu le choix de ses actes. Il n'y avait pourtant aucun « bureaucrate » pour lui dicter sa conduite. C'est simplement que l'argent et le salariat contiennent déjà en eux la possibilité et la nécessité de la dépossession. Il n'y a plus alors qu'une différence de degré entre la dépossession de l'artisan et celle de l'O.S. de chez B.M.W. Certes la différence n'est pas mince, mais dans les deux cas, leur « ... travail dépend de causes laissées en dehors d'eux... » (Dézamy, *Code de la communauté*, 1842). Quant aux gestionnaires, ils incarnent cette aliénation. Il ne s'agit donc pas plus de les remplacer par des conseils que de remplacer les bourgeois par des bureaucrates issus des syndicats et des partis — le résultat ne manquerait pas de ressembler à l'expérience russe de l'après 17.

Prise en tenaille entre le S.P.D. et le C.I.O. — les deux formes de la contre-révolution nées des luttes ouvrières — la gauche allemande sut s'opposer à l'une et à l'autre. Elle eut toutefois du mal à voir que les I.W.W. auraient disparu ou seraient devenu une organisation réformiste. Organisation ouvrière autonome, les I.W.W. furent parés rétrospectivement de toutes les vertus. Mais il ne suffit pas qu'une structure soit ouvrière et antibureaucratique pour qu'elle soit révolutionnaire. Tout dépend de ce qu'elle fait. Si elle donne dans l'action syndicale, elle devient ce que sont les syndicats. Ainsi la gauche allemande s'est-elle méprise sur la nature de la CNT. Dans l'ensemble, néanmoins, elle montra qu'il est trop superficiel de ne s'en prendre qu'aux syndicats, et que c'est l'*activité réformiste* des ouvriers qui entretient le réformisme organisé, ouvertement contrerévolutionnaire.

La gauche allemande a compris que le monde *bourgeois* d'avant 14 avait cédé la place au monde *capitaliste*. Elle a su reconnaître le capital partout où il était, y compris en URSS, alors qu'il faudra attendre 1945 pour que Bordiga dise les choses aussi clairement. Le communisme de conseils finira par s'enfermer dans le conseillisme, mais, au lendemain de la guerre de 39-45, il verra la nécessité de sortir du cadre théorique défini dans l'entre-deux-guerres. En 1946, Pannekoek comprend que le prolétariat a subi « un échec lié à des buts trop restreints », et que « la lutte réelle pour l'émancipation n'a pas encore commencé ». Expression la plus pure du prolétariat révolutionnaire de l'après-17, la gauche allemande en reproduisait aussi les limites, qu'elle ne pouvait pas, à elle seule, dépasser.

Héritière de l'ultra-gauche après-guerre, la revue *Socialisme ou Barbarie* va paraître en France entre 1949 et 1965. Organisationnellement, le groupe qui se constitue autour de la revue n'est pas issu de la gauche allemande mais du trotskysme, avant d'être rapidement rejoint par des transfuges de la gauche italienne. *S. ou B.* n'en appartient pas moins au conseillisme, même s'il n'a jamais lui-même revendiqué cette filiation, auquel il est venu à partir d'une réflexion sur la bureaucratie, née du rejet des positions trotskystes sur l'URSS.

L'un des mérites de *S. ou B.* fut de chercher « la solution » dans le prolétariat. Sans faire de populisme ni prétendre retrouver de quelconques « valeurs ouvrières », il comprit que la prise de *parole ouvrière* était bel et bien une *condition* du mouvement communiste. C'est ainsi qu'il apporta son appui à des formes d'expression telles que *Tribune ouvrière*, que publiaient des ouvriers de Renault. En cela, il s'inscrivait dans le mouvement plus vaste qui allait culminer en mai 68 et donner naissances à des ébauches d'organisations autonomes telles qu'Inter-Entreprises. Qu'une minorité ouvrière se réunisse et prenne la parole est bien une condition du communisme.

Les syndicats et partis ouvriers proposent leurs services aux salariés en échange d'une reconnaissance et d'un soutien, y compris financier. Les groupes d'extrême-gauche prétendent offrir aux salariés une meilleure défense de leurs intérêts que des bureaucrates, qu'ils jugent trop modérés. En contrepartie, ils en demandent moins encore : l'approbation, même distraite, de leur programme. Dirigistes ou libertaires, tous voient la même *solution de continuité* entre prolétariat et communisme — ils conçoivent le contenu du communisme extérieurement au prolétariat. Ne voyant pas de rapport intrinsèque entre prolétaire et révolution — sinon que c'est celui-là qui fera celle-ci — ils sont obligés d'*introduire* un programme.

S. ou B. a montré que l'action ouvrière contenait plus qu'une lutte contre l'exploitation et qu'elle portait en elle le germe de relations nouvelles. Mais il n'a vu cela que dans l'auto-organisation, non dans la pratique prolétarienne — avatar monstrueux de la vie humaine produit par le capital, qui, en éclatant, pourrait engendrer un autre monde.

A condition de ne pas s'empêtrer dans les questions d'organisation et de gestion du travail, l'observation de la vie d'usine permet de mettre en lumière le sens communiste de la lutte des prolétaires. Ainsi, le témoignage de l'ouvrier américain Ria Stone publié

dans les premiers numéros de la revue allait plus loin que la théorisation que fit Chaulieu par la suite sur le contenu du socialisme (mais la publication du texte de Stone n'aurait pas été possible sans l'« erreur » de Chaulieu).

S. ou B. rompait avec l'ouvriérisme. « L'Expérience prolétarienne », écrit par C. Lefort dans le n° 11 (1952), est sans doute le texte le plus profond de *S. ou B.* Mais il en indique les limites et en cela annonce son impasse. Il continue en effet de chercher une médiation entre la misère de la condition ouvrière et sa révolte ouverte contre le capital. Or c'est dans son sein que le prolétariat trouve les éléments de sa révolte et le contenu de la révolution, non dans une organisation posée comme préalable, et qui lui apporterait la conscience ou lui offrirait une base de regroupement. Lefort voit le mécanisme révolutionnaire dans les prolétaires eux-mêmes, mais dans leur *organisation* plus que dans leur *nature* contradictoire. Aussi finit-il par réduire le contenu du socialisme à la gestion ouvrière.

De plus, et au lieu des témoignages ouvriers que souhaitait Lefort, *S. ou B.* se lança dans la sociologie ouvrière, finissant par tout axer sur la distinction entre direction et exécution. Il se distinguera en cela d'*Informations et Correspondance Ouvrières* (ICO) (que rejoindra Lefort) bulletin et groupe ouvriériste et conseilliste, expression plus immédiate de l'autonomie ouvrière, et du *Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs* (GLAT), fondé en 1959, également ouvriériste, mais soucieux de publier des analyses minutieuses de l'évolution du capitalisme. Chacun à sa manière, ICO et le GLAT seront présents au centre universitaire Censier, occupé par les révolutionnaires en mai 68.

L'insurrection hongroise de 1956 donna une nouvelle vigueur à *S. ou B.* tout en l'enfonçant plus encore dans le conseillisme. Elle y vit en effet la confirmation de ses thèses alors que la forme « conseil » venait de donner la preuve qu'elle était capable de faire tout le contraire du conseillisme, comme d'apporter son appui à un stalinien libéral. *S. ou B.* abandonna bientôt ses anciens repères marxistes et se lança dans un vagabondage intellectuel qui devait prendre fin en 1965. Cette évolution déclencha le départ des « marxistes », qui fondèrent *Pouvoir Ouvrier* (P.O.) en 1963. Et c'est l'un des membres de PO, Pierre Guillaume, qui allait créer deux ans plus tard la librairie la Vieille Taupe, dont on verra plus loin le rôle.

Comme l'Internationale Situationniste, mais autrement, S. ou B. sut « coller » à la modernisation de la société occidentale. Ses thèses sur le capitalisme bureaucratique et sur la société bureaucratique, nées à la fois de la hantise d'une prise du pouvoir par les staliniens et du bouleversement de la société française orchestré par l'Etat, exprimaient la crise qui se mit à ronger, surtout en France, le modèle industriel dominant. En propageant des slogans comme « Pouvoir Ouvrier - Pouvoir Paysan - Pouvoir Etudiant » (tract PSU, juin 1968), en faisant de « la gestion autonome et démocratique » l'objectif n° 1, le mouvement de mai 68 popularisera les thèmes de S. ou B., montrant du même coup les limites du groupe et du mouvement tout entier.

En 1969, la revue *Invariance* concluait : « *Socialisme ou Barbarie* n'est pas un accident. Il exprime de façon nette une position diffuse à l'échelle mondiale : interprétation de l'absence du prolétariat et de la montée des nouvelles classes moyennes... *Socialisme ou Barbarie* a rempli son rôle de dépasser les sectes parce qu'il a débouché dans l'immédiat, dans le présent, coupant toute attache avec le passé [...] » (n° 6, 1re série, p. 29)

La gauche communiste dite allemande :
S. Bricianer, ***Pannekoek et les conseils ouvriers***, EDI, 1969.
D. Authier, ***La Gauche allemande. Textes***, La Vecchia Talpa, Invariance, La Vieille Taupe, 1973.
D. Authier, J. Barrot, ***La Gauche communiste en Allemagne 1918-21***, Payot, 1976.
Les revues animées par Mattick de 1934 à 1943, ***International Council Correspondence, Living Marxism*** et ***New Essays***, ont été rééditées par Greenwood Corp., Westport, Connecticut, Etats-Unis. Une sélection se trouve dans ***La Contre-révolution bureaucratique***, UGE, 10/18.
P. Mattick, ***Intégration capitaliste et rupture ouvrière***, EDI, 1972.
P. Souyri, ***Révolution et contre-révolution en Chine***, C. Bourgeois, 1982.
Sur Socialisme ou Barbarie, postface de P. Guillaume aux ***Rapports de production*** en Russie de Chaulieu. La Vieille Taupe, 1972.

La gauche italienne et Bordiga

A l'instar des autres courants de la gauche communiste, la gauche dite par simplification italienne montra que le prolétaire était plus qu'un producteur qui lutte pour mettre fin à sa pauvreté (thèse de la gauche) ou à son exploitation (thèse du gauchisme). Elle sut reconnaître dans l'œuvre de Marx « une description des caractères de la société communiste » (Bordiga). Elle affirma le contenu antimercantile et antisalarial de la révolution. Et elle renoua avec l'utopie.

« Nous sommes les seuls à fonder notre action sur le futur. »

Bordiga faisait une critique implicite de la coupure établie par Engels dans l'*Anti-Dühring* entre science et utopie qui, dit-il, repose sur « une base fausse ». Il définit les révolutionnaires comme des « explorateurs du futur ». Pour lui, l'utopie n'est pas prévision mais perspective d'avenir. Il restitue à la révolution sa dimension humaine et aborde même ce qu'on appellera vingt ans plus tard l'écologie. Mais il conçoit la révolution comme application d'un programme par « le parti », non comme une dynamique unifiant les hommes à mesure qu'ils communisent le monde.

Or, on peut présager qu'un mouvement de communisation, détruisant l'Etat, sapant la base sociale de l'ennemi, s'élargissant sous l'effet de l'attrait irrésistible que susciterait la naissance de nouvelles relations entre les hommes, souderait le camp révolutionnaire mieux que tout pouvoir qui, attendant pour communiser le monde d'avoir conquis la planète, ne se comporterait pas autrement qu'un... Etat. Une série de mesures élémentaires et de chocs en retour permettrait une énorme économie de moyens matériels et décuplerait l'inventivité. Le commu-

nisme amènerait à abandonner de nombreuses productions, à se passer des « économies d'échelle » imposées par la rentabilité. La valorisation, qui impose de concentrer, pousse le capitalisme au gigantisme (mégalopoles, boulimie d'énergie) et l'oblige à négliger toutes les forces de production non rentables. Le communisme au contraire pourra décentraliser, utiliser les ressources locales, et cela non pas parce que l'humanité centralisée en un parti l'aura décidé mais parce que les besoins nés de la pratique des gens les pousseront à vivre autrement sur cette terre. Alors cessera le conflit « espace contre ciment » dont parlait Bordiga.

La gauche italienne a mis en avant le communisme, surtout après 1945, sans le saisir comme mouvement de l'activité humaine tendant à se libérer. Après 1917, le prolétariat s'était battu sans s'attaquer aux fondements de la société, aussi les groupes radicaux eurent-ils le plus grand mal à saisir par la pensée ces fondements de la vie sociale et donc de la révolution.

En outre, Bordiga ne tire pas toutes les implications de sa vision du communisme. Au lieu de définir la « dictature du prolétariat » à partir de la communisation, il enferme celle-ci dans une dictature politique qui en fait d'abord une question de pouvoir. La gauche allemande avait eu l'intuition que le communisme réside dans l'être-prolétaire, mais sans saisir la vraie nature du communisme. La gauche italienne au contraire a compris la nature du communisme mais a privé le prolétaire de sa mise en œuvre pour la confier à un parti gardien des principes, chargé de l'imposer par la force.

Certes, Bordiga a fait une critique fort juste de la démocratie. On a souvent reproché à la démocratie de séparer les prolétaires, unis dans l'action, par le vote, et préconisé à la place la « vraie démocratie », « ouvrière », où les décisions sont prises par tous, en assemblée générale, etc. Or, a montré Bordiga, la démocratie opère cette séparation dans la décision parce qu'elle sépare *le moment de la décision*. Faire croire que l'on suspend tout à un moment privilégié pour savoir ce que l'on va décider, qui l'emportera, et créer à cette fin une instance de délibération, de décision : voilà l'illusion démocratique ! L'activité humaine ne conduit à isoler aussi formellement le moment de la décision que si cette activité est elle-même contradictoire, que si déjà des conflits la traversent, que si déjà des pouvoirs antagoniques s'y sont instaurés. La structure de réunion des opinions n'est alors qu'une façade masquant la véritable décision, imposée par le jeu des pressions antérieures.

La démocratie établit une coupure dans le temps, *fait comme si on repartait à zéro*. On pourrait appliquer au rite démocratique l'analyse que fait Mircea Eliade des religions où, périodiquement, on rejoue le passage du chaos à l'ordre, en se plaçant pour un bref instant hors du temps, comme si tout était redevenu possible. La démocratie a été érigée en principe dans les sociétés où les maîtres devaient se rencontrer pour se partager le pouvoir en respectant la règle d'un jeu, quitte à recourir à la dictature (forme de gouvernement admise dans la Grèce antique) dès que le jeu se bloquait.

Tout en démontrant fort bien que le *principe démocratique* est étranger aux fondements de l'action révolutionnaire et de la vie humaine, Bordiga est incapable d'imaginer l'interaction des pratiques subversives des prolétaires et il ne conçoit pas d'autre solution que la dictature (du parti). La gauche allemande était tombée dans l'erreur démocratique par fétichisme du conseil ouvrier. La gauche italienne se heurte à la fausse alternative qu'elle avait elle-même dénoncée et se prononce en faveur de la dictature, faute d'avoir saisi les capacités subversives du prolétariat et son aptitude à centraliser son action, voire à mettre en œuvre une discipline monolithique en cas de nécessité.

Profondément contradictoire, Bordiga critique implicitement Lénine, la social-démocratie, le marxisme — mais à moitié. Revenant aux thèses de Lénine, il va même jusqu'à rédiger un long éloge de *La Maladie infantile*, ce qui trompera une bonne partie de la génération de révolutionnaires apparue vers 1968, laquelle ne verra dans le bordiguisme qu'une variante du léninisme.

Pour la gauche allemande, les organes ouvriers unitaires de base représentaient la classe. Pour la gauche italienne, les syndicats représentent la classe. Le fait que les ouvriers *s'y* trouvent lui semble plus important que *ce qu'ils y font*. « Le syndicat, même quand il est corrompu, est toujours un centre ouvrier. » (Bordiga, 1921) Le syndicat contient donc toujours pour elle un potentiel d'action révolutionnaire. Dans les deux cas, la forme — l'organisation d'ouvriers — passe avant le contenu — la fonction de cette organisation. L'erreur fondamentale de Bordiga fut de maintenir la coupure entre politique et économie, héritée de la IIe Internationale, et que la IIIe ne remit pas en cause. L'offensive de 1917-1921 avait rejeté en pratique cette séparation mais elle n'était pas allée assez loin pour l'imposer dans l'esprit de l'ensemble des communistes de gauche.

« La conscience prolétarienne peut renaître dans la mesure où les batailles économiques partielles se développent jusqu'à atteindre la phase supérieure politique qui pose le problème du pouvoir. » (*Communisme*, n° 1, avril 1937).

Non. Il faut qu'il y ait *déjà*, embryonnairement (comment la déceler, l'aider à mûrir, tout est là...), une critique sociale dans les premières phases d'un mouvement comme dans les suivantes, qui remette justement en cause économie et politique, par le refus du réalisme (revendications compatibles avec la vie de l'entreprise) et de la médiation (partage du pouvoir, confiance accordée aux organes entre travail et capital).

La faiblesse de Bordiga découle de son incompréhension du fait que le communisme surgit des besoins et des pratiques créés par la condition concrète du prolétariat. Bordiga se pose la question du PASSAGE de la lutte ouvrière de l'économie à la politique. Il distingue mal le processus révolutionnaire. Il sait que le communisme *ne se construit pas*, que la révolution se contente de faire sauter les obstacles d'une vie dont la plupart des éléments existent déjà « dans les entrailles » (Marx)

du capitalisme. Mais pour lui la révolution demeure l'action d'un pouvoir politique qui modifie l'économie. Il ne voit pas que la communisation et la lutte contre l'Etat sont nécessairement simultanées.

Les spéculations sur les différentes formes d'organisation (conseil, parti, organe ouvrier de masse) et la séparation dans la théorie entre politique et économie témoignaient de ce que le prolétariat qui, dès avant 14 avait perdu dans les faits le sens de son unité, ne l'avait guère retrouvé après 17. L'organisation venait combler le vide de la pratique révolutionnaire des prolétaires. Quand les contradictions sociales n'amènent pas de mouvement subversif, on cherche une clé théorique. Bordiga la trouva dans le mouvement économique des ouvriers, qui était censé engendrer une action révolutionnaire grâce à l'aide du parti. L'a priori remplaçait la vision de la totalité.

Invariance, qui reprenait les thèses de Bordiga, avait commencé à paraître avant mai 68. A la Vieille Taupe, Pierre Guillaume insistait auprès des amis et des clients sur l'importance de cette revue. Le premier mérite d'*Invariance* fut d'avoir attiré l'attention sur les aspects les plus riches des théories de Bordiga, au moment où le Parti Communiste International, qui se chargeait surtout de gérer l'héritage bordiguiste, en parlait peu, taisant même le nom de Bordiga au nom de l'anonymat du parti, et préférait mettre l'accent sur les refus de la gauche italienne : lutte contre l'antifascisme, contre l'éducationnisme, etc.

Bordiga avait vu dans l'œuvre de Marx une description du communisme. Dès le n° 1, rédigé par Camatte et Dangeville, *Invariance* affirmait que « c'est de la description de la société communiste que Marx et Engels ont tiré les caractères de la forme parti ». Mais *Invariance* resta prisonnière de la métaphysique du parti.

Dans la période 1917-1937, et moins encore à cette apogée de la contrerévolution que marquèrent la guerre et la reconstruction, le prolétariat ne s'était imposé pour ce qu'il est — résultante de pratiques et de besoins issus de sa condition profonde. Pour résister à la contrerévolution, la gauche italienne construisit une métaphysique du prolétariat, entité qui prit la place du mouvement réel absent, et sa référence au parti lui servit à préserver la perspective révolutionnaire, tout comme sa méfiance à l'égard de l'« anarchisme » (ce vocable incluant même le conseillisme de la gauche allemande) lui servit de garde-fou contre les risques de déviation vers la démocratie.

La gauche communiste dite italienne :
La Gauche Communiste d'Italie, Courant Communiste International, 1981.
Bordiga et la passion du communisme, Spartacus, 1974.
De nombreux textes de Bordiga sont dans *Invariance, Le Fil du Temps, Programme Communiste*, le plus souvent anonymement.
« *Bilan* ». *Contre-révolution en Espagne 1936-1939*, UGE, 10/18, 1978.
(J. Barrot, *Communisme et « question russe »*, 1972, contenant *Critique de l'idéologie ultra-gauche* et *Capitalisme et communisme*, est disponible à Parallèles, 47 rue du Fb. St-Honoré, Paris.)
(*Le Mouvement communiste*, n° 5, « De la politique », 1973, et *Pour une critique de l'idéologie anti-militariste*, 1975, sont encore disponibles.)

Vers une reprise révolutionnaire ?

Entre la fin de l'assaut révolutionnaire consécutif à la guerre de 1914-1918 et le milieu des années 60, le prolétariat avait progressivement cessé d'exister en tant que force sociale dans chacun des pays où il s'était manifesté, à partir de 1921 en Allemagne, après 1926 en Chine, après 1937 en Espagne, mais il n'avait pas pour autant disparu.

La classe ouvrière continua à agir entre autres dans les pays coloniaux mais souvent comme remplaçant ou comme appui d'une bourgeoisie nationale débile. Ce rôle, quoique déterminant dans sa transformation en objet du capital, n'étouffait pas entièrement un état de rébellion endémique. L'Afrique noire connut des grèves imposantes après 1945 : cheminots d'A.O.F. en 1947-1948, grève générale à Dakar et Conakry en 1953. En Guinée, au Mali, en Côte-d'Ivoire, s'opère une osmose entre les syndicats et les partis bourgeois démocratiques indigènes. Et après que ces Etats ont obtenu l'indépendance, les partis uniques qui gouvernent ont du mal à contrôler les tendances à l'insubordination (grande grève des dockers au Ghana en 1961).

Aux Etats-Unis malgré la clause antigrève, en Allemagne sous le nazisme, dans les pays de l'Est sous le stalinisme, une fraction rebelle des prolétaires continue de se manifester.

La grève générale chez Fiat en 1942 et les grèves nombreuses en mars 1943 en Italie sont détournées d'un sens prolétarien et réorientées par la bourgeoisie et l'Etat dans le sens d'un retour à la démocratie (volte-face anti-fasciste et pro-alliée du 25 juillet 1943). Le nazisme n'empêche pas non plus des grèves importantes à la fin de 1941 et en 1942 en Allemagne. A tel point que la renaissance de la gauche « italienne » se construit sur l'idée de la renaissance d'un mouvement. (Rappelons que même le groupe publiant *Bilan* puis *Octobre* se demandait à la veille de 1939 si la révolution n'était pas possible, et théorisait même à partir de sa probabilité.)

Aussi, dès avant la fin du conflit un débat s'instaure-t-il dans le mouvement révolutionnaire pour savoir si une issue révolutionnaire est possible. Munis n'en exclut pas l'éventualité. Bordiga n'y croyait pas. En effet, les pays vainqueurs — y compris l'Italie — ont été trop gagnés par la démocratie pour que cette dernière ne parvienne à absorber les tensions sociales qui règnent un peu partout. En Allemagne, l'existence de millions de soldats démobilisés, d'étrangers de toutes origines, d'anciens prisonniers, à un moment où l'Etat s'est effondré, crée une situation de troubles. Mais les différents groupes en présence, quoique potentiellement révolutionnaires, ne possèdent pas chacun la cohésion suffisante pour s'affirmer et chercher autre chose que la *survie*. Les exclus de la production, marginalisés, se montrent incapables d'agir ; ceux qui y sont intégrés revendiquent son maintien, sa démocratisation, et veulent être reconnus. La relative passivité ouvrière s'explique aussi par la répression qu'exercent les milices patronales. Le rôle de la « police industrielle » ne déclinera que lorsque le capital pourra s'associer les ouvriers, vers 1950. Jusque-là, elle restera nécessaire pour

prévenir ou réprimer les émeutes de la faim (1947) ou les grèves générales contre la réforme monétaire (1948).

« [...] une autonomie ouvrière fragmentaire s'épuisait, dans les mois décisifs de l'après-guerre, à résoudre les problèmes d'existence les plus importants de la classe et, loin derrière, un réformisme ouvrier impuissant, mais pourtant assez fort pour reprendre le contrôle au bon moment de toutes les tentatives embryonnaires, se proposait de construire un pouvoir ouvrier antagonique. » (K. Roth, *L'autre mouvement ouvrier en Allemagne. 1945-1978*, Ed. Bourgois, 1979, p. 21)

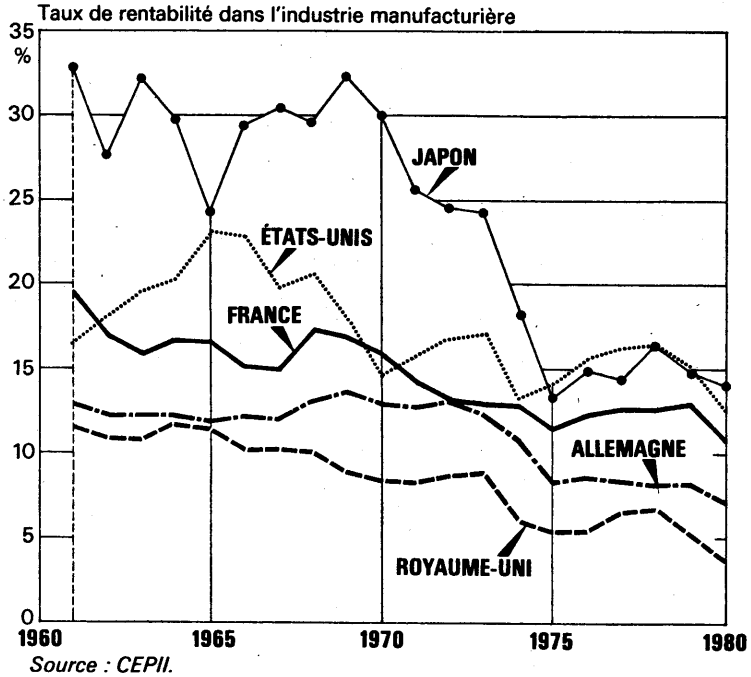
Après 1947, on assiste au Japon à des luttes très dures ; des grèves de plusieurs semaines aboutissent à l'interdiction de la grève dans les services publics (1948), au licenciement de 30% du personnel chez Toyota (1950) et à des licenciements massifs chez Nissan (1953).

La force du capital tient autant à la violence militaire ou policière, qu'à sa dynamique économique. En Allemagne fédérale, l'introduction massive de chaînes et l'embauche aussi massive d'O.S. pour les servir entraîne l'élimination progressive des Ouvriers Professionnels, et la marginalisation du PC (KPD), qui finit par être interdit en 1956, et ne reparaîtra qu'en 1969 sous le nom de DKP. La bourgeoisie allemande investit justement là où le PC était fort, dans les mines, dans la sidérurgie, afin de créer « un nouveau type d'ouvrier "dépolitisé" et dominé par les machines » (Roth), grâce à l'afflux des réfugiés d'Allemagne de l'Est, et recrée ainsi la division entre Allemands et étrangers, entretenue entre 1942 et 1944. Quand les réfugiés revendiquent à leur tour (1956-1957), le capital commence à importer des ouvriers d'Europe du Sud, qui seront déjà un million en 1961.

On constate donc la permanence d'une résistance ouvrière au capital et à la généralisation de l'OST. En 1946, près de trois millions d'ouvriers américains font grève contre la baisse des salaires réels, mais les syndicats dominent la grève. En 1959, 600 000 sidérurgistes américains restent 116 jours en grève pour que le syndicat conserve un droit de regard sur les méthodes de production, et obtiennent une victoire sur le papier. Mais tout cela n'empêche pas la croissance, qui est encore dans une phase ascendante, de digérer ces mouvements. Dès le milieu des années 60, en revanche, commence une baisse de la rentabilité industrielle, analysée aujourd'hui dans une optique quasi « marxiste » par les experts de l'économie.

Le capitalisme — transformation du travail en marchandise — domine toute la société quand il intègre dans son cycle les *conditions de reproduction* de la force de travail, c'est-à-dire quand il transforme toute la vie en marchandise. Mais cette domination se heurte à un obstacle qui tient au fait qu'on ne reproduit pas l'être humain, même prolétarisé, comme des objets en série. De plus, l'OST, qui parcellarise le travail, entre en contradiction avec la continuité indispensable au processus productif.

Taux de rentabilité dans l'industrie manufacturière



Source : CEPII.

Enfin, la résistance ouvrière entraîne *aussi* une diminution de la rentabilité. En Italie, certaines grèves de 1960 annoncent 1969 par une remise en cause, non seulement des conditions de travail et de salaire, mais du « régime de l'usine lui-même » (Grisoni, Portelli, *Les luttes ouvrières en Italie de 1960 à 1976*, Aubier-Montaigne, 1976, p. 70), et la tenue de grandes assemblées au sein de l'usine. La grève des électromécaniciens (1960) mobilise des quartiers entiers, et les étudiants rejoignent les ouvriers. En 1962, la grève chez Lancia déborde aussi de l'entreprise vers la ville. Dans le triangle Milan-Gênes-Turin, les immigrés du Sud, moins encadrés par les syndicats, le PC et le PS que la classe ouvrière du Nord, vont être le fer de lance des grèves du miracle économique. Ces grèves culminent en 1962, à Turin, où les ouvriers se battent pendant trois jours contre la police et détruisent le siège de l'UIL, syndicat comparable à FO. En Allemagne fédérale, les années 1966-1967 marquent un tournant dans l'attitude capitaliste, non seulement vis-à-vis des immigrés (300 000 d'entre eux sont expulsés) mais du travail en général. Le capital impose désormais des normes à ceux des ouvriers qui échappaient aux tâches les plus contraignantes ainsi qu'aux employés, grâce à l'introduction de la cybernétique et de l'informatique. Couche salariée en expansion, les postiers, soumis à une mécanisation accélérée du travail, lancent des grèves, mal maîtrisées par les syndicats, aux Etats-Unis et au Canada (1970), en Grande-Bretagne (1971), et en France (1974). En Allemagne, les étudiants s'agitent en 1966-1967, et sont bientôt suivis par les ouvriers, qui feront massivement grève en 1969. En France, les grèves des six mois qui précèdent mai 68, et surtout l'émeute ouvrière de Caen, sont le signe d'un début de rébellion chez les O.S., et marquant la rupture, encore superficielle, du consensus. La jeunesse universitaire constate que son avenir de *cadre* n'est pas aussi séduisant qu'on le lui promettait ; la

jeunesse ouvrière n'acceptait plus la discipline du travail posté aussi facilement que ses aînés mieux intégrés dans le capital. Le cycle économique (premiers grippages de la croissance) se combine à un cycle des générations.

Aux Etats-Unis, par exemple, les jeunes des années 30 et 40, syndiqués au CIO, sont les « intégrés » de 1950-1960, qui défendent leurs privilèges, grâce aux structures syndicales américaines *(closed shop, union shop)*, faisant le jeu patronal de la division. Le mouvement des années 60 naît en partie en dehors d'eux et contre eux, d'une dégradation des conditions de vie de certaines fractions de la classe ouvrière (femmes, minorités ethniques, jeunes), alors que le « niveau de vie » des ouvriers blancs, d'âge mûr et de sexe masculin, continue à s'élever. Après 1950, le syndicalisme ouvrier américain commence à décliner, les nouveaux ouvriers se syndiquant peu, et toute une partie de la classe ouvrière voit ses conditions d'emploi, de santé, etc., se détériorer.

La fin des années 60 marque donc bien un changement. La rébellion se radicalise plus vite, à la fois parce que le capital est encore dans une phase ascendante, et que cette ascension est perturbée par des ratés. Les premières restrictions de ce qu'offre le capital amènent à critiquer justement ce qu'il offre et non, comme en période de récession prolongée, à exiger qu'il continue à offrir, en mieux si possible, la même chose qu'avant.

La bourgeoisie va riposter par des réajustements politiques. En 1969, l'Allemagne voit l'arrivée au pouvoir de la coalition SPD-libéraux, la légalisation du PC, souhaitée par une fraction du patronat, et la mise au rancart des milices d'usine créées au lendemain de la guerre, et qui comptaient 60 000 hommes. Le projet d'automilice d'entreprise, organisation de masse regroupant la majorité silencieuse contre la minorité radicale, est abandonné. Les socialistes au pouvoir se chargent de renforcer l'appareil policier et d'introduire une législation d'exception (interdictions professionnelles). Mais l'existence d'une solution de rechange politique — la gauche — n'implique pas que cette dernière doive automatiquement venir au pouvoir dès qu'il y a crise. En France, par exemple, un gouvernement de gauche qui se serait maintenu sans interruption depuis 1968 ou même 1974 se serait usé. Pour rester crédible et jouer son rôle, la gauche doit demeurer un espoir, réalisé de temps en temps, mais pas trop souvent. C'est ce qui se produit en France en 1967, où la droite ne remporte les élections législatives que d'une voix de majorité.

Le rapport de force évoluant en faveur des ouvriers, la répression, les licenciements, le chômage même, ne suffisant pas à les discipliner, il faut trouver autre chose, retourner contre les ouvriers leur aspiration à ne plus être des pions, à dire leur mot. A un bout, c'est la politique contractuelle, la démarche unitaire syndicale. A l'autre, c'est la dérive à gauche (parfois gauchiste) des syndicats, l'idéologie autogestionnaire.

A la fois effet et cause de la chronique insubordination ouvrière, la réorganisation industrielle conduit à séparer une couche d'exécutants, dépourvus de la compréhension du procès de travail, d'une couche de surveillants maîtrisant mieux la marche de l'ensemble de l'entreprise, et reformant (c'est du moins l'espoir du patronat) une nouvelle aristocratie ouvrière. Mais les patrons ne parviennent pas à faire des syndicats des « associations de chefs de services, de préparateurs, de chronométreurs, de contremaîtres disposant d'un certain appui chez les ouvriers requalifiés [...] ». (Roth, p. 121) D'ailleurs serait-ce souhaitable ? Il serait dangereux pour le capital d'exclure systématiquement les salariés défavorisés de toute forme de représentation.

Quoi qu'il en soit, cette réorganisation ne permettra pas de prévenir les conflits. Alors qu'en 1969, en Allemagne, les cadres et les ouvriers qualifiés avaient pris la tête du mouvement au bout de deux jours, lors des grèves de 1973, les O.S., qui demandaient entre autre des augmentations non hiérarchisées, resteront autonomes et iront jusqu'à former des comités de grève non syndicaux ; ce qui n'empêchera pas le patronat de contrer ces grèves efficacement. Le centre de gravité de la classe se déplace. Chez Ford-Allemagne, grand mouvement, grand échec : la direction doit écraser une grève qui va trop loin. Les ouvriers n'ont pas la force (la volonté, le besoin) d'aller au-delà de la grève, même lorsqu'elle est très dure. On se heurte ici à l'éternel problème : une usine occupée est un point vulnérable même si l'on s'y retranche comme dans un bastion car l'Etat peut toujours concentrer des forces supérieures. Si les grévistes veulent sortir du quartier ou de l'entreprise qu'ils maîtrisent, ils se font arrêter ou refouler. Comment donc éviter le repli forcé sur le lieu de travail sinon en faisant autre chose, en allant au-delà du simple arrêt et refus du travail ? Comme disait le président du Conseil d'entreprise de Ford-Allemagne en 1973 : « Il n'y a pas de place ici pour des améliorations, ou on la ferme ou on fait la révolution. »

A partir de la fin de la prospérité triomphante, les couches salariées défavorisées (ouvriers de fraîche date, jeunes peu qualifiés, immigrés, femmes sous-payées) mènent des actions dures. Les premiers cas se produisent en 1967-1968 (automobile, en France) et les exemples vont ensuite se multiplier (postiers, intérimaires en Italie, etc.). Ces luttes se distinguent des actions « de crise » liées à l'emploi, comme en France chez LIP ou dans la métallurgie. Elles conservent en effet des traits revendicatifs classiques : hausse uniforme des salaires, allongement des congés, rattrapage du retard par rapport aux autres couches de salariés (retard qui était une des conditions de la croissance). Elles ne sont pas forcément anti-syndicales — 1968 fut parfois l'occasion d'implanter le syndicat dans des entreprises archaïques.

En France, cette lutte de *nouveaux* salariés éclate souvent dans des entreprises excentriques, loin des grandes villes et des forteresses ouvrières comme Renault — qui sont aussi des prisons, même sans mur d'enceinte ni barrière. Le capital croyait n'avoir rien à craindre d'un personnel docile dans des entreprises créées lors de la décentralisation industrielle des années 60, et qui avaient permis de combattre la résistance de l'Ouvrier Professionnel à l'OST, c'est-à-dire de faire éclater les banlieues rouges en implantant des usines « différentes » à la campagne. L'usine s'était installée comme une école neuve, et les anciens paysans, les femmes, les jeunes y étaient allés jouer leur rôle sous la houlette paternelle d'un patron devenu « chef d'entreprise ». Ces salariés avaient commencé par revendiquer ce que les patrons accordent « normalement » aux prolétaires. Et leur protestation finit par les conduire à remettre en cause non seulement leurs conditions de salaire et de travail mais aussi ceux qui gèrent (patrons), défendent (police) et aménagent (syndicats) ces conditions. Mai 68

sera la prise de conscience vague du fait que toutes ces forces conservatrices vivent de l'ordre établi et ont besoin de son maintien. Contre elles, ou plutôt malgré elles, « mai » n'imaginera qu'une auto-gestion généralisée, dont on parlera sans l'amorcer. Mais le mouvement apparu vers 1965 est assez puissant pour ne pas s'épuiser dans les limites d'un mai 68.

Aux Etats-Unis, il y a confluence d'un refus étudiant (de la guerre du Vietnam), d'un ample mouvement d'O.S., et d'émeutes (depuis Watts en 1965) mettant en question non les rapports de production mais les rapports de distribution, non le capital dans sa totalité mais la forme marchande qu'il imprime à la vie. La « reprise révolutionnaire » de la fin des années 60 se signale par la *convergence* mais non l'*interpénétration* ni la fusion d'actions nées dans la production avec celles portant sur l'échange marchand. Comme système social, le salariat moderne synthétise l'acte productif dans l'entreprise et la « libre » disposition de l'argent qu'on y gagne hors de l'entreprise. Tant que la remise en cause porte seulement sur l'une *ou* l'autre de ces sphères (travail/extra-travail), le système salarial conserve son unité et sa force.

Une erreur de perspective, due à la poussée du nationalisme noir aux Etats-Unis (anti-révolutionnaire comme tout nationalisme), a fait croire à l'existence d'un mouvement ouvrier noir spécifique, plus radical. En fait, la révolte prolétarienne américaine ne fut pas plus virulente chez les ouvriers noirs que chez les blancs. Le conservatisme ouvrier, qui existe par exemple dans le bâtiment, n'est pas pire aux Etats-Unis qu'en France. Il n'y eut pas plus d'ouvriers américains à soutenir Nixon contre le Viet Cong que d'ouvriers français derrière leurs gouvernements successifs pendant la guerre d'Algérie.

Les événements de Lordstown (Ohio) sont à la charnière de deux époques. A la fin des années 60, c'est l'une des dernières grandes applications du fordisme. Pour produire la Vega, General Motors attire les jeunes (l'âge moyen est de 26 ans), accroît la productivité, augmente la proportion d'O.S., déqualifie tout en offrant plus d'argent (comme Ford 40 ans plus tôt), mais introduit aussi la robotisation. En 1970, il est le premier constructeur automobile à installer des chaînes robotisées avec engins Unimation (premier fabricant américain de robots). Les autres firmes attendront le milieu des années 70 pour l'imiter (Renault en 1979 seulement). La cadence de production y est alors le double de la moyenne mondiale (100 véhicules à l'heure au lieu de 50). Conçu pour contrecarrer la rébellion passive et active des jeunes, ce système entraîne un absentéisme redoublé et un sabotage larvé. Le capital a voulu rehausser les cadences sans proposer tellement mieux aux salariés que ce qu'il leur donne depuis longtemps : la consommation de masse ne compense plus l'aliénation du travail comme en 1920 ou 1930, sa nouveauté s'épuise. La révolte endémique n'empêche pas le syndicat de mener et de saboter la grève de 1972, sans doute le « premier grand conflit antirobotique aux E.-U. » (Le Quément, p. 197), avec celui des dockers de la côte Ouest contre la containeurisation (1971-1972). Le conflit de Lordstown se solde par 800 mises à pied, mais il montre surtout à la bourgeoisie que la robotisation doit s'installer progressivement sous peine de faire rebondir la contestation (déjà latente et parfois explosive) du travail industriel. On fera donc coexister chaînes automatisées et chaînes d'assemblage classiques.

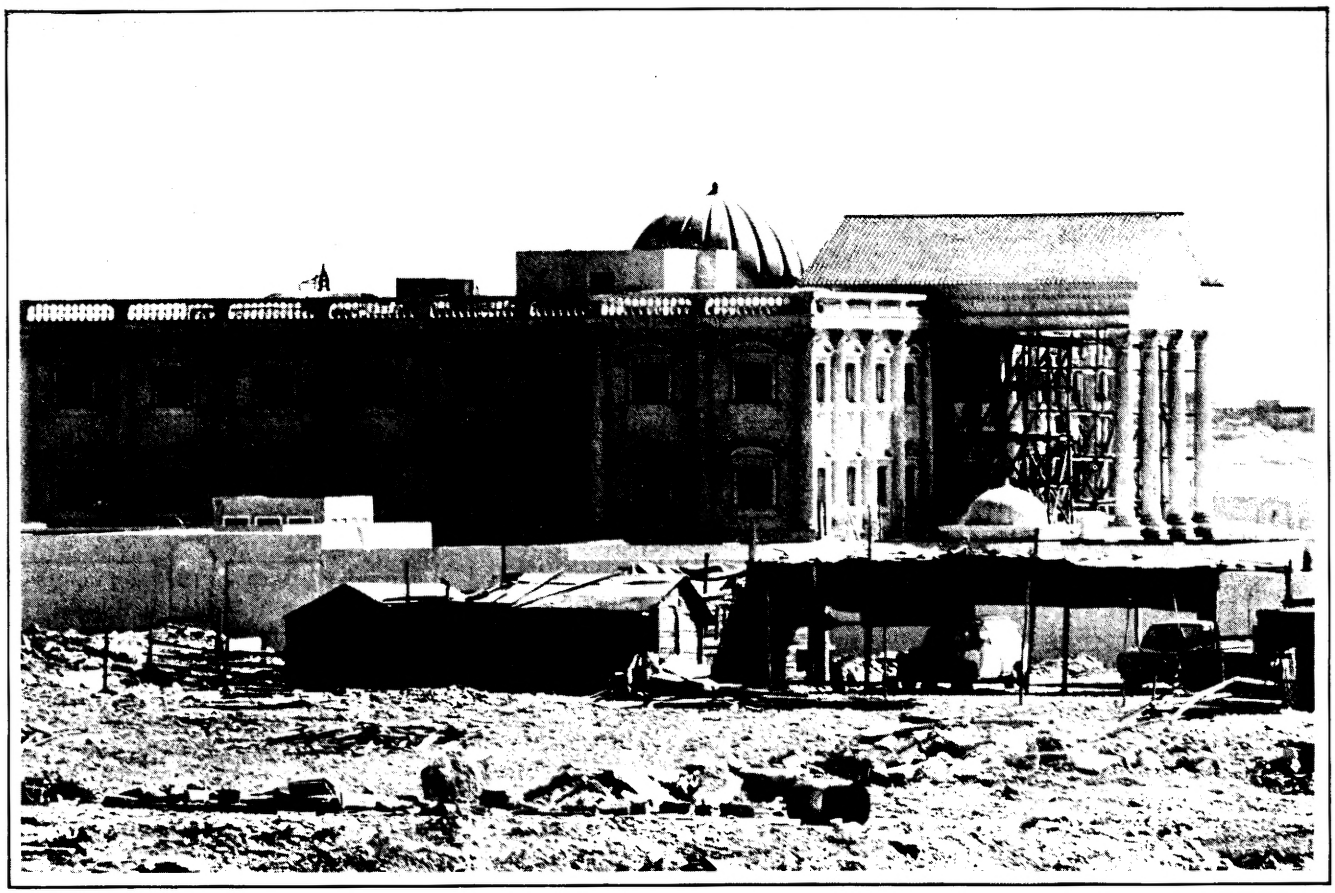
Le mouvement anti-guerre américain, pacifiste dans son ensemble, va jouer néanmoins un rôle subversif en s'opposant à l'Etat et à l'armée en guerre. C'est la critique d'un monde ascendant qui entre en crise (nous ne disons pas décadence). Est-ce un hasard si c'est en 1965 que les Etats-Unis envoient 500 000 soldats occuper le Vietnam du Sud (pas même y faire la guerre : peu combattirent le Viet Cong et les troupes du Nord) ? Un tel corps expéditionnaire, dont les experts dirent dès le début qu'il était inefficace, est bien le produit typique d'un capitalisme occidental trop sûr de lui, confiant dans son modèle industriel comme dans la supériorité de la forme de guerre qu'il mène par rapport à celle de « sous-développés ». Le refus de la guerre par une bonne partie de la jeunesse américaine attaquait le fondement même de la civilisation marchande et étatique contemporaine. Du même mouvement, le pacifisme américain accusait l'Etat et le capital d'occuper tout le terrain, de ne pas accorder assez d'autonomie et d'espace social aux « gens ». *Socialisme ou Barbarie*, dont le dernier numéro parut en 1965, était, là encore, une expression adéquate de cette quête réelle d'un monde nouveau, même si elle ne s'en prenait pas aux racines de l'ancien.

L'Internationale Situationniste

L'invasion capitaliste de la totalité de la vie, accélérée par le cycle de prospérité amorcé depuis 1950 avait produit sa critique libérale : ouvrages de Vance Packard sur l'obsolescence planifiée, de Riesman sur la « foule solitaire », d'Henri Lefebvre sur la vie quotidienne, etc. Les pays industriels plus tardivement marchandisés, comme la France, ont longtemps entretenu une réaction de repli frileux devant l'« américanisme » (voir en particulier *Le Monde*). Vers 1960, au moment où une critique pratique des prolétaires coïncide avec une première inquiétude sur la limite et le sens de cette croissance, c'est l'ensemble du mode et même du style de vie capitaliste moderne qui est sur la sellette. Dans ce contexte, l'Internationale Situationniste (1957-1971), point de rencontre du Nouveau Monde, orgueilleux de sa modernité, et du Vieux Monde, ébranlé par la consommation de masse, l'IS qui réunissait en effet d'une part des Allemands, des Scandinaves, des Américains et d'autre part des Français et des Italiens, va apporter une contribution décisive à la critique de la colonisation marchande généralisée.

Effet de la prospérité des années 60, l'IS a pu entreprendre une critique du monde sans s'enfermer dans l'économie, la production, l'usine, les ouvriers, alors même que les ouvriers, comme chez FIAT en 1969, faisaient aussi de l'espace extra-travail (logement et transports) un point de départ de leur action. L'IS a renoué avec la critique de l'économie politique de la période précédant 1848.

C'est l'évolution historique qui force à voir que la vie salariale ne se déroule pas seulement sur le lieu de travail. L'ancien mouvement ouvrier, celui qui a disparu en tant que réseau social pour céder la place à des organes de négociation, étendait ses ramifications à tous les aspects de la vie du prolétaire. Partis et syndicats sont aujourd'hui des démarcheurs qui jouent le rôle de services sociaux et fonctionnent dans une large mesure comme des administrations étatiques.



Réplique de la Maison Blanche en construction à Ryad, avec baraques d'ouvriers au premier plan.

L'IS a critiqué l'« urbanisme », science et technique de la récréation de relations sociales là où l'on a arraché les racines des liens collectifs antérieurs. Le capital a détruit ville et campagne, produisant un espace bâtard, une ville sans centre. (En cela le capital a créé un espace à son image, celle d'une société qui n'a pas de centre, et dont le centre est partout.) Les nombreuses tentatives de villes modèles expérimentales (Pullman près de Chicago, à la fin du XIXe siècle) n'ont jamais empêché les problèmes sociaux ni les émeutes ouvrières. La cité ouvrière-patronale, comme le projet de Nicolas Ledoux à Arc-et-Senans à la fin du XVIIIe siècle, échoue parce que la vie du salarié ne peut avoir comme centre unique le lieu de travail. La ville moderne « normale » intègre mieux les ouvriers car il faut à l'ouvrier un cadre de vie capitaliste et non patronal. Ce cadre de vie maintient en effet une communauté même s'il s'agit pour une bonne part (mais pas entièrement, loin de là) d'une communauté marchande constituée par la télévision, le supermarché, avec la voiture comme moyen de liaison entre des lieux éclatés. Télévision, supermarché, voiture supposent toujours l'existence d'êtres humains pour la regarder, s'y rendre et la faire marcher plus ou moins ensemble.

Face à la ville moderne, l'IS a cherché un nouvel emploi de certains lieux. Elle a redonné vie à l'utopie, au positif comme au négatif de la vision utopique. Elle a d'abord cru possible d'expérimenter dès maintenant des façons de vivre nouvelles puis elle a fini par montrer que cette réappropriation des conditions d'existence ne supposait rien moins que la réappropriation collective de tous les aspects de la vie. Elle a redonné son sens à l'exigence de création de nouvelles relations sociales. Alors que la plupart des révolutionnaires débattaient du « pouvoir ouvrier », du « dépérissement de l'Etat », elle a posé la révolution non comme affaire politique mais comme changement de toute la vie. « Banalité », dira-t-on ? Mais banalité qui ne fut réintroduite dans le mouvement révolutionnaire que dans les années 60 et grâce, entre autres, à l'activité de l'IS.

Produit à la fois de la gauche conseilliste (Guy Debord fut quelques mois membre de *S. ou B.*) et de son rejet, l'IS partit d'une critique du spectacle comme passivité, comme transformation de tout acte en contemplation, pour aboutir à l'affirmation du communisme comme activité.

Iconoclaste, libérée de la problématique de l'organisation ouvrière (dont n'étaient pas sortis des groupes comme Pouvoir Ouvrier ou ICO), l'IS secoua l'ultra-gauche. Mais sa théorie du *spectacle* la conduisit dans une impasse : celle du conseillisme. Expression des attaques contre la *marchandise* plus que d'un mouvement d'ensemble (absent) contre le *capital*, elle ne fit pas l'analyse de la totalité du processus capitaliste. Comme *S. ou B.*, elle vit dans le capital une gestion privant les prolétaires de tout pouvoir sur leur vie, et en conclut à la nécessité de trouver un mécanisme permettant la participation de tous. A cela, elle ajouta l'opposition passif-actif. Le capitalisme étant conçu théoriquement comme spectacle plus que comme capital, elle crut trouver, pour briser la passivité, un moyen (la démocratie), un lieu (le conseil), une forme de vie (l'auto-gestion généralisée).

La notion de spectacle avala celle de capital et opéra un renversement de la

réalité. L'IS oubliait en effet que « le trait dominant le plus significatif de toute division capitaliste du travail est la métamorphose du travailleur, du stade de producteur actif à celui de spectateur passif de son propre labeur ». (Root and Branch, *Le nouveau mouvement ouvrier américain*, Spartacus, 1978, p. 90). Le « spectacle » a sa racine dans les relations de production, de travail, dans ce qui est constitutif du capital. On peut comprendre le spectacle à partir du capitalisme, non l'inverse. Spectacle et contemplation passive sont l'effet d'un phénomène plus profond. C'est la satisfaction relative de « besoins » créés par le capital depuis 150 ans (pain, emploi, logement) qui suscite la passivité dans le comportement. La conception théorique du spectacle comme moteur ou comme essence de la société était idéaliste.

Ainsi, l'IS, à la suite de la gauche allemande, reconnut la spontanéité révolutionnaire, mais sans indiquer la nature de cette activité spontanée. Elle glorifia les assemblées générales, les conseils ouvriers, au lieu d'indiquer le contenu de ce que ces formes devraient accomplir. Finalement, elle donna dans le même formalisme que cette ultra-gauche dont elle moquait le côté trop poussiéreux à ses yeux.

L'IS a montré les aspects religieux du militantisme, pratique séparée où l'individu agit pour une cause, en faisant abstraction de sa vie personnelle, en réprimant ses désirs et en se sacrifiant pour un objectif extérieur à lui-même. Sans même parler de la participation à des organisations politiques classiques (PC, extrême-gauche...), l'action révolutionnaire permanente tourne en effet parfois au militantisme : tout dévoué à un groupe, obnubilé par une certaine vision du monde, l'individu perd toute disponibilité pour des actes révolutionnaires le jour où ils deviennent possibles.

Mais ce refus du militantisme, au lieu de s'ancrer dans une pratique et une compréhension des rapports réels qui peuvent empêcher le développement du comportement de militant, participait plutôt chez l'IS de l'exigence d'une attitude radicale en tout. A la morale militante, elle en substituait une autre, la radicalité, aussi impraticable et aussi intenable.

Non contente de dénoncer le spectacle, l'IS entreprit de le retourner contre la société qui en vit. Le scandale universitaire de Strasbourg, annonçant mai 68, fut une réussite. Mais l'IS érigea le procédé en système et en abusa au point qu'il se retourna contre elle-même. La reprise des techniques publicitaires et scandaleuses vira bientôt à la contre-manipulation systématique. Il n'y a pas de publicité anti-publicitaire. Il n'y a pas de bon usage des médias pour faire passer des idées révolutionnaires.

Contre la fausse modestie militante, elle se mit elle-même en scène et grossit démesurément son impact sur la situation mondiale. Ses références répétées à Machiavel, Clausewitz et autres stratèges étaient plus qu'une coquetterie. L'IS était persuadée qu'une *stratégie* adéquate pouvait permettre à un groupe assez habile de manipuler les médias et d'influencer l'opinion publique dans un sens révolutionnaire. C'est bien la preuve de son enfermement dans la notion de spectacle et, en définitive, de son incompréhension, par idéalisme, du phénomène spectaculaire. Quand elle se présenta comme le centre du monde, comme l'agent de la maturation révolutionnaire, etc. on pensa d'abord qu'elle ironisait à son sujet. Quand elle en fit un leitmotiv, on finit par se demander si elle ne croyait pas elle-même les énormités qu'elle propageait sur son propre compte.

L'IS a fourni la meilleure approximation du communisme parmi les théories ayant eu une réelle diffusion sociale avant 1968. Mais elle est restée prisonnière des vieilles illusions conseillistes, auxquelles elle a ajouté ses propres illusions sur l'instauration d'un « savoir-vivre » révolutionnaire. Elle a créé une éthique où la jouissance tenait lieu d'activité humaine. En cela elle n'est pas sortie du cadre capitaliste de l'abondance permise par l'automation, se contentant de décrire la fin du travail comme un immense loisir passionnant.

La gauche italienne avait posé le communisme comme abolition du marché et rompu avec le culte des forces productives mais elle avait ignoré la formidable puissance subversive de mesures communistes concrètes. Bordiga repoussait la communisation aux lendemains de la prise du pouvoir. L'IS a montré dans la révolution une démarchandisation immédiate et progressive. Elle a vu le processus révolutionnaire dans les relations humaines. L'Etat, en effet, ne peut pas être détruit sur le plan militaire seulement. Médiation de la société, il doit aussi être anéanti par la sape des relations capitalistes qui le soutiennent.

L'IS a fini dans l'erreur symétrique de celle de Bordiga. Ce dernier avait réduit la révolution à l'application d'un programme. L'IS la limitera à un bouleversement des relations immédiates. Ni Bordiga ni l'IS n'ont perçu la totalité. Le premier conçut un tout, abstrait des relations réelles et des mesures pratiques, la seconde un tout sans unité ni détermination, une addition de points partiels s'étendant peu à peu. Incapables de dominer théoriquement la totalité du processus révolutionnaire, ils durent recourir tous les deux à un palliatif organisationnel : le parti chez l'un, les conseils chez l'autre.

Dans sa pratique, Bordiga dépersonnalisa le mouvement à l'excès, allant jusqu'à se nier lui-même et à s'effacer derrière un anonymat auto-mutilant qui permit toutes les manipulations du PCI (bordiguiste). Au contraire, l'IS affirma l'individu jusqu'à l'élitisme, allant jusqu'à se prendre pour le centre du monde.

Bien qu'elle eût à peu près totalement ignoré Bordiga, l'IS avait contribué comme lui à la synthèse révolutionnaire qui s'ébauchait vers 1968.

La Vieille Taupe

Quand *Socialisme ou Barbarie* eut rejeté pour de bon la théorie révolutionnaire « classique », une minorité en sortit et se regroupa en 1963 autour du journal *Pouvoir Ouvrier*. PO voulait reprendre les bons aspects de *S. ou B.*, en ignorant le fil conducteur qui reliait les origines de *S. ou B.* à sa déviation ultérieure. PO était en-deçà de la gauche allemande sur bien des points : les syndicats, le parti, l'impérialisme et la question nationale, etc. En fait, y coexistaient des tendances ultra-gauche, unies seulement sur les questions du caractère capitaliste de la Russie et de la gestion ouvrière. A sa tête se trouvait Véga, un des anciens de la gauche italienne qui avaient rejoint *S. ou B.* peu après sa fondation. Mais ces ex-« bordiguistes » n'avaient rien apporté de bordiguiste à *S. ou B.*, n'ayant trouvé dans la gauche italienne qu'un léninisme plus pur que celui des trotskystes, complété par les thèses sur

le capitalisme d'Etat et la gestion ouvrière.

Mensuel polycopié au millier de lecteurs, *PO* était fait comme s'il avait été lu par 100 000 prolétaires chaque semaine. Rares étaient les articles de fond. Souvent ces derniers étaient l'œuvre de Pierre Souyri, sous le pseudonyme de Brune, qui était l'auteur de deux textes essentiels sur la Chine parus dans *S. ou B.*

En 1965, Pierre Guillaume, membre de *S. ou B.* puis de PO, fonde la librairie la Vieille Taupe, rue des Fossés-Saint-Jacques à Paris. Autour d'elle s'agrège un pôle de réflexion et d'activité où l'on s'intéresse autant à l'IS, qui entretint quelque temps des rapports avec la V.T., qu'à la gauche italienne, connue alors presque uniquement à travers le filtre du Parti Communiste International (PCI). P. Guillaume prend part, par exemple, à l'édition en anglais du texte de l'IS sur les émeutes de Watts. PO, se sentant sans doute vulnérable au point de craindre que ce (second) pôle pût menacer l'unité et la vie du groupe, organise un procès délirant, en septembre 1967, à la suite duquel Pierre Guillaume et Jacques Baynac sont exclus pour « travail fractionnel »... Une bonne demi-douzaine d'autres membres démissionnent. Il se forme ainsi un groupe informel que tout le monde appelle « La Vieille Taupe ».

Dès ses origines, la librairie refuse une étiquette doctrinale. Ce n'est ni le local de PO (tant que P. Guillaume en est membre), ni sa librairie. A une époque où il est difficile de se procurer les textes révolutionnaires essentiels, peu nombreux sur « le marché », épuisés, etc., elle veut d'abord y faciliter l'accès. Le simple fait de sélectionner des textes de Marx, Bakounine, l'*IS*, *Programme Communiste* (organe du PCI), les textes de l'ultra-gauche, prend en 1965 un sens théorique et politique. A sa façon, la Vieille Taupe participe à la synthèse théorique indispensable à toutes les époques. Elle dépasse les sectes sans rassembler tout ce qui est « à gauche du PC », comme Maspéro (à qui il arriva de refuser de vendre *Voix Ouvrière*, ancêtre de l'actuel *L.O.*, parce que ce journal se montrait trop hostile aux partis et syndicats de gauche !).

En 1967, la librairie racheta les restes considérables du fonds Costes, seul vrai éditeur de Marx en France avant-guerre, quand le PCF se préoccupait plus de publier Thorez et Staline. Début 1968, *Le Capital* étant épuisé aux Editions Sociales, le seul lieu où l'on peut s'en procurer les trois Livres est la VT. La librairie diffuse les invendus de *S. ou B.*, mais aussi les *Cahiers Spartacus*, qui avaient publié beaucoup de titres après la guerre, sur l'ensemble du mouvement ouvrier de l'extrême-gauche à l'extrême-droite. Des milliers d'exemplaires de Luxembourg, Prudhommeaux..., qui dormaient depuis des années dans une cave de la mairie du Ve arrondissement sont ainsi de nouveau offerts au public.

La VT ne niait pas le besoin de cohérence. Elle estimait seulement qu'on ne pouvait l'atteindre ni à partir d'un seul des courants radicaux (tous unilatéraux) d'alors, ni en se mettant à l'écoute des ouvriers (comme ICO), ni en étudiant les formes qu'avait prises le capitalisme moderne (comme l'aurait souhaité Souyri, qui se tint à l'écart des remous provoqués par la scission de PO). Mais par une appropriation théorique de l'ensemble des courants de la gauche communiste (et donc aussi du sol historique sur lequel ils avaient vu le jour), de l'IS, et par une réflexion sur le communisme et en particulier sur l'apport de Marx.

Le petit groupe hétérogène sorti de PO eut peu ou n'eut pas d'activités « publiques » dans les mois qui précédèrent mai 68. Pour l'essentiel, il lut collectivement *Le Capital* et commença à assimiler les composantes de la gauche communiste, ainsi que l'IS. La VT n'était pas un groupe ; c'était plutôt le lieu de passage de divers fils, avec une dominante anti-léniniste où la venue d'*Invariance* créait une perplexité nouvelle.

Il serait absurde de prétendre que l'existence de ce petit regroupement ait joué un rôle décisif en mai 68 ou après. Ce qui s'est passé là, dans des conditions privilégiées parce qu'on y profitait des expériences transmises par divers groupes ayant déjà passé au crible une foule d'idées et de faits, s'est bien sûr produit aussi ailleurs — souvent dans la confusion, parfois peut-être avec plus de clarté. L'important c'est que le processus de *maturation* théorique sans lequel la secousse de 1968 serait allée moins loin, ait concerné *ces points-là* : le communisme, la fonction de la démocratie, la spontanéité prolétarienne, et non pas la kyrielle de faux problèmes véhiculés même par une partie de l'ultra-gauche (conscience, direction, gestion, autorité, etc.). Mai 68 n'était pas une révolution (!), mais ce que fut ce mouvement n'aurait pas existé sans cette maturation-là.

histoire et petite histoire des quinze dernières années

Mil neuf cent soixante-huit

Dans cette dernière partie, notre angle de vision se rétrécit encore puisque nous y parlons en particulier de ce que nous avons fait dans un mouvement qui n'a pas réussi à s'étendre, donc à s'internationaliser. Prétendre ici au point de vue de Sirius serait mensonger.

Au terme de ce bilan très provisoire, les seules perspectives claires sont celles du capital, encore qu'on ne sache guère où elles aboutiront. La parole actuelle est celle du capital car l'initiative sociale lui appartient.

Il n'y a pas de déterminisme technologique ; la solution (capitaliste ou communiste) à toute crise est sociale. L'activité humaine, et en particulier l'organisation du travail, exprimée et modelée par le capital, entre de nouveau en crise. La période actuelle est bien contre-révolutionnaire — restructuration par la crise — mais amorce aussi un nouveau cycle de luttes intégrant l'expérience prolétarienne de la « reprise » entamée dans les années 60. La période 1968-72 fut le début d'une phase — aujourd'hui en voie de dépassement — marquée par une crise de l'OST. La recherche de productivité,

accroissant l'exploitation, entraîna un grand nombre de grèves dures dans des entreprises petites ou moyennes, et parmi les salariés les plus exploités des grandes, jusque vers 1975. Mais la lutte pour le salaire et les reclassements catégoriels perpétua au sein des prolétaires la division, entretenue par le capital et gérée par les patrons et les syndicats.

La difficulté de comprendre la période présente et d'agir découle de l'émergence d'une nouvelle organisation du travail, qui n'arrive pas à s'instaurer, à la fois effet et cause d'autres luttes dont les contours se dessinent mal.

Les prolétaires ont souvent débordé et parfois combattu l'encadrement syndical. Mais la *défense* de sa condition par le prolétariat ne pouvait lui permettre de réorganiser la société. Le dépassement de cette posture défensive n'existe aujourd'hui que négativement. On a rêvé d'autogestion : qui la prend maintenant au sérieux ? On a tant parlé d'écologie : qui croit pouvoir empêcher le développement de l'industrie nucléaire en France depuis que la gauche au pouvoir l'a acceptée ?

« Tous *les problèmes actuels de l'appréhension de la révolution*, et que l'on retrouve peu ou prou dans toutes les théorisations qui en sont faites, proviennent du fait que *le prolétariat ne peut plus opposer au capital ce qu'il est dans le mode de production capitaliste*, ou plutôt, *ne peut plus faire de la révolution le triomphe de ce qu'il est...* » (*Théorie communiste*, n° 4, 1981, p. 37)

A notre avis, mai 68 en France fut le sommet d'un ébranlement mondial commencé quelques années plus tôt et qui se calma après 1972-74. L'année 1968 même fut riche en événements positifs et négatifs pour le communisme. Aux Etats-Unis, le mouvement anti-guerre se radicalise avec l'intensification des combats (offensive du Têt) mais ne fait pas sa jonction avec le mouvement ouvrier, tandis que les émeutes des ghettos noirs dévient vers le nationalisme violent et (ou) réformiste. Au Mexique, une violente révolte étudiante se termine par un carnage (300 morts) qui renforce la démocratie. En Tchécoslovaquie, l'invasion des troupes du Pacte de Varsovie soude encore mieux « le peuple » autour des solutions nationales et libérales. Le fait mondial dominant est donc l'endiguement démocratique d'un phénomène qui potentiellement (seulement potentiellement) allait *au-delà* de la démocratie.

L'explosion n'a pas eu lieu au point le plus moderne, le plus en difficulté du monde industrialisé, mais là où l'accélération des vingt années précédentes était la plus inadaptée aux conditions du pays. Entre 1954 et 1974, la proportion de salariés dans la population française passe de 62% à 81% (l'accroissement touchant surtout les employés, techniciens et cadres salariés qui constituent les nouvelles classes moyennes). On assiste à la fusion d'une revendication ouvrière violente et d'une aspiration anti-autoritaire, anti-répressive estudiantine bientôt élargie à une bonne partie des nouvelles classes moyennes. Le mouvement est aussi anti-culturel en ce que la culture est le dépôt et le contraire de la créativité. Il renoue ainsi avec le refus de l'art et de la culture apparu vers 1914-18.

Mai 1968 est plus que la cassure entre syndicats et partis d'une part et un grand nombre d'ouvriers de l'autre. C'est aussi la revendication d'*être* qui, en l'absence d'une rupture sociale pratique, s'est manifestée plus comme expression que comme action. On veut communiquer, prendre la parole, dire ce que l'on ne peut faire. Le rejet du passé ne parvient pas à se donner un contenu et donc un présent. Les slogans : « Je crois à la réalité de mes désirs », « Sous les pavés, la plage », désignent un autre possible, mais qui suppose... une révolution pour être possible. En son absence, cette exigence ne peut devenir qu'aménagement ou folie. Les thèmes de mai prennent la forme de l'exhortation, remplaçant la culpabilité du XIXe siècle par l'impératif de jouissance.

En effet, à l'exception d'une faible minorité, les ouvriers, la bourgeoisie, la plupart des « contestataires », l'Etat, bref tout le monde, agit comme s'il existait un pacte implicite interdisant à chacun d'aller trop loin. Signe de limite : on n'ose pas, on ne veut pas faire une révolution ni même la commencer. Signe de force : on refuse le jeu politique d'une révolution fausse, la vraie ne pouvant qu'être totale. Même rue Gay-Lussac la violence reste bien en deçà de la violence ouvrière d'avant 14, ou de celle qu'on connaît aux Etats-Unis dans les années 30. Les affrontements ouvriers-syndicats sont bien moins brutaux que dans le passé, comme chez Renault en 1947.

On ne retrouve guère en 1968 l'atmosphère de fête à l'usine de 1936. On sent qu'il se passe quelque chose qui pourrait aller plus loin mais on se garde de le faire. L'atmosphère de gravité qui règne se double d'un ressentiment contre les syndicats, bouc-émissaire commode, alors que ces derniers ne tiennent que par le comportement *de la base*. La gaité est ailleurs, dans la rue. C'est pourquoi mai 68 ne peut ni se reproduire ni entraîner une reprise révolutionnaire dans les années suivantes. Le mouvement engendre un réformisme nourri de la neutralisation de ses aspects les plus virulents. L'histoire ne repasse pas le plat.

Le problème de l'Etat n'est pas posé : 1968 n'est pas le début d'une phase révolutionnaire. Un mouvement révolutionnaire ne naîtra pas d'un approfondissement de mai mais d'une rupture avec la période inaugurée par mai. Dans la volonté de faire la grève en masse, il y avait un refus ; dans la façon de mener cette grève et en particulier de l'abandonner aux syndicats, pour se rebiffer contre eux à la fin quand ils la sabordèrent, il y eut une acceptation.

On a critiqué le pouvoir tout en voulant le prendre partout. On a ridiculisé partis et groupuscules pour vanter le Mouvement du 22 mars, pont entre le gauchisme et les radicaux (par exemple les Enragés). On a dénoncé la politique pour s'enthousiasmer d'une fraternité style février 1948 (en attendant avril 1974 au Portugal). La conjonction réalisée entre la lutte ouvrière et les cadres ruant dans les brancards chercha une autre voie que la droite et la gauche classiques : revendication d'un « cadre de vie » moderne, les avantages du capitalisme sans les inconvénients.

Un texte (alors inédit) de François Martin, écrit quelques mois plus tard à la VT, énonça cette idée simple : en mai-juin 68, tout le monde, y compris les radicaux, avait agi et pensé dans le cadre de la démocratie. Le Comité pour le Maintien des Occupations (CMDO), animé par l'IS, appela à former des conseils ouvriers. Exhorter à créer une forme en supposant qu'elle donnera à son action un contenu révolutionnaire, voilà l'illusion démocratique et politique. Mai 68 réalisa le programme de l'IS comme 1956 en Hongrie avait réalisé celui de *S. ou B.* : dans les deux cas, les conseils. *S. ou B.* et l'IS furent des moments de la vie du prolétariat, ils n'exprimèrent jamais

l'ensemble de son cycle de vie. Là où les ouvriers tentèrent de faire vivre des formes démocratiques (comités de bases de Rhône-Poulenc à Vitry), ils s'épuisèrent à la tâche, dépensant l'énergie qui leur fit ensuite défaut pour mener des actions nécessaires.

Les élections de juin ne mobilisèrent pas les ouvriers (ni personne, sauf les partis) pour ou contre. Elles ne noyèrent pas le mouvement qui s'était étiolé de lui-même de n'avoir pas pris l'initiative à la mi-mai, et s'enlisait à la fois dans la violence (quasi-émeute du 24 mai), la revendication et la construction de structures démocratiques parallèles à la hiérarchie sur le lieu de travail. Aujourd'hui, la démocratie *politique* est là, on ne se remue plus pour elle. Mais la démocratie *sociale*, elle, peut encore mobiliser des énergies, dans le but de compléter la démocratie politique, d'instaurer enfin une démocratie réelle et non formelle, en introduisant la délibération dans l'entreprise, l'école, le quartier, etc.

Mais 68 fut une grande prise de parole, partout, par « les intéressés », mais ces derniers ne cessèrent de se conduire en *usagers* toujours préoccupés de réorganiser l'endroit — métro, terrain de camping, entreprise — où le capital les a parqués.

Il serait toutefois facile et trompeur de réduire mai 68 à peu de chose. Le mouvement s'en prend à tout, et ne fait que réordonner chaque élément de ce tout, lui-même inattaqué. Cette amorce de reprise révolutionnaire témoigne d'une lucidité, mais négative. Il n'y a pas eu « double pouvoir » mais, du point culminant de la grève au discours de De Gaulle le 30 mai, une double absence de pouvoir. Ni le gouvernement ni les grévistes ne maîtrisent la situation, ni ne sont sûrs de se maîtriser eux-mêmes (De Gaulle a besoin d'aller vérifier le loyalisme de l'armée). Bizarrement, alors qu'on parle tant de gestion, on constate que *les ouvriers se désintéressent de toute grève gestionnaire*. Abandonner aux syndicats la maîtrise des usines est un signe de faiblesse mais aussi du fait qu'ils ont conscience que le problème est ailleurs. Cinq ans plus tard, en 1973, dans une grande grève à Laval, les ouvriers quitteront purement et simplement l'usine pour trois semaines. Comme la « dépolitisation » dont on a tant parlé, cette perte d'intérêt pour l'entreprise, le travail et sa réorganisation, sont ambivalents, et ne peuvent être interprétés qu'en fonction du reste. Le communisme était bien présent en 1968, mais en creux, en négatif. A Nantes en 1968, et plus tard à la SEAT de Barcelone (1971), au Québec (1972), les grévistes prendront en main des quartiers ou des villes, iront jusqu'à s'emparer de stations de radio, mais n'en feront rien : l'auto-organisation des prolétaires « est possible, mais, simultanément, elle n'a rien à organiser » (*Théorie communiste*, n° 4, 1981, p. 21).

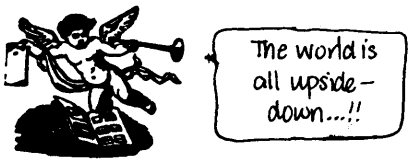
En tout cas, les prolétaires ne créent pas de nouvelles organisations syndicales, politiques ou « unitaires », comme lors de la révolution allemande. Ils ont seulement tenté parfois d'édifier des structures démocratiques, qui heureusement ne survivront pas à la grève. Mais ils n'éprouvent pas le besoin de donner à leur grève une forme « soviétique ». Pourquoi ? La véhémence de leur réaction anti-syndicale atteste qu'ils avaient la force, dans bien des usines, d'imposer des organes démocratiques pour gérer la grève, sinon davantage. Ils pouvaient mais ils n'essayent pas. Leur problème est ailleurs. Là réside l'ambiguïté de 68, dans ce refus qui n'est que refus. On ne peut exister par défaut.

La minorité radicale, elle, quitte l'entreprise et se retrouve avec d'autres éléments minoritaires, en compagnie d'étudiants, de gauchistes, de révolutionnaires. Le CMDO est l'un de ces lieux où le gauchisme est tenu en lisière. Censier en est un autre. Le n° 1 du *Mouvement Communiste* (1972) fera l'analyse de son action. (On trouvera aussi de nombreux renseignements dans J. Baynac, *Mai retrouvé*, Laffont, 1978, qui démentent l'interprétation démocratique de son auteur.) La relative cohérence de Censier tint avant tout à celle du groupe informel de la VT, dont nous avons parlé, rapidement renforcé par le GLAT (contrairement à ce que dit et ne dit pas Baynac, qui pourtant joua un rôle important aussi bien dans ce groupe qu'à Censier).

Un peu avant 1968, l'IS, dans le n° 11 de la revue, répondait aux ultra-gauches que les situationnistes ne se souciaient pas de regrouper autour d'eux des ouvriers pour mener une action « ouvrière » permanente. Le jour où il y aurait quelque chose à faire, disait l'IS, les révolutionnaires seraient avec les ouvriers révolutionnaires. C'est ce qui se passa.

Censier stimula et coordonna l'activité de minorités radicales, sinon révolutionnaires, dans de nombreuses entreprises. La critique des syndicats, timide au début, devint plus virulente à la fin des grèves. Les fractions extrémistes, isolées sur le lieu de travail, trouvèrent là un point de rencontre. Dans l'ensemble, le débat qui s'instaure à Censier échappe au déluge de phrases creuses qui déferle souvent ailleurs et manifeste une grande lucidité, dont témoigne le *Rapport d'orientation* du 21 mai, rédigé par trois personnes, dont au moins deux du GLAT, et peut-être une quatrième (Kayatti, membre de l'IS) (Baynac, pp. 161-63).

Là où beaucoup verront dans l'expérience de Censier une leçon de démocratie, nous avons vu, à l'époque, une leçon *sur* la démocratie : une démonstration du caractère superficiel de l'opposition entre démocratie bourgeoise-individuelle et démocratie ouvrière-collective. Le problème minorité-majorité ne se posa qu'aux membres d'ICO, présents eux aussi à Censier, mais qui refuseront de s'associer aux activités d'une minorité qui risquait de s'imposer à la masse. Stérilité de la logique conseilliste !



Mai 68 ne posa pas la question communiste. Les dons de ravitaillement témoignèrent d'une solidarité, non d'un début de dépérissement de l'échange marchand. La perspective communiste exista dans l'indéniable assouplissement des rapports immédiats, la rupture de barrières sociologiques, la vie sans argent pendant plusieurs semaines, dans le plaisir d'agir ensemble, en un mot dans cette esquisse communautaire qu'on observe à chaque grand mouvement social, même non révolutionnaire (Orwell en Catalogne, en 1936). Les divers comités qui siégeaient à Censier débattaient naturellement de ce qu'il fallait faire, et de ce qu'il faudrait faire pour aller plus loin. Il n'est pas si fréquent que de grandes assemblées comptant de nombreux ouvriers discutent du communisme.

Le tract *Que faire ?*, réédité et diffusé à une centaine de milliers d'exemplaires, indique ce que le mouvement doit faire pour aller plus loin, ou simple-

ment continuer : prendre un nombre de mesures simples mais qui rompent avec la logique capitaliste, afin que la grève démontre sa capacité de faire fonctionner *autrement* la société ; répondre aux besoins sociaux (ce qui rallierait les hésitants, la classe moyenne, que la violence — produit d'un blocage, réaction impuissante devant l'impasse — inquiète) par la gratuité des transports, des soins, de la nourriture, par la gestion collective des centres de distribution, la grève des paiements (loyers, impôts, traites) ; et montrer ainsi que la bourgeoisie et l'Etat sont inutiles.

Le communisme ne fut présent en 1968 que comme vision. Même les ouvriers hostiles aux syndicats ne franchirent pas le pas, les éléments révolutionnaires parmi eux étant l'exception. Preuve supplémentaire de faiblesse, la confusion qui entoura le meeting de Charléty, fin mai. Charléty, tentative de dépassement politique, de prolongement du mouvement social sur le plan de pouvoir d'Etat, Charléty où se retrouvèrent une bonne partie des gauchistes mais aussi de la gauche des syndicats (notamment CFDT), où l'on vit aussi un personnage dont on a récemment voulu faire un héros national, un De Gaulle de gauche : Mendès-France. Charléty fut le maximum de conscience et de réalisme politiques dont fit preuve le « mouvement de Mai ». D'un côté le rêve : les conseils. De l'autre la réalité : un vrai gouvernement réformateur, où beaucoup se voient jouer les Lénine de ce Mendès-Kérensky. On peut aujourd'hui en sourire mais si la solution Mendès l'avait emporté, beaucoup de contestataires l'auraient soutenue. Un an plus tard, deux jeunes ouvriers, qui tiraient à la VT un tract rappelant l'ampleur révolutionnaire de mai 68, précisaient : « Nous n'oublions pas Charléty »... En 1981, Mitterrand réalisera enfin les espoirs de Charléty.

L'après-mai

Après la fin de la grève, nous avons tous commis l'erreur d'escompter une clarification. C'était méconnaître la nature du mouvement, et oublier qu'en période révolutionnaire — ou de secousse comme 1968 — toutes les organisations et idéologies prospèrent, y compris les contre-révolutionnaires.

Le gauchisme, en particulier, est venu donner de faux buts révolutionnaires à une « répétition générale » qui n'avait pas existé. Or, l'après-mai ne pouvait être que contre-révolutionnaire, revendication d'une liberté en tous sens, y compris par rapport au mouvement révolutionnaire. L'explosion n'ayant pas modifié les structures fondamentales, son énergie se dispersa contre les institutions périmées, dans les mœurs, etc.

Prenant le relais du stalinisme, le gauchisme poussa à un terme extrême la dépossession capitaliste tout en présentant cela comme le remède à cette dépossession. L'homme capitalisé est privé de racines. Le gauchiste en remit dans la désidentification. Vivant dans un autre monde, le militant se projeta dans un autre lui-même, « aux côtés du prolétariat », « avec les pays socialistes » ou « avec le tiers-monde ». La crise du gauchisme, quelques années plus tard, déclencha le phénomène inverse : la quête d'identité. Chacun fut désormais à la « recherche » du groupe particulier où il trouverait ses racines « naturelles » (féminisme, régionalisme, identité homosexuelle, etc.).

Toutes les idéologies furent revitalisées, le léninisme comme l'anarchisme. On ne doit pas regretter leur déclin actuel. Cette foire aux illusions déboucha naturellement sur son autocritique : on passa du militantisme à la vie quotidienne. Si « l'individu est la forme d'existence bourgeoise par excellence, et l'égoïsme [...] l'essence [...] de la société actuelle [...] décomposée en atome » (Marx), la société bourgeoise a toujours aussi réuni ces atomes en groupes. La privatisation de la vie et la difficulté croissante d'avoir une activité collective non marchande entraînent une polarisation où l'on tend soit à se nier comme personne pour ne plus exister que dans un groupe, soit à refuser toute organisation pour ne plus vivre que comme individu. On pose la fausse alternative : l'homme est-il d'abord « lui-même » ou « social » ? L'activité est-elle menacée davantage par l'individualisme ou par le rackett de groupe ? L'idée que seule compte la vie *intérieure*, quotidienne, renverse sans la critiquer l'idée du militant qui doit intervenir sur l'*extérieur*, non sur soi.

Quotidiennisme et militantisme s'entretiennent comme un couple déchiré qui jamais ne se séparera. La critique morale du militant rate son but. Le militant n'est pas un « pauvre type », frustré d'affection. Le militantisme est l'illusion inévitable d'une activité possible dans un monde qui la rend presque impossible, un moyen mystifié d'échapper à la passivité dominante. On cherche pour agir un autre motif que sa propre condition, on sort de soi, on trouve un dynamisme dans des réalités ou des idées extérieures à sa vie propre : « le prolétariat », « la révolution » ou, plus moderne : « la radicalité », « le désir ».

On a tout critiqué après mai, sauf le ciment de ce tout, le tout lui-même. L'absence d'offensive au centre de gravité social obligeait les critiques tous azimuts à respecter chacune les bornes de sa propre production. Dans un cadre général différent, elles auraient produit tout autre chose ; rien ne conduisant vers une révolution, elles ont reflué. Ces néo-réformismes sont différents de l'ancien : ce dernier avait un projet à l'échelle de la société (la réorganiser autour du travail constitué en force unifiée), les premiers renoncent à changer la société pour s'y aménager seulement un espace libre.

La « libération » de la femme, de la sexualité, des mœurs, etc. est une fragmentation. On sépare en soi une fonction des autres. Au lieu d'aller vers l'être total, multiple, on se découpe, on se comprend et on se défend tour à tour comme femme, comme consommateur, comme producteur, comme breton, etc., alors que les intérêts de ces catégories *s'opposent* les uns aux autres. On réussit ainsi le tour de force de créer *en soi* la division que le capital s'efforce d'entretenir au sein du prolétariat.

L'auto-organisation dans l'entreprise, en France, s'écroule après juin 1968, là où elle s'était instaurée. Le « mai rampant » italien fait surgir en 1969-70 des « conseils » dont le chef de la CGIL reconnaît qu'ils se sont transformés en institutions para-syndicales. Les conseils ne parviennent pas à se constituer en organisations de masse embrassant toute la vie sociale, et rassemblant, plus que les producteurs, toute la population laborieuse. Il n'y a plus de place pour un mouvement ouvrier à l'ancienne. L'espoir moderniste style CFDT d'une nouvelle classe ouvrière recomposant l'unité de travail et capable de le gérer se brise sur la réalité du besoin d'une couche peu

qualifiée, nombreuse, malléable, toujours nécessaire au capital. L'autogestion ne sert qu'à faire croire qu'elle serait possible.

« En Italie, la situation évolue plus lentement mais finit par faire apparaître ses propres tendances.

La première phase du mouvement dura de 1968 jusque dans l'hiver 1971. Elle fut caractérisée par des luttes ouvrières qui firent leur apparition en dehors de la sphère d'influence des syndicats et des organisations politiques. On vit alors se constituer en Italie l'équivalent des comités d'action ouvriers qui se manifestèrent en France durant le mois de mai avec cependant une différence essentielle : en France, les comités d'action furent très rapidement expulsés de l'entreprise par la puissance des syndicats, ce qui les obligea en pratique à ne pas s'illusionner dans le cadre étroit de l'entreprise. Dans la mesure où la situation générale ne permettait pas d'aller plus loin, ces comités disparurent plus ou moins rapidement. En Italie, au contraire, dans un premier temps, des comités ouvriers purent s'organiser dans les entreprises elles-mêmes. (...) Il se forma alors une multitude de comités dans les entreprises, isolés les uns des autres, qui s'adonnèrent tous systématiquement à la remise en question des cadences de travail et accessoirement au sabotage.

(...) Quant à la lutte ouvrière, elle ne rencontrait pas de résistance. C'est ce qui la désarma. Elle ne put que s'adapter aux conditions de la société capitaliste. De leur côté, les syndicats (...) remodelèrent leurs organisations d'usine suivant le modèle de comités "autonomes" apparus dans les luttes récentes. »

Le Mouvement Communiste, n° 1, 1972 : « En quoi la perspective communiste réapparaît. »

« ... plus se développe l'importance des secteurs de recherche, de création et de surveillance, plus le travail humain se concentre dans la préparation et l'organisation de la production, plus s'accroît le sens de l'initiative et des responsabilités, en un mot, plus l'ouvrier moderne reconquiert, *au niveau collectif*, l'autonomie professionnelle qu'il avait perdue dans la phase de mécanisation du travail, plus les tendances aux revendications gestionnaires se développent. » (S. Mallet, *La nouvelle classe ouvrière*, 1963)

(Vingt ans après les thèses de Mallet, on constate que syndicalistes réformateurs et experts continuent de nous annoncer un nouveau travail industriel où l'ouvrier échapperait à son aliénation, cette fois grâce aux robots. Nous essayerons de consacrer un article à cette évolution.)

Avant même la reprise de Censier par la police (juillet 1968), les comités qui y siégeaient avaient fondé une Inter-Entreprises, qui continua à se réunir pendant plusieurs mois, rassemblant des délégués informels (non mandatés explicitement par leurs camarades) de minorités ouvrières extrémistes. Inter-Entreprises fut plus un lieu d'échange et de discussion qu'une coordination agissante. La VT, le GLAT et ICO participaient. Parallèlement, une tentative de collaboration entre la VT et le GLAT se solda par un échec complet. Les réunions et les débats réguliers d'Inter-Entreprises, s'ils débouchaient rarement sur une action collective des entreprises concernées, débalayaient le terrain dans les esprits, prolongeant les discussions entamées en mai et juin. Les gauchistes, eux, proposaient du « concret » : organiser des luttes... En même temps, le nom d'Inter-Entreprises en indiquait les limites (c'est-à-dire celles de mai 68) : ce n'était pas une organisation communiste, seulement la voie d'un passage à autre chose, qui ne s'annonçait pas pour l'immédiat.

La disparition d'Inter-Entreprises ne signifia bien sûr pas la fin de l'auto-organisation d'une minorité ouvrière, de ses heurts avec les appareils. Des Comités d'Action continuèrent d'associer des salariés contestataires et des éléments radicaux ou gauchistes. Une partie des travailleurs cessa peu à peu de participer à ces activités. Plusieurs dizaines de membres ou sympathisants du Comité Hachette d'Action Révolutionnaire, encore adhérents de la CGT, vinrent l'un après l'autre, lors d'une réunion syndicale, déposer leur carte sur la tribune. Quelques semaines après, la plupart adhéraient à la CFDT.

Un petit nombre d'éléments actifs dans les C.A. voulaient, eux, agir sur d'autres bases, révolutionaires, et cherchaient lesquelles. La VT fut l'un des pôles autour duquel ils se retrouvèrent. Elle mit aussi en contact des gens d'un même pays (l'Italie) qui ne se connaissaient pas avant.

L'IS disparut progressivement. Avant 1968, elle avait été l'affirmation publique d'une révolution future. Après, elle affirma la venue de la révolution en 1968. La démocratie des conseils avait été le rêve de Mai. Au lieu d'y déceler les limites de Mai, l'IS y lut la preuve de la justesse du conseillisme. La théorie des conseils était adéquate aux grèves françaises et italiennes, inadéquate à un mouvement révolutionnaire qui dépasserait les limites de ces grèves. Pour accélérer les choses, l'IS appela à imaginer des scandales, des « Strasbourg » ouvriers. Elle se figea sur l'autogestion, devint le hérault de ce qui existait en le travestissant en révolution : Italie, Portugal. Incapable de dresser son propre bilan, elle y substitua la manie de juger les manquements à sa morale affichée et imposée : la radicalité. « Je tuerai tout le monde et puis je m'en irai », disait Ubu. Quand il eut jugé et condamné presque tout le monde, il ne resta plus à Debord qu'à éterniser *La Société du spectacle* en la mettant en images, puis à exalter dans son dernier film « In girum nocte... » une nostalgie que l'on trouvera touchante ou agaçante, et à cultiver une fois de plus sa différence. Pendant ce temps, le mouvement révolutionnaire est en train d'assimiler ce qu'il y a d'essentiel dans l'IS, tandis que les simples disciples y puisent la justification d'un art de vivre qui se confond avec les autres formes de vie dites « alternatives ». « C'est pourquoi nous allâmes à la tendance extrême (à ce moment), celle par qui une dialectique rigoureuse en arrivait, à force de révolutionnarisme, à n'avoir plus besoin de révolution. » (Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Le Seuil, 1978, p. 25)

L'approfondissement théorique, chez une minorité faible mais liée à une fraction radicale ouvrière, elle-même peu capable d'action positive sur son lieu de travail, s'étendit non seulement à l'Italie et à l'Espagne mais à des pays capitalistes modernes (Scandinavie, Etats-Unis). On prenait conscience du franchissement d'une étape qualitativement nouvelle. La réévaluation de l'héritage de la gauche allemande et l'assimilation de ce qu'il y avait eu de meilleur dans la gauche italienne fut abordé publiquement en 1969 par la Vieille Taupe dans un texte sur l'idéologie ultra-gauche, rédigé pour les réunions nationale et internationale d'ICO. Ce texte charnière fut important pour ceux qui s'y retrouvèrent, mais la tentative de débat avec les « conseillistes » (ICO, Mattick...) tourna court. Au même moment, le Parti Communiste International, carcan qui emprisonnait la gauche ita-

lienne, entra dans une crise qui aboutit deux ans plus tard à la scission des Scandinaves, sur la vision par la gauche allemande de la question syndicale.

Quoiqu'il n'ait pas été clairement indiqué, le point de convergence était la conviction que le prolétariat n'a pas à se poser d'abord en force sociale avant de changer le monde. Il n'y a donc pas d'organisation ouvrière à créer, à susciter, à espérer. Il n'y a pas de mode de production transitoire entre capitalisme et communisme. *Il n'y a pas d'organisation prolétarienne autonome en dehors de ce que fait le prolétariat pour communiser le monde et lui avec*. Il n'y a donc pas de problème d'extériorité ou d'intériorité des révolutionnaires par rapport au prolétariat.

Cette conviction suffisait à nous éloigner de groupes comme *Révolution Internationale* (fondé en 1968) qui, après une phase conseilliste, reprit une partie de l'héritage de la gauche italienne, de Bilan et d'Internationalisme (après 1945). Exemple de synthèse ratée, alliant le parti-pris conseilliste au fétichisme de l'organisation, le groupe sombra rapidement, sous le nom de Courant Communiste International, dans une vie de secte comparable à celle du PCI, toujours en *concurrence* avec les autres groupes.

Entre 1968 et 1972, la Vieille Taupe fut sans doute le point de contact et *Invariance* (animé par Camatte) le catalyseur théorique de cette convergence entre la France, l'Italie et la Scandinavie. C'est ainsi qu'en 1969, les numéros 6 et 7 d'*Invariance* (1re série) réinterprétaient un siècle de mouvement révolutionnaire en y intégrant la gauche allemande. Le rôle stimulateur d'*Invariance* n'éliminait toutefois pas son idéalisme originel, le prolétariat y étant conçu plus comme une entité historique que comme le produit de situations et rapports réels. Cette réappropriation du passé n'était pas œuvre d'archivistes ; des prolétaires y prenaient part au même titre que les autres. Pierre Guillaume put illustrer ainsi le fonctionnement de notre communauté d'alors : quand celui qui a sur d'autres l'avantage d'avoir lu un texte révolutionnaire du passé fait un exposé historique, s'il a été clair, ses auditeurs en savent autant que lui : il n'est plus que « le dépositaire des détails ».

Mil neuf cent soixante-douze

Le refus de former un groupe délimitant un intérieur et un extérieur permit à ceux qui se retrouvaient à la Vieille Taupe d'aller vers une cohérence commune que d'autres possédaient surtout sur le papier. Dans cette collectivité théorique et pratique, une certaine dynamique était à l'œuvre, qui mettait chacun sur un pied d'égalité tout en intégrant des capacités et des nuances d'opinion diverses. Cette collectivité, que nous appellerons par commodité la Vieille Taupe, avançait au coup par coup, associant chaque fois ceux qui approuvaient l'action engagée, sans qu'ils eussent à être d'accord sur un « programme » ou une « plate-forme ». Mais bien entendu, si l'on proposait telle action à tel ou tel, c'était parce qu'on pensait avoir en commun avec lui plus qu'un désir d'action. La VT n'essayait pas de se faire un nom : nos actes étaient notre signature. L'activité commune reposait sur un consensus souvent vécu comme exaltant : il y avait des choses à faire et à dire et on se comprenait souvent très vite. L'absence de vote, de juridisme, donnait la sensation d'une activité proche de ce qu'on peut considérer comme communiste. La psychologie, la discussion sur les états d'âme et l'influence des caractères et des « problèmes » affectifs, étaient rejetés.

Cette forme d'organisation encourageait l'irresponsabilité. Un texte critiquable pouvait être diffusé, une initiative néfaste prise, sans qu'on fasse les réserves ou les rectifications nécessaires, puisque ce *on* n'avait pas d'existence définie. L'individu le plus actif, Pierre Guillaume, était donc le moins contrôlé par l'activité commune. Quant à l'absence de psychologie, si nous y songeons parfois avec mélancolie en voyant dans quelle soupe baignent tant d'entre nous, en voyant combien les comportements caractériels ont pris de l'importance dans l'évolution ultérieure et dans les ruptures qui l'ont ponctuée, nous ne devons pas oublier que ce refus était en partie un aveuglement qui nous conduisait parfois à tolérer des comportements que nous ne supporterions plus aujourd'hui.

Si l'absence de formalisme nous empêchait de sombrer dans les maladies de sectes : sclérose doctrinale et organisation de l'organisation, le défaut des perspectives clairement définies, sur lesquelles on se serait mis d'accord après une discussion plus formelle, avait l'inconvénient d'entraver la critique des activités, puisqu'on ne pouvait s'appuyer sur un accord formulé. Il est vrai que cet effort de formulation nous aurait inévitablement privés du concours d'une partie des éléments gravitant autour de la VT. Il n'est pas sûr que c'eût été un bien : nous y aurions peut-être gagné en précision, mais un foisonnement aurait été perdu, qui n'a porté ses fruits que plus tard, dans nos têtes et dans d'autres.

Néanmoins, ce flou facilita une manie stalinophobe aboutissant à faire de l'antistalinisme un critère comme pour d'autres l'antifascisme (du moment que c'est contre le PC et l'URSS, ça ne peut pas faire de mal...). Il faut redire que l'hostilité au PC comme à l'OTAN peut être antirévolutionnaire. Pour le mouvement communiste, il n'y a pas d'« ennemi n° 1 des peuples du monde ».

Il arriva à la VT de consacrer beaucoup d'énergie à poser sous les pas des staliniens des « peaux de banane » censées les déséquilibrer, actes scandaleux, attaques sur un terrain : celui de l'idéologie, que l'adversaire maîtrisait depuis trop longtemps pour être sérieusement menacé. Une action violente qui n'inclut pas en elle-même son sens (compréhensible par ceux avec qui l'on a quelque chose en commun et auxquels on s'adresse) fait le jeu de l'ennemi. Ecrire sur le mur des Fédérés : « Trop de massacreurs fleurissent ce mur », est un acte qui contient en lui-même sa portée, et dont la signification ne peut être détournée, sauf par mauvaise foi ou manque d'intérêt évident pour la question. Mais un coup de force qui ne s'inscrit pas lui-même dans un clarification possible reçoit son sens des forces politiques, des médias, *de l'extérieur*.

Si le coup porté aux représentations visées (par exemple, tel mythe entretenu par le PC sur lui-même) s'adresse aux radicaux, il peut garder son sens, et encourage la minorité silencieuse. Mais s'il ambitionne de s'adresser à tout le monde, de changer l'image du PC dans l'opinion, il rate à la fois l'ensemble des consciences et la minorité. Or la VT pratiqua le scandale sans qu'on puisse, sauf en de rares occa-

sions peu suivies d'effet, en débattre.

L'année 1972 est, en France, un tournant. Cette année-là voit l'apogée du gauchisme et le dernier surgissement important de la contestation anti-étatique, anti-politique, anti-répressive, apparue en 1968. L'enterrement d'Overney fut le point culminant au-delà duquel tout bascula. C'était un grand rassemblement anti-PC : Overney, militant maoïste, ayant été abattu à la porte de Renault par la police privée patronale, Marchais n'avait pu retenir ce cri du cœur : « On ne va pas recommencer comme en 68... ». Les services d'ordre gauchistes contenaient à peine cette énorme manifestation, parcourue d'une ambiance d'émeute qui n'arrivait pas à se donner des buts. On vit l'un d'entre nous, dont l'organe rivalisait avec les mégaphones, faire reprendre au service d'ordre trotskiste le slogan de la manifestation : « Marchais, salaud, le peuple aura ta peau », avant que les petits chefs n'interviennent au cri de « pas d'anticommunisme ». Ce slogan, dans sa violence, montrait néanmoins les limites de cette manifestation. Dans le gauchisme, une partie du maoïsme développait une ligne anti-syndicale et anti-PC, mais dans une logique antifasciste, populiste et démocratique.

Venant après une percée théorique chez les révolutionnaires, cette manifestation fut interprétée comme signe de l'apparition (enfin) d'un courant radical au-delà du gauchisme. Une série de groupes naquirent à l'époque : *Négation* à Paris, *Intervention communiste* (devenu *Théorie communiste*) à Aix, notamment. La VT se préparait à publier plusieurs textes, dont celui de François Martin *En quoi la perspective communiste réapparaît*, né de plusieurs textes sur 1968 et après. A la suite de discussions qui avaient suivi l'enterrement d'Overney, où un tract de la VT avait été apprécié, plusieurs ouvriers qui participaient depuis longtemps à nos activités critiquèrent l'absence de suivi de notre action, et demandèrent la création d'un groupe plus cohérent. Les tracts, les textes théoriques comme ceux de D. Authier (préface à Trotsky, *Rapport de la délégation sibérienne*, Spartacus), G. Dauvé sous le nom de J. Barrot, et P. Guillaume, les contacts informels, tout cela ne suffisait plus, disaient-ils. Ainsi vit le jour le Mouvement Communiste, avec le bulletin du même nom, dont le texte de François Martin fut le n° 1, et *Capitalisme et communisme*, le n° 2. Tirés chacun à cinq cents exemplaires (le n° 2 à 1 000 exemplaires aussitôt après), ils se diffusèrent en quelques jours, la plus grande partie par contact direct, notamment sur des lieux de travail (Renault). On avait l'impression d'avancer.

La clarification théorique et la confluence entre groupes de plusieurs pays avaient fait croire à la naissance d'un mouvement peu nombreux, mais cohérent, capable de se faire connaître et d'entretenir un minimum de relations agissantes avec l'expérience prolétarienne. Nous avions peut-être raison sur la décantation en train de se faire, certainement tort sur la formation de pôles capables de réflexion et même d'action. L'enterrement d'Overnay était celui des illusions de mai, dont c'était le dernier sursaut, nullement l'annonce d'un renouveau. Ceux-là même qui avaient poussé à la fondation du Mouvement Communiste s'en désintéressèrent presque aussitôt. Le rapprochement avec *Négation* ne dura pas. Avec les pays les plus modernes nos liens se distendirent et nous ne gardâmes plus de contacts étroits qu'en Italie et en Espagne. L'action prolétarienne mondiale avait permis la rencontre et l'addition de points de vue souvent justes, mais elle ne fut pas assez forte pour imposer une synthèse qui aurait fourni une meilleure prise sur le présent : on ne dépassait pas la compréhension du passé.

Dans ces conditions, le livre *Le Mouvement Communiste* (Champ Libre, 1972), sorti au même moment, ne pouvait être satisfaisant. C'était un texte de G. Dauvé, non de la VT ou du groupe MC, qui l'avait très peu discuté et amélioré. Comme le dit déjà un peu la préface à l'édition portugaise (1975), l'ouvrage était une théorisation inadéquate, aussi partielle, à sa façon, que la plupart des textes d'alors. Relecture de Marx à la suite d'*Invariance* et de Bordiga, ce livre négligeait d'inclure Marx dans la critique du monde. Le souci de décrire des « lois » objectives faisait oublier les relations réelles. La « valeur » n'apparaissait pas plus comme expression de relations sociales, elle avait tendance à se personnifier, à devenir comme le « mouvement communiste » un sujet de l'histoire, alors que valeur et mouvement communiste ne sont que des constructions théoriques approchant la réalité. Le livre édifiait un modèle intégrant des contradictions au lieu de les éclairer à partir de la pratique. En refermant l'ouvrage, on pouvait croire à l'existence d'un mouvement prolétaire automatiquement entraîné par la « caducité » de la valeur. Il nous semble aujourd'hui que le lien entre capitalisme et communisme, entre capital et prolétariat, est loin d'être aussi clair que nous le disions. La transformation communiste était présentée comme une série de mesures à prendre. Tout en disant qu'il s'agissait d'un mouvement, on ne montrait pas dans les faits les effets subversifs de telle mesure immédiate. Analyse abstraite des conditions réelles, et idéalisme.

La scission scandinave du PCI en 1971 déclencha le départ d'une partie des adhérents de la section française. La crise du militantisme, endémique dans tous les groupes politiques, n'orienta pas les ex-militants vers une action révolutionnaire (qu'il aurait fallu d'abord définir). Elle les propulsa vers une quête de « vie » où ils se perdirent. Leur évolution se conforma à un processus que nous avons souvent vu à l'œuvre dans nos rangs : une sorte de « cycle du révolutionnaire ». Sur la base d'un rejet instinctif de la société établie, on passe d'une révolte existentielle à une activité organisée en vue d'une révolution, à travers une série de ruptures de plus en plus à gauche. On fait la critique de tout, de toutes les formes d'existence et d'intervention prolétarienne, de tout le passé révolutionnaire ou pseudo-révolutionnaire glorifié et déformé, jusqu'à atteindre le point limite où la critique de tout englobe aussi la révolution et le prolétariat qu'on finit par rejeter comme des mythes, à moins qu'on ne les théorise de sorte qu'ils ne soient plus que des identités abstraites, des concepts philosophiques hors de portée de l'action humaine.

Invariance avait évidemment joué un rôle dans la crise du PCI, mais sa propre évolution, reflétant le désarroi quasi-général, ne fit que contribuer au piétinement des uns, à l'envol dans l'hyperespace des autres. Camatte, en reprenant la phrase de Marx, a bien résumé la contradiction du prolétariat : « une classe de la société capitaliste qui n'est pas de la société capitaliste » (Troisième série, 1979, p. 55-56). Mais cette contradiction, il la résoud d'une étrange manière : la classe, c'est le parti-communauté, puis le parti, c'est la classe-communauté, donc une classe

universelle, et finalement l'humanité. Camatte avait d'abord transféré la classe défaillante dans le « parti ». Au lieu d'en revenir à ce qui fait le prolétariat, son expérience, ses contradictions, *Invariance* a transféré ensuite le parti dans l'humanité entière. La métaphysique de l'humanité remplace celle du parti. Mais il s'agit toujours de médiation entre la révolution et l'activité des hommes, parce qu'on aperçoit mal dans leur pratique ce qui pourrait engendrer une révolution.

Invariance traduit en son langage l'omniprésence capitaliste. Camatte a tellement compris l'absorption du monde par le monstre impersonnel qu'il a succombé à sa fascination au point de le voir partout. Si le capital avale tout, les prolétaires à leur tour se font cannibales, leur lutte nourrit le capital de leur chair. *Invariance* a montré comment le structuralisme exprimait la force d'un système qui en s'éternisant niait l'histoire. A son tour, incapable de voir dans la barbarie autre chose que la barbarie, il ne distingue plus qu'une totalité au sein de laquelle s'effacent les distinctions antérieures (classes, production/circulation, etc.).

Les deuxième et troisième séries d'*Invariance* théorisent une réalité visible à laquelle nous nous heurtons douloureusement : l'omniprésence du capital. Selon *Invariance*, à un être totalitaire occupant tout le terrain s'opposerait une autre réalité souterraine mais également omniprésente : le soulèvement de la vie.

La pensée révolutionnaire classique a évité de s'interroger sur la survie du capital en l'attribuant à des causes *extérieures* (la social-démocratie, l'impérialisme, etc.). *Invariance* recourt à une *intériorisation* : le capital survit parce qu'il est entré en nous. La « crise mortelle » économique est remplacée par une révolte de notre nature bafouée par le capital.

Pour *Invariance*, hormis cette nature humaine, ce quelque chose en nous qui refuse de se soumettre, le capital absorbe tout. C'est oublier que l'absorption doit bien passer par les relations réelles entre humains. L'opposition n'est pas entre une activité de part en part capitalisée et la nature humaine : s'il y a une opposition, elle se trouve nécessairement au sein de l'activité capitaliste elle-même, justement parce qu'elle est mise en œuvre par les prolétaires. C'est cette activité même qui est contradictoire, et offre peut-être une issue. La solution est dans le rapport social, pas ailleurs.

« L'ouvrier lui-même est un capital, une marchandise... » (Marx), mais il ne l'est pas passivement. *Invariance* a compris que le capital ne marche pas tout seul, mais par notre propre action. Mais Camatte en conclut qu'ainsi le capital a triomphé pour de bon : il s'est fait nous, il nous a incorporés. Or c'est justement par cette activité qu'il nous impose que le capital est contradictoire. Comme disait Lefort dans l'article déjà cité, les prolétaires sont en situation d'universalité.

Face à Camatte qui croit mort le mouvement révolutionnaire au sens que nous donnons à ces mots, qui croit que la réalité *nouvelle* du capital aurait enlevé leur validité aux notions de prolétariat et de révolution, nous ne devons pas nous réfugier dans une attitude de mépris bétonné. Les révolutionnaires de la fin du XIXe siècle affirmaient avec raison, contre le « révisionnisme », que *rien d'essentiel* n'avait changé depuis 1848. Ils se sont toutefois aperçus en 1914, c'est-à-dire trop tard que *quelque chose* avait tout de même bel et bien changé : le mouvement ouvrier était devenu un instrument du capital. Les révolutionnaires ont dû alors reconnaître que le révisionnisme traduisait des problèmes réels que leur seule réfutation avait négligés. Camatte a autrefois fourni de nombreux éléments pour la théorie révolutionnaire de notre époque. Aujourd'hui, il pose mal une vraie question. Son errance illustre l'ambiguïté de l'époque.

Castoriadis et Camatte ont vu dans le capital ce qui dévore tout, et ont conclu à l'invalidation des concepts différenciant les parties du capital, pour laisser la place, chez l'un, à la pyramide bureaucratique, chez l'autre, à une totalité indéfinissable qui à la fois intègre l'humain et n'y parvient pas. Ce sont les penseurs du nouveau visage du capital, de la fin du mouvement ouvrier et de l'absence du mouvement révolutionnaire : parce que ce dernier ne se montre pas sous les traits qu'on avait pu imaginer dans les années 60, ils ont largué les amarres.

Un groupe comme l'*Organisation des Jeunes Travailleurs révolutionnaires*, qui publia notamment en 1972 le *Militantisme, stade suprême de l'aliénation*, allait contre ce « sauve qui peut ». Marqué initialement par l'IS, il connut le communisme de gauche et opéra une convergence avec la VT.

Pas plus que la VT, le MC n'avait accédé à un fonctionnement collectif satisfaisant. Il devint l'organe de publication des textes de G. Dauvé, amendés par quelques personnes. Après de laborieuses discussions avec *Négation* et d'autres sur ce qu'il convenait de faire, et une polémique au sujet d'un meeting à la mémoire de Léon Blum que nous avions perturbé, on se rendit compte d'une crise dans nos rangs. Le n° 4 du *MC*, « Révolutionnaire ? » (1973), contenait des remarques justes et d'autres fausses sur l'action subversive et la communauté. Mais il témoignait surtout d'un déplacement révélateur du centre d'intérêt : on ne se penchait plus sur les prolétaires, mais sur les révolutionnaires. Il n'est pas étonnant que ce texte n'ait proposé aucun remède réel à ce qui n'était pas une maladie mais l'état du mouvement.

Un « milieu » tendait à se constituer autour d'une *idéologie* communiste avec ses slogans à lui (« abolition du travail salarié », « crise de la valeur ») à la place de ceux des gauchistes. Constatant qu'elle ne tenait plus le rôle de lieu de contact, et recevait plutôt comme les autres librairies une *clientèle*, la librairie la Vieille Taupe ferma fin 1972.

« Tous les éléments de la théorie révolutionnaire existent sur le marché, pas leur mode d'emploi.

Ce n'est pas du ressort d'une librairie.

Il ne peut pas exister de théorie révolutionnaire séparée de liens pratiques pour agir, et cette action ne peut plus être principalement l'affirmation et la diffusion de la théorie révolutionnaire.

(...) La Vieille Taupe doit disparaître. » (*Bail à céder*, affiche de la VT, 15 décembre 1972.)

Avant 1968, il existait des groupes incapables de diffuser leur théorie au-delà du cercle des initiés. C'était la raison d'être de la librairie. En 1972, les idées révolutionnaires circulaient, entre autres parce que la société avait besoin de la théorie révolutionnaire pour se comprendre et aménager ses contradictions. Mais tout effort collectif révolutionnaire était, et reste, d'une grande fragilité.

Echouant à politiser les conflits du travail, le gauchisme n'avait pas réussi après 1968 son passage de l'*usine* à la

sphère du *pouvoir*, et se repliait sur l'extra-travail, le *quotidien* (VLR et son journal *Ce que nous voulons : Tout !*). Après 1972, la politique déclina et les divers néo-réformismes de la vie quotidienne s'épanouirent. Face aux gauchistes spécialistes du pouvoir, ces mouvements, en un sens, posaient de vrais problèmes. Mais chacun s'enlisait dans sa spécialité. Par rapport à eux, le milieu « communiste » n'avait à opposer qu'un point de vue global qui apparaissait comme son contraire : comme un discours politique de plus, un point de vue particulier de plus, mais, au contraire des autres, absolument inopérant. Toute critique partielle était fausse, la critique globale sans point d'application.

L'affaire Puig Antich

En Espagne, dans les dernières années du franquisme, un mouvement social renaissait. Des grèves se succédaient, que la répression ne faisait que durcir. A l'instar de ce qui s'était passé en France, le besoin d'une théorie de la révolution pour notre époque suscitait un regain d'intérêt pour le passé révolutionnaire, l'Espagne de 36-39, mai 37 à Barcelone et aussi les ancêtres allemands et italiens. Mais cet effort théorique était concomittant avec une lutte armée suscitée par la rencontre de la violence étatique et de l'impatience révolutionnaire. L'opposition de larges fractions de la population à une dictature inadaptée au capitalisme moderne alimentait chez nombre de révolutionnaires la croyance en la vertu de l'exemple ou en la nécessité de créer un « foyer » autour duquel se concentreraient les énergies prolétariennes.

Les camarades avec lesquels nous étions en relation étaient engagés dans un double processus de clarification et de confusion. La VT était en contact depuis plusieurs années avec un groupe qui avait donné naissance au Mouvement de Libération Ibérique, qui avait publié *Notes pour une analyse de la révolution russe* (texte ultra-gauche de 1967) et bien d'autres textes faits par des gens proches de la VT ou l'ayant fréquentée. Le MIL possédait la double structure qu'on trouve généralement dans les organes cherchant à remplacer l'Etat (comme l'IRA ou l'ETA) : une branche politique et une autre militaire. La première appuyait des grèves, publiait des textes, etc., la deuxième pratiquait braquages et attentats.

Une erreur fondamentale de la VT et du MC fut de ne pas davantage clarifier leurs relations avec les groupes rencontrés, et particulièrement avec les groupes étrangers. On discutait, on critiquait les erreurs, mais si cette critique était acceptée (souvent en paroles seulement), un accord formel scellait une collaboration qui laissait dans l'ombre des positions inacceptables. Le critère antistalinien, par exemple, nous entraîna à diffuser des tracts démocratiques sur la Tchécoslovaquie en 1970. On entretint longtemps des rapports peu critiques avec un petit parti mexicain dont il s'avéra qu'il participait parfois aux élections.

On connaissait les actions illégales du MIL. On ne l'avait pas assez formellement mis en garde contre le processus dans lequel la pratique le plaçait, contre la transformation de ses membres en révolutionnaires professionnels, incapables de vivre autrement que de braquages, de plus en plus déconnectés du mouvement social, et utilisant les idées communistes comme idéologie, justification d'une activité ressemblant trop à celle des groupes léninistes.

Puig Antich, qui souhaitait arrêter l'action armée et convaincre les autres de l'imiter fut arrêté avec plusieurs membres du MIL en octobre 1973. Ils risquaient la mort. Des membres du MIL vinrent demander au MC d'aider à briser le mur de silence qui avait entouré cette arrestation, et à éviter un procès expéditif et des condamnations dans l'indifférence générale.

Deux types d'action furent menés parallèlement. D'une part, on s'efforça de combattre la version de l'Etat espagnol qui présentait Puig et ses camarades comme des gangsters : cette lutte prit la forme du comité Vidal-Naquet (comité classique de personnalités démocrates). D'autre part, il fallait dire ce que nous pensions de l'affaire en tant que révolutionnaires (ce fut, entre autres, le N° 6 du *Mouvement Communiste*). P. Guillaume, qui déclara quatre mois plus tard qu'il ne considérait pas ce numéro comme un bon texte, se consacra presque exclusivement à contacter des personnalités, des journalistes pour faire pression sur Franco. Il y eut vite scission entre les deux activités. Pouvait-il en être autrement ?

Le milieu révolutionnaire, en tout cas, nous attaqua (Négation, Révolution Internationale), ou resta indifférent (GLAT). On accusa le *Mouvement Communiste* de mettre un pied dans l'antifascisme. *Le Fléau Social*, venu du Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire et ayant rompu avec lui, fut le seul groupe organisé à nous soutenir.

Puig Antich fut exécuté, sans doute principalement du fait de l'attentat réussi de l'ETA contre Carrero Blanco, le premier ministre d'alors. Mais même s'il avait vécu, le bilan de l'affaire eût été fondamentalement négatif : le MC avait échoué à clarifier la question de la violence et de la solidarité révolutionnaire, il avait échoué à faire comprendre son point de vue aux révolutionnaires français et espagnols.

Les révolutionnaires n'ont pas besoin de martyrs. Le communisme est aussi fait de solidarité spontanée. Notre activité inclut une fraternité sans laquelle elle perd son contenu. Nous ne sommes pas une armée qui déplace des pions : cela demeure vrai jusque dans les phases militaires d'une révolution.

Cependant, comme nous l'avons déjà dit (voir : *Pour un monde sans morale*), la survie biologique n'est pas pour nous une valeur absolue. Dans l'élan d'une insurrection, la notion de sacrifice perd tout sens car les insurgés se portent d'eux-mêmes au devant du danger. Mais en dehors d'une période d'affrontement massif ? Comment manifester notre solidarité à un révolutionnaire menacé de mort sans dénaturer le sens de son action ? Il n'y a pas de réponse précise à cette question. On peut seulement énoncer quelques principes simples.

Il n'existe pas de pureté révolutionnaire que la plus petite compromission souillerait irrémédiablement. Puig Antich préférait être sauvé par des interventions bourgeoises plutôt que de mourir dans la « pureté révolutionnaire ». Que des démocrates bourgeois intervinssent pour lui sauver la vie, nul dans nos rangs n'aurait songé à s'y opposer. Mais toute la question était de savoir comment susciter de telles interventions. Il faut prendre au mot la démocratie et faire en sorte que les démocrates fassent leur travail sans dissimuler ce que nous pensons de la version démocratique du capitalisme : plus facile à dire qu'à faire. Les révolutionnaires ne peuvent faire bouger

l'opinion publique, car dès l'instant où l'on se place sur son terrain, on cesse d'être révolutionnaire. On peut écrire dans un journal pour exercer une pression au profit de quelqu'un, jamais pour faire passer des positions de fond.

Nous n'avons pas le culte du héros et si un camarade se reniait au moment du danger, nous ne le jugerions pas davantage que tous les prolétaires qui « acceptent » chaque jour de se soumettre à la dictature du salariat. Simplement, il tomberait en dehors de notre activité commune. Dans le cas de Puig, c'était une chose de contacter telle ou telle personnalité pour lui exposer la vérité, c'en était une autre de constituer un comité qui devait inévitablement vivre sa vie de comité, mener une existence propre, franchir une limite au-delà de laquelle la logique démocratique l'emportait sur tout le reste. S'il ne recherche pas la mort et s'il n'hésite pas à profiter des contradictions de l'ennemi (en l'occurence, la lutte entre démocratie et dictature) le radical en guerre contre l'ordre social ne peut faire tout à coup comme s'il ne jouait plus, simplement parce qu'il risque de perdre la vie, sous peine d'ôter toute portée à ses actes.

Il y avait une ambiguïté fondamentale à se battre pour qu'on épargne Puig et ses camarades en essayant de les faire reconnaître comme des politiques et en refusant l'étiquette « gangster » : c'était vouloir substituer une étiquette à une autre, et si Puig était radical, il ne pouvait guère se reconnaître dans un statut de prisonnier « politique », statut que nous avions reproché aux maoïstes français de réclamer. Quitte à se battre sur le terrain de la démocratie, le minimum aurait peut-être été de proclamer que nous ne dissocions pas le cas de Puig de celui des autres condamnés à mort du franquisme. Et de fait, Franco fit exécuter en même temps que Puig un « droit commun », pour faire bonne mesure. Le malheureux, plus encore que Puig, fut le dindon de cette sinistre farce.

Le manque de clarté sur ce point n'était qu'une parmi toute une série d'erreurs. Erreur du court texte initial écrit par P. Guillaume et approuvé par le MC, présentant l'affaire aux journaux dans une version à mi-chemin de nos positions et de ce qu'il fallait dire pour être recevable. Erreur d'un n° 6 insuffisant, justifiant la violence du MIL par le contexte espagnol, critiquant seulement le dérapage de cette violence, alors que c'était toute la « lutte armée » du MIL qui était fautive. Erreur surtout de notre présence dans ou derrière le comité Vidal-Naquet.

Le n° 6 du *MC* fut le dernier. La lamentable affaire espagnole, dans laquelle il avait perdu sur tous les tableaux, révélait la faiblesse du MC, encore aggravée par le fait qu'il ne dressa pas le bilan de son activité. La brochure de G. Dauvé, *Violence et solidarité révolutionnaire* (1974), s'efforçait de faire le point. Les critiques qu'elles contenaient ne furent jamais discutées entre les ex-« membres » du MC. Ce texte n'était que relativement satisfaisant, car il ne s'attaquait pas au principe même de l'action dans le comité Vidal-Naquet. Il se concluait par le programme suivant :

« 1. Constater la non-communauté (au moins provisoire) avec toutes sortes de gens (...).

2. Refuser de cautionner des suicides collectifs. En pratique, rompre, non pas obligatoirement avec ceux qui font une analyse différente de la violence, mais par principe avec tous ceux qui sont incapables de donner une définition claire de leur *propre* usage de la violence.

3. Reprendre la théorie, en développant, comme on peut, liens et contacts.

4. En particulier, reprendre l'analyse du mouvement communiste actuel. On déplacerait le problème en le centrant sur les groupes qui ont failli (...). L'important est de voir de quoi ces faillites sont le signe et le produit. »

Seuls les deux premiers points ont été réalisés les années suivantes. *La Banquise* s'efforce d'appliquer les deux derniers, *mutatis mutandis.*

Le manque de ligne générale, aussi bien que le défaut d'approfondissement des principes d'une action révolutionnaire s'étaient traduits en 1972 et avant par une agitation désordonnée. En 1973, lorsque le MC se trouva confronté à une question de vie ou de mort, ces lacunes se révélèrent fatales. Les liens entre les gens qui avaient produit le MC se distendirent. Si l'action de ce dernier groupe fut criticable, l'inertie du milieu révolutionnaire confronté à l'affaire espagnole ne valait pas mieux. L'incapacité de ce milieu à prendre une position commune sur la question, à conduire une action collective qui aurait pu aussi bien se résumer à la diffusion de textes, cette incapacité ne fut pas pour rien dans la dérive terroriste qui prit la forme des GARI.

Crise et autonomie

La crise économique n'a que trop servi à expliquer tout et n'importe quoi. L'adhésion ouvrière au capitalisme a été successivement expliquée par la prospérité (la carotte des augmentations de salaire) et par la dépression (le bâton du chômage). Dans notre courant, certains ont cru que la crise ne pourrait qu'« attiser » la subversion prolétarienne surgie autour de 1968. Non pas parce que la misère pousserait les prolétaires à se révolter, mais parce que la crise « montre la fragilité du système et multiplie les occasions d'intervention du prolétariat » (*King Kong International*, n° 1, 1976, p. 3).

Nous ne disons ni « vive la crise ! » ni ne faisons des « adieux » prématurés au capital et au prolétariat. Certains se laissent obnubiler par la crise et surveillent la baisse du taux de profit, comme si au-delà d'un seuil critique elle devait entraîner nécessairement une explosion sociale. Or, la question des crises n'est pas une question économique, et la baisse du taux de profit est seulement l'indice de la crise d'une relation sociale. Aussi, quand le marxisme, adoptant un point de vue capitaliste, se demande si les usines vont ou non fermer, il dépouille la crise de sa portée sociale.

Dans la IIe comme dans la IIIe Internationale, on a presque toujours conçu la lutte de classe comme extérieure à la crise. Dans cette conception, lorsque l'économie entre en crise, elle met les prolétaires en mouvement, et ce qu'ils font alors est sans rapport avec leur être dans le salariat. Pour le communisme théorique, la société est une, et la lutte de classe, même réformiste, contribue à la crise, dans laquelle le prolétariat peut ou non faire éclater le rapport social qu'il constitue.

« [...] Ceux qui tablent sur une crise de surproduction avec son cortège de dizaines de millions de chômeurs dans chaque pays, pour que se produise ce qu'ils appellent « la prise de conscience du prolétariat », se trompent très dangereusement [...]. Les masses de chômeurs chercheront du travail et rien que du travail, ce qu'il faut pour rétablir le circuit venimeux de la marchan-

dise [...]. Certes, Lénine, Trotsky et même Marx, ont cru parfois déceler des possibilités révolutionnaires dans les coutumières crises cycliques, sans jamais les considérer indispensables. La réalité a été à l'encontre de l'espoir, très nettement pendant la dernière vraie crise (1929-33) [...] les problèmes concrets de la révolution communiste ne se dessinaient pas comme aujourd'hui, nettement, à travers tous les rapports du capitalisme, éprouvés de plus en plus comme autant de contraintes insupportables et inutiles. C'est à partir de là, et non pas de la panne des fonctions économiques que le prolétariat doit s'organiser contre le système. »

« Miser sur la crise de surproduction est refuser de se battre sur un autre terrain que le plus avantageux à l'ennemi [...]. Les actions de classe qui réveilleront la conscience révolutionnaire chez des dizaines de milliers de travailleurs, puis chez des centaines de millions, devront être entreprises à partir des conditions de travail, non de chômage, à partir des conditions politiques et des conditions de vie sous leurs multiples aspects [...]. La pratique révolutionnaire à l'heure actuelle prend son point de départ dans la négation de tous les aspects fonctionnels du capitalisme, et doit opposer à chacun de ses problèmes les solutions de la révolution communiste. Aussi longtemps qu'une fraction au moins de la classe ouvrière n'entreprendra pas ce type de luttes, quelle que soit la conjoncture capitaliste il pourrait y avoir une crise dix fois plus forte que la dernière, que la conscience révolutionnaire reculerait encore. Car, en dehors de la lutte pour changer les structures et superstructures devenus réactionnaires, étouffantes même lorsqu'elles fonctionnent dans les meilleures conditions, il ne peut y avoir conscience, ni parmi le prolétariat, ni chez les révolutionnaires.

Ce qui doit servir de réactif à la classe ouvrière, ce n'est pas l'accident d'une grande crise de surproduction qui ferait regretter les 10 ou 12 heures de corvées à l'usine ou au bureau, mais la crise du système de travail et d'association capitaliste, qui, elle, est permanente, ne connaît pas de frontières, et *s'aggrave même avec une croissance optimale du système*. Ses funestes effets n'épargnent ni les zones industrialisées, ni les arriérées, la Russie et ses satellites pas plus que les Etats-Unis. C'est là le plus important atout du prolétariat mondial. Il s'en rendra mieux compte dans des conditions "normales", où la réalité n'apparaît pas masquée par une situation de famine. » (Munis, pp 96 et 97).

Le facteur décisif n'est jamais l'essor ou le blocage de la croissance, mais la configuration des forces sociales en présence. En 1917-21, l'attaque prolétarienne démarra sur une crise politique et économique. Après 1929, malgré l'arrêt de l'expansion (d'ailleurs partielle) des années 20, le rapport de force penchait lourdement du côté du capital, des bourgeoisies occidentales comme de la contre-révolution en URSS. Alors qu'en 1917-21 le prolétariat avait profité (mal, mais tout de même...) des contrastes politico-sociaux, en 1929, il était dans l'incapacité de tirer parti de la dépression. Lorsqu'éclata la crise de 1929, la vague principale de l'assaut prolétarien avait déjà déferlé et, à l'échelle de la planète, le prolétariat était battu. Tel n'est pas le cas aujourd'hui. Pourtant, la thèse de Munis semble garder toute sa valeur, comme le montre le comportement des prolétaires depuis 1974.

Cette année-là apparut au grand jour une crise qui depuis n'a cessé de s'approfondir. Elle s'attaque aux prolétaires directement — leur pouvoir d'achat baissant de 10% aux Etats-Unis en 1979 et 1980, et indirectement — le chômage leur rendant plus vive la concurrence avec les enfants des classes moyennes pour l'accession aux postes de petits employés. Contrairement aux années 60, le noyau jusque-là protégé des salariés (le travailleur adulte, masculin et national, c'est-à-dire le qualifié ou le syndiqué, ou les deux) voit ses avantages rognés. Il fait à son tour l'expérience du travail précaire. La bourgeoisie ébranle ses points d'appui en milieu ouvrier, elle rationalise la production en éliminant les moins productifs et en laissant se dégrader les services sociaux. Dans un premier temps, elle tente de relever les cadences pour rattraper la perte de productivité, ce qui déclenche les nombreuses grèves sauvages du début des années 70. Elle s'efforce désormais de restructurer la production en profondeur. Depuis sept ans, les travailleurs mènent une action défensive qui remporte le plus souvent un demi-succès. Ni le capital ni le travail ne s'imposent, le second réagissant aux coups du premier. La capacité du système à amortir les coups est frappante.

L'enjeu immédiat des luttes ouvrières est le plus souvent de conserver un salaire intact et un emploi. LIP est l'exemple le plus fameux du phénomène caractéristique de la période : la défense communautaire contre les fermetures d'usine. De telles luttes, qui constituent les travailleurs en communautés d'entreprise et les y enferment, étaient apparues avant LIP, dans le textile par exemple, et ne sont cantonnées ni à la France ni à l'Europe : le Japon aussi connaît de nombreux mouvements comparables.

A l'inverse de ce que croient ou disent les ouvriers de ces *work-in*, du moins de ceux qu'on connaît, ils ne cherchent pas à produire *autrement* tout en restant salariés, ils sont d'abord en quête d'une entreprise : ils deviennent leur propre patron en attendant d'en trouver un vrai.

> « Hors ces murs, nous ne sommes plus rien. »
> Joe Toia, 49 ans, dépanneur chez Chrysler, Detroit, expliquant pourquoi les ouvriers ont refusé de faire grève contre leur entreprise en difficulté.

Ces mouvements naissent en réaction à la réorganisation industrielle. Il est arrivé que des ouvriers, à l'instar des métallurgistes du Bade-Wurtemberg en 1978, fassent payer au capital leur déclassification, les patrons s'engageant à garantir aux salariés touchés par l'évolution technologique un emploi équivalent et leur paie antérieure. Obtenu par 16 jours de grèves et 13 de lock-out pour 240 000 salariés, cet accord concerne 40% des métallurgistes allemands. Mais de tels aménagements sont l'exception. Pour l'instant, la réorganisation est encore dans les limbes et autant on connaît les projets et débuts de réalisation en robotique, autant on ignore le rythme de son introduction. La question est bien loin d'être purement technologique : le degré et la rapidité de la robotisation, les formes prises par les investissements et l'innovation dépendent des relations entre les classes. D'une manière générale, il semble que le capital ne peut plus recycler les exclus de l'industrie comme il recycla autrefois les exclus des campagnes.

On s'aperçoit mieux que la chute de la rentabilité découle des contraintes

que fait peser la parcellarisation excessive du travail sur la valorisation, et des contraintes de la reproduction de toutes les conditions de vie par le capital, car cette production inclut des services qui ne sont pas reproductibles comme des objets de consommation faits en série. Dans les services collectifs, la productivité ne peut être celle de l'industrie. Et si l'Etat les prend en charge, c'est au détriment de la collectivité capitaliste.

L'une des solutions serait de passer du système des machines au système automatique, qui a sa cohérence interne (*feedback*, autorégulation, programmation et non simple exécution d'ordres donnés). Les machines sont asservies, c'est-à-dire réglées entre elles, l'objectif étant de réaliser un auto-contrôle. Il s'agit moins de se passer de l'homme que de le rendre plus productif. On le surveille mieux, mais surtout on l'organisera de façon à ce que le travail, même sans surveillance, ne puisse qu'être bien fait, la contrainte machinique y suffisant.

C'est bien un autre visage de l'utopie capitaliste. Quand « l'enrichissement des tâches » était censé remédier au « travail en miettes » (G. Friedmann) de l'OS, on a exagéré la portée de l'expérience Volvo, qui donna des effets sociaux et économiques médiocres. Avec ou sans le renfort de l'électronique, l'auto-exploitation prolétarienne ne sera jamais un phénomène massif.

Jusqu'à présent, il ne semble pas que le capital soit apte à dégager et installer les investissements énormes nécessaires à cette restructuration. Une dévalorisation générale, dans une secousse sociale dont on ne peut prévoir la forme, les rendrait plus aisés. La dévalorisation apportée par une crise est plus qu'un fait économique, c'est une redistribution des cartes au sein de la bourgeoisie et une réorganisation politique, de nouvelles formes de pouvoir, de nouvelles médiations travail-capital, comme on le vit à la faveur du double choc de 1914-18, puis de 1939-45.

Du point de vue des travailleurs, l'enjeu, comme au moment de l'instauration de l'OST, n'est pas uniquement l'emploi et la rémunération. Il s'agit de la transformation du travail, que l'évolution capitaliste voudrait plus rythmé par l'entreprise, mieux contrôlé. Tout travail simple peut être automatisé. Le choix est social : faut-il transférer un poste de travail dans un pays à main-d'œuvre bon marché ? Mais alors, que faire des chômeurs ainsi produits dans le pays industriel avancé ? Ou bien, va-t-on robotiser l'usine ? Mais comment réagir à ce que les salariés vont exiger ? En 1974, les OS de l'automobile française, immigrés de fraîche date, avançaient des revendications classiques. En 1983, les OS peintres de Renault, souvent immigrés de la seconde génération et désireux de demeurer en France, dans l'entreprise, ont lutté dans un atelier menacé d'automatisation, pour obtenir le statut d'OP qui garantit un recyclage après la modernisation de l'atelier. Vivant des divisions matérielles, les syndicats hésitent à les soutenir mais ne peuvent non plus les ignorer.

Nés des ratés de la croissance, les « nouveaux mouvements sociaux » ont prospéré avec la récession, qui suscite des difficultés dans tous les domaines : logement, transports, loisirs, etc. Une partie des usagers prennent eux-mêmes en charge les secteurs qui fonctionnent trop mal. Une frange d'entre eux se radicalise, notamment dans la violence.

Cette radicalisation d'une marge s'inscrit dans ce qui est le seul vrai produit social de la crise : le phénomène autonome. On l'a vu, aucun organe ouvrier de masse n'est né depuis 1968 ni depuis 1974. Les gauchistes s'y sont pourtant essayés, avec une belle constance ! Périodiquement, il naît des organes ouvriers, et pas seulement en France, mais ils ne dépassent jamais le niveau local. Il n'y a plus de place pour une sorte d'anarcho-syndicalisme ou d'IWW. L'autonomie, au sens où nous l'employons ici, c'est la manifestation d'Overney à la dimension d'un mouvement social. Cette manifestation avait concrétisé le profond ressentiment de fractions actives de la population contre l'ordre social, contre la politique traditionnelle et contre les appareils. Un tel ressentiment, répandu un peu partout en Occident, a pu prendre deux formes opposées : celle du mouvement « alternatif », condamné à se mettre à la remorque des appareils, ou à en créer de nouveaux, pour servir de stimulant au réformisme d'Etat, et celle du terrorisme, qui se confond rapidement avec un néo-léninisme, va ou retourne au tiers-mondisme, au mao-populisme. Contre ces deux tentations, et sans cesse menacée de céder à l'une ou à l'autre, l'autonomie fut l'expression du ressentiment antipolitique et anticapitaliste, porté par des couches plus ou moins marginalisées suivant les pays.

Ce n'est pas un hasard si l'autonomie a tant proliféré en Italie. En raison des particularités de la formation de l'unité nationale, l'Etat italien est moins présent, de manière moins directe qu'en France, dans une vie sociale et politique moins centralisée. S'il existe en Italie un fort secteur nationalisé, ses unités sont devenues des fiefs échappant à l'Etat. L'économie italienne affronte la crise en s'appuyant sur l'initiative d'entreprises privées et même d'entrepreneurs sauvages, dans la sidérurgie (région de Brescia) comme dans le textile. Les exportations italiennes bénéficient de la surexploitation d'un prolétariat employé dans un secteur semi-légal de petites firmes. On estimait en 1979 que 13 000 entreprises textiles, avec un personnel moyen de cinq salariés, avaient exporté autant que les quatre grandes entreprises françaises de l'armement.

La stratégie étatique italienne consiste à ne rien contrôler dans le détail pour mieux garder la maîtrise de l'ensemble. Depuis 1969, la société italienne a implosé, créant des vides où l'initiative, échappant aux forces centrales de l'ordre établi, revient à une multitude de groupes et de tendances. Il en va ainsi dans tous les domaines : en économie, dans les médias (prolifération des radios et télés privées), en politique (complots, terrorisme, autonomie, etc.). L'autonomie s'est frayée sa voie dans une société en proie à une sorte de guerre civile froide entre des tendances centrifuges que les forces conservatrices du capital s'emploient à jouer les unes contre autres. La contestation mine la cohésion sociale sans pour autant rien modifier — pour le moment — d'essentiel. Il fallait mal connaître la nature de l'Etat pour voir, comme l'on fait les situationnistes, l'imminence de la révolution dans la société italienne. Mais on serait myope si l'on n'y voyait que confusion.

Il est vrai que la violence a souvent comblé un vide et qu'à l'instar du Mai français, la phrase a souvent remplacé l'acte. Mais la « lutte armée » suicidaire ou manipulée fut l'aspect autonomisé d'une violence née dans des usines ou dans des villes où les prolétaires répondaient à la pression patronale et étati-

que et à l'encadrement syndical par des incendies, des sabotages, des bombes. De plus en plus isolés de la majorité des ouvriers, ils ont été conduits à se donner de plus en plus en « exemple » à la masse pour la pousser à la lutte.

Là où il n'y a plus que la violence, elle est le signe d'un échec. Un mouvement prolétarien peut s'en prendre aux chefs ou aux machines, ponctuellement ou dans une insurrection. En érigeant la violence en système, en prétendant en faire l'âme d'une stratégie aussi illusoire que toute stratégie extérieure au mouvement social, le terrorisme se substitue à ce dernier. La violence se borne à approfondir la crise politique et transforme les prolétaires en spectateurs d'un match qui ne les concerne plus.

L'autonomie italienne fut aussi la réaction de couches salariées nouvelles, ni ouvriers d'usine, ni employés traditionnels, délaissés par les syndicats parce que trop instables pour se laisser organiser par eux.

Un tel mélange a engendré une nouvelle forme d'anarchisme, couplé parfois à une reprise des gauches communistes. Les autonomes agissent en anarchistes en se dressant contre l'autorité par la pratique, non par l'utopie.

A son origine, l'autonomie italienne est un phénomène plus vaste que le gauchisme français, le produit d'une violence ouvrière plus virulente, d'un rejet social plus ample qu'en France. L'autonomie ouvrière est un effet de la crise, non sa solution. De nombreux prolétaires ne veulent plus des syndicats sans faire ce qui les débarrasserait des syndicats. C'est le refus de la politique sans pouvoir ni vouloir communiser le monde. Car si on le faisait, on ne parlerait plus d'autonomie, on agirait forcément de façon autonome par rapport à tous les appareils, mais en les rendant inutiles, en détruisant ce qui leur donne une base et une fonction sociales. L'« autonomie » en tant que telle est le fait d'un prolétariat qui fait sécession, qui s'écarte (provisoirement) de la norme, sans pouvoir tout (et *se*) bouleverser. Théoriser cet écart, c'est justifier un manque, faire passer une insuffisance pour son remède.

Après 1969, qui voit la première grève générale unitaire à but social (le logement), c'est l'action ouvrière qui oblige les syndicats à l'unité. Les centrales syndicales ne peuvent pas fonctionner comme structures autoritaires. Encore moins que les partis, elles ne peuvent être un appareil s'imposant aux salariés. Le syndicat doit être perméable à l'autonomie ouvrière et s'en nourrir. Quant aux nombreux organes autonomes ouvriers surgis depuis une dizaine d'années, et pas seulement en Italie, ils forment une structure autre, fondée sur une autre rationalité que la négociation syndicale, mais plongée malgré tout dans l'organisation capitaliste du travail. Il n'y a pas de séparation évidente entre revendiquer des avantages dans son travail et participer à l'organisation de ce travail. L'un conduit à l'autre. Demander un droit de regard sur les conditions de travail et de salaire, c'est commencer à organiser le travail. De même les « droits » ouvriers (réunion, communication, affichage...) deviennent des droits syndicaux.

Ces organes ouvriers autonomes ne peuvent donc, *en tant que tels*, et tant qu'ils demeurent sur le terrain revendicatif, proposer une alternative révolutionnaire. Ils sont le lieu de l'expérience prolétarienne à condition de quitter le terrain qui leur a donné naissance. Or, inévitablement, la plupart s'en tiennent à vouloir défendre les salariés, mieux que les organismes officiels. Par conséquent, ce ne sont pas des structures potentiellement révolutionnaires, ni d'ailleurs assimilables telles quelles par les institutions, car leur anti-hiérarchisme, leur basisme sont incompatibles avec l'ordre social, y compris syndical. Mais les institutions peuvent en digérer des morceaux.

Après le choc de 1969-70, les syndicats ont en effet tenté de se rénover par des structures démocratiques et un « pouvoir syndical » dans l'entreprise. Leurs initiatives sont battues en brèche en 1977, et le chef de la CGIL est expulsé de force de l'université où il tenait un meeting. Mais l'autonomie, se figeant dans une situation bloquée, renouvelle les erreurs conseillistes de 1969-70. Elle ne peut être que l'auto-organisation d'une fraction de la société, tenue à l'écart, et qui prend directement en mains certains aspects de sa vie (squatterisation, auto-réduction de charges trop lourdes). Or, se portant sur le terrain social, sans liaison réelle entre la production et l'espace extra-production, les luttes s'y heurtent aux mêmes problèmes et reproduisent les contradictions des luttes classiques de l'usine. Les énergies dépensées se dispersent et se perdent sur le lieu d'une *économie* qui n'est pas remise en cause.

Dans les pays plus avancés dans le capitalisme, il y a moins de demi-solution. Les mouvements « parallèles » américain, allemand de l'ouest, hollandais, voire danois, ont donné le jour à une vraie marginalité organisée, palliant les carences du capital normal par un capital marginal. Là, à la différence de la France et de l'Italie, la crise de l'Organisation Scientifique du Travail n'a pas coïncidé avec sa mise en place définitive. E-U et RFA ont donc connu le ghetto marginal, là où l'Italie, sous la forme de l'autonomie, engendrait un mouvement confusément radical.

L'autonomie italienne a été la pointe la plus extrême d'un gauchisme plus social et moins politique qu'en France. (De même le PCI est de longue date plus « ouvert » que le PCF : il a annoncé il y a près de dix ans ce que fait aujourd'hui la gauche, déclarant en 1974 accepter l'austérité à condition qu'elle serve des réformes de structure.) Le gauchisme italien a bénéficié d'un renouveau intellectuel dans les années 60, au moment où la France subissait le structuralisme et, dans la foulée, Althusser, etc.

Après 1969, *Potere Operaio* voulait apporter une organisation à un mouvement double (ouvrier et étudiant) de travailleurs déqualifiés revendiquant un être collectif et prenant le pouvoir politique, non pour gérer la production, ou l'humaniser, mais afin de changer toute la société. Il y avait là la compréhension de ce que la révolution n'est pas d'abord un problème ouvrier, mais dans une perspective encore classiste-sociologique. Au lieu d'une classe ouvrière au sens habituel, on fait en sorte que beaucoup de monde se retrouve dans « la classe ». Cette tendance à un refus de l'idéologie du travail, même exprimée à l'intérieur d'une vision politique, était sans doute le maximum auquel pouvait se hisser le gauchisme.

C'était aussi un effort pour réunifier les prolétaires, par le retour au conseil (Gramsci aidant) et à l'unité de la classe. Partant de la réalité nouvelle (en fait analysée par Marx, mais perçue comme nouvelle) du travailleur collectivement producteur de plus-value, Tronti et Negri ont parlé d'ouvrier-masse, d'ouvrier collectif, c'est-à-dire

d'une union par le processus de travail, quand il faudrait au contraire sortir de la pure et simple défense de la condition prolétarienne.

La proposition d'un salaire garanti à chacun, travailleur occupé ou chômeur, femme au foyer, étudiant, marginal, ambitionnait de solidariser lés couches laborieuses : en fait tout le monde, à part une minorité de bourgeois et de cadres. Ce salaire dit « politique » correspondait à l'exigence concrète de suppression des zones de salaires en Italie, et d'augmentations uniformes de salaires. Il s'agissait ni plus ni moins de *créer* un prolétariat par la salarisation universelle. La plate-forme autonome choisissait pour horizon théorique une utopie capitaliste. Son égalitarisme, à la fois uniformisation de la condition prolétarienne, et solidarisation, était en quête d'une unification qui ne pourra se faire que dans la révolution, sur des objectifs communistes.

En France, l'autonomie fut surtout le fait d'une frange de jeunes hors-travail, ce qui à nos yeux ne suffit certes pas à la condamner. Le prolétariat se constitue aussi à partir des chômeurs plus ou moins volontaires, des travailleurs intérimaires, des petits délinquants, des intellectuels déclassés. La force et la radicalité d'un mouvement prolétarien se reconnaîtra entre autres au fait qu'il intègrera les exclus du salariat, ce qui l'aidera à ne pas s'enfermer dans la limite des entreprises. Mais, en France bien plus qu'en Italie, l'autonomie qui s'est revendiquée comme telle a dans la pratique tout axé sur la violence de la marge. Les autonomes étaient à juste titre dégoûtés de la politique, de la gauche et des gauchistes. Ils avaient raison de refuser de jouer le jeu d'une démocratie qui est la meilleure garante de la paix civile. Mais ils ont sombré dans le fétichisme de la violence et de l'illégalité. Ni l'une ni l'autre ne sont des critères absolus de radicalité, et elles ne peuvent pas non plus transformer en acte subversif ce qui ne l'est pas. La pratique du débordement de manif, si elle correspond à un élan massif contre les appareils, est une critique en acte de la politique. Quand elle se systématise au point de devenir à elle-même son propre but, elle est aussi dérisoire et impuissante qu'une manif traînesavate. Ainsi le vit-on dans les manifs anti-nucléaires comme celle de Malville (1977). A la majorité d'écologistes pacifiques, se juxtaposait une minorité décidée à se battre, qui surajoutait sa violence à une manifestation globalement réformiste. Les occupations d'appartements s'attaquent à l'un des aspects importants de l'organisation capitaliste de la vie. Réduites à la constitution de ghettos, elles sombrent dans la marge, quelle que soit la violence verbale ou physique dont font montre les occupants.

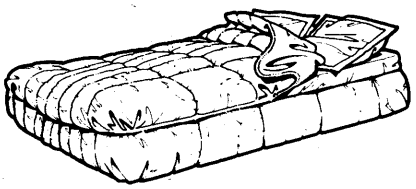
Le 23 mars 1979, quand les sidérurgistes lorrains condamnés au chômage par la restructuration vinrent manifester dans Paris à l'appel de leurs syndicats, ce qui se passa dans les rues résume fort bien la situation des dernières années : limites des luttes ouvrières, violence impuissante des autonomes, inexistence publique du courant révolutionnaire. Bon nombre de sidérurgistes étaient venus pour en découdre, et s'étaient équipés en conséquence. Ce qu'ils n'avaient pu faire dans leur ville industrielle, c'est-à-dire dépasser la condition prolétarienne, ils le remplaçaient par une exaltation destructrice. Une radicalité ouvrière s'affirmait. Il ne s'agissait pas simplement de défense de l'emploi. Le saccage du centre marchand et financier de Paris et la recherche de l'affrontement avec la police exprimait l'hostilité à tout un système. Il y a une différence qualitative entre s'insurger dans sa ville, « chez soi », et porter cette contestation au cœur géographique du capital national.

Les syndicats furent débordés, mais non remis en cause. Ils avaient gardé la maîtrise de l'organisation matérielle de la manif et s'employèrent à limiter la casse et les contacts entre ouvriers et autonomes. Ces derniers, qui participèrent activement aux affrontements avec la police et aux saccages, étaient incapables d'un autre lien, d'une autre pratique commune avec les ouvriers, que le « baston ». Aucun projet social, nul balbutiement théorique n'animaient ces bagarres. La caractéristique du mouvement apparu vers 1968 persistait. Il était essentiellement négatif, ne se donnait pas d'objectif concret, il ne comprenait pas encore dans et par sa pratique que la destruction du capitalisme inclut obligatoirement des mesures positives de transformation sociale. Il aurait été utile que nous intervenions le 23 mars 1979, sur nos propres bases. Nous ne pouvions certes pas à nous seuls abolir les limites de cette agitation, encore moins lui donner un programme dont elle n'était pas porteuse. C'eût été verser dans le gauchisme, c'est-à-dire dans la gestion des luttes des autres — ce qu'ont tenté de faire les idéologues de l'autonomie, en France comme en Italie. La diffusion de nos thèses durant cette journée de colère n'aurait pas eu d'effets visibles immédiats, mais il n'est pas douteux qu'elle nous aurait permis de nouer des liens et qu'elle aurait laissé des traces. Entre 1968 et 1973, il avait existé en France un courant révolutionnaire assez homogène pour se mobiliser quand c'était nécessaire, sans s'arrêter aux délimitations de groupes. En 1977, une partie de ce courant, issue de la VT et de ses environs, avaient encore su se regrouper pour intervenir dans l'affaire Baader. En 1979, ce courant était trop désarticulé pour intervenir de manière unitaire. Il garda le silence — ou fut extrêmement discret.

Dans un mouvement social, l'absence de projet n'est pas à déplorer parce qu'il faudrait que tout geste subversif s'accompagne de son explication théorique, et que chacun soit à même de définir le communisme. C'est la situation du prolétariat qui déclenche son action, et la conscience n'apparaît que comme conscience de l'acte, non avant. Comme idéologie, l'autonomie est aujourd'hui à peu près morte. Mais les pratiques que les idéologues autonomes avaient voulu organiser subsistent, de façon plus diffuse. La volonté de refuser le vieux monde dans tous les moments de la vie, isolée d'un mouvement social, verse immanquablement dans l'un ou l'autre des travers énoncés plus haut — la marge plus ou moins clochardisée ou le terrorisme, ou dans leur synthèse : la délinquance à justification politique. Nous ne prétendrons pas critiquer la manière dont se débrouillent pour survivre ceux qui ont en commun avec nous le refus du vieux monde, et la volonté de vivre ce refus dès à présent dans la pratique, *autant que faire se peut*. Mais des pratiques qui ignorent le mouvement social qui les a produites se condamnent à foncer dans le brouillard, vers le réformisme ou le suicide. S'il est exact que la politique et le militantisme se nourrissent de théorie dégradée en idéologie, le refus pur et simple de la théorie revient à se perdre dans l'immédiat c'est-à-dire à se soumettre au capital qui l'organise, ou à mourir. « Sans

théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire »...

Le surgissement autonome fut le fruit d'une crise sociale encore insoluble, pour le capital comme pour le prolétariat. Il a confirmé l'existence, dans les usines et ailleurs, d'une faible minorité résolue et prête à agir. Mais à agir pour quoi ? Ici la carence théorique est grave. Les autonomes ont souffert à un stade aigu d'une maladie récurrente en milieu révolutionnaire : la démangeaison activiste. Durutti aussi avait voulu agir sans s'embarrasser de bavardages intellectuels. Mais, malgré le mythe entretenu sur lui par les anarchistes, par l'IS et par tant d'autres jusque dans la musique rock, on ne doit pas perdre de vue l'essentiel : son besoin d'agir le mit au service de l'Etat républicain contre une forme étatique rivale. Si la conscience ne précède pas l'action, elle en est un moment indispensable.



Dans un autre registre, l'évolution du GLAT témoigne aussi de la crise de la théorie révolutionnaire. En 1978, ce groupe décida de continuer son travail théorique, mais cessa de publier son bulletin, l'une des principales nourritures spirituelles du révolutionnaire depuis plusieurs années, au moment où cette réflexion et l'apport du GLAT étaient des plus vitaux. Le GLAT disait ne plus voir la relation entre son travail et le reste du monde. Niant la fonction sociale de la théorie révolutionnaire, il entendait pourtant poursuivre plus que jamais ses recherches, à seule fin d'aider l'intellectuel à se dépasser comme intellectuel.

Cette extraordinaire position était le pendant de celle de Camatte affirmant au même moment la nécessité de l'errance théorique, au nom de la vie. Le GLAT et Camatte montraient ainsi leur incompréhension du rapport entre la théorie et le reste. Le GLAT oubliait que son bulletin, même sans écho perceptible, faisait son chemin et alimentait une maturation. En préférant la vie aux idées, Camatte prouvait qu'il avait jusque là accordé à l'intellect un privilège qu'il ne peut avoir, sous peine de mutiler l'individu, et son intelligence même : il avait voulu faire entrer toute la vie dans la théorie. Constatant l'impossibilité de l'entreprise, au lieu de prendre la théorie pour ce qu'elle est — une approximation, la forme la plus adéquate possible à un réel multiforme, un point de vue sur le monde qui ne contient pas le monde mais est contenu par lui, un effort de compréhension qui ne peut jamais se comprendre tout à fait lui-même — Camatte a jeté par-dessus bord toute prétention à la cohérence.

Le triomphe du capital n'est pas tant d'exporter des idées fausses dans le mouvement révolutionnaire que de faire perdre à ce dernier le sens de sa relation avec la société dans son ensemble. Au lieu de développer les germes du mouvement social apparu en 1968-72, la crise économique a ajouté de nouvelles limitations à celles de 1968, tout en produisant une nouvelle génération de révolutionnaires.

« La crise actuelle du capitalisme n'a pas produit de nouveau mouvement révolutionnaire, elle n'a fait paradoxalement qu'approfondir la crise de la théorie révolutionnaire moderne. » (L'Internationale Inconnue, *la Guerre Civile en Pologne*, 1976)

Le Monde Diplomatique *pirate*

La mort de Baader et de ses camarades (1977) et les réactions qu'elle suscita, notamment dans la presse, donnèrent à deux ou trois d'entre nous l'idée de fabriquer un faux *Monde Diplomatique*. L'initiative regroupa pendant quelques jours des énergies momentanément isolées, et d'autres alors organisées ailleurs. L'essentiel fut rédigé et fabriqué par des personnes qui animent aujourd'hui *la Banquise*, avec l'aide de membres et amis de *la Guerre sociale*, et quelques autres. Une partie des textes fut reproduite en 1978 dans le n° 2 de *la Guerre sociale*.

C'était une réaction au renforcement spectaculaire de l'Etat en période de crise, qui révélait non seulement l'étendue de ses moyens policiers mais encore, rassemblait derrière lui la quasi-totalité des médias et des forces politiques et intellectuelles. Plus encore que sous les traits de l'Etat policier tant dénoncé, la contre-révolution apparaissait sous la forme du consensus organisé. En RFA comme ailleurs, le dispositif policier fonctionnait grâce au conformisme entretenu par l'inertie sociale et grâce aux détenteurs du monopole de la parole : intellectuels, journalistes, politiciens, professeurs, experts, etc., qui s'employaient à exacerber et à gérer une hystérie populaire qui n'avait sans doute pas eu de précédent en Europe depuis la dernière guerre mondiale. Les voix discordantes ne faisaient exception que pour en appeler à une « vraie » démocratie, comme si le consensus hystérique n'était pas justement un pur produit de la démocratie.

Cette inertie sociale est rendue possible non par la « passivité » des travailleurs, qui n'en continuent pas moins de mener des luttes, mais par le respect des limites nécessaires au fonctionnement normal du capital et de sa démocratie. Il est évident qu'un mouvement communiste actif aurait trouvé, à la place ou en plus de ce détournement d'un média, d'autres formes d'action, autrement offensives. Nous ne cherchions nullement à employer contre la presse ses propres armes. Face à la servilité journalistique qui s'étalait dans les médias, nous n'en appelions pas à un « véritable » journalisme moins respectueux des pouvoirs.

Nous avions choisi le *Monde Diplomatique* à la fois pour des raisons de commodité — sa périodicité, et parce que le public de cet organe — intellectuels libéraux et de gauche, était précisément celui que nous voulions en particulier attaquer. La technique du faux permettait à la fois de faire connaître nos positions (diffusion en librairie et de la main à la main) et d'attaquer les médias par un procédé analogue à celui du sabotage dans la sphère de la production.

Dépourvus de moyens d'attaquer effectivement l'Etat, par exemple par une manifestation ou tout autre acte plus virulent, nous intervenions dans le domaine des idées, et dans un milieu limité. Le faux *Monde Diplomatique* faisait ce que la presse est censée faire en période de crise et qu'elle ne fait évidemment pas : exercer l'esprit critique à un moment critique pour le pouvoir. Nous utilisions à cette fin l'ironie, le déguisement : arme puissante, mais arme de faible qui ne peut attaquer de front. Nous faisions ce que la démocratie ne faisait pas, mais *contre* elle.

Nous tirâmes à 2 000. Quelques centaines furent adressés à des journalistes, des personnalités, créant une cer-

taine émotion dans les rangs ennemis. Nous savons de source sûre que les responsables du principal média visé (*Le Monde*) en furent passablement incommodés. Les autres exemplaires furent diffusés très vite en milieu contestataire. Contrairement à ce qu'imaginèrent, de bonne ou de mauvaise foi, les journalistes, la réalisation d'un tel faux, qui nous coûta en tout 4 500 francs d'alors, est à la porté de quiconque veut s'en donner les moyens. La force d'inertie sociale, le poids des idées reçues, et non les difficultés matérielles, sont les vrais freins à l'action sortant du cadre politique habituel.

Quelques lecteurs ou destinataires mirent un certain temps avant de s'apercevoir de la supercherie. Faut-il en conclure que les textes n'étaient pas clairs ? Cela prouve plutôt le caractère destructurant d'une telle action, qui secoue les cadres de pensée établis. Et au-delà ? L'ensemble du numéro n'avait rien d'une protestation démocratique, le communisme et la révolution y étaient. Mais la nature de cette activité contient sa limite.

La réalisation s'était faite dans une atmosphère agréable et efficace, mettant en contact des gens longtemps séparés, ou qui ne se connaissaient pas. Le réseau de contacts qui s'était tissé à la Vieille Taupe avait été réactivé. On se demanda que faire par la suite. Les semaines suivantes, des réunions n'aboutirent à rien. C'était une action ponctuelle bien menée, mais c'était tout. Nous avions vérifié que le travail mené dans et autour de la Vieille Taupe avait laissé des traces chez suffisamment de gens pour qu'ils pussent à l'occasion constituer une force d'action efficace. Mais il n'était pas question d'organiser cette réserve d'énergies. L'organisation est l'organisation des tâches et aucune autre tâche ne paraissait suffisamment urgente pour souder ces énergies. Pourtant l'une des phrases essentielles des textes du faux était la dernière : *Maintenant, parlons d'autre chose*.

La Vieille Taupe 2 et l'affaire Faurisson

Les textes du *Monde Diplomatique* pirate présentaient un défaut dont on n'aperçut que plus tard les implications. Bien qu'il affirmât à plusieurs reprises que la question importait peu, bien qu'il centrât sa critique sur le consensus spectaculaire et démocratique, le faux *MD* tranchait la question de savoir si Baader *avait été tué ou s'était tué* : il lui paraissait que la vérité était, à n'en pas douter, littéralement l'inverse de ce que racontaient les médias, qu'il était extrêmement vraisemblable que les enfermés de Stammheim avaient été tués par d'autres qu'eux-mêmes.

Paradoxe d'un faux visant une vérité ! C'était une erreur de s'attarder sur la vérité « littérale ». De même que la « vérité » de notre *Monde Diplomatique* n'était pas son titre pourtant écrit noir sur blanc, de même la vérité de la mort de Baader n'était pas l'identité du doigt qui appuya sur la gachette du pistolet. Il est littéralement vrai que ce doigt a dû pourtant bien posséder une identité, et pas une autre. De même, il est sûrement vrai que les chambres à gaz ont dû exister — ou non. Mais pour un révolutionnaire, l'identité du doigt qui a tué Baader, de même que l'existence ou la non-existence des chambres à gaz ne sont que des vérités dépourvues de sens, aussi utiles que le couteau sans lame auquel manque le manche. Ce fut pourtant le problème de cette vérité-là qui déchira un peu plus un courant révolutionnaire français déjà bien éparpillé.

1979 : à ma droite, un « petit prof » universitaire lyonnais qui proclame depuis des années cette « bonne nouvelle pour l'humanité » : les chambres à gaz des camps de concentration nazis n'ont jamais existé, elles ne sont qu'un sinistre ragot de prisonnier, repris par la propagande de guerre et institué en vérité officielle par des forces — sionisme et stalinisme notamment — dont les intérêts là-dessus convergaient. Il en serait de même pour le génocide des juifs, qui n'aurait « au sens strict » pas de réalité. Sur le premier point l'hurluberlu développe une argumentation parfois convaincante, du moins au premier abord. Il montre combien sont fragiles certaines « preuves » de l'histoire officielle.

A ma gauche, des représentants de la corporation des historiens qui, après avoir longtemps opposé le plus épais des silences aux cris du petit prof, déclarent dans *le Monde* : « il ne faut pas se demander comment *techniquement*, un tel meurtre de masse a été possible. Il a été possible techniquement puisqu'il a eu lieu. (...) il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de débat sur la question des chambres à gaz. » Puis, une fois ces prémisses éthiques posés, la corporation entre plus ou moins dans le débat et s'applique à démontrer, parfois de façon convaincante, que le petit prof n'est pas aussi rigoureux qu'il le prétend et serait même à l'occasion quelque peu faussaire.

Ni l'un ni l'autre des adversaires ne se refusent aux considérations sur les motivations de l'ennemi, qu'on les trouve dans la psychopathologie ou dans le mesquin besoin de défendre son fromage, sans parler des ténébreuses arrière-pensées politiques que les deux camps se prêtent volontiers.

Tout cela au milieu des clameurs antifascistes de tous ceux qui ont la parole et s'entendent si bien à la garder : hommes politiques toutes tendances confondues — des démocrates bon teint aux ex-vichystes, ex-OAS, en passant par les staliniens, des journalistes en quête de scoop, aux gardiens du souvenir, sans oublier ceux qui jugent important de communiquer leur opinion à chaque trouble digestif de la bonne conscience occidentale : les intellectuels.

L'affaire Faurisson survint en France après deux autres auxquelles, à première vue, elle ressemblait beaucoup. Il y avait eu d'abord un « coup » journalistique particulièrement malodorant : on était allé recueillir les borborygmes séniles d'un ancien commissaire aux questions juives retiré en Espagne, Darquier de Pellepoix. Puis les médias européens avaient lancé à grand fracas sur les écrans de télé un feuilleton produit aux Etats-Unis et consacré au destin tragique d'une famille juive pendant la Deuxième Guerre mondiale. Ce n'était pas la première fois qu'on ressortait ce serpent de mer : le nazisme relève-t-il la tête ? Mais, la crise aidant, cette question avait des résonances plus inquiétantes : autour d'elle pouvaient se concentrer les peurs irrationnelles qui hantent les hommes lorsqu'ils identifient leur avenir à celui, fort incertain, d'un monde qui les opprime. On vit, donc, fait assez peu courant, les plus hautes instances gouvernementales débattre de la nécessité d'acheter d'urgence une « série » télévisée. La première projection d'*Holocauste* fut un moment de grande communion nationale. A entendre certaines conversations de rue, le devoir de tout démocrate était ce soir-là d'être devant sa télé.

L'attention des lecteurs de la presse fut attirée pour la première fois sur Faurisson grâce au *Matin* qui voulait sans doute monter une opération du même acabit que celle qu'avait réussie *L'Express* avec Darquier de Pellepoix. Connaissant les conditions dans lesquelles un entretien avait été extorqué au petit prof de Lyon et la façon dont avait été ensuite trafiqué et présenté l'entretien en question, nous nous en serions scandalisés si nous nous intéressions à ce machin : la déontologie, et si nous avions encore quelque illusion sur la profession de journaliste.

Le journal socialiste annonçait qu'à Lyon, un enseignant soutenait Darquier de Pellepoix. En outre, un antiraciste forcené, Jean-Pierre Pierre-Bloch, avait déclaré au *Matin* que la « thèse » de Darquier était celle de ce « faussaire de Rassinier ». Or Faurisson se réclamait du même Rassinier. Rassinier étant mort et — ce que *Le Matin* n'avait pas cru devoir reproduire — Faurisson ayant déclaré que Darquier était le type même d'homme qu'il combattrait toute sa vie, le petit prof de Lyon était seul contre tous. D'un côté le méchant, de l'autre les bons. Tout était donc en place pour l'une de ces affaires qui ne peuvent que laisser indifférents ceux qui savent ce qu'est la société du spectacle. On allait assister à l'un de ces événements créés de toute pièce pour donner de l'ampleur au bruit de fond, pour que ne cesse pas un instant la musique d'ambiance qui est la raison d'être des médias, le flux de pseudo-informations qui empêchent le prolétaire de réfléchir.

Pourtant, certaines personnes, qui avaient presque toutes en commun d'être partisans de l'abolition du salariat (parmi elles figuraient P. Guillaume, J.-P. Carasso, H. Denès, C. Martineau) crurent utile d'écrire à *Libération* pour affirmer que Rassinier, dont Bloch faisait un ancêtre spirituel de Darquier, loin d'avoir été nazi, avait été un extrémiste de gauche, résistant et déporté à Buchenwald et qu'il était encore socialiste et pacifiste lorsqu'il formula les thèses qui lui valaient à présent d'être assimilé à un commissaire aux questions juives de Vichy.

Qu'allaient donc faire des révolutionnaires dans cette galère ? Certains de ceux qui rédigent *La Banquise* ont donné leur signature à cette lettre parue sous le titre « Connaissez-vous Rassinier ? » Aujourd'hui, nous considérons qu'avoir donné ces signatures fut une première erreur, pour plusieurs raisons, dont la principale est que cette lettre visait avant tout à préparer le « débat ».

En effet, de quel débat s'agissait-il ? La version officielle et l'opinion courante affirment que les nazis ont délibérément massacré des Juifs. Les « révisionnistes » à la Faurisson répliquent que les déportés sont morts de faim, de maladie, etc. Au lieu de mettre un pied dans ce débat, comme nous le fîmes, au lieu de s'y perdre, comme le firent quelques révolutionnaires, nous eussions tous été mieux avisés de répondre :

« Ce débat est faussé. Nous ne deviendrons pas plus des spécialistes du Zyklon B que nous n'avons réclamé en 1977 de procéder nous-mêmes à l'autopsie de Baader. Un très grand nombre (que nous vous laissons fixer) de Juifs, et Baader et ses camarades ont été tués par l'Etat allemand et le système capitaliste mondial. »

Au point de départ, l'intérêt des révolutionnaires pour les camps de concentration (et donc pour Rassinier) s'intégrait à un effort d'analyse critique de la guerre de 1939-1945*. Comprendre comment on avait utilisé, voire grossi, les atrocités nazies, pour justifier la guerre et l'après-guerre, aidait à mieux comprendre la fausse opposition démocratie-fascisme. Ce fut pour cette raison que nous avions republié un article de *Programme Communiste* : « Auschwitz ou le grand alibi », en 1971 et 1974. En 1983, après une campagne de quatre ans animée par la Vieille Taupe deuxième manière créée à cet effet par Pierre Guillaume, ceux qui ont pu lire les ouvrages publiés par la librairie la Vieille Taupe, fermée en 1972, ignorent toujours ce que la Vieille Taupe 2 pense de 1939-1945 ou du fascisme. Depuis quatre ans, il n'a été question pour la VT2 que de gazage et du droit d'en parler.

Ceux qui se retrouvaient à la librairie la Vieille Taupe considéraient, comme nous l'avons dit, que leurs actes et leurs écrits étaient leur signature. La Vieille Taupe était un lien et un lieu de réunion — tout, sauf une signature. P. Guillaume l'a ressuscitée sous la forme exclusive d'une signature qui tire, que P. Guillaume le veuille ou non, tout son intérêt d'une activité passée qui n'avait rien à voir avec son activité présente. En disant cela, nous ne nous posons pas en héritier sourcilleux d'une activité dont il fut le principal animateur. Simplement, par fidélité à ce que nous avons eu de commun avec lui autrefois, il nous faut opposer le P. Guillaume d'aujourd'hui à celui d'autrefois.

Si le *Mensonge d'Ulysse* de Rassinier est un document intéressant, s'il tranche sur la plupart des écrits de concentrationnaires, et sur le délire de certains, il n'en est pas pour autant un ouvrage exceptionnel. Tout ce que certains ont voulu y voir pourrait être dégagé d'autres récits, par exemple, de celui du déporté russe Martchenko, *Mon témoignage*, le Seuil, 1970. Bien plus que le livre lui-même, ce sont les réactions qu'il a provoquées qui sont révélatrices.

L'intérêt de Rassinier, c'est avant tout son refus de la propagande de guerre. Quand il sort de son hostilité au bourrage de crâne et se met à expliquer la guerre et la question juive, il débloque : non par des erreurs de fait (nous ne nous sommes pas attaqués à la vérification de ses sources), mais surtout par l'angle d'approche des problèmes. Qu'il ait pu être dérangeant n'y change rien. Les sectateurs de Moon, par exemple, dérangent aussi et réunissent contre eux une belle union sacrée. En deviennent-ils pour autant intéressants ?

Traiter le massacre des Juifs pendant la guerre en consacrant cent pages (un tiers du *Drame des Juifs européens*, 1964) à des calculs statistiques pour savoir si 1 million 600 000 Juifs ou bien 6 millions sont morts, c'est bien prendre les choses par le petit bout de la lorgnette, continuer Nüremberg en le contestant. Un livre profond et neuf sur ce sujet serait documenté, mais sortirait des faux problèmes de quantification. On a tout dit quand on a montré comment se forma comme un dogme le chiffre pour le moins douteux de six millions. On ne dit rien quand on élabore soi-même des statistiques rivales

* Il est cependant inexact d'écrire, comme P. Guillaume : « En deux mots, depuis 1970, la VT partageait pour l'essentiel les thèses de P. Rassinier. » (texte pour *Libération*, dans S. Thion, *Vérité historique ou vérité politique*, la VT, 1980, p. 139). Ou que « *Le Mensonge d'Ulysse* fit l'unanimité de la VT pour reconnaître son importance radicale sur tous les plans. » (P. Guillaume, préface à Rassinier, *Ulysse trahi par les siens*, la VT, 1980, p. 180) La seconde affirmation est très exagérée. Quant à la première, les « thèses » de Rassinier étaient mal connues, et récemment encore très peu de ceux qui le défendaient avaient lu autre chose que le *Mensonge* et *Le Drame des Juifs Européens*. Aujourd'hui encore, qui a lu « Les Responsables de la Seconde Guerre mondiale » ?

aussi invérifiables, pour le lecteur non spécialiste, que celles qu'on critique.

La plupart des documents et archives que nous avons consultés nous ont été fournis par la VT2. Ils montrent que Rassinier était porté et soutenu par tout un courant pacifiste, socialiste SFIO, humaniste, dans la ligne des instituteurs laïcs style IIIe République, comme Dommanget, libres-penseurs et adversaires de la guerre. Quand celle-ci est venue, en 1914, comme en 1939, ils l'ont généralement acceptée, sinon justifiée. Mais en dehors des périodes de guerre, ils maintenaient la tradition antimilitariste et se déclaraient parfois même libertaires. Après le scandale du *Mensonge*, vers 1950-51, ce milieu qui avait accueilli favorablement la critique du bourrage de crâne par Rassinier, s'efface. Rassinier s'enfouit alors dans la question juive et les chambres à gaz, décroche d'avec la gauche de la SFIO qui mène d'autres combats (contre la guerre d'Algérie). Il côtoie alors d'autant plus aisément l'extrême droite que les anciens pacifistes et les socialistes en général donnent largement dans la guerre froide. Pour la Vieille Taupe, « Rassinier est resté jusqu'à sa mort inébranlablement socialiste, pacifiste, antiraciste, internationaliste (...) » (P. Guillaume, préface à *Ulysse trahi par les siens*, p. 179) Rassinier était socialiste, au sens où il est resté une vingtaine d'années à la SFIO qu'il a même représentée à la chambre des députés. Son pacifisme exclut l'internationalisme, qui suppose entre autres la rupture avec les « partis ouvriers », et explique qu'il ait accepté un bout de chemin avec l'extrême-droite.

Estimant que le « bellicisme est passé de la droite à la gauche » et que « le Résistancialisme l'y a maintenu » (brouillon de lettre à Bauchet, 1964), uniquement préoccupé par la paix, il réserve en priorité ses coups à la gauche. Il existe pour lui, comme il existe pour l'antifascisme, un ennemi privilégié, mais pour lui, c'est la gauche, en particulier le PC, et non le fascisme. Il juge — et cela scandalise les intellectuels de gauche, la droite moins dangereuse, comme Sartre préférait vers 1950 l'URSS aux E-U. Il ne partage pas les idées de Bardèche, directeur de *Défense de l'Occident*, mais c'est tout de même un « brave homme (...) plus un poète qu'un éditeur » (lettre à Faurisson, 3 janvier 1967). Il trouve *Défense de l'Occident* ou *Rivarol* moins nocifs que l'*Humanité*. Rassinier n'est pas devenu un « révolutionnaire sans révolution » écrivant là où il peut faire connaître sa recherche « scientifique ». Rassinier, au départ de son action d'après-guerre, obéissait à une ligne politique précise, nullement révolutionnaire : « Paix avant tout ». Il a fini par mettre son pacifisme au service du camp occidental de la guerre froide, et plus particulièrement de l'extrême-droite.

Dans *Rivarol* du 1er janvier 1964, Rassinier expose ainsi son point de vue : obsédé par le désir de justifier les indemnités versées par l'Allemagne à l'Etat d'Israël, le mouvement sioniste international « apporte le renfort des chambres à gaz et des six millions de morts » à toutes les attaques de Krouchev contre l'Europe. Ce faisant, le mouvement sioniste ne manquera pas d'aboutir à ce que « non seulement les chevaux des cosaques se viennent abreuver à l'eau du Rhin, mais encore que leurs tanks aillent faire sur place leur plein au Sahara et leurs avions escale pour aller jeter leurs bombes aux Etats-Unis. »

Le soi-disant antiraciste Rassinier, qui trouve à juste titre dégoûtant le discours stalinien de l'*Humanité*, n'est pas gêné d'écrire en 1963-64 dans un torchon comme *Rivarol* où s'étale à longueur de colonnes le racisme le plus graveleux.

> *En incorporant de force en 1918 les Allemands des Sudètes à la Tchécoslovaquie « dont la culture et la civilisation sont en retard de plusieurs siècles sur eux, les Alliés leur font une injure : un peu comme celle qu'on fait aujourd'hui aux blancs rhodésiens que, sous couvert de démocratie et d'antiracisme, la conscience universelle voudrait placer sous la tutelle des nègres ».*
>
> Rassinier, *Les Responsables de la Seconde Guerre mondiale*, Nouvelles Ed. Latines, 1967, p. 159.

Quitte à faire connaître Rassinier, la VT2 devrait rééditer *Les Responsables de la Seconde Guerre mondiale* (Nouvelle Editions Latines, 1967). Dans ce livre, la Seconde Guerre mondiale devient l'œuvre d'un complot de marchands de canons, dominé par les Francs-Maçons et les Juifs, influents jusque dans la SFIO. C'est trente longues citations qu'il faudrait pour donner toute la mesure du caractère platement antisémite de cet ouvrage. Les Alliés ont tout mis sur le dos de Hitler. Rassinier a commencé par partager les responsabilités, avant de les faire peser particulièrement sur les Alliés. A notre point de vue, il est tout aussi absurde de dire que Hitler voulait (point de vue de Nüremberg) ou ne voulait pas (point de vue de Rassinier) la guerre. Pour la théorie révolutionnaire, l'éclatement d'une guerre moderne n'a que peu à voir avec la volonté, bonne ou mauvaise, des hommes d'Etat.

Les « Juifs » permettent à Rassinier de reprendre à son compte une vision du monde bien connue : la vieille tradition, étrangère à la critique révolutionnaire, qui explique la politique mondiale par les manigances d'un réseau international de financiers et de marchands d'armes tirant toutes les ficelles. Rassinier rejoint ceux qui identifient ce réseau avec la « communauté » transnationale juive, opposant le « capitalisme international » à l'industrie et au travail national.

Certes, on peut séparer les opinions d'un auteur de son œuvre. Mais lorsqu'il s'agit d'indulgence ou de préjugés antisémites chez quelqu'un qui étudie la question juive et les camps de concentration où passèrent pas mal de Juifs, on peut craindre que l'auteur ne soit pas plus objectif que les tenants de la version officielle de l'histoire.

Pourquoi la VT2 présente-t-elle une image faussée de Rassinier ? Pourquoi les idées de celui-ci ont-elles besoin d'être accompagnées d'une image d'homme de gauche antiraciste ? La VT d'autrefois signalait les aspects fondamentaux de Bordiga sans nier son léninisme, ni cacher par exemple qu'il avait toujours approuvé la répression de Cronstadt. On n'avait pas besoin d'*arranger* sa biographie. La force des idées communistes dont il était porteur suffisait à séparer dans son œuvre les positions justes des opinions erronées. Si la VT2 affuble Rassinier d'un masque d'antiraciste et d'internationaliste, c'est parce que toute son action a eu pour objet *d'influencer les médias*. Son but, c'est que Rassinier et Faurisson soient reconnus, admis sur le forum des idées. Il faut donc le prendre présentable ; on ripolinera donc sa biographie. Régression énorme par rapport à ce que disaient l'IS et la VT première manière : quand on parlait d'éléments subversifs contenus dans certains « livres sans emploi », on leur donnait une portée universelle en les replaçant dans une théorie critique. Rien de tel dans la pratique de la VT2 qui publie

simplement Rassinier et Faurisson. Il lui faut donc rajouter du subversif et même simplement de l'acceptable et du raisonnable là où il n'y en a pas.

Fin 78, quand éclata l'affaire Faurisson, la question concentrationnaire faisait depuis plusieurs années l'objet de discussions parmi nous.

En 1977, un projet de texte avait été donné à la *Guerre Sociale* par G. Dauvé. Modifié avec la collaboration directe ou indirecte de pas mal de monde, dont P. Guillaume, il parut en 1979 dans le n° 3 de la *Guerre Sociale*. La manière dont nous entendîmes parler de Faurisson donnait plutôt envie de faire quelque chose pour lui : il s'était fait agresser à cause d'idées hérétiques sur les camps nazis et après avoir été dénoncé par *Libération* ; quant à lui, dans ses déclarations, il replaçait ses mésaventures dans un cadre plus large, contre toute propagande officielle, en précisant que la campagne contre Baader l'avait dégoûté. S. Quadruppani adresse une lettre (non publiée) à *Libération*. P. Guillaume rédige la lettre que publiera *Libération* le 22 janvier 1979 dont nous avons déjà parlé plus haut (citée dans Thion, *Vérité...* pp 128-130). Cette lettre écrite pour protester contre l'assimilation de Rassinier à Darquier de Pellepoix donnait de Rassinier une image aussi fausse que celle qu'elle prétendait critiquer.

Sans même parler d'un contenu bien discutable, ce fut une lourde erreur d'entrer, même un peu, dans ce qui était et est toujours un scandale journalistico-politique, et *rien d'autre*. Nous n'avions pas à pénétrer dans l'arène de l'opinion publique. Exprimer les intérêts d'un mouvement dans sa totalité, sous la forme d'un manifeste par exemple, ce n'est ni demeurer dans une tour d'ivoire, ni se projeter dans une cause en oubliant tout le reste. Mais les signatures apportées à cette lettre encouragèrent les plus lucides, ceux par exemple qui se reconnaissaient dans l'article de la GS sur les camps, à considérer les choses suivant un angle d'attaque qui n'avait plus rien à voir avec la théorie révolutionnaire, *à ne plus s'intéresser qu'à ce qui intéresse Faurisson*, comme P. Guillaume, ou à mal faire la différence entre leurs idées et celles de Faurisson, comme les « fantassins » de la *Guerre Sociale*.

La rencontre de Faurisson aurait dû nous ouvrir les yeux sur la différence de nature entre sa recherche et notre activité. Durant l'année 1979, face à P. Guillaume, nous discutions, nous le critiquions, mais sans nous-mêmes comprendre et donc essayer de lui faire comprendre le fond de l'affaire : les révolutionnaires ne peuvent être solidaires de Faurisson. Rien ne dit que nous aurions pu l'empêcher de ressusciter la Vieille Taupe pour un tel gaspillage d'énergie. En tout cas, notre responsabilité est grande, car nous étions parmi ceux que Pierre connaissait le mieux.

L'idée que : « Nous qui sommes révolutionnaires entendons en tout cas le soutenir (...) parce que Faurisson est attaqué pour avoir cherché et fait progresser la vérité », cette idée exposée dans le tract de la GS *Qui est le Juif ?*, était fausse, dès la diffusion du tract (1979). Nous ne l'avons alors ni compris, ni dit clairement (tract cité dans *Mise au point*, pp 98-99).

D'abord, nous n'avons pas à soutenir Faurisson car nous n'avons pas plus en commun avec lui qu'avec ceux qui le persécutent. Le problème de Faurisson est clair : la société distingue le meurtre de la mort non voulue. Elle poursuit l'assassin et se résigne aux accidents du travail et de la circulation, conséquences « naturelles » d'un mode de vie. Or du point de vue de l'espèce humaine, l'important est d'éviter les massacres, les souffrances, qu'il s'agisse de meurtre ou de mort violente mais considérée comme normale. La mort d'un enfant étranglé par un « sadique » stimule davantage les imaginations que la mort de faim de milliers d'autres. Les procureurs de Nüremberg ramènent les morts dans les camps de concentration au premier cas : ils en font un crime. Les avocats des accusés de Nüremberg les ramènent au second cas : ils en font un accident. C'est adopter le point de vue des avocats du Nüremberg que de démontrer que les nazis ont tué *sans le vouloir* ou *sans le vouloir systématiquement*.

L'analyse de la guerre de 1939-45 n'est pas ce qui intéresse Faurisson. Sa « passion de la vérité » prend les chambres à gaz pour objet. Libre à lui. Mais cette auto-limitation aboutit au même résultat que la campagne antifasciste présentant les nazis comme des monstres seuls responsables de la guerre. Car Faurisson éclaire un point mineur, braque encore plus le projecteur sur ce point, comme les autres experts, obscurcissant ainsi *ce qui entoure* ce point et pourrait l'expliquer. En contribuant à polariser l'attention sur les chambres à gaz, il les dramatise davantage, renforce le mythe. Sur toute la question du nazisme et de 39-45, continue de régner une grande obscurité, que cette polarisation entretient. C'est en sortant des chambres à gaz qu'on pourrait les considérer sérieusement et tenir le seul discours qu'il y avait à tenir sur cette question :

« Faurisson est attaqué et persécuté pour avoir affirmé que les chambres à gaz ne sont qu'un bobard de prisonnier. Nous ne sommes pas des experts et ne voulons pas le devenir, nous n'entrerons donc pas dans cette discussion. Mais ceux qui croient qu'en retirant les chambres à gaz au nazisme, on affaiblirait l'horreur qu'il doit inspirer, révèlent leur conception grand'guignolesque de ce qui peut rendre la vie humaine réellement horrible. Ceux-là attachent l'horreur à des images, au lieu de la voir là où elle est : dans les relations entre les hommes. Dans leur conception, qu'un grossier bobard se soit imposé à des millions de misérables serait moins grave que l'existence d'une technique d'extermination particulière. Pourtant, si les chambres à gaz n'étaient qu'un sinistre ragot de prisonnier, il faudrait admettre, pour qu'un aussi énorme bobard se fût imposé avec tant de force à tant de gens, que ces gens aient été jetés dans une dépossession radicale d'eux-mêmes. Or, que cette dépossession ait bel et bien existé, voilà un fait massif que nul ne songe à discuter.

Que les chambres à gaz nazies aient eu ou non une existence concrète nous importe peu. Elles existent aujourd'hui, comme elles ont existé au minimum pour les déportés, c'est-à-dire comme image issue d'une réalité horrible. Il n'est pas nécessaire d'avoir des arrières pensées antisémites pour discuter de la possibilité que cette image n'ait pas correspondu, ou n'ait correspondu que partiellement à la réalité. Notre tâche est de soumettre à la critique le rôle que cette image joue dans l'idéologie antifasciste, et cette idéologie elle-même. Ce faisant, lorsque cette discussion et ces critiques nous vaudront d'être traités de nazi, nous aurons vérifié la mentalité totalitaire de nos imprécateurs. Mais ce qui nous qualifie à nos propres yeux pour opérer ce travail de déconstruction d'une idéologie, c'est justement que

nous ne sommes pas de froids maniaques de la vérité — si tant est qu'une telle espèce existe vraiment. Nous ne croyons pouvoir parler que parce que nous reconnaissons aux chambres à gaz cette existence minimum : elles ont incarné aux yeux de millions de déportés l'horreur réelle de ce qu'ils vivaient. « Les chambres à gaz, si elles n'étaient pas le moyen, seraient à tout le moins la métaphore » (Y. Chotard). Cette atroce image parvenue jusqu'à nous ne nous renseigne guère sur le fonctionnement réel des camps. Mais elle nous dit très bien le sentiment qu'ils doivent inspirer aux hommes. »

C'était là tout ce qu'il y avait à dire sur la question des chambres à gaz. Quant à celle des camps, c'était l'analyse du nazisme et celle de 1939-45 qui permettait de la situer, et de la comprendre. Ce ne sont certainement pas les camps qui permettent de comprendre le nazisme. De même ce n'est pas le « Goulag » qui explique l'URSS, mais la compréhension de l'histoire et de la nature de l'URSS qui explique le Goulag.

Le massacre des Juifs permet à la démocratie de faire l'économie d'une critique du nazisme. Hormis les travaux des spécialistes, il n'y a pas de réelle tentative de compréhension du nazisme dans son ensemble. L'image ordinaire qu'en ont le plus grand nombre des hommes est concentrée sur ses pires horreurs réelles et imaginées. Cette image se forme suivant un processus à la fois spontané et organisé, populaire et étatique. L'article du n° 1 de *La Banquise* intitulé « l'Horreur est humaine » analyse le processus de projection de l'horreur du présent dans le passé.

Faurisson s'affirme poussé par la passion de la vérité. Mais le vrai n'est vrai que par une relation sociale, comme lorsqu'on parle d'un comportement « vrai », d'une attitude adéquate à une situation, d'une réaction qui a fait avancer les choses. La vérité n'est jamais dans le fait brut, ni dans une chose inerte ou une pensée isolée, elle se dégage d'une mise en rapport. Elle est construite par le regard qui se pose sur elle (voir, dans ce numéro : « Vérité et opinion publique »). La vérité des camps comprend sans doute *aussi* les intentions de ceux qui ont ordonné leur construction, mais elle est surtout dans les conditions qui les ont produits et dans leur fonctionnement. La vérité des camps, ce n'est pas la dimension des bâtiments, le coût des matériaux, le nombre de déportés, la proportion de Polonais, etc., ou plus exactement, ces chiffres ne sont que des données qui ne forment pas la vérité : elles la deviennent par ce qui est forcément une *organisation* des faits. La controverse sur le nombre des victimes juives du nazisme nous éloigne de la vérité des camps.

Que Faurisson le veuille ou non, lui aussi organise les faits en fonction de son point de vue. Or, ce point de vue le rend absolument indéfendable.

Faurisson recherche *l'authentique*. Un document authentique ne dit pas forcément (pas souvent) la vérité, on sait seulement qu'il émane bien de la source dont il (on) dit qu'il provient. L'authenticité, c'est rester fidèle à sa propre loi. L'authentique existe seulement par rapport à des normes, à un code limitatif. La vérité, relation sociale, est potentiellement universelle, elle relève de l'activité humaine. En cela, la « vérité est révolutionnaire ». La vérité n'est pas chez Faurisson.

« ... le nombre de Juifs exterminés par les nazis (ou victimes du « génocide ») est heureusement égal à zéro. » (Faurisson, cité dans Thion, p. 197).

Les détracteurs de Faurisson le traitent de nazi ou de fou. Tout bonnement, il joue sur les mots. Nier le génocide n'a de sens que si l'on donne au mot la signification que lui donne l'antifascisme le plus borné. Dire que les nazis ont perpétré le génocide des Juifs signifierait qu'ils avaient voulu de longue date et planifié la mort de millions de Juifs et qu'ils l'ont organisée ensuite par une méthode exceptionnelle. C'est le sens qu'on trouve dans le Robert, dictionnaire postérieur au procès de Nüremberg : « Destruction méthodique d'un groupe ethnique ». Faurisson parle le même langage faux que les « exterminationnistes ». Lui aussi fait du massacre une question *d'intention*. Il est sur leur terrain, et non sur celui d'une critique historique révolutionnaire, ou même simplement sérieuse. Même les historiens libéraux sont capables de voir que la vérité des camps et du génocide n'est pas dans une histoire des intentions.

Il y a eu massacre d'un grand nombre de Juifs parce que juifs. Et à nos yeux, si les mots ont un sens, il y a eu génocide, quel que soit exactement le nombre de morts. La France a commis un massacre à Sétif et dans le Constantinois en 1945, qu'elle ait tué 4 500 ou 45 000 Algériens. Il y a eu un génocide des Peaux-Rouges.

Nous ne voulons pas discuter avec des gens qui nient des massacres et des persécutions raciales en tordant les mots, mais avec ceux qui essayent de les expliquer, ce que ne font ni les exterminationnistes ni les révisionnistes. Faurisson n'est ni utilisable ni soutenable, parce qu'il renforce une confusion que la théorie révolutionnaire est justement là pour dissiper.

Dans un texte publié par *Libération* le 7 mars 1979, Pierre Guillaume écrivait deux phrases qui pourraient fort bien résumer notre position sur le fond de cette affaire : « l'antinazisme sans nazi qui règne sur le monde est l'exutoire d'une société déboussolée qui ne parvient pas à affronter ses problèmes réels. On ne lutte pas contre les mécanismes inexorables des oppressions réelles avec des images d'Epinal ». Si ce texte n'avait contenu que cela, on aurait simplement pu observer que sa publication dans *Libération* allait contre un de nos principes : à savoir qu'on ne défend pas de positions de fond dans les journaux. Malheureusement, il contenait bien autre chose. Peu après la parution de cet article, P. Guillaume expliquait pourquoi il avait jugé utile de donner sa prose à l'organe central du néoréformisme :

Après avoir expliqué les persécutions qui s'abattaient sur Faurisson, P. Guillaume poursuivait : « ... il devenait vital pour le développement de la situation d'obtenir de l'appui et donc d'obtenir l'accord de tous sur un même texte, sans concession ni double pensée. Ce texte devait donc intégrer la fameuse phrase qui semblait rendre Faurisson indéfendable : « Hitler n'a jamais ordonné l'exécution d'un seul Juif par le seul fait qu'il fût juif » en montrant que cette phrase était strictement vraie, même si Hitler se foutait pas mal de ce que devenaient les Juifs en pratique. »

Cette phrase rendait *effectivement* Faurisson indéfendable.

Qu'il soit strictement vrai que sur « le plan de l'histoire scientifique », « Hitler n'a jamais ordonné l'exécution d'un seul Juif par le seul fait qu'il fût juif », après avoir examiné de plus près le travail scientifique de Faurisson, nous n'en sommes plus si sûrs. Mais

même si cela était vrai, cette vérité nous paraîtrait si stricte, si restrictive, qu'elle serait réduite à rien. Quand Pierre Guillaume ajoute : « même si Hitler se foutait pas mal de ce qui arrivait aux Juifs », il montre lui-même l'inanité de cette prétendue vérité.

Un membre du Herouth pourrait dire : « Jamais Begin n'a ordonné ou admis que quiconque fût tué, en raison de son appartenance palestinienne, à Sabra et Chatila. » Faurisson serait d'accord : où sont les documents *authentiques* prouvant le contraire ? La *vérité*, c'est qu'on est toujours responsable de ses alliés et que, si elle ne l'a pas voulu, l'armée israélienne a au moins créé les conditions propices à ce massacre (sans parler du fait qu'elle a laissé les assassins continuer). La commission d'enquête israélienne a elle-même reconnu une responsabilité « indirecte » de l'Etat. On pourrait multiplier les phrases du genre : jamais G. Mollet n'a ordonné ou admis que quiconque fut tué ou torturé du seul fait qu'on le soupçonnait d'appartenir au FLN. Jamais Staline...

Il est strictement faux d'affirmer que Hitler se foutait du sort des Juifs. Il n'a pas organisé leur massacre collectif depuis 1919, mais il a beaucoup fait pour qu'il en meure pas mal, et ce n'est vraiment pas être victime de la propagande antifasciste que de penser qu'il n'a pas dû pleurer sur leur sort. Faut-il vraiment retrouver des *ordres écrits* de la main de G. Mollet pour l'associer aux tortures des Algériens ? Sans doute se foutait-il pas mal de ce qu'il advenait des militants du FLN tombés aux mains des parachutistes pendant la bataille d'Alger. Pour être antistalinien faut-il vraiment trouver des ordres écrits de Staline prouvant qu'il était directement impliqué dans la politique de son Etat ? En réalité, la critique révolutionnaire n'a que faire de la culpabilité individuelle des chefs d'Etat, et il en est de même de leur innocence. Ce qui détermine notre attitude vis-à-vis d'eux, ce n'est pas leur volonté bonne ou mauvaise. Ce qui en fait des ennemis, c'est qu'ils sont chefs d'Etat. Or, la VT2 en est à démonter que les nazis, et particulièrement Hitler ne sont « pas coupables » de *tout* ce qu'on leur impute. Prendre le contrepied de la version officielle n'est pas la critiquer.

Comment Faurisson prétend-il défendre l'indéfendable ? Voici les explications qu'il donne dans l'ouvrage de Thion : « "Jamais Hitler n'a ordonné ni admis que quiconque fût tué en raison de sa race ou de sa religion."

Explication de cette phrase :

Hitler et les nazis disaient : "Les Alliés et les Juifs veulent notre anéantissement, mais ce sont eux qui seront anéantis."

De la même façon, les Alliés et les Juifs ont dit : "Hitler et les nazis veulent notre anéantissement, mais ce sont eux qui seront anéantis."

Pour un camp comme pour l'autre, il s'agissait avant tout de *gagner la guerre*, à la fois contre les militaires et contre les civils (hommes, femmes, enfants, vieillards confondus). »

C'est là que nous avons décroché. *Hic jacet lepus.*

Hitler et les nazis d'un côté, les Alliés et les Juifs de l'autre : cette délimitation des camps en présence est fausse historiquement, elle devrait être odieuse à tous ceux qui ne sont pas antisémites. Les nazis — un parti politique au pouvoir dans un Etat — et Hitler — le chef de ce parti et de cet Etat — constituent un ensemble aisément délimitable. Mais, à moins de penser, avec les antisémites d'avant-guerre, que les Juifs manipulaient les régimes démocratiques, il est faux de présenter les Juifs comme une entité belligérante. Faurisson précise en note : « Le 5 sep-

tembre 1939, Chaïm Weizmann, président du Congrès juif mondial, a déclaré la guerre à l'Allemagne. » Outre que c'est là, sur le plan de l'histoire, une affirmation romancée , on fera remarquer que Weizmann n'était nullement, comme Hitler ou Roosevelt, un chef d'Etat capable de mobiliser des armées et des citoyens. Faurisson poursuit en note : « Pour Hitler, les Juifs étaient représentants d'une nation hostile belligérante. » Force est de constater que Faurisson partage là-dessus le point de vue de Hitler.

Dans son numéro spécial du 17 février 1939 consacré aux Juifs, *Je Suis Partout*, organe des fascistes et antisémites français, écrivait :

« Les Juifs — nous croyons l'avoir suffisamment démontré — constituent malgré leur dispersion une nation parfaitement homogène, plus cohérente au point de vue racial que tous les autres groupements humains. A ce titre, ils sont soumis aux grandes lois qui régissent les rapports entre les différentes communautés humaines du monde. Or la vie d'une nation est faite d'alternatives entre la paix et la guerre. (...)

Le Peuple français est en paix avec l'Allemagne. Le Peuple Juif est en guerre avec l'Allemagne.

Peu importe de savoir qui a commencé. Constatons que la nation juive a un différend PERSONNEL à régler avec le Reich et qu'elle s'efforce de le régler victorieusement en mobilisant sous ses étendards le maximum d'alliés possibles. »

Faire de critères raciaux le signe d'appartenance à une nation qu'on combat, c'est une politique raciste. Considérer que cette nation définie par une politique raciste a existé, c'est adopter un point de vue raciste. Réduire la mort des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale à un fait de guerre banal, c'est occulter le racisme comme composante fondamentale de l'idéologie et de la politique nazies.

Certes, « on ne lutte pas contre les mécanismes inexorables des oppressions réelles avec des images d'Epinal ». Mais que font Faurisson et la VT2 ? A l'image d'Epinal dominante, dessinée à Nüremberg et coloriée par la projection de l'horreur moderne, *ils opposent une autre image d'Epinal* : celle de la guerre entre les Juifs et les nazis. Cette conception, qu'ils partagent avec la droite antisémite n'est pas plus fausse que celle qui fait d'une guerre impérialiste une croisade contre le Mal Absolu. Mais elle ne l'est pas moins. Ceux qui voient dans la naissance du « mythe » du génocide l'œuvre d'un complot juif pensent suivant les mêmes schémas que ceux qui voient derrière les travaux de Faurisson la main d'une internationale néo-nazie. Les uns comme les autres ont en commun une conception policière de l'histoire.

Peu importent les *intentions* de P. Guillaume. Force est de constater que loin de permettre à nos positions de fond de s'exprimer en s'appuyant sur les travaux de Faurisson, son activité a seulement abouti à donner une caution ultra-gauche à l'hurluberlu lyonnais.

Début 1980, décidés à mettre les choses par écrit, J.-P. Carasso, G. Dauvé, C. Martineau et S. Quadruppani écrivirent chacun une lettre à P. Guillaume exprimant leur désaccord profond. Tentative tardive pour redresser la barre de la VT2, mais au moins, on mettait les pieds dans le plat.

Devinette
Qui est M. F... ?

« Là où aurait été nécessaire l'analyse salubre et décapante, par une sociologie des régimes totalitaires, de l'une des grandes falsifications historiques de ce temps, M. F... use de la patiente application d'un notaire ou d'un greffier pour se livrer à l'exégèse des différentes parties d'un dossier qui n'existe pas. »

Ch. Zorgbibe, *Le Monde Diplomatique*, mars 1981. Réponse p. 51

Faurisson, écrivons-nous, viole un tabou sans le démonter, il reste sur le terrain du mythe. On ne réfute pas une religion, on ne « convainc » pas ses adeptes, on montre sa fonction et son fonctionnement. Pas plus qu'on ne réfuterait une publicité, qui n'est ni vraie ni fausse : son propos n'est pas de démontrer, mais d'associer, comme un mythe, riche et vivant par ses variantes. Il est donc absurde, si on veut le déconstruire, de chercher à prouver que le *mythe ment*.

« Les membres des classes populaires (...) croient à certains des dogmes fondamentaux de la doctrine chrétienne, et, s'ils ne se posent guère de questions à leurs propos, c'est simplement qu'ils ne croient pas que les dogmes puissent avoir un rapport quelconque avec les vérités de tous les jours. » (R. Hoggart, *La Culture du Pauvre*, Ed. de Minuit, 1970, pp 162-163). Cette vérité s'applique évidemment à toutes les classes. Le même qui fait preuve de grand bon sens dans sa vie quotidienne avale sans discussion les pires invraisemblances sur Jésus, Staline, les chambres à gaz, etc.

La réponse de P. Guillaume, quelques mois plus tard, se résuma à : persiste et signe. Depuis, il poursuit toujours dans cette voie.

En gros, les chambres à gaz, tout le monde y croit plus ou moins. Mais le doute à leur sujet n'est pas un levier miraculeux permettant de soulever le monde ou son idéologie. Il se peut que le doute soit en train de croître. Et alors ? Croire qu'on pourrait intervenir pour que l'abandon de cette croyance ne se fasse pas en douceur, et oblige à réfléchir sur les mécanismes de l'idéologie, c'est une illusion proche du délire. Pourquoi les chambres à gaz seraient-elles le grain de sable providentiel, propre à gripper le mécanisme de l'idéologie antifasciste ? Il n'y a pas de grain de sable. Pour s'en convaincre, il suffirait de voir combien toute l'affaire Faurisson était spécifiquement *française*.

La mythologie horrifique a pour fonction principale d'aveugler sur l'unité fondamentale du monde moderne. La mythologie concentrationnaire issue de la Deuxième Guerre mondiale n'est qu'une partie de cet ensemble de représentations d'une barbarie contre laquelle la démocratie serait le seul recours. Mais la mythologie concentrationnaire et l'imagerie des chambres à gaz ne sont nullement la clé de voûte de l'idéologie dominante. Elles jouent un rôle d'importance inégale suivant les pays. Aux Etats-Unis, un Butz, « révisionniste » et antisémite peut professer dans une petite université, sans que ses théories déclenchent l'hystérie journalistico-politicienne d'une « affaire Faurisson ». En Grande-Bretagne, un ancien officier des services spéciaux peut organiser un faux camp de concentration où l'on paie pour se faire maltraiter, alors qu'en France une telle entreprise aurait été impossible, il y aurait eu mobilisation des organisations et intervention de la justice.

Comme P. Guillaume l'avait montré dans sa postface aux *Trois sources du marxisme* de Kautsky (Spartacus, 1969), il n'y a pas de conscience en dehors d'une pratique où cette conscience a

une fonction. L'ambition léniniste de « faire prendre conscience » est idéologique : elle ne sert qu'à donner au donneur de conscience un pouvoir sur ceux à qui il l'apporte. Il ne nous viendrait pas à l'idée d'appeler par tract au communisme. Même en période révolutionnaire, on n'y « appellerait » pas, on exprimerait ce qu'on serait en train de faire. L'opinion publique, c'est l'inverse : elle se passionne pour ce qu'elle ne fait pas, ce qu'elle ne peut pas changer.

Quand l'horizon révolutionnaire paraît bouché, le révolutionnaire s'accroche facilement à des solutions miracles. La VT2 croit à un certain nombre de « principes » qui seraient subversifs : vérité, honnêteté, probité scientifique, exactitude de l'information. Elle se bat au nom de l'*idéal* des médias contre leur *usage réel*. Elle en appelle au code moral contre le viol du code. L'expérience enseigne pourtant que toute morale est faite pour être transgressée, toute déontologie fixée en fonction des écarts inévitables et prévus. Dans le faux *Monde Diplomatique*, nous n'avions pas reproché à la presse de mal jouer son rôle. Nous constations au contraire qu'elle le remplissait. Le mouvement révolutionnaire n'appelle pas à une idée de la justice contre les manquements à cette idée. Il montre que l'université, l'école, l'armée, la justice, la presse, l'art, etc., etc., ne peuvent jouer qu'un rôle de garants de l'ordre social. La VT2 en arrive à exiger du journaliste qu'il fasse le vrai devoir du journaliste. Rien ne sépare cette revendication des campagnes démocratiques pour une information « véritable », une presse « libre du pouvoir et de l'argent », l'« accès de tous à la culture », etc.

L'important n'est pas le fait que ces gens croient ou non à l'existence des chambres à gaz, mais la raison pour laquelle ils *tiennent tellement* à cette croyance. Il ne s'agit pas de s'en prendre à la vérité ou à la fausseté de la croyance, mais aux causes historiques qui en font un tabou.

L'affaire Faurisson eut des effets néfastes aussi bien dans la société que chez ceux qui la critiquent. Au moment où la « communauté juive » allait constituer un ghetto de plus, une « identité » de plus, au moment où le mouvement révolutionnaire devait affirmer l'espèce humaine contre la cristallisation des « communautés » homosexuelle, arabe, juive... à ce moment-là, l'influence délétère de Faurisson s'exerça dans les rangs révolutionnaires. La VT2 se mit à rechercher des noms à consonance juive pour signer ses lettres et pétitions. Or, parler des « juifs » comme d'une réalité banale, alors que c'est la première notion à critiquer, et dont la remise en cause ébranle à la fois l'antisémitisme et le sionisme, voilà une habitude que Faurisson contribua à renforcer parmi ceux qui lui trouvèrent de l'intérêt.

La conception de la Deuxième Guerre mondiale comme « guerre inexpiable entre Hitler et les juifs » procède, à l'instar de Hitler ou Begin, à une intégration forcée de toute personne née de parents juifs, dans le bloc « les juifs », en sommant cette personne de se conformer, pour son malheur ou son bonheur, à une communauté de destin « juive » qui relève du mythe. Dire « les juifs... » c'est justifier la prétention et la pratique du IIIe Reich et de l'Etat d'Israël à imposer leur loi à tout individu qui ne pourra prouver sa non-appartenance à cette « communauté ».

Tout autant que la bombe de la rue Copernic ou la fusillade de la rue des Rosiers, le scandale Faurisson aura obtenu l'inverse de ce que pouvaient souhaiter les révolutionnaires : figer dans une hystérie défensive les « personnes nées de parents juifs ». C'est entre autres à cause de Faurisson, si aujourd'hui des gens en sont encore à se chercher une identité en fonction de critères ressemblant comme deux gouttes d'eau à ceux des lois raciales du IIIe Reich.

Le printemps de la Guerre sociale

L'Organisation des Jeunes Travailleurs Révolutionnaires (OJTR) avait disparu à peu près à la même époque que le Mouvement Communiste. Début 1974, l'OJTR organisa une réunion nationale qui fut un échec. Ceci ne l'empêcha heureusement pas de publier *Un monde sans argent* (3 fascicules, 1975-76), où pour la première fois, peut-être, et à la différence des écrits utopistes et anarchistes, on envisageait le mécanisme concret d'une révolution communiste.

L'auteur de ce texte, D. Blanc, anima ensuite *King Kong International* (1976). Caractéristique de la période, l'éditorial, synthèse de positions communistes essentielles, tranchait avec d'autres articles mineurs, et un texte sur LIP

qui ne faisait pas la critique de cette opération de sauvetage d'une entreprise par ses employés. Il ne suffit jamais d'indiquer les *causes* profondément prolétariennes d'actes sociaux, encore faut-il dire à quels effets ils aboutissent. Dans l'affaire LIP, comme dans bien d'autres cas, le capitalisme avait réussi à pénétrer de l'intérieur l'action ouvrière et à en faire une entreprise (aux deux sens du mot) capitaliste qui, en outre, de par le retentissement national et international qu'elle connut, eut une fonction antirévolutionnaire*.

Au deuxième numéro, la revue changea de nom pour s'appeler *la Guerre sociale* (n° 1, 1977). Un texte sur l'abolition du travail salarié, diffusé massivement le 1er mai 1977, fut repris en éditorial. Il coexistait avec au moins deux textes profondément erronés, sur l'automation et le refus du travail interprétés unilatéralement comme preuve que le capital serait au bout du rouleau. La mise au point dans le n° 2 ne mit pas les choses au point.

Parmi les participants passés ou actuels de la GS, certains avaient participé à la VT et au MC. En outre, G. Dauvé a contribué à la GS en donnant les premières versions, modifiées ensuite, du texte sur l'Etat (paru dans le n° 2), et sur les camps (n° 3, 1979).

La lecture de la *GS* et de la *Banquise* montrera clairement les parentés et les convergences. En plus de ce dont nous parlerons plus loin (et qui n'est pas rien), *la Banquise* adresse deux critiques à la GS : premièrement, la *GS* ne va pas au fond de l'analyse des luttes revendicatives ; deuxièmement, elle a mal rompu avec la propagande.

Si la *GS* est tentée par le triomphalisme (articles du n° 1 déjà signalés, articles sur Denain-Longwy dans le n° 2), c'est probablement plus qu'un signe d'optimisme excessif. La critique du mouvement ouvrier, y compris des mouvements sauvages, n'est pas menée à terme. La *GS* écrit dans le n° 4 (1982) :

« Il nous semble que, indépendamment des formes d'organisation, syndicales ou autonomes, le prolétariat s'exprime également dans sa lutte élémentaire de résistance à l'exploitation. Même si de cette façon, il ne se montre pas révolutionnaire. »

Thèse, au minimum, discutable et à discuter. (Voir nos positions sur la définition du prolétariat p. .) La résistance élémentaire est une condition du mouvement communiste, mais une condition seulement. Nous ne faisons ni l'apologie de toute lutte ouvrière (qui peut être ou devenir antiprolétarienne), ni même celle de toute lutte de classe (qui peut être réformiste ou même aboutir à emprisonner encore davantage les prolétaires dans le capitalisme).

On ne peut faire l'impasse sur ce sujet. Aucun regroupement ne se fera sur la *seule* base de la compréhension du communisme et de la révolution. Encore faut-il s'entendre sur ce qu'il y a entre maintenant et une révolution ; sur ce que fait et ne fait pas le prolétariat.

Dans les premiers numéros la *GS* préférait publier des textes mineurs aux dépens d'autres fondamentaux (sur l'IS par exemple) réservés à une diffusion restreinte. La *GS* était souvent en deçà d'*Un monde sans argent*. Le texte sur la crise (n° 3) laissait de côté ce qu'il y avait d'essentiel dans une autre analyse antérieure, de D. Blanc, polycopiée, sur le sujet. La *GS* a trop fait de la simplification, de la propagande.

« C'était une conférence, c'est-à-dire de l'éducation et de la vulgarisation. J'aurais voulu que cette conférence en m'apprenant quelque chose, vous apprît quelque chose à vous aussi. Ce critérium de la découverte est le seul qui m'apparaisse comme valable quand j'écris. » (lettre d'A. Artaud à André Rolland de Renéville, 11 janvier 1933)

Fin 1979, après le n° 3, D. Blanc adressa une lettre circulaire aux membres du groupe et à une série de gens ayant collaboré avec lui dans le passé, ainsi qu'à ceux qu'il connaissait parmi les rédacteurs du faux *Monde Diplomatique*. La *GS*, disait-il, subissait les conséquences de la passivité générale. Elle était en crise et il se demandait s'il fallait l'arrêter ou la continuer. Une correspondance s'ensuivit. Les futurs rédacteurs de la *Banquise* reconnaissaient l'importance de l'existence d'une revue comme la *GS* mais adressaient les critiques résumées ci-dessus.

Au printemps 1980, une réunion eut lieu à Paris dont un compte-rendu fut rédigé peu après par les membres lyonnais de la *GS*. Aucun rapport n'est impartial, le nôtre aurait été différent, mais celui-ci est honnête, nous le reproduisons intégralement en annexe.

La réunion s'était déroulée dans un climat de bonne volonté générale, de critiques franches et de refus des polémiques. Ceux qui font aujourd'hui la *Banquise* avaient le sentiment qu'on entrait peut-être dans une nouvelle période durant laquelle un regroupement révolutionnaire allait s'opérer. Dans les semaines suivantes des textes furent rédigés et expédiés à tous les participants :

— un texte de G. Dauvé sur les camps de concentration et leur mythe (publié par la suite dans deux numéros du *Frondeur* ; quelques pages ont été intégrées dans « L'horreur est humaine » du n° 1 de *La Banquise*). Ce texte versait trop dans la psychologie de masse mais amorçait une critique de Rassinier et de Faurisson ;

— un autre texte du même sur « Prolétariat et communisme », reprenant des manuscrits antérieurs ;

— un texte de J.-P. Carasso et de S. Quadruppani, devenu après modification, « Pour un monde sans morale », paru dans le n° 1 de *LB* ;

— un texte de G. Dauvé sur la guerre, dont une partie deviendra « Guerre et peur » (n° 1 de *LB*, dont un extrait sera publié dans *Indolencia*, à Barcelone, et présenté par erreur comme émanant de la *GS*).

Les engagements semblaient tenus. Mais...

D. Blanc considéra d'abord que « Prolétariat et communisme » jetait le prolétariat par la fenêtre, puis quelques temps après, déclarait que le texte sur la morale était plus proche des positions de Bruckner (intellectuel moderniste) que de celles de la *GS*, que cette bouillie de « moralisme immoraliste ne valait rien, n'expliquait rien » et le qualifiait pour finir de « branlette vaneigemiste » (c'est-à-dire sous situationniste). Ses critiques s'exprimaient avec une agressivité de moins en moins contrôlée et laissaient peu de place aux arguments. Le texte sur la morale, contenait effectivement des passages très erronés qui ont été corrigés depuis (entre autres une présentation noncritique du mythe du « réfractaire », et même une demi-identification du réfractaire au révolutionnaire) mais des textes de travail ne méritaient pas pareille fureur.

Par ailleurs, l'affaire Faurisson aggrava davantage les différends. D'un commun accord entre P. Guillaume et

* Voir le numéro de *Négation* consacré à Lip.

nous, elle n'avait pas été discutée à la réunion, puisqu'on attendait encore (mars 1980) les réponses de Pierre à nos critiques. Quelques temps après, Pierre continuant avec une belle énergie dans la voie qu'il avait prise, nous estimâmes impossible de taire plus longtemps nos désaccords avec lui. Croyant préparer l'avenir et non le gâcher, nous portâmes tout cela à la connaissance de tous ceux qui avaient participé à la réunion de mars. Pierre réagit par une nouvelle lettre que nous fîmes également circuler. Nous voulions vider l'abcès. Il nous était presque impossible de croire que la VT2 persisterait longtemps encore dans ses aberrations. Nous pensions qu'en gros les membres de la *GS* seraient d'accord avec nous sur le fond de notre différend avec Pierre, le lui feraient savoir et qu'ainsi ce dernier se trouverait au pied du mur.

Mais D. Blanc, tout en donnant tort à Pierre sur la question de l'intervention dans les médias, concentra toutes ses énergies à critiquer notre attitude et déclara celle de Pierre plus « sympathique » que la nôtre. A notre grand étonnement, il ne se prononça guère sur le fond (doit-on soutenir Faurisson ?) mais déclara Rassinier plus subversif et Pierre plus sympathique que nous.

Il choisissait de prendre comme un procès fait à Pierre par des gens également coupables de ce qu'ils lui reprochaient (lettres au journaux, erreurs effectivement criticables), ce qui était pour nous un appel à une discussion indispensable et une mise en garde. D. Blanc avait à juste titre reproché à un de ses camarades d'avoir tenté d'obtenir du *Nouvel Observateur* qu'il parlât de la *GS*. Alors que dire d'une campagne de publicité systématique pour Faurisson ?

Imagine-t-on un groupe publiant un article contre la démocratie et dont l'un des membres les plus éminents, un de ceux sans qui l'article n'aurait pas été fait, serait ensuite candidat à une élection ? C'était bien cette inadmissible confusion que créait Pierre en participant à un regroupement révolutionnaire tout en menant une campagne pour la démocratisation des médias en faveur de Faurisson. Il y avait là une équivoque à trancher. D. Blanc s'y est refusé. En conséquence, à l'automne suivant, la *GS* rejoignait la VT2 dans l'activisme confusionniste pour la défense de Faurisson.

La critique des « droits de l'homme » fait partie des positions révolutionnaires minimum d'aujourd'hui, pour nous comme, sans aucun doute, pour la *GS*. Comment un groupe peut-il se laisser entraîner, de plus en plus ouvertement dans une campagne des droits de l'homme ? Et pourquoi l'homme en question serait-il précisément Faurisson ?

Un contrat avait été passé en mars. Nous avions l'impression de l'avoir rempli. Nous fûmes les seuls. Quels qu'aient été les désaccords avec la *GS*, ils ne motivaient pas une attitude qui se résume ainsi : la *GS* a délibérément choisi de ne pas s'associer des gens qu'elle a traité comme des intellectuels sous-situationnistes ou dérivant dangereusement vers le camattisme. Le texte sur les mœurs, amendé, se trouve dans le n° 1, les idées sur le prolétariat sont dans les n° 1 et n° 2. Chacun appréciera les jugements portés sur nous par D. Blanc.

Il existe très certainement entre la *GS* et nous des désaccords importants, aussi bien sur la conception du prolétariat que sur la critique des mœurs. Ces désaccords nous auraient très vraisemblablement interdit une collaboration suivie, en tout cas dans la même revue. Mais il y avait là l'occasion de discuter de sujets essentiels, et l'attitude de D. Blanc nous l'a interdit.

Dans la lettre-circulaire qui mit un point final à nos relations avec la GS et son réseau de correspondants, nous écrivions ces phrases qui résument notre sentiment sur cet épisode : « Que les caprices d'un individu et les "obscurs règlements de compte affectifs" aient encore tant d'importance montre bien la faiblesse du courant révolutionnaire. Dans toute cette triste affaire, c'est ce qui nous gêne le plus. » Tant que le courant révolutionnaire sera aussi faible, les affrontements de personnalité et de caractère garderont leur importance. Il faut parfois faire un peu de psychologie pour ne pas avoir à en faire beaucoup par la suite. Mais surtout, il faut trouver un mode de relations entre individus et entre groupes qui tienne en lisière les comportements affectifs paralysants. Le regroupement de quelques individus sur *La Banquise* n'est pas une fin en soi. Nous sommes ouverts à toutes relations avec des groupes et des individus, mais il faudra que ces relations se fassent dans des termes qui montrent qu'on a un minimum de départ en commun. Il y a des règles de conduite à trouver entre révolutionnaires. Après nous avoir traités de branleurs vaneigemistes et nous avoir déclarés moins subversifs que Rassinier, D. Blanc a eu l'air de s'étonner de ce que nous nous refusions désormais à toute discussion avec lui. Il vient encore de nous écrire une lettre d'insultes à propos du n° 1 de *La Banquise*. A cette lettre* comme aux précédentes nous ne répondrons pas. Tout le monde a déjà vu des gauchistes qui se laissent patiemment abreuver d'insultes par leurs interlocuteurs avant de se remettre bravement à argumenter. Nous ne pratiquons pas cet angélisme-là, non pas (pas seulement) par amour-propre, mais parce qu'on ne discute de façon efficace qu'avec ceux avec qui on a au minimum, un langage commun. A des insultes, nous ne pourrions répondre que par des insultes et nous ne voulons pas non plus sombrer dans ce petit jeu sous-situationniste.

Après la fort sympathique réunion de mars 1980, les amis et membres de la *GS*, à qui avaient été adressés les textes et le double des correspondances avec P. Guillaume et D. Blanc, ne manifestèrent à une exception près aucune réaction. Rien. Pourquoi jouèrent-ils les *white zombies* que nous les savons ne pas être ? Dans son exposé de ce qui s'est passé entre les numéros 3 et 4, la *GS* fait allusion à ce printemps raté : « Au lieu de nous renforcer, nous sommes parvenus à dégrader certains de nos rapports et même ceux avec lesquels une collaboration plus lointaine et plus épisodique pouvait être possible. » (n° 4, 1982, p. 43). Le lecteur de la *GS* n'en saura pas davantage.

La Banquise, comme toute revue révolutionnaire conséquente, travaille à sa disparition. Notre activité n'a de sens qu'en fonction d'un mouvement qui un jour englobera toutes les énergies manifestées ici ou là sous la forme de groupes ou de revues. Nous n'avons rien à voir avec la grande famille de l'extrême-gauche. En revanche, nous savons qu'un surgissement prolétarien aurait tôt fait de trancher les différends qui nous séparent des autres segments du mouvement révolutionnaire. En attendant, nous continuerons de rechercher entre nous et avec ceux que

* Comme la totalité des documents relatifs aux questions abordés par *La Banquise*, il va de soi que cette lettre est à la disposition de ceux que ça intéresserait.

REUNION DU 22 MARS 80 - PARIS

Une vingtaine de participants, dont 3 du Sud-Ouest, 3 de Lyon, le reste de Paris. Ce compte-rendu fait seulement état de la réunion du samedi 22, la discussion du dimanche (avec la participation d'un camarade d'Aix-en-Provence) étant plus informelle. Il convient de signaler le nombre très réduit de femmes (2) et la relative « vieillesse » des participants.

La discussion s'engage sur une critique de la G.S.

Critique du contenu de la revue qui interfère avec une critique du fonctionnement.

— Jean-Pierre, Serge, Christine, Gilles ne veulent pas se placer par rapport à l'existence de la revue en elle-même mais par rapport *A ce que l'on a à dire*. A côté de textes importants comme « MISERE DU FEMINISME », « LA QUESTION DE L'ETAT », « LES CAMPS »... coexistent des articles où les arguments ne sont pas à la hauteur des affirmations, ou contenant des choses carrément fausses. Qu'il s'agisse des éditoriaux, de New York (2), Denain-Longwy, l'Iran (3) la réalité est amplifiée avec un optimisme qui masque un manque d'analyse, mais vient renforcer un optimisme plus général sur la révolution, conduisant à fabriquer de l'idéologie communiste rassurante pour le groupe et les lecteurs. (Point de vue partagé par Dominique de Lyon.)

— Dominique K. explique que son optimisme n'est pas à courte vue. Si ce monde est gros d'une révolution, ce n'est pas qu'il la voit arriver avec Denain, mais à cause des contradictions du capitalisme. DK reconnaît la faiblesse de ces articles ou de passages faux (l'armée s'est-elle vraiment effondrée à une vitesse foudroyante en Iran). Pierre fait remarquer le mystère de cette armée iranienne ultra-puissante qui s'est apparemment volatilisée : « Où est passée la 7e compagnie ? » (Pat) Mais ces carences sont le résultat d'une situation concrète (rapport des forces dans le N° 1), Denain-Longwy qui devait être une affiche-tract — ce qui explique le ton — les engagements non tenus — et l'absence de certains qui auraient dû être présents dans la revue. Pierre pour résumer la situation, parle du rôle de rédacteur en chef de DK. « Le commencement du commencement c'est quand même l'existence d'une revue... » (DK)

— Gilles dit qu'on ne peut pas se contenter d'aligner des listes de luttes ouvrières, que leur caractère violent contre l'Etat n'en fait pas forcément des luttes pour le communisme. « Les sidérurgistes se sont battus pour rester sidérurgistes. » Est mentionné la réponse de Quim : « parce que toujours on se bat contre » — Henri : dans la lutte élémentaire prolétarienne, il y a autre chose ; par leur situation dans la production, des fractions du prolétariat cassent momentanément le fonctionnement de l'économie, même si le réformisme est leur conclusion logique (contradiction du prolétariat entre capital et communisme). Gilles parle de crise du prolétariat. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que c'est le problème n° 1 (constatation au niveau des concepts et de la terminologie où l'on emploie indifféremment classe ouvrière, prolétariat, travailleurs...).

Gilles s'étonne que des textes essentiels comme « Chant funèbre » et « l'I.S. » ne soient jamais parus. Pierre parle de l'IS comme « style » et de son rapport subversif à la communication. Si l'ultra-gauche et le « milieu » ont un rapport surtout défensif au monde, l'IS avait montré une attitude beaucoup plus offensive. Tous ceux qui ont lu le texte de Dominique K. s'accordent à le trouver important (Gilles, Gérald) même si le style laisse à désirer. Mais Dom préfère se consacrer à la réécriture de « Un monde sans argent ». Alain (Quillan-sud-ouest) n'est pas d'accord avec la publication du texte sur l'IS dans la revue, il craint que l'on ressuscite le mythe, que la revue reste branchée sur les mêmes interlocuteurs et ne sorte pas d'un certain milieu. (Point de vue partagé par Jacques (Sud-Ouest) François (Lyon).) Gilles signale qu'il a écrit un texte sur l'IS qui circule en anglais.

Le problème de l'intervention

Sous une forme un peu délirante la plate-forme Sud-Ouest avait posé le problème ainsi que les questions « A quoi sert la revue ? à qui s'adresse-t-elle ? » que soulève Sylvie. Jacques pense qu'on ne peut pas en rester à une revue théorique sans poser le problème des liens avec le mouvement social, de l'intervention pratique dans les luttes et de l'organisation de fractions communistes. Jean-Pierre répond ; s'il s'agit d'intervention, il n'y a pas à en parler dans l'abstrait, il faut des choses précises à discuter et à décider. Jacques veut bien admettre que l'on passe d'abord par une revue théorique. Au passage la remarque de Gilles : on ne doit pas poser l'existence de la revue en terme de grosses têtes qui pensent et écrivent pour les autres, elle doit permettre la possibilité d'un débat et d'une circulation des idées ou projets, même si certains ont plus de capacités pour les formuler. Effectivement plusieurs n'ont rien dit à la réunion et après pourtant avaient un avis sur telle ou telle question. Les ouvriers ou ceux qui n'ont jamais trempé dans la politique et la réunionite seront toujours moins à l'aise dans les réunions. N'ont-ils pour autant aucun point de vue ? Le problème se reposera. Dominique K. évoque son souci permanent d'être compris par des gens qui n'ont pas de références aux « classiques ». Il s'inquiète si la théorie n'est pas communicable à ceux qui socialement peuvent la comprendre le mieux. (Problème de l'autonomisation de la théorie, ayant peu de liens avec le mouvement social — et atomisation prolétarienne qui renforce cette situation — abordé dimanche.)

— Dominique parle de règles à établir afin de tenir ce à quoi on s'engage, et d'éviter certaines conneries évoquées dans sa lettre. J.-P. explique dans quelles conditions se sont faites les interventions dans les journaux à propos de l'affaire Faurisson et de ses retombées. La discussion s'enlise sur la question des règles formelles par exemple que soit connu l'utilisation précise des ressources financières. En fait derrière les règles formelles ce sont plutôt des principes qu'il faut rendre évident lorsqu'on dépasse le cercle des amis proches. Derrière la règle de ne pas intervenir dans la presse (sauf pour la défense d'un révolutionnaire en danger) il s'agit du principe de l'autonomie de la communication des idées communistes.

L'accord se fait sur le principe d'une activité collective, le problème n'étant pas de remplir un éventuel N° 4 mais qu'il y ait un débat sur les questions importantes abordées et donc des contributions concrètes qui fourniront logiquement matière à beaucoup plus qu'un N° 4.

— J.-P., Serge, José, Gilles... mentionnent leurs discussions organisées sur la guerre avec un texte de Gilles.

— J.-P. et Serge devaient faire un texte sur les mœurs. Il est possible qu'ils l'intègrent dans un texte plus général sur la crise (crise sociale - crise économique).

— Gilles reverra à nouveau son « Crise du prolétariat ».

— Henri fera parvenir des notes sur la recomposition du prolétariat à partir de la transformation du procès de travail.

— Une suite au texte sur les camps est demandée, l'article se terminant sur « le besoin de démonter les mécanismes qui assurent la production et la reproduction de l'idéologie et de ses délires, on attend toujours l'horloger ». Appel est fait à Pierre.

— Le texte sur l'IS doit être revu. Confrontation avec le texte de Gilles et les lumières de Pierre. Pour sa parution il a été proposé de le sortir en brochure. Mais qui va le réécrire ???

— Le texte sur l'écologie de DK est trouvé bon par tous ceux qui l'ont lu. Moyennant quelques améliorations il pourrait sortir (envoyer suggestions à Dominique), une traduction italienne attend. Il est proposé un tract affiche sur l'écologie avec lequel on pourrait intervenir (Perpignan journées écolo. - Lyon assises nationales écolo. les 1,2,3,4 mai).

Toutes les contributions doivent être envoyées rapidement à la BP de la revue. José se charge de la redistribution des textes avec l'appui et l'aide des gens de Paris (photocopies). Le 15 mai confrontation des textes.

NOTE. — Le déplacement des camarades de province a entraîné des frais et davantage d'énergie que pour les Parisiens (d'autant que la plupart sont chômeurs). Le minimum serait que les frais soient partagés. Pour cette fois il est proposé que la contribution parisienne soit reversée pour *l'édition espagnole* de « La Question de l'Etat », « Misère du féminisme... ».

nous rencontrerons une cohérence qui n'est jamais donnée au départ, mais ne peut être atteinte qu'en éclairant au maximum les points de désaccord et en les travaillant. La VT première manière, le MC, la *GS* et ceux qui animent *La Banquise* ont commis des erreurs. Le plus grave aurait été de laisser ces erreurs dans l'obscurité.

L'automne de la Guerre sociale

1980, en France : une stratégie de la tension visant la « communauté » juive est à l'œuvre. Ce qui a commencé par des mitraillages nocturnes de synagogues et d'écoles culmine avec l'attentat de la rue Copernic. Etat israélien, Etat arabe, politique française, jusqu'au-boutistes palestiniens, quelles qu'aient été les forces à l'origine de ces actes, il est clair que, comme plus tard lors de la guerre du Liban, elles visaient à obtenir une cristallisation défensive de la communauté juive, que les appareils politiques et les idéologues de tous poils s'employèrent à manipuler. Après l'attentat, une grande manifestation d'Union Sacrée eut lieu. Contre la résurgence d'une mythique barbarie néo-nazie défilèrent bien des gens qui avaient défendu d'autres barbaries, partisans du stalinisme d'hier et d'aujourd'hui, anciens membres de gouvernements qui ont couvert la torture en Algérie, défenseurs d'un sionisme qui avant d'avoir possédé un Etat tortureur de Palestiniens, avait été un mouvement terroriste qui massacra bien des victimes «.innocentes ».

Au mois de septembre 1980, à l'initiative de la *GS*, un tract, « Notre royaume est une prison » fut publié, signé de divers groupes ultra-gauche et diffusé largement, notamment à la manifestation après Copernic. Ce tract dénonçant l'antifascisme eût été bon, s'il n'était entré dans le débat des chambres à gaz et s'il n'avait comporté un passage parfaitement *faurissonnien* sur les camps :

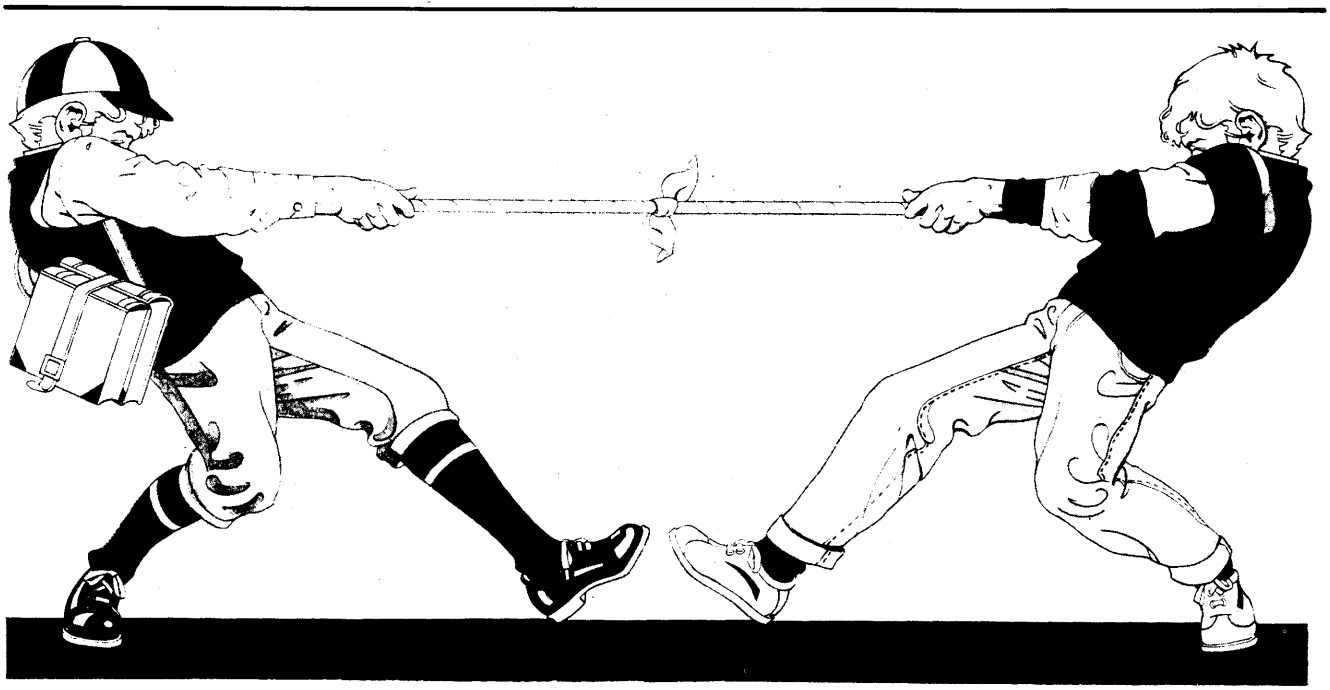
« La déportation et la concentration de millions d'hommes ne se réduisent pas à une idée infernale des nazis, c'est avant tout le manque de main-d'œuvre nécessaire à l'industrie de guerre qui en a fait un besoin. Contrôlant de moins en moins la situation, la guerre se prolongeant et rassemblant contre lui des forces bien supérieures, le fascisme ne pouvait nourrir suffisamment les déportés et répartir convenablement la nourriture. » (Cité dans *Mise au point.*)

Ce passage a servi de prétexte pour rejeter tout ce qu'il y avait de juste dans ce tract. Mais tout de même ! En venir à parler comme Faurisson... régression par rapport au n° 3 de la *GS* qui traitait de la déportation dans toute son ampleur, la première phase de ce passage fait tout bonnement l'impasse sur la question juive. L'antisémitisme nazi n'existe plus. N'a-t-il pas pourtant joué un rôle dans la « déportation et la concentration » ? La thèse officielle explique tout par le racisme nazi. Oublier le racisme nazi, c'est prendre le contre-pied de la version officielle et non pas la critiquer. Avec une « omission » historique de cette taille, ce n'était pas non plus se mettre en bonne position pour écrire un tract percutant sur l'opposition dictature-démocratie. Les démocrates se sont évidemment jetés sur cette lacune.

La seconde phrase du passage est tout aussi déplorable. De la thèse : le nazisme *voulait* tuer, on est passé à : le nazisme ne *pouvait* plus nourrir les déportés. Deux explications aussi réductrices l'une que l'autre. Comment expliquer ces monstruosités, sinon par l'influence faurisonnienne dans nos rangs ?

Après Copernic et la débauche de bonne conscience qui s'ensuivit, la meilleure réaction fut la publication dans *Libération* du récit du massacre d'Algériens à Paris en octobre 1961. Que *Libération* fasse mieux que les révolutionnaires en dit long sur la désagrégation de leur courant.

Une doctrine violemment antisémite avait aidé la venue d'Hitler au pouvoir. Cette doctrine, portée par une hystérie populaire qu'elle avait exaspérée, a poussé ensuite Hitler à des actes qui ne s'expliquent pas toujours forcément par des motifs militaires ou économiques, même indirects, mais relèvent souvent de la logique idéologique. L'idéologie n'est pas un masque ou plutôt le masque et la peau ne font bientôt qu'un. L'antisémitisme, un des ciments de l'équipe au pouvoir et de l'ordre social dans le pays, avait ses exigences propres. Il a *aussi* conduit à



l'émigration forcée, au refoulement, à la concentration, à l'extermination d'un grand nombre de juifs. Concevoir l'idéologie comme possédant une autonomie relative n'est pas contradictoire avec une vision matérialiste du monde. Le fait concentrationnaire dans l'Allemagne nazie inclut les nécessités purement économiques ou militaires, mais il n'inclut pas que cela. Il n'y pas eu de complot d'extermination ourdi dès les origines du nazisme, mais il y a eu plus qu'un enchaînement de circonstances dues à la guerre. Une continuité de violence verbale s'est transformée en violence physique d'abord sporadique (Nuit de Cristal en 1938), puis générale (camps).

Au milieu des passions soulevées par Copernic, de l'hostilité gérérale contre Faurisson, et dans une ambiance de chasse au néo-nazi, « Notre Royaume... » déchaîna une série d'attaques contre la *GS* dans la presse. Curieusement, la *GS* riposta par un tract distribué aux clavistes de *Libération* et à la rédaction de *Charlie-Hebdo*, journaux qui s'en étaient pris à elle. Le tract ayant été distribué à une manifestation d'avocats de gauche, et le *Monde* l'ayant présenté comme un texte « profasciste », des membres de la GS se rendirent au Monde pour exiger et obtenir le rectificatif qu'on peut lire ci-joint. La

● ***Les auteurs du tract intitulé « Notre royaume est une prison »***, **distribué le 10 octobre au Palais de Justice de Paris par deux personnes qui ont aussitôt été interpellées, nous prient de préciser qu'il ne s'agissait pas d'un texte « *pro-fasciste* » (*le Monde* daté 12-13 octobre). Ces tracts dénonçaient « *la rumeur des chambres à gaz (...) horreur mythique qui a permis de masquer les causes réelles et banales des camps et de la guerre* », mais ils se terminaient par un appel à *la lutte communiste des prolétaires, la destruction du salariat, de la marchandise et des Etats* ». Plusieurs organisations libertaires avaient participé à la rédaction de ce tract.**

Le Monde, samedi 18 octobre 1980

GS avait à juste titre qualifié de « conneries » nos lettres adressées à *Libération* au début de l'affaire Faurisson. Et voilà qu'elle se lançait dans cette pratique, non pas comme nous l'avions fait, pour défendre des individus, mais pour obtenir des médias qu'ils fissent connaître ses positions de fond !

La *GS* et d'autres — en particulier le groupe Jeune Taupe - P.I.C. — se mobilisèrent vraiment pour Faurisson, lui apportant et apportant à la VT2 le soutien et la caution « révolutionnaire ». Ils se transformaient eux-mêmes en experts devant un tribunal qu'ils auraient dû récuser au même titre que tout autre tribunal.

En entrant dans la problématique de l'existence des chambres à gaz, la *GS* s'obligeait à devenir un nouvel expert. Il est évident qu'un minimum de documentation est nécessaire pour savoir de quoi l'on parle. Mais jusqu'à la venue de Faurisson, la plupart des révolutionnaires français faisaient une distinction entre les questions qui avaient un sens à l'intérieur des spécialités et celles qui avaient un sens pour tout le monde, et ne s'intéressaient qu'aux secondes. Tout ce que nous avons compris sur le monde, et sur la possibilité de le transformer, ne relève jamais d'une connaissance spécialisée, car ce que nous savons est inséparable de ce que nous avons fait et vécu. Faurisson, victime de l'illusion de sa spécialité (et quelle spécialité !) n'est que *dépositaire des détails*. Sa critique des textes peut au mieux décortiquer des écrits, jamais élucider des processus historiques. La critique révolutionnaire récuse tous les experts et tous les tribunaux. Des groupes radicaux en sont venus à soutenir un expert auprès du tribunal de Nüremberg.

Toute critique de texte suppose une esthétique, une norme, elle n'est jamais l'œuvre d'un chercheur « neutre » introuvable. Faurisson croit à un texte naturel, à un récit non truqué, à un état des mots qui précède l'interprétation, et dont la découverte éclaircirait enfin le problème : le document révélant le fait brut. Illusion d'un « réel » existant sous forme pure, avant et sous les interprétations qui le recouvrent, et dont on pourrait l'extraire à l'état pur.

Il n'y a pas de connaissance de l'histoire indépendante du sens qu'on lui prête. La pire des mystifications contemporaines, celle qui est comme le présupposé théorique de toutes les autres, c'est l'objectivité, la négation de l'élément subjectif-objectif de toute pensée. Celle que tente de nous imposer l'école laïque et bourgeoise.

En 1981, une *Mise au point de la GS* montre qu'elle s'est enfoncée dans une polémique où elle n'avait rien à faire.

« ... on pouvait apprécier et soutenir le travail de Faurisson sur des bases anticapitalistes... » (p. 41)

Comme la VT2, la *GS* arrange la biographie de Rassinier en minimisant son antisémitisme. Mais un antisémitisme même minime est-il acceptable ? La *GS* défendrait-elle avec la même ardeur un historien « un peu » stalinien écrivant sur des victimes du stalinisme ?

Au lieu de faire la distinction entre la question posée par Faurisson et la nôtre, la *GS* la critique sans montrer la différence *radicale* de point de vue. Faurisson et les révolutionnaires ne regardent pas les choses du même endroit, ils ne peuvent donc voir la même chose.

Sur la formule : « Jamais Hitler n'a ordonné ni admis que quiconque fût tué en raison de sa race ou de sa religion », la *GS* écrit que Faurisson « prend le contrepied de l'image courante répandue sur la "solution finale" et Hitler (...) Cette phrase était de toute façon par trop catégorique (...) » (pp. 38-39). Le moins qu'on puisse dire est que « trop catégorique » est une critique bien insuffisante pour une affirmation aussi énorme et erronée.

C'est la société, dit la *GS*, qui des chambres à gaz « fait une question de principe » (p. 40). L'article du n° 3 n'en faisait pas une affaire essentielle. Dès l'instant où des révolutionnaires ont « soutenu » Faurisson, lui-même obnubilé par le gaz, ils se sont lancés dans ce qui est une « question de principe » pour « la société », mais pas pour eux. Qu'est-ce que cela leur a apporté ? Quand la GS ignorait Faurisson, elle en disait bien plus sur les camps. Tout ce qui, dans cette *mise au point*, est important sur le nazisme et 1939-45, l'est *sans recours* à Faurisson.

Cette même brochure reproduit une lettre de P. Guillaume datant de 1979, et restée jusque-là inédite, qui expose ses positions théoriques initiales (avant la rencontre avec Faurisson) dans cette affaire. Si l'activité de Pierre s'était résumée à ce texte (pourtant criticable), elle serait restée sur le terrain de la critique communiste. Publiée un an et demi plus tard, sa lettre apparaît comme une justification fallacieuse de la VT2. Fallacieuse parce qu'elle ne *contenait pas* l'ensemble faurissonnien qui s'est développé ensuite, et qu'elle sert ici à *couvrir* d'un manteau théorique, avec l'aide de la *GS*. Tout ce que dit la lettre sur les raisons révolutionnaires de l'intérêt pour la question concentrationnaire *ne justifie pas* l'intérêt exclusif pour le gazage, encore moins l'intérêt exclusif pour la

recherche de Faurisson sur le gazage. Cette lettre que nous demandions tant à Pierre de publier, parce qu'elle abordait le problème de notre point de vue, est aujourd'hui mystificatrice.

Dans cette lettre pourtant, Pierre niait déjà l'antisémitisme de Rassinier. En outre, la confusion apparaît déjà dans un passage qu'il est remarquable que nous n'ayions pas noté à l'époque. Concluant un développement sur le procès de Lischka, Pierre ajoute ;

« ... Tu remarqueras que c'est moi qui apporte mon soutien à Kurt Lischka. Et je souhaite que dans son procès les droits de la défense soient scrupuleusement respectés. » (p. 90).

Une note de 1981 précise : ce passage très critiqué paraît à Pierre effectivement très criticable. « Ce que je voulais dire en tout cas, c'est que, si je n'ai rien de commun avec un Lischka, je ne veux rien avoir de commun non plus avec l'horrible bonne conscience des chasseurs de nazis. »

Entre l'insatisfaction d'une action surtout théorique (revues, tracts parfois) et l'autodestruction violente (terrorisme), le problème des chambres à gaz à paru offrir a quelques révolutionnaires un tremplin utilisable pour faire avancer le mouvement communiste. Non seulement le gaz n'a pas fait progresser la critique révolutionnaire du nazisme, du mécanisme de l'horreur, mais il a provoqué une régression. On a perdu de vue la totalité. La revendication du « droit à la recherche », de la « liberté d'expression » devait aboutir à son terme logique, *la défense des droits de l'homme.*

En RFA, les interdits professionnels ont frappé des milliers de progressistes, gauchistes, révolutionnaires, pendant une dizaine d'années. Il faut attendre que l'auteur d'un livre iconoclaste sur Auschwitz se voit appliquer le même traitement, pour que la VT2 lance en France une campagne pour la défense des libertés démocratiques en RFA.

Tout en signant dans la GS des notes de lecture favorables aux livres qu'il publie dans des maisons d'édition, P. Guillaume lutte non seulement pour la « liberté du chercheur, la déontologie de l'historien et la liberté d'expression », mais aussi pour la formation « de nombreux juristes (...) amenés à travailler sur le texte gravement tronqué d'un jugement » publié dans le *Recueil Dalloz-Sirey* (tract du 12 novembre 1982). Le contre-procès de Nüremberg, conduit à travers une bataille judiciaire que la *GS* n'a jamais publiquement critiquée, va jusqu'au bout du juridisme.

Comme l'indiquaient les notes du n° 1 de *LB* (pp. 60-63), l'histoire officielle se révise constamment de manière indolore. La VT2 et la GS ont voulu agir pour que cette révision ne puisse s'opérer en douceur. Or l'idéologie dominante, en démocratie, inclut sa critique. De là le risque que l'exercice de l'esprit critique ne se confonde avec l'évolution normale de l'idéologie et du spectacle et n'en devienne un moment, fût-ce le plus extrême, celui qui bouscule les choses, mais seulement pour les faire aller vers une « révision » supplémentaire.

Pour ne pas se briser sur cet écueil, la critique doit s'en prendre au principe même de la révision, et ne pas se consacrer à en exiger une. Les « révisionnistes » ne dénoncent pas la page « Idées » du *Monde* : leur grande victoire serait d'y figurer. Tout le programme de la VT2, soutenue par les fantassins de la *GS,* se réduit à chercher ce type de victoire.

Le cas du massacre de Sabra et Chatila est exemplaire. L'Etat israélien a reconnu et (un peu) sanctionné le forfait. Voilà la différence entre une démocratie et une dictature. La démocratie massacre aussi et *le dit.* Avec quel effet ? Epuration de l'Etat, renforcement du système dans sa totalité.

Réponse de la devinette de la p. 45
Non, ce n'est pas Faurisson. C'est M. Fraile, auteur d'une thèse qui traite entre autres de la « guerre bactériologique » prétendument menée par les Etats-Unis en Corée, bobard de guerre repris et défendu par toute la presse stalinienne de l'époque.
Le Quotidien de Paris,
28-29 septembre 1981

Que signifie lutter pour la reconnaissance du droit à ouvrir un débat ? Pousser l'opinion publique, faire ce que fera un jour l'opinion. Demain peut-être, il sera admis qu'il n'y avait pas de chambres à gaz dans les camps de concentration nazie. Une telle révision renforcera la confiance dans le sérieux des recherches historiques et dans les vertus éternelles de la démocratie. La « mise en scène par laquelle le monde moderne se sert de la misère et de l'horreur qu'il produit pour se défendre contre la critique réelle de cette misère et de cette horreur », cette mise en scène n'aura nullement changé parce qu'on aura retiré un élément de son décor !

En 1949, il était essentiel que *S. ou B.* affirme que la Russie était un pays capitaliste. Trente ans après, cette opinion est largement répandue, jusque chez des gens qui n'en tirent pas de conclusion révolutionnaire. Mais pour que les choses soient aujourd'hui plus claires, jusque dans la tête des révolutionnaires, il fallait le dire, à contre-courant, en 1949. C'est une question fondamentale que la nature d'un régime sous lequel vivent des milliards d'êtres. Rien de tel dans la question des chambres à gaz, produit typique du monde de l'idéologie et de l'information. On peut poser des questions subversives à partir de la nature de l'URSS. Il n'y a, dans la question de l'existence des chambres à gaz, que la question de l'existence des chambres à gaz.

L'ultra-gauche

Nous avons dit n'avoir rien à ajouter ou à modifier au discours d'une gauche qui chaque jour nous prouve par ses actes et ses idées qu'elle travaille à la conservation du capitalisme. La bourgeoisie essaie de faire participer les salariés à son effort pour sortir de la crise. Giscard le tentait par la démagogie (revalorisation du travail manuel), Mitterrand associe directement les représentants du travail à la gestion de la crise. Mais attaquer sans cesse les partis de gauche et les syndicats en faisant comme s'ils « révélaient » à tout bout de champ leur fonction anti-révolutionnaire, c'est réduire la critique à la dénonciation d'un scandale, en oubliant de dire de quoi le prétendu scandale est le produit. Une telle attitude interdit la compréhension en profondeur de ce qu'est la gauche.

Le mouvement révolutionnaire n'a rien non plus de commun avec le gauchisme qui se consacre à soutenir. Que n'a-t-il pas soutenu, des luttes ouvrières à Mitterrand en passant par Mao... Les révolutionnaires n'ont rien à soutenir. Quand une lutte a un contenu universel, ils savent trouver un langage commun avec ceux qui la mènent, et l'activité des révolutionnaires prolonge naturellement la lutte dans laquelle ils se reconnaissent. Mais dans nos rangs, l'antigauchisme répandu à longueurs

Le gouvernement vient de décider plusieurs mesures que nous vous présentons ici. Informez-vous et luttez pour leur application car les patrons essaient de faire obstacle à tout progrès

Sécurité publique
• 7 000 emplois créés en 1981-82 dont 5 000 dans la police en tenue.

Extrait de *Femmes, aujourd'hui, demain*, périodique édité par le Parti français, juin 82.

de pages a trop servi de moyen commode pour ne pas aborder de front l'examen de la situation du prolétariat aujourd'hui. Le gauchisme fait du PC et des syndicats l'écran entre les masses et lui. Les révolutionnaires n'ont pas à l'imiter en faisant du gauchisme l'arme ultime du capital qu'il faudrait inlassablement dénoncer.

La dénonciation permanente est fascinée par l'objet à critiquer. Elle prouve qu'on est vaincu par ce qu'on attaque le plus.

La critique de la gauche n'a pas de sens si elle la dénonce au jour le jour, ou même s'en prend à un gouvernement. Comprendre le Front Populaire, le molletisme, le mitterandisme... c'est d'une part comprendre la canalisation de conflits sociaux vers des objectifs capitalistes et étatiques ; et d'autre part remonter à la source des idées de gauche, invariantes dans leur essence, comme l'avait fait autrefois *Programme Communiste* dans une série d'articles sur le mouvement ouvrier français. Les positions de la gauche contemporaine française sont dans Hugo, Zola, Jaurès, etc. Puisqu'on parle de la lutte sur le plan des idées, mieux vaudrait montrer par exemple dans *Les Misérables* l'intégration morale des travailleurs par le capitalisme, que de relever triomphalement la nième déclaration « scandaleuse » du PC. Il suffit de voir ce que le peuple de gauche enseigne et voudrait qu'on enseigne toujours plus dans les écoles : la reconnaissance du travail par le capital.

Des groupes comme le PCI ou le CCI sont des sectes parce qu'en dépit de tout ce qu'ils peuvent dire ou faire de positif, leur existence se résume à une démarquation continuelle face au reste du monde. Ils *exhortent* le prolétariat à se constituer en classe. Leur principal adversaire sera toujours le groupe *le plus proche*. Ils vivent dans et par la concurrence. Dans leur vie d'organisations seules leurs crises sont positives : par exemple, celle qui conduisit au départ de Bérard de RI-CCI en 1974 pour former *Une Tendance Communiste*, ou celle du PCI aujourd'hui.

« La secte trouve sa raison d'être dans son point d'honneur, elle ne le cherche pas *dans ce qu'elle a de commun* avec le mouvement de classe, mais *dans un signe particulier* qui la *distingue* de ce mouvement (...) » (Marx, lettre à Schweitzer, 13 octobre 1868.)

Sans être autant enfermée dans la *politique*, l'ultra-gauche a mal compris la critique adressée autrefois par la VT à PO. Un journal comme *Révolution sociale*, au sens strict est sans public. Il vient d'ailleurs de le reconnaître en cessant de paraître. Un tel journal n'ajoute rien à la force de travail révolutionnaire, car il n'aborde les questions de fond que par le biais de l'actualité. Et il ne peut toucher l'ensemble des prolétaires tant soit peu en rupture avec la société, bien qu'il soit fait comme s'il devait être lu par cent mille d'entre eux. Il n'y a là ni théorie satisfaisante, ni action qui fasse avancer le mouvement.

Ces groupes vivent dans l'illusion de la *propagande*. Le mouvement révolutionnaire ne transforme pas les idées fausses en idées vraies. Il expose le sens du mouvement social dont il fait partie, et ce que ce mouvement sera « historiquement contraint » de faire pour réussir. Ce qui exclut toute *exhortation*.

La publication de textes ne fait pas seulement circuler des idées. C'est même sa fonction secondaire. La diffusion d'idées noue des liens pour autre chose qu'une réflexion. Mais cette « socialisation » est d'autant plus riche que le contenu théorique diffusé est moins étriqué.

Le mouvement révolutionnaire est pris entre deux tendances qu'il lui faudra dépasser. Les uns remettent leur montre à l'heure, jetant un regard rétrospectif sur 150 ans de capital, de classe ouvrière et de révolution. On conclut à la nécessité d'un dépassement. Le bilan se termine par un « Socialisme ou Barbarie », que l'on soit en 1914, en 1917, en 1945 ou en 1983.

Les autres, plus classiques, décrivent toujours un mouvement en train de se faire. Portugal, Pologne... chaque cas montre les limites du prolétariat et ce qu'il pourrait faire si... On appelle à faire en mieux ce qui a déjà été fait.

La première attitude coupe le passé du présent. Elle pose un passé radicalement différent du présent. La seconde répète ce qu'elle a toujours dit. La première opère une coupure historique. La seconde a une vision quantitative : comme avant, mais plus loin. La première coupe la filiation, la seconde la reconnaît ou la réclame. C'est l'opposition fondateurs-héritiers. Ces deux tendances trouvent chacune une illustration dans deux ouvrages révolutionnaires récents.

En finir avec le travail et son monde, du CRCRE (n° 1, juin 1982, n° 2, décembre 1982), exprime bien la première attitude. Un grand nombre de remarques en elles-mêmes justes expliquent et justifient tout. Les échecs passés avaient des causes aujourd'hui disparues. C'est un a posteriori. On n'admet pas d'erreurs (pour soi, pour nous), passées ou présentes. Tout devait arriver. On s'enlève à soi-même le sens de son action. Création d'« un nouveau système de référence », d'une vision du monde. On n'est pas loin de la philosophie.

Pologne, 1980-82, d'Henri Simon (Spartacus, 1982), incarne la deuxième tendance. Il analyse au plus près le mouvement polonais, ce qui fait son grand intérêt, mais cela ne l'empêche pas de confondre la pression exercée par le travail sur le capital avec la remise en cause du rapport travail-capital. On ne peut se contenter de dire : « chaque lutte n'est qu'une étape, tant que subsiste le capital » (p. 30). C'est vrai, mais *toute* lutte n'est pas une étape vers l'action communiste.

Pour Simon, « Faire les choses (...) pour que le travail et la vie soient plus faciles, c'est agir selon son seul intérêt de classe, c'est détruire la base de

l'ordre capitaliste (...) (pp. 56-57).

Cette phrase résume *ce qui ne doit plus aller de soi* dans notre mouvement. L'« action de classe » ne se confond pas avec la revendication, elle n'est pas non plus son contraire, elle ne l'exclut pas. Elle naît par et contre elle, elle est son dépassement.

L'ouvrage de Simon reproduit également l'erreur ultra-gauche reprise par l'IS : « Et, de fait, tout en restant en place, tout en conservant intact (apparemment) son appareil répressif, le capital a pratiquement perdu tout pouvoir réel : même le nouveau syndicat Solidarité (...) est déjà, avant de fonctionner [comme "nouvel appareil de domination sur les travailleurs"] réduit au même rôle que les appareils existants avant juillet 1980. » (p. 59).

Les révolutionnaires ont du mal à prendre le capital au sérieux, et à voir sa force là où elle est : dans son dynamisme comme dans sa force d'inertie. Le « pouvoir réel » du capital est bien dans ces deux composantes, comme on a pu le voir en France en 1968 et en Pologne en 1980. Pourtant 1980 ferme une porte (il y en a d'autres) ouverte en 1968 en France et en 1970 en Pologne. Parce que justement la révolution n'est pas une affaire de pouvoir. Le pouvoir découle des rapports de production, de la nature du capital comme relation omniprésente. Tant qu'on ne s'en prend pas à lui en tant que rapport social, par des atteintes à la marchandise, au salariat, tant qu'on se borne à occuper le terrain (France, 1968) ou à vouloir organiser mieux l'économie, de façon sauvage, certes, mais sans communisation (Pologne, 1980-81), on n'entame pas le pouvoir du capital. La force de celui-ci n'est ni dans la rue ni dans l'usine, et encore moins dans les ministères. Le capital est un rapport social qui s'incarne dans un réseau de relations. Commencer de produire un autre rapport en constituant un autre tissu social, c'est cela s'attaquer au pouvoir du capital.

Henri Simon renouvelle l'erreur commise (notamment par l'IS : cf. la *GS*, n° 2) à propos du Portugal en 1974-75 :

« Pendant 18 mois, la Pologne n'était plus réellement un Etat — son autorité était constamment bafouée et l'économie semblait aller à la dérive. » (p. 93).

L'Etat était bien là pourtant, en sommeil. Il a prouvé le 13 décembre 1981 qu'il pouvait se réveiller le moment venu, toutes ses forces intactes. Car celles du capital n'avaient pas été entamées.

La pratique prolétaire ne s'attaque pas à la racine. Et il en est de même de la théorie communiste.

Gardien surveillant le mobilier de bureau d'un immeuble qui n'a pas encore été construit.

Perspectives...

Le protectionnisme ne semble pas une issue possible à la crise, l'économie s'étant beaucoup trop internationalisée durant les trente dernières années. Le tiers-monde s'est superficiellement industrialisé mais profondément urbanisé. Il n'est pas rare que la moitié de la population des pays sous-développés habite dans les villes ou leur périphérie. La classe ouvrière y est plus organisée qu'on ne l'imagine. Près de 40% des travailleurs boliviens sont syndiqués. L'Union Marocaine du Travail comptait jusqu'à 20% de la population active en 1956. Mais les émeutes prolétariennes comme celle de 1971 en Egypte, écrasée par l'armée, se conjuguent rarement avec les mouvements du travail. Ainsi, durant les troubles de juin 1981 à Casablanca, l'initiative de l'action revint aux lycéens et aux-chômeurs.

Toutes les formes d'action salariale s'internationalisent. L'usine thaïlandaise de jeans Hara a été occupée et remise en marche par les ouvriers. La zone franche de Batan, aux Philippines, a été secouée en 1982 par la grève d'ouvriers surexploités (chômage partiel, horaires démesurés, salaire correspondant littéralement à un minimum de survie). Au départ, une entreprise multinationale voulait forcer 200 ouvriers à travailler chacun sur 6 métiers à tisser au lieu de 4. 10 000 grévistes soutinrent les 200 rebelles. Un syndicat fondé en 1980, le KMU, participait au mouvement. La répression s'attira une réplique si massive que le mouvement n'était plus réprimable, à moins d'un massacre général, en tirant dans le tas comme sur la Léna dans la Russie tsariste du début du siècle.

La bourgeoisie renonça aux arrestations et aux licenciements mais les ouvriers ne gagnèrent pas non plus. Ils devront manier désormais chacun 5 métiers. L'avenir dira ce qu'il demeure dans l'expérience prolétarienne de cette grève, et ce que deviendra le KMU.

Après la grève, l'une des ripostes envisagées par les patrons de Batan fut l'automatisation. Après les grandes grèves d'OS et les actions des Turcs dans l'usine et dans la rue, dans les années 70, le capital allemand a répliqué par des expulsions et la modernisation. BMW a poussé la robotisation très loin. Volkswagen est en RFA le premier constructeur et utilisateur de robots. La tendance est à une diminution du rôle des OS, peut-être à leur effacement comme couche à l'avant-garde des prolétaires.

Personne ne connaît les formes vers lesquelles peut évoluer le capitalisme, qui a revêtu dans l'histoire les aspects les plus hybrides. Le « second servage » en Europe orientale (à partir du XVIIe siècle) n'était pas un retour au Moyen Age. Les propriétaires de ces nouveaux serfs n'étaient pas des capitalistes, puisqu'ils ne se préoccupaient pas de produire au moindre coût de travail. Mais ils faisaient partie d'un système marchand et capitaliste. Ils n'ont réussi qu'en étouffant à leur profit, dans leurs grandes unités, l'économie de marché déjà florissante. Ces monopoles étaient au service d'un système international indiscutablement capitaliste.

Aujourd'hui encore, le capitalisme, société de la valeur en mouvement, fait preuve d'une grande souplesse de forme et retrouve des structures anciennes.

« Dans les premières usines comme dans certaines usines aujourd'hui, ce travail en groupe, dans lequel les ouvriers qualifiés et manœuvres sont attelés à la tâche commune, ne disparaît pas à tous les coups : le patron paie le revenu global de travail et les ouvriers l'organisent à leur guise (...). Une grande liberté pour une paie de misère. » (*Les Temps Modernes*, février 1981, pp. 1355-1356).

Dans la confection française, en 1970-75, on installe des chaînes à poste fixe. En 1975-76, on expérimente le « module », auto-organisation partielle avec rotation entre les postes. Après 1976, avec la crise, les normes augmentent, on met en place des groupes qui ont même la possibilité de s'organiser à l'extérieur de l'usine. On revient ainsi à une forme de tâcheronnat antérieure à l'OST. Les groupes sont mis en concurrence, ce qui transforme chacun en capital-travail autogéré, forme d'organisation qui ressemble à celle des 20 000 Turcs et Yougoslaves clandestins de la région parisienne.

Le développement du capital ne se traduit pas nécessairement par le développement des formes capitalistes les plus modernes. Le colonialisme a engendré des formes régressives ; castes aux Indes, propriété privée empêchant la transformation de la rente foncière en capital, péonisation en Amérique Latine. Le capitalisme a réintroduit des variantes du servage ou de l'esclavage. Le travail libre s'est mêlé au travail forcé. En Italie, le travail à domicile progresse depuis une dizaine d'années. Il emploierait entre 1 et 2,5 millions de personnes, suivant les sources.

Hormis dans un avenir lointain (et encore), la société vers laquelle nous nous dirigeons ne sera pas entièrement robotisée et sans travail humain. Mais la proportion de travailleurs dans la population va peut-être considérablement diminuer, tandis que grossira la masse de chômeurs, recyclés, formés, etc.

Au lieu d'une improbable usine presse-bouton, on va vers des portions entières de l'entreprise robotisées, les autres restant semi ou peu automatisées. Dans une même opération, coexistent robots et OS moins nombreux. Pour souder un support-avant de moteur, au lieu de 4 soudeurs OS et 2 OS chargés de mettre et enlever les pièces, on a 4 robots soudeurs et les 2 OS alimentant toujours l'opération à effectuer. Dans la mécanique, on envisage de garder les manœuvres (nettoyage...), d'automatiser là où sont les OS (chargement, manutention, assemblage surtout, usinage), et de garder les OP (rectification, ajustage). A Flins, dans les chaînes de soudure de carrosserie de R 18 automatisées en 1979, on a perdu 56 OS et gagné 24 emplois d'entretien, contrôle, retouchage. A Renault-Douai, la tendance est encore accentuée. Peugeot qui a déjà 300 robots installés prévoit d'en mettre 2 000 en service d'ici 1990.

Une étude universitaire de 1978 annonçait qu'en 1985, 20% de la main-d'œuvre de l'assemblage automobile aux Etats-Unis serait remplacée par des Machines Automatiques ; en 1989, 20% de tous les emplois industriels américains seraient remodelés. Selon une autre prévision établie en 1979, l'automatisation supprimera en France 200 000 emplois d'ici 1985, y compris dans les bureaux (Conception Assistée par Ordinateur, Machine Automatique de lecture et traitement de texte, transfert électronique de fonds, machine à écrire à mémoire, télécopie). Selon cette même étude, 50 000 emplois seraient perdus en France à cause de la

« Enfin, il est à craindre que les conditions de travail concernant la surveillance et la maintenance des Machines Automatiques de type robot industriel soient susceptibles d'entraîner des modifications de comportements dues à la monotonie du travail, à l'isolement consécutif à un certain éclatement des relations sociales et au poids des responsabilités qui découlent de l'importance du risque de panne et donc de blocage de la production.

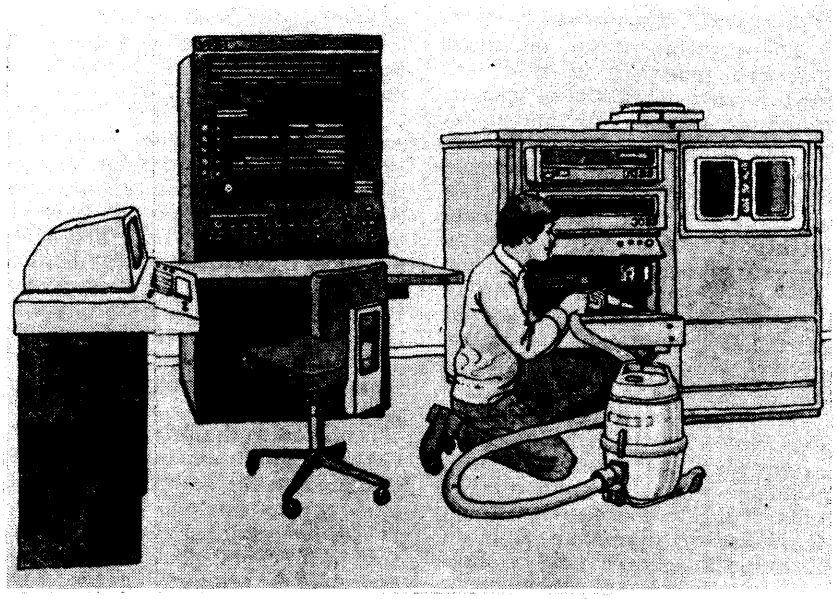
La place stratégique que les travailleurs occupent et les risques d'appauvrissement des conditions de travail peuvent à terme engendrer de nouveaux conflits.

(...) Installé pour juguler des éléments de crise économique et sociale, ce système en engendre d'autres et laisse prévoir un avenir sombre pour les salariés non qualifiés, dépossédés de leur emploi (...) »

J. Le Quément, *Les Robots*, La Documentation Française, 1981, pp. 191 et 193.

« (...) La moitié des 5 000 robots soviétiques produits de 1976 à 1980 sont restés inutilisés en raison du refus des directeurs d'usine d'arrêter leurs chaînes pour les y installer. »

Le Monde Diplomatique, décembre 1982, d'après un rapport du *Gosplan*.



robotisation. La maîtrise aussi sera touchée par le « rétrécissement de la structure hiérarchique classique » (Le Quément, p. 191). La robotisation concerne déjà des ateliers dans l'automobile, les forges et fonderies, la production de gros engins, l'électro-ménager, l'aéronautique.

La bourgeoisie et l'Etat des pays industrialisés voudraient compenser les effets de cette chute de l'emploi par une tertiarisation accrue (mais les services aussi seront atteints), et un rapatriement d'industries auparavant délocalisées dans le tiers monde afin d'y profiter de bas salaires et de conditions de travail plus favorables. Cette reindustrialisation des métropoles capitalistes, déjà amorcée aux Etats-Unis (construction électrique, appareillage électronique), est rendue possible puisque les robots sont moins chers et encore plus sûrs que la main-d'œuvre exotique. Mais rien n'empêchera les multinationales d'implanter des robots dans le tiers monde si elles le jugent rentable.

C'est donc bien une profonde modification de la population active et de la vie sociale des vieux pays industrialisés qui s'amorce sous nos yeux. Il pourra y avoir changement dans le temps de travail. Nous avons dit dans l'article sur la Pologne qu'en France les 35 heures ne mobilisaient pas les salariés. Or il y eut un puissant mouvement pour les 35 heures dans la métallurgie allemande en 1978. Il reste l'exception dans un contexte global où les revendications intermédiaires sont planifiées par le capital (et les syndicats là où ils sont assez forts pour s'imposer dans la gestion capitaliste). On évoque avec optimisme la perspective d'une *4 Day Week* (semaine de 4 jours de 8 h) aux Etats-Unis, avec participation salariale à la réorganisation du travail. Sur ce dernier point, au moins, il n'y a pas de progrès capitaliste : on reste où on en était en 1930 ou 1950. Il n'y a pour ainsi dire aucune participation ouvrière (sauf en période de conflit, où elle sert à dévier la lutte sur le plan auto — ou co — gestionnaire). Le salarié se méfie de ce droit à participer à la marche de l'entreprise : il continue à réclamer avant tout plus d'argent et moins de travail. Seul le délégué syndical s'escrime à déchiffrer la comptabilité qu'ont bien voulu lui présenter les patrons.

De toute façon, la semaine de 4 jours ne serait pas un « acquis prolétarien ». La journée de 10 h et la suppression du travail des enfants, conquises en Angleterre au XIXe siècle, servaient *aussi* le capital le plus moderne, introduisant des machines pour économiser du travail. La journée de 8 h obtenue après 1918 allait *aussi* dans le sens de la généralisation de la plus-value relative et de l'OST. La réduction en cours du travail serait une *concession* et une *cohérence* capitalistes, payées d'une main mise renforcée sur toute notre vie. La bourgeoisie française, elle, résiste, parce qu'elle se sait plus faible que ses rivales.

Au chômage apporté par la crise, s'ajoutera celui provoqué par la restructuration. La robotisation comporte de telles réserves de productivité que, même une demande et des débouchés accrus ne déclencheront pas une embauche correspondante. Cela n'empêchera pas de réduire l'horaire de travail de ceux qui ont un emploi, mais il n'y aura pas ou presque pas de partage du temps de travail socialement disponible. La CFDT gardera pour elle son utopie réformatrice.

Pour le moment, en attendant la réorganisation industrielle lente à se mettre en place, deux projets combinés visent à maîtriser la marge dangereuse qui rue dans les brancards. Le premier projet est dualiste. Il juxtapose un secteur moderne et un secteur plus traditionnel au « mode de vie plus convivial et plus classique » capable d'« amortir les coups » (rapport pour le VIIIe Plan français, sous Giscard). On multiplierait les institutions gérant les laissés pour compte de la croissance : jeunes, migrants, handicapés, vieux, enfants « à risque ». Ce projet suppose une économie ouverte, libérale, sacrifiant certaines couches pour les secourir ensuite.

Le second projet intègre les couches et groupes dangereux. Il accompagne une stratégie économique étatiste, plus protectionniste, avec participation des salariés à la marche de l'Etat par le truchement des syndicats et partis de gauche.

La première solution divise franchement la société entre ceux qui s'en sortent et les autres. La seconde prétend réconcilier tout le monde, du patron à l'immigré. Dans les deux cas, il faut gérer une forte minorité instable. Etat-gendarme et Etat-providence, *Workfare State* et *Welfare State*.

De même, face aux convulsions du tiers monde, les bourgeoisies des pays développés conduisent deux politiques qui s'entremêlent : industrialiser et aider ces pays en promouvant des classes dirigeantes modernes ou ne les industrialiser qu'à peine, au degré minimum nécessaire à l'expansion occidentale et japonaise, en consolidant les classes dirigeantes archaïques et compradores. La seconde tendance l'emporte parce qu'elle correspond mieux à la réalité. Elle répond plus aux intérêts du capital mondial, car la droite gère mieux le capitalisme. La première stratégie est celle de l'Internationale socialiste, employée avec succès dans le Portugal « révolutionnaire » en 1974-75, et reprise par le gouvernement français actuel, en particulier en Amérique centrale. Elle est moins applicable, car elle suppose que les sociétés peu industrialisées soient capables de maîtriser leurs contradictions et d'accéder à la démocratie. Or la démocratie implique un équilibre social qui n'existe nulle part dans le tiers monde. Le « dialogue Nord-Sud » et les droits de l'homme, dans leur version libérale ou social-démocrate, resteront de l'idéologie destinée à résorber les tensions. Reagan massacre et Mitterrand déplore les massacres, ce qui est une façon de plus d'empêcher le sursaut qui mettra fin aux massacres.

Nous n'avons pas à étudier à la loupe les conflits sociaux. L'histoire passée et présente montre tout : la prodigieuse capacité du capital à digérer les contestations, comme celle du mouvement social (parfois communiste) d'en susciter toujours de nouvelles. Tout est en crise, et tout continue.

Partout, la force d'endiguement par excellence de la révolution, la médiation entre travail et capital, est ébranlée. Le *Labour Party* a du mal à conserver les voix ouvrières. Le SPD perd des adhérents et des électeurs ouvriers. Aux E.-U., les syndicats n'ont progressé que dans l'administration, ils sont faibles dans les services, dont la part augmente dans l'économie. (Mc Donald's a plus d'employés qu'US Steel.) L'AFL-CIO n'a pas réussi à limiter les importations et perd du terrain au parti démocrate. Elle est mal implantée dans les nouvelles zones de développement, le sud et le sud-ouest.

Le retour du PCF au gouvernement n'émeut personne, ni en France, ni ailleurs. Les étatsuniens n'ont pas lancé

de campagne de presse mondiale contre le « danger communiste » en France. L'opinion conservatrice joue à se faire peur mais elle se force et personne n'attend sérieusement un changement profond de la venue de la gauche au pouvoir. Les militants eux-mêmes y voient surtout un tremplin pour faire quelque chose plus tard puisque pour eux tout se ramène toujours à créer les bases du vrai changement sans cesse en préparation pour demain matin. L'enthousiasme de mai 81 n'infirme pas la perte de représentation de la gauche. Dans la démocratie moderne, tous les programmes se ressemblent, chaque parti vit par la représentation qu'il donne de lui-même. Si son programme cesse d'apparaître suffisamment différent des autres, il n'a plus de programme. La gauche a plus d'électeurs qu'en 1960, mais elle a autant de mal à présenter une image différente de celle de la droite. En 1981, les salariés n'ont pas voté pour les nationalisations, mais contre les effets de la crise.

La social-démocratie et les PC vivent de la force vitale que leur donnent les prolétaires et qu'ils leur retirent. La CFDT incarne le réformisme lucide et impossible au milieu de cette gauche vampirique et exsangue — politiquement, car sur le plan directement social la gauche aussi se nourrit des luttes limitées des travailleurs. La CGT est à court terme plus conservatrice que sa rivale, elle représente mieux le travail industriel, aux dépens même de l'ensemble du capital. La CFDT, elle, pose le problème du capital total. Elle n'est pourtant pas la centrale des techniciens et du tertiaire : sa principale fédération est celle de la métallurgie. Elle cherche les moyens d'assurer les conditions normales du salariat en France, tout en préservant la stabilité mondiale. D'où ses interventions dans le tiers monde et à l'Est. Le PCF et la CGT, n'ont d'intérêt à long terme que dans une conquête de l'Etat et dans une union avec le capitalisme d'Etat oriental. Ce qui n'est plus le cas du PC italien.

Le déclin de la CGT aux élections professionnelles et surtout le relâchement de son emprise sur l'activité contestaire des ouvriers, ne l'empêchent pas de tenir bon. L'usure générale des forces et des solutions de la gauche, accélérée ou non par sa présence au gouvernement, est un phénomène profond, dont on mesurera toute l'ampleur lorsqu'il s'étalera à la surface. L'effritement interne réserve des surprises. Ses effets seront bien plus violents qu'en 1968. On ne peut évaluer la portée d'un mouvement futur à la lumière des phénomènes visibles actuellement.

Les fondements de toutes les institutions sont minées. Il demeure toutefois ce qui n'est pas une institution, bien qu'ayant aussi une existence formelle : la démocratie. Grâce à elle, la minorité dirigeante à la tête de tous les appareils antirévolutionnaires (armée, police, patronat, syndicats, partis, etc.) tentera de jouer sur l'inertie de la majorité silencieuse contre la minorité souvent réduite au silence aujourd'hui.

La démocratie parlementaire, syndicale, etc., est déconsidérée. La démocratie comme *mode de relations sociales* ne l'est pas, parce qu'elle correspond à la société capitaliste. L'homme capitalisé entre en relation avec le monde par des besoins qu'il satisfait (sur le marché). La démocratie répond à un besoin, comme l'argent, et offre la même liberté illusoire. Le salarié est libre d'employer son salaire à acheter ce qu'il veut. La démocratie lui offre aussi un choix aussi limité que ce que lui offre un rayon de supermarché. Mais l'illusion du choix n'empêche ni la *réalité* du besoin, ni sa satisfaction discutable mais effective. Après tout, il y a *bel et bien* une différence entre Coca Cola et Pepsi Cola. Entre d'une part la liberté démocratique et la démocratie comme aspiration et d'autre part la liberté du travail et de l'échange et la dépense de l'argent comme plaisir, il existe une correspondance, une parenté structurelle qui ne relève pas de la psychologie, mais découle de la façon dont les hommes et les choses entrent en relation sous le capitalisme.

Aussi bien, le repli actuel de l'extrême-gauchisme, le manque d'intérêt pour la « révolution », l'élection de Reagan, le « retour au conformisme chez les jeunes », et autres phénomènes relevant d'une sphère secondaire et grossie par la mode — ce n'est pas là ce qui nous tracasse. La situation peut se retourner très vite. Le problème est bien plutôt dans la tendance séculaire du prolétariat à se soulever sans constituer autrement qu'à l'état d'embryon « le mouvement qui abolit les conditions d'existence ». Il apparaîtra peut-être que c'était là une fausse question à poser autrement. Le minimum aujourd'hui est de ne pas l'éluder, car elle retombera sur la tête de ceux qui ne se la posent pas.

Le laminage auquel est soumise la minorité à ambition révolutionnaire n'a rien d'exceptionnel. Après 1914-18, elle a dû faire la découverte de ce que la totalité du mouvement ouvrier servait le capital, y compris les organisations « communistes » de l'IC. Le passage de la révolution russe à la contre-révolution et la liquidation de toute perspective révolutionnaire par le stalinisme furent aussi difficiles à avaler. Après avoir dénoncé la toute puissance du mouvement ouvrier, on le vit s'effondrer dans le pays où il était le plus fort, cédant sans résistance devant un mouvement ouvertement réactionnaire qui avait su se donner une base populaire.

La capacité du capital à faire la guerre de 1939-45 sans rencontrer de résistance ouvrière, et la réussite de la reconstruction qui se fit sans trop de remous furent encore une mauvaise surprise. Une autre réalité paraît aujourd'hui aussi dure à avaler : la non constitution d'un mouvement organisé et en tout cas cohérent, et l'absence même de liens durables comme on aurait pu croire qu'il s'en tisserait après 68. Cette absence d'un embryon de mouvement cohérent est d'autant plus difficile à saisir qu'on constate un saut qualitatif dans la saisie théorique du communisme et de la révolution.

Entre les groupes de révolutionnaires organisés et les noyaux de prolétaires radicaux, peu nombreux mais capables d'intervenir dans leur milieu, il n'existe pratiquement pas de relations durables. Depuis 1972 environ, les groupes de révolutionnaires sont surtout des éditeurs. Presque toute leur action consiste à diffuser de la théorie, qu'elle passe par un tract ou par une revue. Les communistes n'ont pas à soutenir une action sociale. Ils en font partie et la renforcent ou bien les circonstances les en tiennent éloignés. Le soutien poserait une fois encore les révolutionnaires comme « extérieurs » à un milieu où ils devraient « pénétrer ». Mais faire de la théorie est actuellement une activité plus coupée de la vie sociale qu'en 1968-72, parce que cette vie sociale est elle-même encore plus séparée, compartimentée, coupée de ses propres racines.

Les prolétaires, et en particulier les prolétaires ouvriers, n'ont perdu ni leur importance numérique, ni leur

rôle central dans l'action révolutionnaire. Même dans les pays développés, le salariat ne s'incarnera jamais uniquement dans le tertiaire (de même que tous les ouvriers ne sont pas devenus OS). Qui est au cœur de la société ? Les ouvriers d'usine, mais aussi ceux des communications, des compagnies de distribution d'électricité (EDF en France) et d'eau, les employés des hôpitaux, etc. Qu'ils s'arrêtent et tout s'arrête. Ils peuvent bloquer la société et la faire éclater de l'intérieur.

Au point d'arrivée des quinze années de cette histoire qui est aussi la nôtre se présente une situation bien différente de celle de 1968. Une mutation ne parvient pas à se faire. Une société qui repose encore sur le travail salarié est contrainte de le modifier et d'exclure une partie des travailleurs. Toute la question est de savoir si l'intervention du prolétariat dans cette mutation sera l'occasion d'un assaut révolutionnaire.

La force du capital est telle que certains en sont venus à ne voir dans sa société, donc aussi chez les prolétaires, que du capitalisme, et à relire toute l'histoire des 150 dernières années y compris les assauts prolétariens comme une série de mutations capitalistes. Ceux-là ne font que prendre le contre-pied d'une manie fréquente à l'extrême-gauche qui interprète tout comme une étape vers la révolution. Il n'y a pas de sujet unique de l'histoire. Ni le développement des forces productives, ni la quête de la communauté, ni le capital ni le prolétariat ne sont le moteur de l'évolution. Le mouvement historique n'est pas une suite d'adaptations du capital ou de luttes prolétariennes mais une totalité englobant le tout. La société capitaliste vit de la relation contradictoire capital-travail, elle peut aussi en mourir. L'un pousse l'autre à agir et réciproquement. Les crises sont le moment où l'unité est remise en cause, avant de se renforcer si la crise n'a pas d'issue communiste. La révolution est la solution de la contradiction. Mais penser à l'avance que la prochaine grande crise sociale sera résolue au profit du capital, c'est raisonner sur le modèle du capital, parler à sa place.

Ce qui nous laisse espérer et nous encourage à agir, c'est une réalité complexe dans laquelle, forcément, l'aspect capitaliste domine pour le moment. L'effritement des valeurs, la dévaluation des idéologies n'épargne rien. Le « refus du travail » est une réalité polyvalente, signe de quelque chose de neuf à la fois pour le capital et pour le communisme. Ce quelque chose de neuf concerne l'évolution du travail. La « nouvelle vague sociale » s'incarne dans les diverses variétés de détournement et de rejet du travail, mais aussi dans le travail clandestin, au noir, dans le partage des emplois, le double emploi, le travail à domicile, temporaire, sous-traité, etc. Tout cela est assez ancien mais se renouvelle dans la crise et la restructuration.

On « ne croit plus » au travail, mais cette désaffection spectaculairement affichée compte moins que le fait latent : la vieille critique de l'*organisation* du travail se mélange avec celle de son *fondement*. La première est le fait de prolétaires qui veulent récupérer leur travail et le travail salarié avec. La seconde sort du travail, le considère comme une prison pour l'homme. La première vise à réorganiser l'acte productif dont la logique échappe au prolétaire — et qui, même réorganisée lui échappera encore. La seconde vise à détruire les entraves que cet acte productif représente pour l'activité humaine qu'il enferme. Laquelle de ces deux critiques l'emportera ?

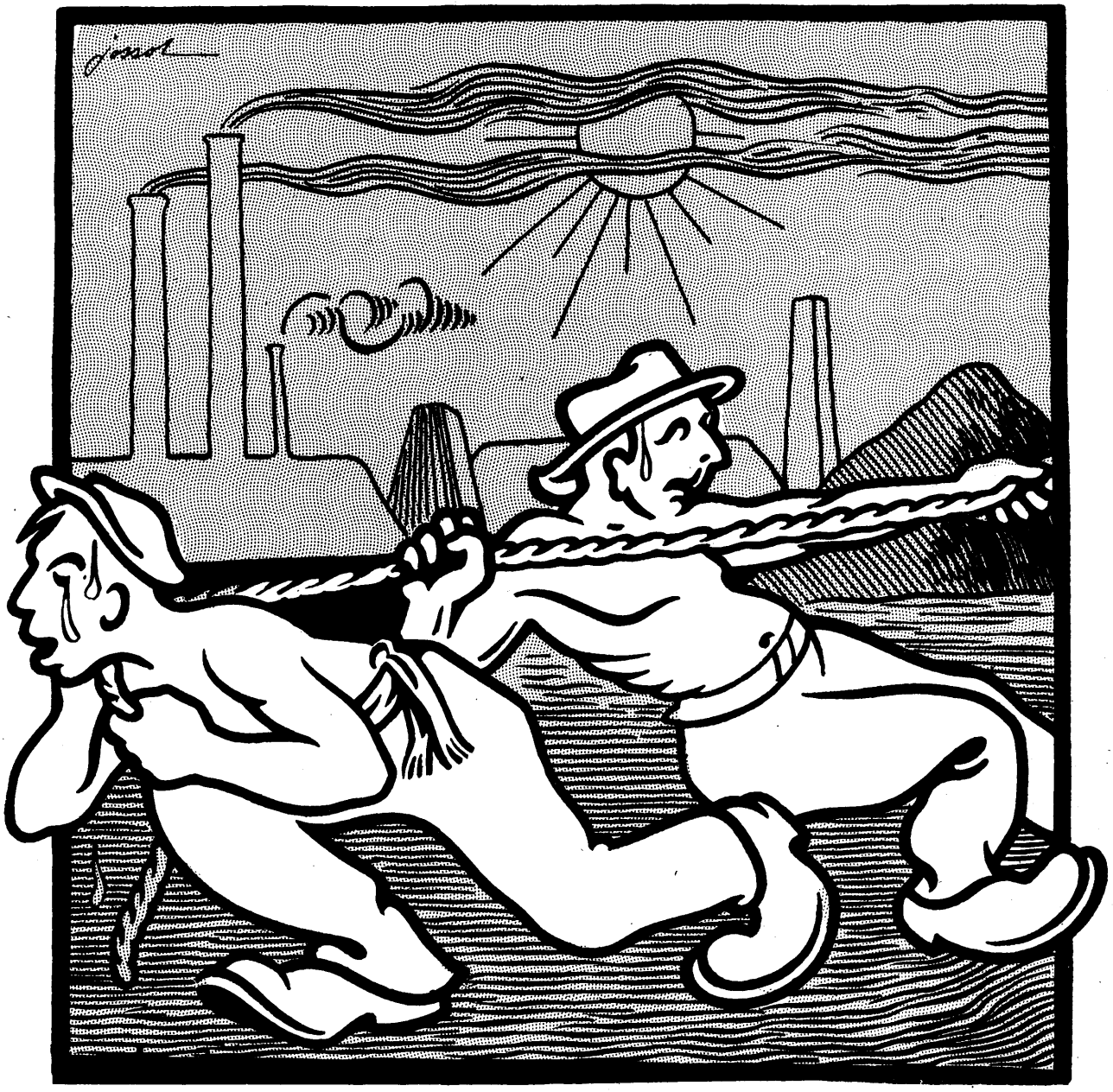
L'affirmation *positive* du communisme ne consiste pas à remplacer la théorie par la vie. Des textes comme *Un monde sans argent* ou *Pour un monde sans morale* considèrent l'origine des problèmes posés à l'humanité par le capitalisme et montrent non seulement comment ils pourraient être résolus, mais quels bouleversements supposeraient et entraîneraient leur solution. Alors « le négatif inclut vraiment le positif » (Marx). Jusqu'ici le positif restait abstrait, se construisait *ailleurs* (utopie). L'urgence pratique, apparue une première fois au début du XIXe siècle, resurgit. D'ores et déjà certaines formules sonnent faux. Parler de « dictature du prolétariat » ou même d'« abolition du salariat » sans se référer au processus de la révolution communiste, c'est manier des slogans, copier le gauchisme.

Elargir l'horizon théorique, ce serait tenter une critique unitaire, non privilégier le passé aux dépens du présent, l'Orient aux dépens de l'Occident. L'arc historique du capitalisme industriel, caractérisé par l'émergence du mouvement ouvrier classique puis sa disparition (soit de 1789 ou 1848 jusqu'à nos jours) recouvre une réalité humaine trop restreinte pour nous permettre à elle seule de saisir non seulement ce qu'est la révolution communiste, mais même ce qui s'est passé depuis 1789 ou 1848. Nul besoin de se plonger dans le *zen* pour reconnaître que la théorie révolutionnaire est restée trop européo-centriste et trop liée à la période 1848-1914.

La critique unitaire concerne le temps comme l'espace. Le mouvement ouvrier traditionnel avait besoin de héros, il traitait le passé sur le mode mythique : les fondateurs (Marx ou Bakounine), les barricades, le mur des fédérés, le martyrologe... Le mouvement révolutionnaire après 1917 n'a guère pu ni voulu rompre avec cette mythologie. Il était trop faible pour ne tirer sa force imaginaire que de lui-même. Puis la gauche communiste et les libertaires ont maintenu la mythologie en croyant opposer les vrais moments révolutionnaires à la contre-révolution qui triomphait sous le masque du socialisme et du communisme. Enfin la reprise radicale depuis 1968 (en particulier dans l'IS) a eu largement tendance à contrer le stalinisme et le gauchisme à l'aide de mythes anti-bureaucratiques, sans doute inévitables dans un premier temps, mais qu'il faudra bien dépasser ensuite : 1871, Makhno, Barcelone en 1936, etc. Le regard porté généralement sur ces événements en fait une critique plus quantitative que qualitative, comme si les prolétaires n'auraient eu qu'à continuer tout droit au lieu de s'arrêter. En fait, le chemin lui-même était miné. La tentation de tout réinterpréter comme moment d'adaptation du capital se contente de prendre les légendes ultra-gauche à l'envers. Traitons le passé pour ce qu'il fut et non pour nous exalter à seule fin de combler illusoirement les lacunes présentes. L'un des signes de renaissance d'un mouvement communiste sera le dépérissement de toute mythologie, parce qu'il n'en aura plus besoin.

1ª Jaro — Nº 4ª (8ª) *Unu Numero :* **60** *centimoj* Aprilo 1907

INTERNACIA SOCIA REVUO



LA LABORO ESTAS LA LIBERECO. Desegnajo de Jossot.

Şalom שלום

BU GAZETE BASIN AHLAK YASASINA UYMAYI TAAHHÜT ETMİŞTİR

A LO TUERTO TUERTO, A LO DERECHO DERECHO

Adres: Karaköy Şair Ziya Paşa Cad. ...

Tel.: 44 95 81 ●● Fiyatı: 10 TL.

YIL 34, SAYI 1750

6 MAYIS 1981

2 İYAR 5741

Sahibi ve Başmuharriri: AVRAM LEYON Çarşamba Günleri Çıkar Siyasi Gazete Mesul Müdür: Yusuf Dömizrahi

El terrorizmo poko a poko se amata

Kada dia diezenas de terroristos son aretados i entregados a la justisia, kada dia miles de armas son topadas en las moradas de los terroristos o metidos en un sako de naylon i enterradas, kon estas armas topadas se puede armar una armada.

Estas armas de ande i komo son entradas al pais, los miliones de liras ke se gastan para obtener estas armas por ken son finansadas? Esto preva una ves demas ke, si la armada un poko otro tadrava por tomar la direksion del pais, no ay dubio ke estas miles de armas sier verian para una gerra entерior en la kuala los ijos del pais se matarian los unos a los otros.

Si, a D ... guadre las entinsiones de los terroristas se realizava ke deviendria la Turkia?

En prezensia de esta situasion, siertas organizasiones estranjeras demanda ke ee poder sea entregado a los siviles, ma eyos se olvidan ke el Soldado Turko no es amo rozo de titolos, ni tambien de fotolios porke el es la gu ardia i la gloria de la Nasion Turka, ma el Soldado Turko ke es atado a los prensipes del fondador de la Turkia Moderna ATATÜRK tiene una emportante mision a akumplir, esta mision konsiste de traer el kalmo i el reposo al pais, en partida esto fue realizado, dizimos en partida porke la rasin del anarsizmo ainda no fue kompletamente sekada, la atmosfera para formar un governo sivil ainda no fue kreada. Komo lo diso el prezidente Evren: kuando la atmosfera sera kreada se formara el Parlamento de Fondatores, el apareiara las nuevas leyes por la eleksion de Parlamentarios.

Las organizasiones diplomatik estranjeras demandan ke un governo sivil venga al Poder. Esto puede ser diço para ls paizes ande el soldado es diktatör, mientras ke en Turkia no egziste una tala koza, la Nasion Turka kon su soldado bive repozada. Komo de fakto desde ke la armada vino al Poder la Turkia entro en una dulse atmosfera, salvo de akeos disos i medikos de los partidos politikos, la manyana sale de su kaza, el dia lavora en yena trankilita i la tadre retorna a su kaza i no komo antes ke el konsituaken demaniana salia de su kaza kon espanto porke no savia si a la tadre setornara a su kaza porke los anarsistos por jugar matavan personas inosentes en desando detras de eyos una famia endolyo. Alora kualo es lo mijor, bivir kon espanto o bivir en yena trankilita?

Oy, el Soldado Turko, dirija el pais mijor de los sivilеs, el komersante, el endüstriel, el emportatör i el esportatör i mezmo el lavorante, lavoran en yena trankilita, la ekonomia del pais se normaliza. Dunke a la eksepsion de siertos ambisiozos de fotolio, la Nasion Turka esta kontente del rejim militer, porke este rejim esta aplikando la verdadera Demokrasia, esto kada dia se remarka klaramente, las fuersas de sigurita keda dia aretan diezenas de anarsistos ke matavan personas inosentes, eyos son entregados a la justisia, onde siertos de estos anarsistos son kondanados a muerte, ma la Alta Korte la mas parte de estas kondanasiones a muerte, las esta aboltando a prizion.

Dunke en ke pais del mundo egziste una semejante demokrasia ke respekta los Dereços del ombre.

AVRAM LEYON

EL NUEVO EMPUESTO DE AVANS

Despues ke en el mes de marso se pago el primer taksit del benefisio del anyo 1980, el departamento de las Finansas demanda un avans de los benefisios del anyo 1981 ke seran pagados en el entervalo de tres mezes, el avans demandado es kaji el mezmo montante de la deklarasion eça por 1980. Kere dizir, si, por 1980 pagara 100 mil liras de empuesto ke seran pagadas en tres vezes, kaji el mezmo montante no pagara en tres mezes i no kome akel de 1980 ke se paga en 9 mezes.

Este sistem de avans es aplikado solamente a los çikos komersantes i no a las grandes sosiedades komersiales ni tambien akeas ke son soiedades limited.

Es porke ke kada çiko komersante deve adresarse al Fisk (şube) porke el primer versamiento de este avans deve ser pagado asta la fin de este mes.

PUJİTA DE LA EKSPORTASİON

Ankara — Los trokamientos eços empesaron a dar un buen rezultado. Los dirijentes dizen ke la eksportasion kapina kon pasos rezios. Sigun los anrejistramientos del Ministerio del Komersio, en el mes de marso se realizo una eksportasion de 304 miliones de dolares.

Par raporto al anyo 1980 en 1981 la emportasion pujo 55 porsien. Entre los mezes de jenayo i mars se realizo un eksportasion de 1 milyarda 021 milion i 300 mil dolares. Esto es un punto satisfeziente ke da esperansa por el avenir, porke la eksportasion es un manero ke trae döviz al pais i kon esta döviz se rezolve los problemes ekomik.

nuvelas de la komunita

VİJİTA DEL GRAN RABİNO AL PATRİK GREGO

A la okazion de la fiesta de Paskalya Su Eminensia el Gran Rabino Rav David Asseo, lunes el 27.4.1081 a las oras 15.00 se rendyo a Fener por felisitar la fiesta de Paskalya del Patrik.

En esta vijita el Gran Rabino fue akompanyado por los Sres. Hayim E. Kohen i Nedim Yahya.

VİJİTA AL GRAN RABİNO

Sr. Jack Spitzer, un enfluente miengro de la Komunita judia de Amerika, de pasaje por İstanbul, profitando de este sejorno, cugeves pasado rendio una vijita de kurtuazia a Su Eeminensia el Gran Rabino Cavid Asseo.

LA KOMEMORASİON DEL GETO DE VARSO...

A la okazion del trist... versario de la revolta d... to de Varsova, mierk... sado una empozant... nia tuvo lugar e... de Şişli en prezen... merozos fideles k...

(Kontinua en o...

LA REUNİON DE PARIS İ LA KOMİSİON DE LOS JURİSTOS ENTERNASIONAL

Başo este titolo Mme SARA GERON, fondatrisa de la Asosiasion de las mujeres juristas de Turkia, eskrivio una enteresante eskrita publiada en el jurnal « Milliyet » del 2.4.1981, eya despues de aver dado anços detalios sovre la formasion de « La Komision Evropea Politik ».

En esta eskrita Mme Geron, despues de aver eço un analiz sovre la reünion de la Komision de los Juristos Enternasional, avla del sujeto, de 12 septembre « Es ke Governo Militer se puede entenderse kon el Dereço Hukuk) ». Este emportante sujeto, Mme Geron lo desvelopo de una manera ekselente, ke merese ser apresiada i bien entendido eya en esta eskrita aparesida i bien entendido eya en esta eskrita aparesida en el jurnal « Milliyet » kon un linguaje klaro avla, de la Demokrasia de ATATÜRK.

Veramente dizir, kon esta eskrita mostro su talento ke aze onor a nuestra kollektivita.

KOMEMORASİON EN BUCAREST DEL VAPOR STRUMA KE SE UNDİO KON SUS PASAJEROS

● Bucarest — El vapor STRUMA ke se undio en la mar del Bosfor kon su 769 judios de Rumania verso İsrael en 1943 fue komemorado en Bucarest. Los sientenes de judios se rekojeron en la grande sinagoga por azer una orasion espesial. El Gran Rabino de Ruma... Moşe Rosen a esta tr... kazion deklaro: « ... dia de Struma ko... espertar ia kon... mundo libero... oksidentales ... orajes en el ... los refujiad... de la Pales... racas in i... los perm... « Srtuma... Hitler, e... do enter...

UN... AMER... ESTİMA... DE FRA... EN F...

● Boston — ... Schlossberg, de... ver eço un viaje ... en un artiko ke es... el jurnal « Christian ce Monitor » dize: « ... mas no estamos en ... sia de Vichy, teng... miento ke los judi... sia estan en peri... En es korso ... en Fransia A... berg tuvo ... los dirijent... judia, ans... fonksiona... fransez ... jeros. ... ve: « ... topa... P...

...s ...kon ...unita ...altos ...isterio ...estran... ...o eskri... ...polisia se ... las Ensti... Puede ser, ...a, ma en el ...me de umo ».

Un jurnal amerikano favoravle a una prezensia amerikana en el Sinai

New York — Un artiko publiado en el jurnal del Louisville Courrier i tomado por el jurnal « Christian Science Monitor » dize ke la prezensia amerikana apuyada por los otros kontenjanes oksidentales en el Sinai puedra ser « grande proveçozo ».

La eskrita konsidera ke una tala fuersa puedra enkorajar el governo israeliano a angajar las tratatives sovre la otonomia de la Sisjordania en protejando su frontiera oksidentala de İsrael kon el Ejipto. Despues, la prezensia amerikana en la li mitara « el rolo negatif » de la Rusia. Ademas ke el emperializmo sovietik repudia las nasiones arabas sovre todo despues la okupasion del Afganistan.

Enfin la eskrita termina en diziendo ke la vendida de aviones AWACS a los paizes arabos es « kontra produktiv » al menos ke no sea kondisionada a un apuyo a la sigurita de los İsraelianos ke prevamos en enfortserlo kon el apuyo por el embio de fuersas amerikanos en el Sinai ».

El antisimitizmo a la moda

● Amsterdam — El profesor Yehuda Bauer de la Universite Hebraika de Yerusalayim, mientras la vijita ke izo en Hollanda en una deklarasion ke dio a la prensa hollandeza sovre el antisemitizmo ... No...

« La primera kategoria son los grupos neo-nazi en Fransia, en İngletierra, en la Almanya, en Beljika, i en los Estados, ke son los mezmos deakeos del anyo 30 », diso el Prof. Bauer ke konsidera komo mas perikolozo el sigundo grupo formado por los entelektuales nazi : el Fransez Faurisson i el « Enstituto de analis istorik » de Kalifornia. Enfin, el Prof. Bauer metio al treser rango « Nueva dereça » franse...

...za i la « majorita moral » amerikana.

EL ESTADO DE NEW YORK PROKLAMO UNA SEMANA KOMEMORATİVA DE LAS VİKTİMAS DEL HOLOKOST

● New York — A la okasion del triste aniversario de ...da Gerre Mondiala, ...ör (vali) i la Mu... Estado de New ...aron una « se...ativa de las ...lokost. ... 30 avril a... i por un ...o komo ... Sr. Ca...evlo del ...k devra ...e las ma...is de ta... sufrien...ka repe... ke el pu... de New ...komemo...onala ».

... yıldır

Derleyen: NESİM BENBANASTE

Şair J. Habib Gerez'in dili ile K. ATATÜRK

Değerli Okurlarım,

Ebedi Şef Atatürk hatıratında aynen söyle der : «Semsi Efendinin mektebine kaydolduktan kısa bir zaman sonra babam vefat etti. Annemle beraber dayımın nezdinde yerleştik. Dayım köy hayatı geçiriyordu. Ben de bu hayata karıştım. Bana vazifeler veriyordu. Bende bunları yapıyordum. Kardeşimle (kızkardeşi Makbule Atadan) birlikte bakla tarlasının etrafında bir kulübede oturduğumuzu ve kargaları kovmakla uğraşmamizi unutmam».

İşte, topluluğumuzde güzide bir sima olan Sair Jozef Habib Gerez, bu «Karga Kovalama» durumuna «Büyük Güzel» adlı şiir kitabında şu mısralarla temas eder.

N. B.

KARA KARGALAR

I

Yurdun varoşlarında kara kargalar
Bir çağ gerisinden düşler kısırlaşmış karanlıklar
Uçuşurlar uygarlık tapınağının çevresinde
Yıllar yılı çatlak sesleriyle
Bir bozgun yaratırlar.
Kirli bir su gibi düşünceleri, kör kuyularda
Farksız paslı zincirlerden, karanlık ortamlardan
Bir çağ yorgunluğunun ötesinde
Kafalarında batılı görüşten ırak
Bir dünya düzeni
Kara kargaları kovalamakla başladı
Yurdumuzda bir mutlu savas, bir yurt savunması,
Saatler kuruldukça ısık sızdı aralık kapılardan
Bilincin yetisinde basladı, özlü gelişimler.
Işığın içinde bir karaltı zaman zaman
Yurdun varoşlarında uçusan kara kargalar
Yorgun savaşçıların karsısında
Bilenmemiş düsünceler
İyiye güzele hayır diyen olmazcılar.
Geleceği düşlemeyi gözü yemiyen
Uygarlığa direnen kara kargalar
Uçuşurlar uygarlık tapınağının çevresinde
Yıllar yılı çatlak sesleriyle
Bir bozgun yaratırlar...

...TÜRK ...i ve Dünya ...kahramanı ...mhuriyetçilik ve Laiklik

Yazan: Sara ÇİPRUT GERON Avukat - Yazar

Atatürk'ün 100 üncü doğum yıldönümü, bizde olduğu kadar, bütün dünyada da kutlanmaktadır, hatta düşman geçinen ülkeler tarafından da... Bunun nedenini Atatürk eserinde bulmak gerekir.

Atatürk'ün en büyük eseri Cumhuriyet'tir. Fakat ondan sonra, şüphesiz, en büyük eseri: «Laiklik»tir. Daha çok, bunlar birinden ayrılamaz gibidir...

Bilindiği gibi, 1789 yılında, Fransa'da, çok büyük bir İhtilal olmuştu. Bu olay ise, «İnsanlık Mutluluğu» uğrun-

(Devamı 4.üncüde)

y a-t-il une question juive ?

Quand le gouvernement de Vichy, adoptant les lois raciales du IIIe Reich, imposa le port de l'étoile jaune aux Juifs (ce qu'aucun historien révisionniste ne s'est encore aventuré à nier) il se trouva un client de bistrot parisien pour coudre à son revers le symbole de feutre surmonté du mot « Auvergnat ». On sait qu'à l'initiative du roi, le peuple danois tout entier promit d'en faire autant et que, devant cette menace, le port de l'étoile jaune ne fut jamais instauré au Danemark occupé. On se souvient encore que des dizaines et des dizaines de milliers de manifestants ont défilé à Paris un beau jour de mai 68 au cri de « nous sommes tous des Juifs allemands ! ».

On voudrait que ces trois exemples — le courage du gavroche, le civisme démocratique danois et l'élan révolutionnaire parisien — suffisent à répondre par la négative à la question qui sert de titre et qui pourrait passer pour une manière de provocation si elle n'annonçait fort bien la problématique communiste face à l'anti et au philosémitisme.

Même si l'on adopte le point de vue raciste — ou simplement racial — que la science d'aujourd'hui a plus ou moins réduit à néant (il existe plus de différences entre deux individus pris au hasard au sein de la population suédoise qu'entre les caractéristiques statistiques de cette dernière et de la population camerounaise par exemple. *Cf.* Albert Jacquard entre cent autres, *Eloge de la différence*, éd. du Seuil) il n'existe pas de race juive. Vingt siècles d'histoire, de migrations, de conversions, de brassages ont abouti à la situation présente dans laquelle existent au moins trois groupes distincts (sans oublier les Juifs d'Ethiopie et les Juifs chinois que l'Etat d'Israël refuse de considérer comme juifs). Les Ashkénazes (allemands) dont la langue est le Yiddish, dialecte allemand, « originaires » d'Europe orientale, tantôt polonais, tantôt russes, tantôt austro-hongrois selon les fluctuations de l'histoire des empires, après avoir été probablement byzantins puis ottomans. Ce sont les plus nombreux, ils représentent environ les trois quarts de la population juive mondiale. On explique que, de quelques milliers, ils soient brusquement devenus plusieurs millions, par la conversion massive de toute une population turco-mongole, les Khasars (Dunlop et surtout A. Koestler, *La treizième tribu*). Face aux Ashkénazes « occidentaux » (puisqu'originaires d'Europe orientale !),

les Sépharades (Espagnols) orientaux, dont la langue fut l'arabe dans le royaume maure d'Andalousie et qui, chassés par les rois catholiques, emportèrent un dialecte espagnol, le ladino, dans tout le pourtour du bassin méditerranéen (empire ottoman) et jusqu'à Istanbul (où une infime minorité le pratique encore aujourd'hui). Troisième groupe assimilé à tort au second, les Juifs arabes du Maghreb (Occident), Tunisie, Maroc, Algérie et du Maschreq (Orient), Egypte, Yemen, Syrie, Irak etc. et dont la langue est (était, jusqu'à leur déracinement, leur transport et leur concentration en Israël par les sionistes ashkénazes désireux de remplacer le prolétariat arabe indigène pendant les années cinquante) l'arabe.

On voit bien que l'identité raciale entre ces probables turco-mongols et ces possibles berbères convertis relève d'un mythe et confine au délire. Reste le judaïsme religion. Mais comment expliquer alors qu'un athée français antisioniste puisse être juif ?

Jusqu'à la constitution de l'empire russe en Europe orientale, et jusqu'à la fin de l'empire ottoman en pays musulman, de multiples ethnies et confessions différentes cohabitèrent sans trop de heurts pendant les périodes de paix et de prospérité, tandis qu'aux époques troublées, les minorités étaient évidemment les premières visées par l'agitation. La société capitaliste qui repose sur la concurrence et l'uniformisation a produit cet antisémitisme de concurrence qui en période d'exacerbation de celle-ci tend à l'élimination des éléments les moins uniformisés. L'antisémitisme hitlérien cimenta les classes en alliant le socialisme des imbéciles — l'identification du juif au grand capital, par les prolétaires et les classes moyennes, et l'antisémitisme des grands bourgeois, trop heureux de se débarrasser d'une partie de leurs semblables et concurrents.

En fait, tout ce qui précède, et qu'on pourrait, non sans intérêt, prolonger et approfondir à l'infini, relève de l'histoire, de la sociologie, de la géographie humaine et politique. Mais il n'est pas possible de ne pas voir que, depuis le XIXe siècle, qui a vu apparaître à la fois l'antisémitisme moderne et le sionisme, la prétendue question juive et les diverses manières de la poser et de poser son existence relèvent de la pure et simple manipulation politique. Depuis les tsars qui ne se privèrent pas d'exploiter autant qu'ils le pouvaient l'hostilité de leurs populations paysannes slaves et slavophones à l'encontre des communautés juives yiddischophones, longtemps protégées par les rois de Pologne, jusqu'aux puissances occidentales qui, au plus fort du mouvement colonial et impérialiste utilisèrent le problème juif à la fois pour tenter de résoudre la question d'Orient et de parachever le démembrement de l'empire ottoman, tous les dirigeants semblent s'être donné le mot pour préparer le terrain au démagogue qui sut faire de l'antisémitisme l'un de ses principaux thèmes de propagande dans un pays où la question juive était sur le point d'être résolue par l'assimilation pure et simple des citoyens de confession israélite : l'Allemagne de Hitler.

Mais que ce soit pour protéger les citoyens contre les Juifs (Hitler) ou les Juifs contre l'antisémitisme totalitaire (alliance des démocraties et du sionisme), c'est avant tout et une fois encore l'existence du racket étatique que la prétendue question juive sert à justifier. Les manipulateurs ennemis — politiciens sionistes et antisémites — avaient en commun d'invoquer en renfort de leurs manipulations une mythique communauté de destin juive et une étanchéité du judaïsme aux autres cultures qui relevait elle aussi du mythe. L'Etat d'Israël représente l'aboutissement de ce processus, car c'est évidemment ce super-protecteur qui assure désormais à lui seul la perpétuation de la question juive dans le monde entier. Conduit par la logique de sa situation et de sa nature belliciste à soutenir partout les pires régimes exploiteurs et terroristes étatiques — Afrique du Sud, Amérique latine — l'Etat d'Israël ne peut que susciter des sentiments anti-israéliens et antisionistes chez les exploités du monde entier, tout en s'acharnant à dénoncer partout (parfois même à juste raison) un antisémitisme qu'il prétend combattre mais dont il a besoin pour survivre. Face aux innombrables attentats et provocations antisémites de ces dernières années, il suffit de poser la question « à qui profite le crime ? » pour être rangé dans le camp de l'antisémitisme avant même d'avoir eu le temps de lui apporter un semblant de réponse.

Sur tout cela, qui est atroce, il n'est pas question de s'aveugler mais, de même que, sans nier l'existence de l'inflation qui aggrave sans cesse le sort des exploités, les communistes n'ont pas à étudier gravement *la question de l'inflation*, parce qu'ils œuvrent à la destruction pure et simple de l'économie et à la fin de son règne réifiant sur les hommes, de même, parce qu'ils travaillent à l'avènement de la communauté humaine, n'ont-ils pas à se pencher sur *la question juive* parce qu'ils dénoncent en son existence même une survivance de la pré-histoire de l'humanité. *Homo sapiens sapiens* n'est pas un nom juif ni périgourdin. Quand, enfin sujet et maître de l'histoire, l'homme communiste se retournera sur son passé (s'il en éprouve parfois le besoin), il se sentira probablement plus proche de

Le réalisme politique de l'Occident contre le privilège israélien

« Les Etats-Unis ont intérêt à ce qu'Israël survive, mais ils ne peuvent évidemment pas non plus se désintéresser des 130 millions d'Arabes qui règnent sur les réserves mondiales de pétrole.

« ... Il faut qu'Israël soit fort, mais la force d'Israël n'empêche pas les progrès du communisme dans le monde arabe. Pour s'opposer à ces progrès, la meilleure méthode consiste à renforcer les régimes arabes modérés. Voilà pourquoi il est difficile d'affirmer que la force de l'Etat d'Israël sert les intérêts des E.U. en s'opposant aux progrès du communisme dans le monde arabe. Tel n'est pas le cas. La force d'Israël sert seulement à assurer la survie d'Israël. Telle était notre perception du monde en 1973.

« ... la force de l'Etat d'Israël est donc nécessaire à sa propre survie et non à la lutte contre le communisme dans le monde arabe. En conséquence, la force d'Israël ne sert pas forcément les intérêts mondiaux des Etats-Unis au Moyen Orient.

« ... Une des tragédies de l'histoire, selon moi, c'est que les Juifs ont longtemps été persécutés pour leur cosmopolitisme apatride. Aujourd'hui, c'est à croire au contraire qu'ils se soucient seulement de leur problème particulier et personnel dans une partie du monde minuscule. Aujourd'hui précisément où ils auraient besoin d'un Rotschild, ils ont un soldat-paysan. »

Déclarations de Kissinger devant des représentants de la « communauté juive » américaine en 1975 — citées dans *Merip Reports*, mai 1981, pp. 25, 28, 29.

Une même chaîne unissait le père, le fils et l'aïeul.

cet *Homo sapiens* avec lequel il aura renoué pour le réaliser enfin, que de l'épuisant mais peut-être inévitable détour par tant de Juifs et de Bretons.

Un nombre immense de questions réelles se poseront à l'humanité quand elle prendra en main son destin. Il est de notre devoir et de notre intérêt d'étudier toutes celles que nous croyons d'ores et déjà entrevoir. Mœurs, famines, production, répartition des tâches, gigantesque bouleversement de l'appareil productif, reconversion ou élimination de telle ou telle technique, de tel ou tel média, réorganisation communiste des communications, etc. Voilà quelques-unes des questions qui se poseront à l'humanité communiste et que les communistes doivent donc se poser. Mais, malgré son cortège d'atrocités, malgré sa splendeur et sa misère, la question juive est typiquement l'une de ces questions qui disparaîtront d'elles-mêmes et qui donc, littéralement, ne se posent pas.

A lire : le livre remarquable d'Ilan Halevi, *Question juive*, aux Editions de Minuit, Paris.

AUX CAMARADES, AUX GROUPES

Depuis un an se développe une nouvelle campagne d'intoxication à l'occasion d'attentats divers et de l'arrestation de quelques personnes pour faits de "terrorisme" . Le point culminant a été atteint à la fin de l'été sous le prétexte des attentats spectaculaires et meurtriers commis à Paris .

La différence entre ce qui relève des bandes armées du Capital (type "Rue des Rosiers") et ce qui est le fait de l'extrême-gauche (pour simplifier) ressort en général d'elle même . Que l'Etat et les médias les amalgament et s'en servent pour impressionner le peuple n'est guère étonnant . Le but recherché semble être, en premier lieu, de pouvoir taper un peu partout dans les milieux considérés comme subversifs, en second lieu et surtout, de désamorcer d'éventuels risques de montée de la violence incontrolée (y compris dans les prisons) .

Le fonctionnement de l'idéologie anti-terroriste révèle bien ce dernier usage: menaces de Franceschi contre la violence à Vireux, assimilation par le même de la délinquance à un "terrorisme au quotidien", déclaration de Jean Auroux sur les bagarres à Citroën-Aulnay; quant au premier, la multiplication des contrôles, perquisitions, arrestations etc ... est très claire . La phase d'intimidation ouverte (parfois le calibre au poing) s'est un peu tassée à Paris, elle commence à se développer à Toulouse . La campagne suivra son cours avec des hauts et des bas, une intensité diverse selon les lieux et les besoins de la cause . Rien n'indique qu'elle doive se terminer d'elle-même . Au contraire, elle se renforce et s'organise, comme, du reste, l'ensemble du dispositif répressif .

La réaction des milieux révolutionnaires a été des plus étranges . Confrontés au classique double chantage: solidarité sans critique ou critique sans solidarité, personne ne semble tenter une réponse unitaire, comme cela avait été le cas au moment de "L'affaire espagnole" (arrestation de Puig Antich & co) .

Bien sur, les terroristes actuels ont des airs moins ouvriers et des idéologies parfois peu ragoutantes . Mais est-ce le problème ? La façon dont beaucoup se méfient encore plus des camarades emprisonnés que de la police et des journalistes est un signe inquiétant de dégradation du mouvement révolutionnaire . Les 15 années de réactions insuffisantes et de non-clarification pèsent lourd sur nos capacités d'action .

A cela, beaucoup de causes que nous ne discuterons pas ici . Mais il en est au moins une qu'il est possible de combattre . Beaucoup ont, de fait, cédé à l'intimidation en craignant que la moindre solidarité avec les individus frappés ne permette de les amalgamer avec les groupes, leurs idéologies, leurs méthodes; ce qui aurait, entre autres, de pénibles conséquences policières et judiciaires . Nous admettons, au contraire et par principe, que l'on n'a pas à poser de conditions préliminaires à l'aide aux camarades emprisonnés: les trier en fonction de leur idéologie revient à du marchandage pur et simple .

Nous nous proposons de reproduire et diffuser les textes que nous rencontrerons de camarades emprisonnés pour faits de "terrorisme", dans la mesure où ils ne peuvent le faire eux-mêmes . Nous vous proposons de faire de même, et ce, en signant du nom des groupes, afin d'échapper à l'asphyxiante atmosphère de silence gêné où nous baignons, et qui renforce la répression . Nous accompagnerons les textes diffusés du "chapeau" ci-joint . Si vous en désirez, écrivez à notre adresse pour en avoir . On s'arrangera pour le fric .

Nous menons, bien sur, parallèlement, un effort d'élaboration et de diffusion de positions révolutionnaires sur les questions de la violence, de la police et tout le tintouin . Ce qui implique une critique du "terrorisme d'extrême-gauche" mais aussi bien de l'anti-terrorisme d'ultra-gauche ou du sanguinettisme à la mode française .

Mais c'est, pour le moment, l'effort de solidarité pratique que nous désirons mettre en commun . Pour le reste, on verra avec qui c'est possible .

BULLDOZER
B.P. 461
31009 - TOULOUSE CEDEX

Chaque révolte ouvrière rencontre toujours la terreur, partout !

Il n'y a qu'un seul moyen de parer à cette terreur : c'est que les ouvriers ne résistent pas et plient toujours plus bas !

C'est précisément ce que veulent les chefs qui disent, mensongèrement, que la défaite des ouvriers est la conséquence de l'acte de *Van der Lubbe*. Ils veulent décharger leur responsabilité de la banqueroute.

Ils veulent sauver leur prestige !

Il est absurde de vouloir prétendre que la terreur fasciste est la conséquence d'un seul acte du côté des ouvriers.

La terreur était déjà en marche, le nombre des assassinats de travailleurs grandissait de jour en jour. Et le prolétariat était faible, il était réduit à la faiblesse par ses chefs, trop lâches pour défendre leur propre peau et qui interdisaient aux ouvriers qui voulaient se battre, de passer à l'action.

C'est ainsi qu'ils ont fait en Italie, c'est ainsi qu'ils ont fait en Allemagne ; c'est ainsi qu'ils feront partout.

Un prolétariat qui accepte les accusations calomnieuses et mensongères des cliques dirigeantes contre un camarade de classe, parmi les plus actifs et meilleurs, est mûr pour suivre le prolétariat allemand dans la nuit du fascisme.

L'incendie du Reichstag est l'acte d'un prolétaire révolutionnaire qui observait d'une façon aiguë de quelle façon la classe ouvrière a été trahie et qui voulait, par son acte, contrecarrer la démagogie nationale des nazis et la démagogie démocratique des magnats parlementaires.

(MARINUS VAN DER LUBBE, prolétaire ou provocateur ?)

Pour le 50e anniversaire de l'incendie du Reichstag (27 février 1933) !

1982, ANNEE DU TERRORISME

De l'avis de nombreux journalistes, 1982 aura été en France "l'année du Terrorisme". Il faut dire que radio, télé, journaux auront bien fait leur beurre avec les spectaculaires attentats de l'été dernier ; mais également avec la poursuite et l'arrestation de nombreux militants regroupés sous l'étiquette fourre-tout de "Action Directe".

Que les médias amalgament les attentats anti-sémites aux attaques contre des banques, des diplomates ou des flics n'a rien d'étonnant. Leur fonction est de jeter de la poudre aux yeux et non d'expliquer comment des gens s'organisent pour combattre cette société.

Nous pouvons parier gros que l'attentat de la rue des Rosiers, comme, il y a deux ans celui de la rue Copernic, est le fait de bandes armées au service des Etats, sans doute liées aux services secrets ; peut-être même du Mossad (Services secrets Israéliens). Pour en arriver à les identifier avec l'activité de groupes d'extrême gauche, il a suffi de qualifier arbitrairement ceux-ci de terroristes, et de prétendre que leur violence est aveugle, leur idéologie floue, qu'ils n'obéissent qu'à la logique de la bombe et de la machette. Comment, s'interrogent gravement nos "spécialistes", peut-on vouloir s'opposer par la force à une société qui permet une telle concertation ? Il faut être très irrationel, peut-être fou.

Il est au contraire évident qu'il y a de très bonnes raisons de s'opposer à la société bourgeoise et à ses représentants, y compris le gouvernement socialiste. Le bilan d'un an et demie d'Etat de Grace est édifiant : une accélération sans précédant des mesures d'austérité et de répression.

Mais surtout, les individus poursuivis pour faits de terrorisme ont bien souvent eux-mêmes exprimé leurs raisons, que les journalistes se sont bien gardés de rendre publiques. Ces individus étant traqués ou emprisonnés, il leur est particulièrement difficile de faire connaître leur avis sur la question et de répondre aux calomnies et mensonges des journaux et de la police.

1982:ANNEE DE L'AUSTERITE ET DE LA REPRESSION

-Flicage et vidage massif des immigrés, fermeture des frontières
-Maintien du nucléaire
-Chasse ouverte aux délinquants et droit de tuer pour les flics
-Sabotage de la Sécurité Sociale
-Baisse des salaires réels
-Pauvérisation et écrasement des chomeurs
-Expulsion des squatters en hiver
-[illegible], A Chanteny, à Toulouse (MAS) Les flics contre les ouvriers
-[illegible]ment de la police, équipement modernisé
-[illegible] de tout ce qui bouge
-[illegible]ation internationale des flics et des tribunaux
-[illegible]ot protégeant les propriétaires contre les locataires
-[illegible]ion de la situation des immigrés

... et 10 000 flics de plus en 1983 ...

Nous prenons donc sur nous de reproduire et diffuser les textes de ces individus et de leurs groupes, quand cela n'a pas encore été fait . Parce que la solidarité avec des camarades capturés ou poursuivis par la police est une question de principe pour des révolutionnaires .

La publicité faite à leurs positions n'implique ni accord ni désaccord avec leur idéologie ou les moyens de lutte qu'ils ont choisi . L'usage de la violence est un besoin du prolétariat, et il est certainement utile de discuter le pourquoi et le comment de cette violence . Mais il est très malsain de laisser aux hommes d'Etat, juges, flics et journalistes le soin de juger quels sont les bons moyens de combattre l'exploitation . Le débat doit être mené entre exploités .

Pour permettre ce débat, nous commençons donc par donner la parole à des gens qui ont quelque chose à en dire parce qu'ils font actuellement usage de la violence de manière organisée . Les prolétaires pourront ainsi juger sur pièce, et non sur les ragots de quelques journalistes en mal de copie .

Nous comptons, bien sur, participer au débat, et publierons prochainement nos propres analyses et positions sur la question de la violence, de la répression et de la mythologie du terrorisme . Donc: à suivre ...

BULLDOZER
B.P. 461 -31 009 - Toulouse Cedex

De nombreux textes de militants emprisonnés ou de groupes poursuivis sont actuellement disponibles auprès de la Librairie "Le Jargon Libre": 6, rue de la Reine Blanche - 75013 - Paris . On y trouve en particulier:
-Les brochures du comité "Défense Active" (même adresse) qui s'occupe du soutien à ces camarades; le premier numéro est consacré à "Action Directe" .
-Deux textes de "Action Directe": "Pour un projet communiste" (mars 1982) et "Sur l'Impérialisme américain" (avril 1982), édités par DOCOM c/o Librairie "L'encre Sympathique", 93, rue Saint Laurent, 38000, Grenoble .
-Des brochures, tracts, affiches de "Subversion" (dont se revendique Frederic Oriach) adresse: Librairie "La Boulangerie", 67, rue de Bagneux, 92120, Montrouge .
-Egalement des textes de la RAF (bande à Baader), des Brigades Rouges, des CARI etc...

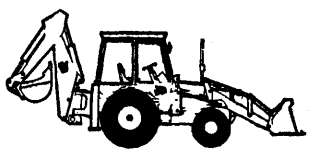
camarade Bulldozer, faut pas pousser !

Les tracts des camarades de Bulldozer ont au moins le mérite de poser une question que les groupes du courant révolutionnaire esquivent, du moins dans leurs publications : quelle attitude adopter face au « terrorisme à la française » ? Nous sommes d'accord avec le principe que « l'on n'a pas à poser de conditions préliminaires à l'aide aux camarades emprisonnés ». Encore faudrait-il définir deux mots litigieux : quelle forme peut prendre l'« aide » ? Et qui sont nos « camarades » ?

Comme nous l'expliquons dans « Le Roman de nos origines », au chapitre concernant l'affaire Puig Antich, le minimum pour tout révolutionnaire emprisonné nous semble être de se refuser à revendiquer un statut politique. Il y a une façon plus discrète de revendiquer ce statut : c'est d'exiger la libération d'*un* prisonnier à l'exclusion de tous les autres, sous prétexte que la motivation de ses actes était politique. Nos actes et nos écrits doivent contenir l'exigence permanente de la libération immédiate de *tous* les prisonniers. Le saccage réjouissant du musée de la Légion d'Honneur a malheureusement servi à rappeler l'existence du seul scandale de l'enfermement d'Oriach. Etre révolutionnaire ne doit pas devenir un privilège. Le minimum pour quiconque se reconnaît dans les actes du prolétariat, est de ne pas dissocier son sort de celui des prolétaires enfermés. Il reste que, comme nous le disons aussi au chapitre cité, sans fraternité, les liens entre radicaux ne sont rien, et leur pratique comme leur théorie se disqualifient. Quelle forme peut donc prendre notre « aide » ? Sur le terrain de l'adversaire, nous ne pouvons pas grand chose : simplement fournir une assistance matérielle (avocats, fric, etc.). Le plus important est toujours de faire connaître nos positions sur les raisons qui ont conduit un camarade en prison. Il faut effectivement lutter contre les déformations des médias ou la conspiration du silence, qui entourent toujours un emprisonnement. Mais c'est là où le bât blesse, où nous nous séparons des camarades de Bulldozer : ceux que l'Etat qualifie de « terroristes » sont-ils des camarades et faut-il diffuser leur littérature ?

La théorie communiste d'Action Directe, telle qu'elle ressort de leurs deux brochures (*Pour un projet communiste* et *Sur l'impérialisme américain*) ressemble assez au paté d'alouette : une alouette de théorie communiste, un cheval de gauchisme style Gauche Prolétarienne et d'anti-impérialisme débile. Nous ne critiquons pas ceux qui, par sympathie individuelle, apportent leur aide matérielle à tel prisonnier plutôt qu'à tel autre. Mais tout ce que *La Banquise* peut faire pour des gens emprisonnés qui se revendiqueraient de ces deux brochures, ce sera de les critiquer, en situant cette critique dans une analyse plus générale du terrorisme groupusculaire et du terrorisme d'Etat. Mais il y a plus grave encore à nos yeux : ceux qui, de quelque façon que ce soit, auraient des contacts avec une quelconque fraction de l'OLP se situeraient dans le camp de nos ennemis. Nous n'avalons pas les contes de l'Etat français qui a cherché à prouver les liens entre tel ou tel de ses prisonniers et des organisations palestiniennes. Mais nous ne pouvons nous reconnaître dans un antiimpérialisme à sens unique. « La dénonciation systématique d'un des impérialisme à l'exclusion des autres fait le jeu de l'impérialisme dans sa totalité, comme système mondial. » La Banquise ne peut avoir de relations avec des gens qui ne partagent pas cette position minimum. Nous n'éprouvons de sentiment de fraternité que pour ceux qui pensent, comme nous, que *tout nationalisme est contrerévolutionnaire.* La dénonciation du sionisme doit s'accompagner de la dénonciation du programme de l'OLP. Les révolutionnaires professionnels qui risquent leur peau pour soutenir la cause de la construction d'un nouvel Etat ne sont pas des camarades : ce sont des soldats.

Si le combat de ces soldats se heurte à une déformation systématique de la part des médias, ne serait-ce pas que leur pratique s'y prête ? La destruction d'ordinateurs par le CLODO a beau avoir entraîné un délire de pisse-copies, c'était un acte limité, certes, mais qui contenait en lui-même sa propre signification. Les attentats assortis de slogans antiaméricains et antisionistes, dans une période où avaient lieu d'autres attentats procédant d'une stratégie de la tension étatique, cette pratique qui à aucun moment ne s'est démarquée nettement du terrorisme à la Carlos, ne pouvait que prêter à confusion. Nous pourrions peut-être, avec d'autres groupes et revues, exiger des libraires qu'ils fassent leur travail et ne refusent pas de diffuser des textes sous prétexte d'amalgames policiers. Mais nous n'irons certes pas jusqu'à prendre en charge la diffusion de textes avec lesquels nous sommes fondamentalement en désaccord.



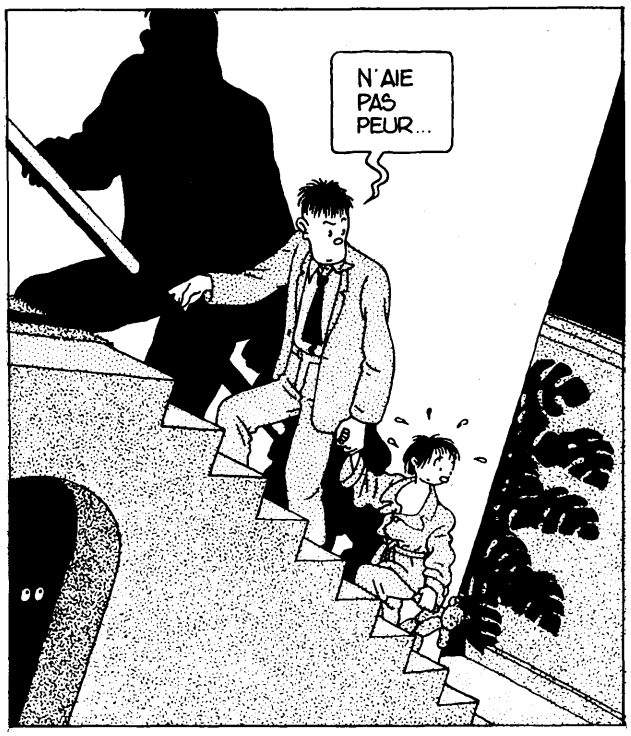
ami(e)s pédophiles, bonjour !

Nos allusions à la « pédophilie » dans « Pour un monde sans morale » (*LB* n° 1), ont fait froncer le sourcil à certains. On nous a objecté qu'à la différence des relations sexuelles entre enfants et enfants, ou entre adultes et adultes, les relations sexuelles entre enfants et adultes risquent de se résumer au pire à un rapport de force, caché ou ouvert, au mieux à l'imposition d'un modèle sensuel qui ne correspond pas forcément aux désirs enfantins. En fait, vraie ou fausse, cette problématique est valable pour toutes les relations entre enfants et adultes. Nos contradicteurs versaient dans cette obsession répressive de la sexualité qui était justement visée par l'article.

Si la pédophilie est la plupart du temps misérable, il en est de même de tous les rapports « sexuels » et amoureux. Il n'est pas nécessaire d'être un révolutionnaire pour voir que le supplément de misère de la pédophilie est le fruit de sa répression sociale. Un pédagogue libéral américain n'explique-t-il pas que le principal traumatisme que subit l'enfant « victime » d'un satyre provient de ses parents qui en font tout un plat, alors que lui, s'il n'y a pas eu violence, aurait plutôt tendance à s'en foutre ?

A moins de renoncer à tout rapport avec les enfants, les adultes ne peuvent s'aveugler sur le fait qu'ils exercent vis-à-vis d'eux une fonction pédagogique. C'est cette fonction-là qu'il faut comprendre et critiquer. Brûler les écoles n'est qu'un premier pas, nécessaire mais insuffisant dans la perspective de l'abolition de la séparation entre production matérielle et idéelle, entre apprendre et faire.

En tout cas l'existence d'institutions qui prétendent régenter les caleçons est aussi insupportable là qu'ailleurs.



Est-il vraiment plus nocif d'apprendre à un enfant à se branler que de lui enseigner le catéchisme ? Que les cathos de gauche de *Témoignage Chrétien* aient cru devoir voler au secours de la police dans l'affaire du Coral nous ferait presque regretter ces curés de campagnes qui communiquaient aux enfants les deux savoirs à la fois.

pravda / public opinion

Comme il y a une histoire de l'« homme » ou de « la nature », il y a une histoire de la vérité. L'idée qu'il existe des lois du monde, des faits objectifs, bref une « vérité » à découvrir date plus ou moins de la Renaissance. Cette conception nouvelle était contemporaine, par exemple, de la découverte de la perspective en peinture. Jusqu'alors, les vérités — ou la vérité — n'existaient pas indépendamment du sens que leur conféraient les réalités divine et terrestre. Astronomie et astrologie étaient une seule et même science. Les « faits » n'avaient pas d'existence en eux-mêmes. Or, l'information, la presse — comme l'opinion publique — ne peuvent naître qu'en un monde où la vérité est réputée exister par elle-même, indépendamment de son appréhension.

Tant que l'esprit humain ne se voua pas à ce dieu jaloux : la vérité objective, les fous passèrent pour des porteurs de lumière. On a renoncé depuis à déchiffrer leur message pour privilégier une connaissance rationnelle, c'est-à-dire vérifiable, tandis que la vérité du fou ne peut être reçue que si on l'admet dans sa singularité.

Récit qui rassemble les hommes et leur offre une prise sur le monde, le mythe emporte l'adhésion sans pour autant se donner pour réel. Les péripéties du récit mythique ne sont pas considérées comme des « faits » : seul compte le message dont le mythe est porteur. Si les mythes religieux tiennent encore aujourd'hui, c'est par ce qu'ils suggèrent et ordonnent — c'est-à-dire par le rapport social qu'ils organisent — sans que personne ne croit à leur réalité comme l'homme moderne croit, depuis la Renaissance, à la réalité des phénomènes vérifiables.

Contemporaine de la science moderne, l'idée de vérification introduit une rupture décisive dans les représentations humaines du monde et de l'homme. Au sein des cultures archaïques, la nature entière parlait à l'homme. Vinrent ensuite les cosmogonies religieuses, pour lesquelles la création accomplissait un dessein extérieur à l'homme. Mais avec l'avènement de la vision scientifique du monde, les choses se mettent à exister par elles-mêmes, seules comme l'homme est seul ; elles entretiennent des rapports régis par des lois que la vérification établit et révèle. On a beaucoup de mal à saisir aujourd'hui que ce point de vue qui paraît si simple désormais fut terriblement difficile à acquérir : il y fallut rien moins que le travail d'arrachement de l'homme au reste de la nature.

Le règne de ce regard extérieur au monde ne demeura pas longtemps sans partage. Dès la fin du XIXe siècle, le positivisme entra dans une crise qui n'a depuis cessé de s'approfondir. Si le sens commun continue de s'appuyer peu ou prou sur le positivisme, l'art et la science ne cessent quant à eux de se heurter à la même évidence : la réalité se dérobe. Dans la science du concret par excellence, la physique, le savant constate qu'en observant, il modifie ce qu'il observe.

Réaction à cette crise, la perte de confiance dans le réel conduit à la décadence : jouer des références pour elles-mêmes et non plus pour ce à quoi elles renvoient, multiplier les signes et les valeurs. Ces tendances réapparaissent sous différents noms tout au long du XXe siècle, en même temps que s'exprime sous différentes formes la nostalgie d'une connaissance non-discursive, qui ne soit pas séparée de l'objet à connaître. Comme dans bien d'autres domaines, les manifestations les plus récentes marquent souvent une nette régression par rapport à d'autres, plus anciennes. La simple comparaison du *Grand Jeu* de 1925 avec les bondieuseries essoufflées des beatniks de 1955 suffit à s'en rendre compte.

Esthétisme décadent et nostalgie d'une vérité extra-rationnelle sont les maladies chroniques d'un monde dans lequel le savoir s'est séparé de l'expérience humaine immédiate.

L'idée d'une supériorité de « la vérité » sur l'oppression, d'une force des faits qui finirait par triompher tôt ou tard de l'obscurantisme et de la dictature, relève d'un illuminisme qui a animé les luttes de la bourgeoisie montante avant d'être repris par un socialisme qui se voulait plus démocratique que le capitalisme. Pourtant « tous les

> « On pourrait dire qu'un mythe est une histoire, une fable symbolique, simple et frappante, résumant un nombre infini de situations plus ou moins analogues. (...) »
>
> « (...) Le mythe paraît lorsqu'il serait dangereux ou impossible d'avouer clairement un certain nombre de faits sociaux ou religieux, ou de relations affectives, que l'on tient cependant à conserver, ou qu'il est impossible de détruire (...).
>
> Celui-ci cesse d'ailleurs d'être un vrai mythe dès qu'il se trouve privé de son cadre sacral, et que le secret mystique qu'il exprimait en le voilant, se vulgarise et se démocratise (...).
>
> Lorsque les mythes perdent leur caractère ésotérique et leur fonction sacrée, ils se résolvent en littérature. »
>
> D. de Rougemont, *L'Amour et l'Occident*, UGE, 1974 (1re édition en 1939), pp. 14, 16, 197 et 203).

efforts de la violence ne peuvent affaiblir la vérité, et ne servent qu'à la relever davantage. Toutes les lumières de la vérité ne peuvent rien pour arrêter la violence et ne font que l'irriter encore plus. Quand la force combat la force, la plus puissante détruit la moindre : quand l'on oppose les discours aux discours, ceux qui sont véritables et convain-

cants confondent et dissipent ceux qui n'ont que la vanité et le mensonge : mais la violence et la vérité ne peuvent rien l'une sur l'autre ». Ainsi en jugeait Pascal, imperméable à l'optimisme progressiste qui n'allait pas tarder à devenir l'idéologie dominante. Si l'oppression, aussi féroce fût-elle, n'a jamais réussi à étouffer la pensée critique, cette dernière, aussi vraie fût-elle, n'est jamais, à elle seule, venue à bout de l'oppression. Si la philosophie des Lumières a fini par triompher, ce n'est évidemment pas parce qu'elle aurait représenté une vérité absolue, mais bien plutôt parce qu'elle servait et exprimait des rapports sociaux qui subvertirent et dissolvèrent peu à peu les anciens. Pour Pascal, seul Dieu pouvait trancher en dernier ressort, l'indépassable débat entre la violence et la vérité. Ceux qui croient que la vérité des faits, en elle-même, menace l'idéologie dominante, sont *en deçà* de Pascal. Ils demeurent les victimes d'un positivisme depuis longtemps réfuté sur le terrain philosophique mais toujours actif sur le terrain où l'ordre social plonge ses racines : celui du sens commun.

Aujourd'hui encore, en effet, la conscience du caractère relatif de toute vérité demeure dans le flou artistique ou sur les hauteurs éthérées de la science. L'idée qu'il existe une vérité des faits fonde l'idéologie de l'objectivité qui sert ce monstre moderne : les informations.

Longtemps l'information ne fut pas séparée de l'action. Les informations sur le cours du monde étaient réservées aux classes dirigeantes. Les classes populaires disposaient quant à elles d'un savoir et de croyances directement pratiques, et les « nouvelles » qu'elles recevaient ne concernaient qu'une sphère à leur portée.

Aujourd'hui, les classes « dirigeantes » ne dirigent que ce que les mécanismes économiques leur laissent diriger — pas grand chose — et elles disposent d'à peine plus d'informations que les classes populaires. Chaque jour, le prolétaire moderne est bombardé de plus d'informations sur le cours du monde que son ancêtre n'en recevait en toute une vie. Mais cette masse d'informations, séparée de sa vie présente, dépourvue de toute portée pratique, a pour effet de rendre le prolétaire moderne au moins aussi impuissant, *dans l'immédiat*, que l'était le prolétaire d'autrefois. Ce dernier était séparé de ses semblables par la police et par la misère absolue ; le prolétaire d'aujourd'hui, pour retrouver les siens et un quelconque pouvoir sur sa propre vie, devra détourner à ses propres fins les techniques de communication qui ne servent pour le moment qu'à lui communiquer les mille reflets de son impuissance. La société communiste est celle où ne sont pas séparées production matérielle et production de connaissance. Le savoir est diffus dans toute la société. Chaque homme a accès directement à la connaissance des mécanismes qu'il met en jeu.

L'information — sérieuse ou non — celle des livres reconnus comme celle de la radio, a pris le relais de la religion et de la philosophie. C'est quand la coexistence de l'individu et de la société est devenue une question qu'est née la philosophie. Elle apportait une suite de réponses, c'est-à-dire surtout une manière de poser la question. Puis, quand une totalité aussi envahissante que celle des rapports marchands et salariaux est venue occuper toute la scène, la philosophie s'est réduite à une interrogation sur sa propre agonie. A sa place ont surgi les médiations nécessaires à une vie sociale de plus en plus organisée par le capitalisme.

Dans une société où l'on perd la maîtrise de ce que l'on fait et de ce que l'on est, on perd aussi celle de ce que l'on pense. Alors, les pensées globalisées de la société nous sont ensuite projetées comme si elles exprimaient notre être profond. Certes, avant le capitalisme, les idées dominantes étaient déjà celles des classes dominantes, de l'Etat, de la religion. Encore fallait-il que l'ouvrier du XIXe siècle reçoive les idées réactionnaires et, le cas échéant, qu'il les reproduise et les réagence pour lui-même, au café, à l'église, etc.

Comme l'Etat est la matérialisation d'une réalité à la fois commune et extérieure aux individus, l'opinion publique résulte de la constitution des pensées individuelles isolées en sphère autonome. De même que, dans l'économie, la production et la circulation des biens matériels sont séparées, de même la production et la circulation des idées sont distinctes dans l'opinion publique. Et, comme dans l'économie, la mise en commun s'effectue après coup. L'opinion publique, composée d'opinions privées sur les affaires publiques, apparaît alors, sous une forme inversée, comme fondatrice et créatrice d'idées. De cette réalité extérieure, on croit que toute réflexion découle alors qu'elle est un produit social.

Le capitalisme moderne apporte cette monstrueuse innovation d'une opinion démocratique qui n'est que la somme des idées de l'ensemble des individus dépossédés d'eux-mêmes et expropriés de leur pensée.

Au contraire de la religion et des courants de pensée qui l'ont précédée, l'opinion publique ne se présente pas

comme une vision du monde particulière. Elle est simplement perçue comme le réceptacle de pensées de l'époque. Plus elle se donne pour nourrie de faits et débarrassée de présupposés idéologiques, plus elle est abstraite et déréalisée. Elle s'abstrait des conditions réelles de vie pour débattre sans que le débat soit en prise avec une pratique effective. Et pourtant le débat ne porte pas sur n'importe quoi. Son terrain est bien celui de notre existence réelle. Mais il existe encore entre notre vie et l'opinion — ce que « tout le monde » pense — le même rapport d'aliénation, de transformation en un autre qui nous écrase, qu'entre notre travail et les objets que nous consommons. Et cela — même pour celui qui produit directement l'objet ou l'idée. L'ouvrier de l'automobile peut bien s'acheter une voiture, il demeurera séparé de son produit et de lui-même. De la même manière, et aussi subversif qu'il se veuille, l'intellectuel qui intervient dans les médias est assuré que ses propres idées, passées à la moulinette de l'opinion publique, ne serviront qu'à l'asservir un peu plus lui-même.

L'existence d'un « public » va de soi dans le monde moderne, mais les spectateurs de théâtre de la Grèce antique n'étaient pas plus un public que les participants aux fêtes villageoises. Le public est né avec l'Etat moderne, avec la police, avec le roman et la notion de « vérité » au sens actuel — bref, il n'y a guère que deux ou trois cents ans.

En Angleterre, ce n'est pas avant 1731 qu'on verra apparaître un mensuel, le *Gentleman's Magazine*, rédigé et publié par des membres de la classe moyenne, sans le patronage ni le mécénat de la Cour ou d'un quelconque grand personnage.

Dès qu'elle naît, l'opinion bourgeoise se concentre. Les grands libraires et imprimeurs possèdent ou manipulent les principaux canaux de l'opinion et ce « quasi-monopole » (I. Watt) entraîne un monopole des rédacteurs. On répète à l'époque que cette concentration a pour effet de transformer la littérature en un simple échange marchand. Daniel Defoe l'affirme dès 1725 : l'écriture est devenue une branche importante du commerce anglais avec les libraires pour patrons et les auteurs pour employés. Malgré les différences, c'est toute l'Europe du XVIIIe siècle qui voit surgir une opinion publique qui, dès le début, s'attarde à réfléchir à son propre sort.

En même temps, la phrase du juge Holmes que vous citez — « Il n'est pas de meilleur critère de la vérité d'une pensée que sa capacité à se faire accepter sur le marché » — n'est-elle pas une monstruosité ?

D. BOORSTIN. Il faut situer la phrase de Holmes. C'est un juriste qui n'a cessé de répéter que la certitude n'était jamais que la preuve d'une conviction personnelle. Il avait tout simplement le courage de douter. Jefferson ne disait pas autre chose : nous ne devons pas craindre la vérité, pensait-il, aussi longtemps qu'une idée peut rencontrer la compétition d'autres idées sur le marché.

Extrait d'une interview de D. Boorstin, auteur de *Histoire des Américains*, in *Libération*, 11 février 1982.

Une fois secouée l'emprise de la religion et de l'Etat, les libraires-éditeurs entreprenants se multiplièrent en France et à l'étranger. *La Lettre sur le commerce de la librairie*, de Diderot, exprime la conception moderne de l'édition et aborde les problèmes de la propriété littéraire et de la liberté de la presse. Cette conception, qui accorde plus d'importance à la circulation du livre qu'à sa rédaction montre que, comme toute autre marchandise, le livre n'est pas tant produit pour son contenu que pour être vendu. Acheteur de livres comme d'autres biens, l'homme moderne a des « besoins » d'information et d'évasion qu'il satisfait en se rendant sur le marché pour y acheter des objets.

L'opinion publique est la création d'un réseau de liens entre individus par des pôles rivaux, au sein de la classe bourgeoise montante, pendant la période de colonisation de la société par le capital. Quand ce dernier a tout envahi, ne subsistent plus que des gestionnaires, et ce réseau interindividuel a produit une sphère et un « problème » de la circulation des idées et des sentiments : la communication. Ce qui était fluide, concurrentiel, devient institution et monopole, mise en relation des êtres par l'intermédiaire d'organes spéciaux qui produisent des informations : les médias.

Pour avoir été à un moment ou un autre directement confronté aux « faits » qu'évoquent les médias, chacun a pu vérifier que ces « informations » qui composent l'image que l'homme moderne a du monde fourmillent de mensonges. Doit-on pour autant exiger des journalistes qu'ils soient honnêtes et respectent leur « déontologie » ? Doit-on exiger une description « véridique » de la vie moderne, exiger — et, au besoin, créer — une télé, une radio, des journaux, un cinéma « militants » ? Le révolutionnaire doit-il en appeler à l'opinion publique ?

Dans un monde sur lequel les hommes n'ont guère de prise, les médias découpent des tranches de réalité, du point de vue du pouvoir (médias inféodés), du point de vue *des* pouvoirs (médias objectifs), du point de vue des candidats au pouvoir et des pouvoirs potentiels (médias militants). La masse d'informations ainsi produite comporte donc un certain nombre de mensonges grossiers : la version policière du phénomène terroriste par exemple, ou les divagations journalistiques sur le Cambodge, ou encore, il n'y a guère, les sottises militantes à propos de la Chine. Mais le mensonge essentiel provient du découpage de la réalité : on isole, on grossit, on minimise, on sélectionne selon une double logique — celle des pouvoirs et celle du spectaculaire. De toute manière, la réalité ainsi restituée est toujours présentée de façon à ne revêtir qu'un seul sens, toujours le même, quels que soient les faits : il s'agit d'une réalité sur laquelle les hommes ne peuvent avoir d'autre prise que par la médiation de la politique ou... des médias. Produit d'un monde qui nous échappe, le spectacle est là pour nous dire que ce monde ne peut que nous échapper.

Le média — comme ce nom bâtard, faux retour au latin par l'intermédiaire de l'étatsunien l'indique — est ce qui relie le séparé. Avant le triomphe du capitalisme, les idéologies dominantes imposaient évidemment leur point de vue. Mais elles le faisaient directement, en se donnant comme l'interprétation unique. Les médias se présentent aujourd'hui comme non-idéologiques, obsédés par le fait brut et les données chiffrées. Quand une idéologie occupait autrefois le terrain, c'était sans tolérance. On pouvait ou non l'en déloger. Aujourd'hui, les médias reposent sur

le postulat de l'information, c'est-à-dire qu'ils prétendent apporter des données neutres à un public qui se chargera de les interpréter. En réalité, là où autrefois couraient des rumeurs — que l'on croyait ou non — le média fait en sorte que, de nos jours, un événement n'existe que s'il est rapporté, donné à voir par les médias. Tout événement se doit d'être doublé par sa représentation médiatique. La société de la dépossession radicale suscite un dédoublement radical. La réalité n'a de réalité que si son image est présentée dans les médias.

> La presse est-elle un messager ? Non : elle est l'événement. La presse est-elle un discours ? Non : elle est la vie. Non seulement elle prétend que les vrais événements sont ses informations sur les événements, mais elle arrive à produire cette impression que les événements, et parfois même les conditions de leur possibilité, sont reproduits avant de se produire.
>
> **Karl Kraus (1874-1936)**
> (In dieser grossen Zeit *Die Fackel* 404-1914).

Lors des bacchanales de la démocratie, en période électorale, la quête du double atteint une intensité extraordinaire. La démocratie est elle-même une représentation. Les élus sont une image des citoyens. Pendant la campagne, avant donc que cette image ne soit fixée, les sondages en donnent à l'avance une image. Le jour même du vote, enfin, un système est mis en place pour obtenir, quelques heures à peine avant le résultat officiel, une image plus précise encore de la future image, à travers une image du corps électoral. (Et tel artiste d'avant-garde fait bien des photocopies de corps humains...)

Les événements médiatiques (scandale autour d'une émission de télévision, affaires Holocauste, Faurisson, etc.) n'existent que par les médias. Mais la différence est parfois mince entre réalité purement réelle et réalité purement médiatique... Lors des dernières élections présidentielles étatsuniennes, on a pu dire qu'Anderson était une pure création de la presse et des télés. On en avait fait un concurrent réel, l'artisan d'un renouveau conservateur qui, en fait, n'existait pas. Mais que sont les Marchais, Mitterrand, Chirac, Thatcher ou Kohl, sinon des porteurs, des projecteurs d'images différentes qui n'existent et ne fonctionnent qu'en mettant en valeur leur différence ?

L'ouvrier de 1850 vivait au café ses idées conformistes ou critiques. L'homme capitalisé vit à la télévision. Vivre dans le média c'est littéralement être au milieu, dans l'entre-deux, dans le vide, dans l'espace de la circulation — après avoir dû donner huit heures de sa vie dans l'espace de la production. Nous sommes dans le monde de la simulation (le contraire du jeu) : les patrons ont leurs ordinateurs pour gagner toujours plus de temps en simulant les processus économiques ; les dirigeants simulent les conflits nucléaires qu'ils nous préparent, les prolétaires regardent la télévision, leurs enfants se passionnent pour les jeux vidéo qui simulent tout : le tennis, la guerre réelle ou galactique, la conduite automobile. L'essentiel, dans ces simulacres de jeux, est que l'on donne une image de ce que l'on ne peut pas faire. A l'horizon de l'hypertrophie médiatique pointe une opinion publique revenue de tout et qui n'ayant plus rien à dire, se borne à regarder. La simulation est l'activité rêvée d'un univers où le besoin d'activité réclame satisfaction mais se contente d'une action en image, d'une image d'action.

Le film *Tron* est annonciateur d'une époque où l'on ne recherche plus l'aventure par la machine — la voiture des années 50 dans *la Fureur de vivre* — mais carrément *dans* la machine, en elle. Le cauchemar du Charlot des *Temps Modernes* — le prolo métamorphosé en rouage mécanique — devient un rêve héroïque : métamorphosé en composant de l'ordinateur, l'homme y livre des joutes électroniques. Communication : mise en commun. Que reste-t-il, dans *Tron*, de *commun* entre l'homme et ses *semblables* ? Il leur a échappé. Las de contempler des signes codés sur un écran, il est passé lui-même de l'autre côté de l'écran. Enfin et complètement *déréalisé* son unique plaisir est désormais de ruser avec un programme.

Au contraire de l'activité, par laquelle on approfondit son intégration au monde et à soi-même, la fréquentation des médias est désintégratrice. Le monde des médias ôte leur réalité et leur sens aux mots — non plus en leur imposant un autre sens qui lui serait propre, ce qu'on pourrait encore critiquer, mais en cultivant le n'importe quoi, la multiplicité et la confusion des sens.

Le triomphe de la civilisation médiatique est complet lorsqu'elle parvient à attirer la critique sociale sur son terrain. Au lieu de se demander comment changer la société et de s'atteler aux tâches ainsi définies, les insatisfaits s'emploient à mobiliser les médias pour faire savoir au public ce qu'est la société et ce qu'il conviendrait de faire. Dans les périodes de crise comme la nôtre, on voit se multiplier les films dont l'intrigue repose sur la nécessité d'« alerter » la presse pour qu'elle fasse le relais de ce qui s'est passé auprès du public, comme si les acteurs de l'histoire (aux deux sens de ces deux mots) étaient incapables d'agir par eux-mêmes. Il faut et il suffit que « cela se sache ». Une fois informé, le « public » réagira... Le triomphe n'est plus désormais d'abattre l'adversaire mais de le démasquer aux yeux de l'opinion publique.

Dans ces conditions, s'adresser à « l'opinion publique » signifie qu'on le veuille ou non retomber dans la propagande, c'est-à-dire osciller entre l'illusion positiviste et la manipulation. Il s'agit toujours de « faire prendre conscience » que ce soit aux « gens » ou aux « ouvriers ». On ne sort pas de la problématique léniniste d'une conscience née en dehors des pratiques de classe qu'il s'agit d'insuffler de l'extérieur. Moins le propagandiste se fera d'illusion positiviste sur la seule force de la « vérité » plus il devra se résigner à manipuler en recourant aux techniques du spectacle : sensationnalisme, simplification débilitante, slogans... Le propagandiste est forcément un publicitaire naïf, la propagande est contrainte de rejouer à tous les coups la naissance des médias. Que fait le militant, en effet ? Par des tracts, des manifs, etc. il tente de convaincre le « Français moyen » ou le prolo moyen, ou l'homosexuel moyen de l'urgence de telle question, indépendamment d'une pratique commune ou de toute activité possible avec ceux qu'il veut atteindre. Le propagandiste s'adresse à la conscience, aux idées du public qu'il vise, il lui demande de réfléchir, comme le journal télévisé l'invite à s'intéresser à tel événement. Mécontent des médias dominants, le propagandiste s'efforce de leur susciter des concurrents (ce

que sont, par exemple, les manifestations). Il fait de la pub, en plus pauvre, en moins bien. Et lorsqu'il ne veut pas faire son propre média, il cherche à influer sur les médias dominants, sans comprendre que ceux-ci déformeront *toujours* son message, jusqu'au jour où ils le restitueront dans sa totalité, quand il aura cessé de gêner. La révolution ne sera pas télévisuelle. De même que la démocratie dispose de tous les moyens de la dictature et sait les utiliser quand le besoin s'en fait sentir, les médias, qui restituent en temps normal des vérités contradictoires, discordantes et confuses, savent, en période de crise, imposer une vérité officielle.

> « Pendant l'occupation du Bureau Central des Changes, des gens de la télévision (Antenne 2) viennent filmer ce qui se passe mais ils arrêtent rapidement car comme ils le disent : « c'est pas possible, vous arrêtez pas de rigoler, c'est pas crédible ». Ils ne recommencèrent à filmer que lorsque les grévistes eurent cessé de rire. Un des techniciens dit à l'un d'entre nous : « Tu comprends, au montage, on coupe systématiquement les images où on voit des grévistes rigoler. » (*Grève du printemps 1982 à la Société Générale*, L'Insécurité Sociale, 1982, p. 9.)

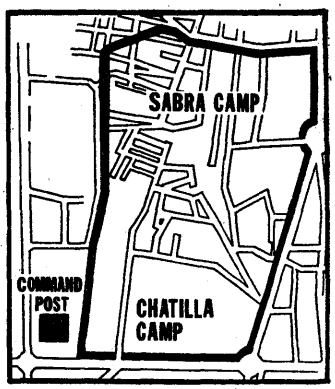
Qu'y aurait-il de changé dans nos vies si nous avions tout loisir de regarder et de lire en *spectateurs* une description véridique de notre misère ? La télévision, le journal, ne mentent pas tant par ce qu'ils disent que par le faux rapport qu'ils instituent entre eux et nous : rapport dans lequel nous recevons des informations sans agir, en dehors de toute activité. Quand bien même toutes les informations d'un journal télévisé seraient exactes, la relation du téléspectateur et de ces informations resterait fausse puisque déréalisée : le téléspectateur est soigneusement maintenu dans une situation où le monde et les événements qui le composent ne sont plus qu'une série d'informations. Au contraire, chaque fois qu'il y a activité visant à transformer le monde, activité révolutionnaire, la transmission d'idées s'établit entre des gens qui sont déjà plus ou moins sur la même longueur d'ondes, déjà engagés dans une même pratique, si minime soit-elle. On a vu, en mai 68, comment des informations quand elles s'intègrent à une pratique, peuvent se transformer en connaissance immédiate et servir de liens entre des gens. L'essentiel n'était évidemment pas le baratin des commentateurs radios mais le simple fait qu'ils annoncent où « ça pétait ». L'Etat n'a d'ailleurs pas tardé à tirer la leçon de ce détournement des médias, en interdisant les reportages en direct des manifestations. Le texte révolutionnaire, même s'il revêt la forme (certainement pas neutre) d'un livre publié chez Buchet-Chastel, tente toujours de jouer sur ce qu'il y a de *déjà commun* entre auteur et lecteur. La communication de masse relie au contraire entre eux des gens qui n'ont d'autres liens que les très abstraites relations capitalistes. L'activité révolutionnaire, même si elle passe, en période calme, c'est-à-dire le plus souvent, par l'expression d'idées, ne consiste pas à opposer des idées à d'autres idées, ce qui est le propre de l'opinion publique. Elle oppose ce que l'on pourrait appeler une ligne de vie à la société actuelle.

Connaître, c'est partager une formation. La diffusion des textes révolutionnaires sert autant à nouer des liens qu'à éclairer des idées. Par les liens qu'elle tisse entre ses rédacteurs, et avec des lecteurs suffisamment actifs pour entrer en relation avec ses rédacteurs, par la ligne de vie que ces liens impliquent, *La Banquise* représente un petit peu plus qu'une revue.

Lire *La Banquise* ne peut être utile et intéressant que pour ceux qui ont déjà, au départ, un minimum en commun avec nous. Ceux-là posent le même regard que nous sur le monde, ils se sont placés du même point de vue. Notre ligne de vie est aussi ligne de mire.

D'où nous vient-elle ? D'une réalité immédiate : l'insatisfaction radicale que nous procurent notre vie et le spectacle du monde. D'un effort critique inséparable d'une pratique (grèves, mai 68, etc.). Des connaissances qui nous sont parvenues par d'autres canaux que ceux des médias (contacts directs). Et enfin des signaux transmis à travers le prisme déformant des médias et en dépit d'eux. Notre point de vue est donc toujours plus ou moins un faire. La théorie — et la seule existence de *La Banquise* — sont déjà un commencement de transformation du monde. Notre existence à nous, et celle de nos lecteurs, en sont déjà, si peu que ce soit, modifiées. Ne serait-ce que parce que tout effort critique implique un mode d'emploi des médias et des informations.

Quand le prolétariat agit, il crée aussitôt ses propres canaux, à travers lesquels circulent les connaissances nécessaires à l'action. Quand son action demeure diffuse ou balbutiante, dans les périodes de calme, notre point de vue se réduit presque à cela — un point de vue — une vision, une attitude relativement passive, un faire presque uniquement réduit à un dire. Il ne nous permet que de *dire* la vérité de ce monde. Car il n'y a pas de vérité en dehors d'un point de vue qui lui affecte un sens.



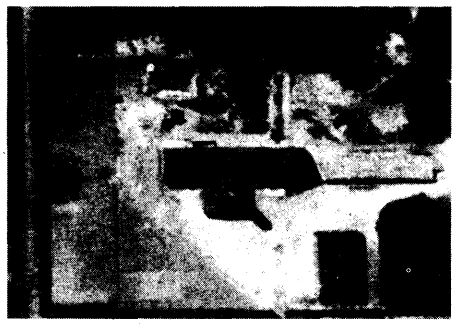
Notre point de vue affecte un sens véridique au spectacle du terrorisme, en dépit même du spectacle. La vérité de la mort de Baader et de ses camarades c'est qu'ils ont été placés dans une situation mortifère avec l'assentiment de l'opinion publique. Là était l'important, alors que trancher pour une quelconque version précise de leur mort, c'est encore faire le jeu de l'opinion qui recherche la « vérité objective ». Il en va de même dans la question du terrorisme italien. La fin des notes intitulées *Terrorisme et vérité officielle* (*LB* N° 1) semble avoir donné à penser que nous adoptions le point de vue de Censor/Sanguinetti. Ce serait

une erreur. Nous ne partageons pas le point de vue de l'hypersitu que fascinent les hommes de pouvoir et qui trouvera toujours l'aristocrate cynique et manipulateur moins digne de son mépris que le premier gauchiste venu.

Dans leur frénésie élitiste, les situs ont fantasmé partout des « Censor » et d'intelligents généraux de gendarmerie manipulant les forces politiques comme autant de pions sur un échiquier. Cela nous semble faux. Les hommes politiques sont eux-mêmes manipulés par la politique, au moins autant qu'ils la manipulent. Peu nous importe que les BR soient manipulées à 25, 50 ou 100 pour 100. Entre les ouvriers révolutionnaires d'un côté et les situs de l'autre, nous ne pensons pas qu'il n'y a strictement rien. Nous savons au contraire qu'entre les théoriciens et le prolétariat il existe mille formes d'agitation et qu'il n'y a pas de solution de continuité entre l'agitation de la base et les impasses d'une violence de plus en plus isolée du mouvement social, et dans laquelle l'Etat trouve matière à manipulation. A quel point tel ou tel chef des BR était-il conscient de servir les intérêts d'une fraction du capital italien contre une autre ? La réponse à une telle question ne peut intéresser que des flics, des juges, ou des gens qui hypertrophient la question stratégique au point de ne plus voir dans la contre-révolution qu'une stratégie étatique.

Ceux qui se placent de notre point de vue n'aperçoivent qu'une vérité dans les affaires embrouillées du terrorisme italien : comme ont fini par le dire eux-mêmes sans y voir malice les « brigadologues », les BR ont *toujours* frappé dans les périodes de crise sociale, permettant ainsi à l'Etat italien de réunir un consensus minimum.

Sur des photos du camp d'Auschwitz tirées des archives de la CIA, Faurisson et ceux qui se placent de son point de vue *voient* la preuve de l'inexistence des chambres à gaz. Sur les mêmes photos, les historiens officiels et ceux qui partagent leur point de vue *voient* la preuve du contraire. Quant à nous (*cf.* photo ci-dessous) nous voyons un certain nombre de taches noires et grises à peu près dépourvues de sens. *Il n'y a pas de vérité en dehors d'un sens.* Le débat d'historiens qui occulte la critique de l'imagerie moderne du nazisme n'a, pour nous, aucun sens. Le minimum, pour tout révolutionnaire, est de refuser d'entrer dans les *faux débats* dont se nourrit l'opinion publique.



DANS LES PROCHAINS NUMÉROS...

La guerre (2)
fonction de la guerre, 14-18, 39-45,
vers une troisième guerre impérialiste ?

*

Biologie et révolution

*

L'I.S.

*

Le langage

*

Les mésaventures du négatif
Qu'y a-t-il de communiste dans les refus
dont se nourrissent les néoréformistes
(écologisme, féminisme, attachement aux racines...) ?

LA BANQUISE
Revue de critique sociale

Paraît quatre fois l'an Abonnement 1 an : 65 F

Resp. publ. : G. Dauvé

Pour toute correspondance :
LA BANQUISE
B.P. n° 214 75623 Paris Cedex 13

Photocomposition CICERO
(1) 858.08.22

Imprimerie S.P.M.
14, rue Charles V
75004 Paris

CPPAP : 65.210

Deuxième trimestre 1983

Les textes publiés dans la BANQUISE peuvent être librement reproduits, sans indication d'origine.

Le fil conducteur est au fond la relation entre le capitalisme et l'activité humaine dans laquelle il puise son dynamisme sans jamais l'épuiser entièrement. Le mouvement prolétarien ne se fonde ni sur des états d'âme ni sur l'espoir que le capitalisme sera un jour *vraiment* insupportable. La révolte « à titre humain », universelle et non catégorielle, naît d'une limite du capital, manifestée entre autres dans les crises économiques, mais qui ne se réduit pas à elles.

Où va une société qui repose sur le travail tout en le rendant inutile ? Dans laquelle le travail salarié subsiste, alors que le travail tout court devient non pas superflu mais inessentiel dans une bonne partie de la production et de la société ?

La seule « défense de la condition prolétarienne » est désormais une impasse, un programme irréalisable, ou un néo-syndicalisme. Pour les prolétaires, la difficulté présente vient de ce qu'ils ne peuvent plus se revendiquer de rien de ce qui existe en ce monde, pour le défendre, l'étendre, encore moins le transformer dans un sens « progressiste » qui leur serait favorable. C'est pour cela qu'un mouvement révolutionnaire, et donc ses regroupements communistes annonciateurs, ont tant de mal à émerger.